

UNIVERSITE PARIS I PANTHEON - SORBONNE
UFR DE SCIENCE POLITIQUE

LA RECONSTRUCTION POST-CONFLIT

**LA RECONVERSION D'UN MOUVEMENT DE GUERILLA
EN PARTI POLITIQUE**

**LE CAS DU MOUVEMENT DE LIBERATION DU CONGO EN
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

MEMOIRE EN VUE DE L'OBTENTION DU MASTER 2 RECHERCHE
Mehdi BELAID

Sous la direction de M. Richard BANEGAS

Septembre 2007

Sommaire

Introduction.....	2
Chapitre I. Le MLC « mouvement politico-militaire », adhésion, mode de fonctionnement et stratégie d’extraversion.....	25
A. L’adhésion au mouvement.....	25
1. Un moyen de revanche.....	25
2. Un certain opportunisme.....	29
3. Le maquis comme lieu de sociabilité.....	33
4. Une certaine dimension romantique de l’engagement.....	36
B. L’interaction entre militaires et politiques.....	37
1. Une organisation créée spécifiquement pour la lutte armée.....	38
2. L’articulation des logiques politique et militaire.....	49
3. Le rapprochement du civil et du militaire par la technicité et le savoir.....	42
C. Le MLC, un parti-Etat ?.....	44
1. Les relations entre les combattants et les civils.....	45
2. La construction d’institutions politiques dans les territoires conquis.....	51
D. Une stratégie d’extraversion.....	55
1. Les relations avec l’Ouganda.....	55
2. Expéditions centrafricaines et « affaire cannibalisme ».....	59
Chapitre II. Le MLC « parti politique », stratégie, relations de pouvoir, et rapports à l’environnement international.....	67
A. Une stratégie réaliste.....	68
1. Aspects organisationnels.....	68
2. Un ancrage dans le temps mondial moderne.....	69
3. La volonté de développement des capacités d’expertise.....	71
B. La communication du parti ou l’arme nouvelle des médias.....	72
1. La revendication d’un héritage spécifique.....	72
2. Les médias au cœur du conflit politique.....	75
C. L’action du « Big Man » et le « pouvoir du bas ».....	81
1. Une domination de type charismatique au sein du mouvement.....	81
2. Le pouvoir de la base.....	85
D. Le MLC et la communauté internationale.....	88
1. Une profonde aversion pour la communauté internationale.....	88
2. L’intériorisation populaire du poids de la communauté internationale sur le leadership congolais.....	92
Chapitre III. De l’Equateur à la République Démocratique du Congo, le MLC dans un contexte spatial modifié : intégration, recomposition et socialisation.....	96

A. Le MLC dans l'arène politique.....	96
1. La perception par le MLC du fonctionnement institutionnel.....	97
2. Des agendas post-électoraux cachés ?.....	100
3. La question de l'acceptation des institutions politiques comme seule source d'autorité légitime.....	101
B. Reversions, défections et adhésions.....	105
1. Le MLC face au processus d'intégration des anciens combattants dans les FARDC.....	105
2. La fuite des cadres du mouvement.....	109
3. Les « combattants de la 25 ^{ème} heure », porteurs d'un souffle nouveau mais objets de méfiance.....	115
C. le processus de « socialisation » du MLC ou la conversion du regard : de l'ennemi à abattre à l'adversaire politique.....	118
1. La personnification du champ politique et sa bipolarisation.....	119
2. L'ethnisation du champ politique : un profond clivage Est/Ouest.....	123
3. Un manque de confiance envers la partie adverse.....	127
Chapitre IV. L'évolution du répertoire d'action : de la lutte armée à la participation électorale.....	131
A. Le MLC face à de nouveaux modes d'action politique.....	131
1. Le MLC, de la temporalité de la lutte armée à la temporalité de la lutte électorale.....	131
2. Le mouvement et la monétarisation de l'action politique.....	136
B. Le passage des dynamiques de la mobilisation armée à celles des formes institutionnelles de l'action partisane.....	141
1. Une redéfinition de la légitimité du MLC.....	141
2. Suspension ou abandon de la lutte armée ?.....	143
3. Pour un élargissement du répertoire d'action.....	147
C. La question de la capitalisation des héritages de la lutte armée.....	151
1. La prégnance d'un discours guerrier.....	151
2. La lutte armée : origine du mouvement et légitimité actuelle du mouvement.....	153
3. L'appropriation des héritages de la lutte armée par les non combattants.....	155
D. La garde rapprochée de J-P Bemba, un élément essentiel de l'action politique du MLC.....	158
1. Composition et localisation.....	160
2. Une certaine nostalgie du passé.....	163
3. Lutte armée et « parenthèse politique ».....	167
Conclusion.....	172
Bibliographie.....	175

Remerciements

Je tiens à remercier mon directeur de recherche, Monsieur Richard Banégas pour sa disponibilité et ses conseils. Je tiens également à remercier mes parents, Flora, Delphine pour sa patience et son soutien, ainsi que tous ceux sans qui cette enquête aurait pu prendre une tournure beaucoup plus délicate; en France : Alphonse Maindo et Emmanuel, en République Démocratique du Congo : Gérard, Emery et Thierry.

Liste des acronymes utilisés

ADF : Allied Democratic Forces
AGI : Accord Global et Inclusif
AFDL : Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo
ALC : Armée de Libération du Congo
APR : Armée Patriotique Rwandaise
CEI : Commission Electorale Indépendante
CIAT : Comité International D'Accompagnement de la Transition
DIC : Dialogue Inter Congolais
DSP : Division Spéciale Présidentielle
FAC : Forces Armées Congolaises
FAR : Forces Armées Rwandaises
FARDC : Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FAZ : Forces Armées Zaïroises
FPR : Front Patriotique Rwandais
GSSP : Groupe Spécial pour la Sécurité Présidentielle
LINELIT : Ligue Nationale pour des Elections Libres et Transparentes
LRA : Lord's Resistance Army
MLC : Mouvement pour la Libération du Congo
MONUC : Mission d'Observation des Nations Unies au Congo
PIR : Police d'Intervention Rapide
RCD : Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RCD-G : Rassemblement Congolais pour la Démocratie-Goma
RCD-ML : Rassemblement Congolais pour la Démocratie-Mouvement de Libération
RCD-N : Rassemblement Congolais pour la Démocratie-National
RENACO : Regroupement des Nationalistes Congolais
RENAMO : Resistencia Nacional Moçambicana
UN : Union pour la Nation
UNITA : Uniao Nacional para a Independencia Total de Angola
UPDF : Uganda People's Defence Forces
UPI : Unité de Police Intégrée

Ils ont tourné le dos à la voie des armes, ils se sont tournés vers la conversion des mentalités mais le problème qui revient, c'est que c'est une leçon pour ceux qui sont restés dans la forêt. Ils disent « voilà, si vous voulez avoir l'argent, si vous voulez être au soleil, il faut être rebelle, on va vous appeler, on va vous dire, nous reconnaissons votre mouvement. Et on vous donne de l'argent, on vous donne des maisons, donc il faut faire cela. »

Marcel Mumba, membre de la ligue nationale pour des élections libres et transparentes, Kinshasa, mars 2007

Introduction

Depuis le début des années 1990, les accords de partage du pouvoir entre belligérants sous l'égide de la communauté internationale semblent être l'instrument privilégié pour amener la paix dans des pays en proie à un conflit armé interne. Du Salvador au Mozambique, en passant par l'Angola, de nombreux pays ont expérimenté cette solution avec plus ou moins de succès.

En effet, seule une petite minorité de conflits se termine par la victoire complète d'une des factions belligérantes. Ceci est à mettre en relation avec les difficultés de la *bush war*¹ mais aussi avec la faiblesse endémique des armées gouvernementales, dans des Etats souvent dits « faibles ». Des conflits s'éternisent parfois car les différents protagonistes souhaitent « monnayer leurs capacités de nuisance », c'est-à-dire négocier au mieux l'intégration dans les structures politiques et militaires du nouvel Etat. L'institutionnalisation de cette formule semble créer en effet un certain degré de prévisibilité pour des entrepreneurs politiques ambitieux, à tel point que l'on se demande parfois si une des principales motivations de nombreux mouvements rebelles n'est pas d'intégrer un gouvernement de transition.

La République Démocratique du Congo a pu être considérée comme un cas typique de ce que l'on appelle les *collapsed states*. La définition la plus couramment utilisée pour décrire ce phénomène est celle que William Zartman donne en 1995, il définit les Etats effondrés (*collapsed states*) comme des « situations où la structure, l'autorité légitime et l'ordre politique se sont effondrés et doivent être reconstitués dans une forme ancienne ou nouvelle »². Un biais important semble émerger dans un grand nombre d'études sur le phénomène des Etats faillis, les éléments qui semblent être les causes de l'effondrement des Etats chez certains auteurs s'apparentent à des symptômes pour d'autres.

En règle générale, un Etat est dit effondré ou défaillant quand il ne peut plus assurer les fonctions qui sont les siennes. Cette définition minimale amène aisément à confondre guerres civiles, Etats effondrés ou encore crises politiques. De plus, le phénomène de défaillance de l'Etat fait l'objet de différentes appellations selon les auteurs, Zartman parle de *collapsed states*, Joel Migdal de *weak states*³, Ali Mazrui de *failed states*⁴, Amin Saikal de *disruptive*

¹ La configuration géographique du terrain peut complexifier considérablement la tâche des armées gouvernementales. En République Démocratique du Congo, la forêt qui recouvre une grande partie du pays représente un sanctuaire pour des mouvements insurrectionnels

² William ZARTMAN (ed), *Collapsed States, the Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*, London, Lynne Rienner Publishers, 1995, p.1

³ Voir Joel Migdal, *Strong Societies and Weak States :State-Society Relations and State Capabilities in the*

*states*⁵, Robert H. Jackson de *quasi states*⁶, tout ceci pour désigner des phénomènes similaires ou du moins, qui mériteraient un effort de distinction. Par ailleurs, dans ce genre d'études, l'accent est souvent mis sur les conséquences présumées de la défaillance des Etats et non sur la notion en elle-même, les critères qui font d'un Etat un Etat failli, demeurant sujets à caution. En effet, des situations que l'on considère propres aux Etats faillis peuvent être présentes dans des Etats qui ne sont pas en proie à un effondrement imminent. Les causes de l'effondrement des Etats sont également souvent confondues avec les contributions à l'effondrement de l'Etat. Ces dernières ne constituent en aucun cas une cause profonde de l'effondrement des Etats.

Du Zaïre à la République Démocratique du Congo

Les conflits qui ont touché le Congo ont impliqué plusieurs coalitions et ont entraîné une situation dans laquelle, un Etat démembré a été ouvert à des impérialismes africains. Le Congo-Zaïre a connu entre 1996 et 2002 plusieurs types de conflits qui se sont enchevêtrés : une guerre d'annexion, une guerre de prédation, une guerre identitaire, une guerre ethnique. Dans tous ces conflits entremêlés, une logique d'occupation-prédation l'a souvent emporté. Une pléthore d'acteurs non étatique a pris part au conflit.

Selon la définition de Bach et Sindjoun, la conflictualité est conçue comme « une des dimensions constitutives de la dynamique sociale, un élément de « conjoncture critique » caractérisé par l'échange de coups symboliques et physiques entre protagonistes, par un relâchement, voire une dissolution des normes et pratiques fondatrices de la cohésion ou du maintien du statu quo », enfin et surtout par « une désinstitutionnalisation relative ou totale de l'ordre politique ». Il s'agit d'un rapport social d'hostilité entre diverses parties⁷.

Il ne faudrait pas voir dans ces conflits de nouvelles guerres, d'un type nouveau depuis la fin de la Guerre Froide⁸. Les conflits en Afrique centrale plongent leurs racines bien au-delà de 1989. La dimension locale et autonome de ces conflits a toujours été minorée par

Third World, Princeton, New Jersey, 1988

⁴ Voir Ali Mazrui, "The blood of experience : The Failed state and political collapse in Africa", in *World Policy Journal*, Volume 12, n°1, 1995, p.28-34

⁵ Voir Amin Saikal, « Dimensions of State Disruption and International Responses », in *Third World Quarterly*, n°21, janvier 2000, p.39-49

⁶ Voir Robert H. Jackson, *Quasi-States : Sovereignty, International Relations and the Third World*, New York, Cambridge University Press, 1990

⁷ Daniel BACH et Luc SINDJOUN, « Ordre et désordre en Afrique », in *Polis, revue camerounaise de science politique*, n°2, volume 4, novembre 1997, pp. 3-18, p.4

⁸ Sur le concept de « nouvelles guerres », notion qui reste sujette à caution, voir Mary KALDOR, *New & Old Wars : organised violence in a global era*, Cambridge, Malden, 2006

l'accent mis sur l'importance de la Guerre Froide.

Dans le milieu des années 1990, le Zaïre est en plein marasme économique. Après plus de trente années de mobutisme, le pays est au bord du chaos, en proie à des pillages économiques et à des troubles politiques récurrents. Les conflits qui touchent les pays voisins viennent se greffer aux dissensions importantes qui touchent le Zaïre. Lorsqu'en 1996, la guerre éclate, plusieurs conflits de différente nature vont s'enchevêtrer et plonger le pays dans un « imbroglio conflictuel ».

Le génocide rwandais du printemps 1994 a de graves répercussion sur ce qui est encore à l'époque le Zaïre du maréchal Mobutu. A l'été 1994, plus de 700 000 réfugiés hutu franchissent la frontière et s'installent au Nord Kivu où vivent déjà 425 000 Banyarwanda⁹. D'autres vagues de Hutus rwandais vont suivre ce mouvement et s'installer au Sud Kivu. Parmi ceux-ci, de nombreux génocidaires, ex-FAR (Forces Armées Rwandaises) et Interahamwe¹⁰ profitent du mouvement pour fuir le pays aux mains du FPR. Ils vont peu à peu prendre le contrôle des camps de réfugiés du Kivu. On dénombre donc dans le courant de l'année 1994 plus de 1,1 millions de réfugiés hutu au Zaïre¹¹. De ce fait, la composante hutu devient nettement majoritaire dans les deux Kivu.

Le Maréchal Mobutu se trouve de plus en plus isolé. A l'été 1996, pour ajouter un peu plus de trouble à une situation déjà explosive, des vétérans Banyamulenge¹² démobilisés reviennent au Sud Kivu avec de jeunes tutsi formés militairement au Rwanda, des soldats de l'APR (Armée Patriotique Rwandaise, composante armée du FPR), ainsi qu'avec des mercenaires issus de plusieurs pays d'Afrique de l'Est. Par ailleurs, les incursions de l'APR en territoire congolais deviennent récurrentes. L'APR poursuit ainsi un double objectif : pourchasser les génocidaires hutu et porter secours à ses « frères Banyamulenge victimes de discriminations ethniques »¹³

Le Rwanda, en exerçant au départ un droit de poursuite, s'implique peu à peu dans deux conflits distincts: expédition punitive d'une part et guerre préventive d'autre part. Dans un premier temps, à l'été 1996, la guerre au Kivu est menée par des soldats rwandais, des rebelles banyamulenge et des mercenaires originaires d'Afrique de l'Est. Laurent-Désiré Kabila¹⁴ et d'autres rebelles zaïrois ne se greffent qu'après à ce que certains décrivent comme

⁹ Ce sont des populations congolaises d'ascendance rwandaise hutu ou tutsi

¹⁰ Ce sont des milices hutu ayant pris une part active au génocide au Rwanda

¹¹ Olivier LANOTTE, *Guerres sans frontières en République Démocratique du Congo*, Bruxelles, GRIP-Complexe, 2003, p.35

¹² Les Banyamulenge, également d'ascendance rwandaise sont présents au Sud Kivu et sont essentiellement tutsi

¹³ Olivier LANOTTE, *Guerres sans frontières... op.cit.*, p.160

¹⁴ C'est l'un des plus anciens opposants au régime de Mobutu. Son maquis se trouvait dans la région est du

une « internationale tutsie ». Le 18 octobre 1996, l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) est formellement créée. Cette alliance regroupe officiellement quatre « mouvements révolutionnaires »: l'Alliance Démocratique des Peuples (ADP), le Conseil National de la Résistance (CNR), le Mouvement Révolutionnaire pour la Libération du Zaïre (MRLZ), le Parti Révolutionnaire Populaire (PRP).

L'objectif de cette rébellion est la chute du régime du Maréchal Mobutu. Face à l'avancée de la coalition sous parrainage rwando-ougandais, les FAZ n'opposent que peu de résistance et fuient souvent devant l'avancée des combattants après avoir pris soin de piller tout ce qui pouvait l'être. Parallèlement, plusieurs centaines de milliers de réfugiés hutu sont jetés sur les routes.

Des dizaines de milliers de Congolais, dont beaucoup de « kadogos », jeunes enfants soldats, s'enrôlent dans l'AFDL, notamment en raison de la détérioration du niveau de vie au Zaïre. En janvier 1997, l'AFDL se nationalise avec l'arrivée des « gendarmes katangais », le Katanga étant par ailleurs la région d'origine de Kabila. Le mouvement va également connaître au début de 1997 une expansion vers le sud du pays avec le renfort des troupes angolaises. Cette implication de Luanda va accélérer l'avancée de l'AFDL vers Kinshasa en permettant l'ouverture d'un nouveau front. L'AFDL fait déjà montre de sa volonté de capter le « Zaïre utile ».

Cette alliance représente en fait une coalition hétéroclite de mouvements avec des intérêts divers : opposants historiques d'obédience marxiste ou non, lumumbistes, anciens gendarmes katangais, troupes régulières étrangères, hommes d'affaires plus ou moins douteux... Au-delà de leur objectif commun, le renversement du régime de Kinshasa, on peut observer les prémices d'un conflit larvé entre ethnies se considérant comme congolaises et populations d'ascendance rwandaise perçues comme étrangères¹⁵.

En mai 1997, après une guerre éclair, l'AFDL pénètre dans Kinshasa. Miraculeusement, la capitale est épargnée grâce à la décision de certains officiers, comme le Général Mahele de ne pas mener de contre offensive inutile. Il le paiera de sa vie. Malgré les efforts du Président sud Africain Nelson Mandela, aucun compromis n'est trouvé, le Maréchal Mobutu s'enfuit in extremis et s'éteindra quelques mois plus tard à Rabat au Maroc. Kabila s'auto-proclame Président, l'espoir renaît parmi la population mais celui-ci est de courte

pays. En perte de vitesse depuis déjà plusieurs années, Kabila s'adonne à des activités commerciales plus ou moins légales aux confins du Congo et de la Tanzanie

¹⁵ Jean-François HUGO, *la République Démocratique du Congo, une guerre inconnue*, Paris, Michalon, 2006, p.89

durée. L'intermède pacifique durera à peine une année.

Très rapidement, Laurent-Désiré Kabila est assimilé à un clone de Mobutu à tel point que l'on commence à parler de « transition dictatoriale » pour qualifier le changement de direction dans ce que l'on appelle à présent République Démocratique du Congo. L'ancien guérillero se considère comme pleinement légitime et exprime clairement sa radicalisation vis-à-vis de l'opposition non armée en interdisant l'activité des partis politiques par exemple.

Les ministres nommés sont peu au fait des réalités et pour la plupart inexpérimentés, tous les pouvoirs sont aux mains du Président. Plus généralement, il est entouré de membres de la diaspora, de tutsis congolais et rwandais ou encore d'anciens dignitaires mobutistes. Signalons également que les postes à responsabilité font l'objet d'âpres luttes de clans.

Le calme ne dure pas très longtemps, le spectre des dizaines de milliers de réfugiés hutu manquant à l'appel dans l'est du pays vient planer au-dessus de Kinshasa et jette le discrédit sur les nouvelles autorités congolaises. Une commission d'enquête¹⁶ est créée par l'ONU pour établir la lumière sur le sort des réfugiés hutu, les troupes de l'AFDL sont accusées de tueries à grande échelle.

De plus, Kabila, peu habitué aux exigences de la diplomatie, se met rapidement à dos les Etats-Unis, la France, la Belgique, l'Afrique du Sud et l'ONU.

En juillet 1998, c'est la fin de la coopération militaire entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda, les soldats de l'APR sont expulsés, des pogroms anti tutsi éclatent dans les grandes villes du pays et à Kinshasa en particulier. Pour aggraver une situation déjà explosive, plusieurs unités des FAC (Forces Armées Congolaises) formées par les Rwandais se mutinent.

De leur côté, Rwandais et Ougandais se sentent trahis, pour eux, les accords passés avec Kabila n'ont pas été tenus, notamment en ce qui concerne la formation et l'encadrement des nouvelles recrues des FAC et de la police nationale¹⁷. Plus généralement, les anciens parrains de Kabila estiment que leur « retour sur investissement » demeure très insuffisant en RDC.

En août 1998 est créé le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD). Ce mouvement, au départ soutenu par le Rwanda et l'Ouganda, se définit comme une plateforme

¹⁶ Cette commission a été dirigée par Roberto Garreton, rapporteur spécial auprès de l'ONU, défenseur des droits de l'homme durant la dictature chilienne et auteur de plusieurs rapports sur l'Afrique des Grands Lacs. Voir notamment Roberto GARRETON, « L'impossible enquête », in *Le Monde Diplomatique*, décembre 1997, p.3

¹⁷ Thierry BRASPENNING et Emmanuel M.A. NASHI, « La RDC, entre les pressions externes et internes », in *Géopolitique africaine*, n°3, été 2001, pp.211-231, p.212

politico-militaire rassemblant des anciens ténors du mobutisme, d'anciens leaders tutsi de l'AFDL, des universitaires et des opposants politiques. La branche militaire du mouvement est composée de membres de l'APR, des ex-FAZ, de combattants Banyamulenge et Banyarwanda, de soldats des FAC. Le RCD est dirigé au départ par l'universitaire Wamba Dia Wamba, il bénéficie d'un soutien total de la part des soldats rwandais.

En novembre 1998, l'Ouganda décide d'ouvrir un nouveau front au nord de la RDC. C'est ainsi qu'il encourage la création du Mouvement pour la Libération du Congo (MLC), dirigé par l'homme d'affaires Jean-Pierre Bemba. Ce mouvement est composé principalement de membres des ex-FAZ et de la redoutable DSP (Division Spéciale Présidentielle), la garde rapprochée du Maréchal Mobutu lorsque celui-ci était au pouvoir. Le MLC, qui reçoit l'appui financier de dignitaires de la Deuxième République, se veut nationaliste et anti-Rwandais, il se présente comme une alternative congolaise à la « solution rwandaise » du RCD et au régime de Laurent-Désiré Kabila. Le MLC agit au départ au nord de la Province orientale et dans l'Equateur.

Si Kampala a contribué à la création du MLC, c'est que le RCD est rongé dès le départ par d'importantes dissensions¹⁸. Par ailleurs, un allié sûr dans le nord-est du pays permettrait aux officiers ougandais de l'UPDF de prélever avec plus de facilité les ressources naturelles de cette région. Ces relations privilégiées permettront une optimisation de l'exploitation des ressources dans les régions occupées. Il ne faudrait pas non plus négliger le problème de la stature internationale du Président ougandais Yoweri Museveni. En effet, l'Ouganda, décrit comme un des meilleurs élèves du FMI sur le continent et un des alliés les plus sûrs de Washington dans la région, pâtit de l'image négative donnée par cette « invasion » en territoire étranger et des échos qui sont faits des exactions commises par le RCD. C'est donc pour se démarquer du RCD et pour l'affaiblir par la même occasion que le MLC est créé.

Sur le terrain, ce conflit se traduit de plusieurs manières : une « guerre classique » mettant aux prises deux coalitions sur un front officiel mais aussi deux autres conflits, les mouvements rebelles (MLC, RCD) et leurs alliés (Ouganda, Rwanda et Burundi) contre les Maï Maï¹⁹, les miliciens Interahamwe, les ex-FAR, l'ADF, la LRA, les FDD, tous ces groupes

¹⁸ Il existait par ailleurs des relations privilégiées entre Bemba et Kampala. Jean-Pierre Bemba était déjà en affaire depuis longtemps avec des officiels ougandais avant la guerre, notamment dans l'exportation vers l'Europe de la perche du Nil pêchée dans le Lac Victoria et qui transitait par l'aéroport d'Entebbe en Ouganda

¹⁹ Les Maï Maï sont des milices tribales locales, plus ou moins unies selon les intérêts, qui mobilisent la population pour défendre l'ordre rural traditionnel contre ce qui est perçu comme des influences étrangères, notamment coloniales. Ces combattants mobilisent le registre d'anciennes pratiques occultes d'invincibilité. Ces milices sont tout d'abord apparues dans les années 1960, puis, elles ont connu des résurgences dans les années 1990, en lien avec l'exclusion d'ordre socio-politique dont les populations locales ont pâti. Le retour en force de

étant généralement désignés sous le vocable de « forces négatives » par les autres protagonistes du conflit. Puis après 1999, l'APR et le RCD (dit RCD-Goma)²⁰ s'opposent troupes de l'UPDF, du MLC et du RCD-ML, le tout sur un front non officiel concentré à l'intérieur des zones contrôlées par les rebelles et leurs alliés.

Plus généralement, les rebelles contrôlent la moitié du territoire, mais de manière aléatoire. Le RCD et ses alliés rwandais ne contrôlent que les villes du Kivu et les enclaves minières; ailleurs, les Mai Mai organisent la résistance au service de Kinshasa.

Au fil des mois, la plupart des combats se déroulent sur le front « non officiel », à proximité des zones de gisement de diamants et de métaux précieux. Dans cette guerre, les fronts se font et se défont sans toutefois donner à l'une ou l'autre des parties un avantage décisif²¹.

Toujours dans le Kivu, Kabila est accusé d'utiliser des miliciens Interahamwe et des membres des ex-FAR pour mener la contre-offensive. Ceci illustre bien l'incapacité structurelle des FAC à contrer l'offensive. Lorsque les militaires restés fidèles à Kinshasa ne sont pas épaulés par les Zimbabwéens et les Angolais, c'est la débandade devant l'ennemi après le pillage des lieux. En un sens, on peut faire un parallèle entre l'activité des FAC en 1998 et celle des FAZ en 1997.

En zone rurale, le conflit prend une autre dimension, des bandes armées s'affrontent entre elles, que cela relève du registre du banditisme, de l'épuration ethnique ou du politique. En bref, l'enchevêtrement des différents types de violence est total. Précisons également qu'il n'y a pas d'armée mono-ethnique dans ce conflit, les jeux d'alliance se font et se défont rapidement. Par exemple, de nombreux banyamulenge refusent la tutelle du RCD, des Rwandais de l'APR et se retournent ainsi contre leurs anciens parrains²². Les catégories de combattants se brouillent au fur et à mesure que le conflit prend de l'ampleur. Ces

ces milices souvent considérées comme des forces d'autodéfense populaires dans le Nord Kivu est également à mettre en relation avec leur aversion croissante envers les réfugiés rwandais et le régime du Maréchal Mobutu. Plus généralement, le vocable « Mai Mai » désigne aujourd'hui de façon vague tout groupe de jeunes gens en armes originaires de l'est de la RDC. Jusqu'en 1996, leurs actions étaient dirigées contre les communautés Banyarwanda, puis contre tous les intérêts tutsi dans la région. Cependant, ces nouvelles recrues sont mues par des motivations économiques individuelles plus que par des sentiments patriotiques. Le caractère anti-tutsi de ces milices souvent sans grande structure élaborée est également à remettre en cause car elles nouent souvent des alliances fluctuantes, à tel point que l'on parle souvent de « banditisme social » pour qualifier leurs actions.

²⁰ Le RCD connaîtra de nombreuses scissions. A sa formation, en août 1998, le mouvement est dirigé par l'universitaire Ernest Wamba dia Wamba. En 1999, suite à des dissensions, Wamba s'installe à Kisangani, son organisation devient alors le RCD-K et bénéficie du soutien ougandais, la faction demeurant au Kivu prenant l'appellation de RCD-Goma avec l'appui rwandais. Peu après, Wamba est évincé de la direction du mouvement dont le leader devient Mbusa Nyamwisi, le RCD-K est alors rebaptisé RCD- Mouvement de Libération (les appellations RCD-ML et RCD-K-ML désignant les mêmes entités). Le RCD-Goma et le RCD-K-ML continueront à connaître un mouvement de scissiparité.

²¹ Thomas L. BLANC, « « Diamonds are forever », Le Zimbabwe, les diamants et la guerre en RDC », in *Afrique contemporaine*, n°197, Premier trimestre 2001, pp.34-47, p.44

²² Gauthier DE VILLERS, *RDC, guerre et politique, les trente derniers mois de L.D. Kabila (août 1998-*

catégories peuvent désigner des réalités fort différentes selon les contextes sociaux ou historiques. Par ailleurs, la dimension libératrice de ce conflit n'est pas perçue par la population, contrairement au conflit précédent. La popularité de Kabila va donc en grandissant, surtout dans l'est du pays et les mouvements rebelles peinent souvent à recruter de nouveaux combattants.

En mai 1999, le RCD-ML (Mouvement de Libération) est créé avec le soutien de Kampala qui veut affaiblir le Rwanda. Le RCD originel devient alors le RCD-Goma. Cependant, des dissensions éclatent entre les différents chefs de guerre du RCD-ML. En janvier 2001, Museveni impose une union entre le MLC et le RCD-ML sous l'égide de Jean-Pierre Bemba, le FLC est alors créé (Front de Libération du Congo).

Au début de l'année 2000, l'ONU s'implique en appelant les forces étrangères, pour la première fois explicitement nommées, à quitter le pays²³. Ne voulant pas rééditer l'épisode de 1997 où l'ONU avait littéralement été prise de court par l'avancée éclair de l'AFDL, l'organisation envoie début 2000 un premier contingent de 5500 hommes pour veiller à l'application des accords de Lusaka qui représentent au départ le fondement juridique de leur action²⁴. Cette force multinationale qui est également chargée d'acheminer l'aide humanitaire n'a dans un premier temps pas la possibilité de faire usage de la force. En juillet 2003, la MONUC (Mission d'Observation des Nations Unies au Congo) est autorisée par la résolution 1493 du Conseil de Sécurité à employer la force en cas de nécessité. Peu à peu, ses prérogatives, son budget et ses effectifs vont augmenter de façon considérable, jusqu'à atteindre 17 000 hommes et 1 milliard de dollars de budget annuel, ce qui en fait de l'opération en RDC la plus grande opération de *peace keeping* en cours²⁵.

L'Afrique du Sud, dans sa volonté de s'affirmer comme « poids lourd diplomatique du continent », a toujours privilégié la voie diplomatique. Elle veut éviter un affrontement entre l'Ouganda et le Rwanda, mais sa diplomatie a été mise à mal par l'implication de ces deux pays dans la deuxième guerre du Congo alors qu'ils étaient présentés comme les garants de la promotion d'une « renaissance africaine » .

Ce conflit a été parsemé de signatures de cessez le feu et d'accords de paix qui ont mis du temps avant de se concrétiser. Différents pays africains ont tenté de jouer le rôle de médiateur avec plus ou moins de succès. La Libye a été l'initiatrice des accords de Syrte signés en avril 1999 par la République Démocratique du Congo, le Tchad et l'Ouganda. Ces

janvier 2001), Paris, L'Harmattan, 2001, p.149

²³ Olivier LANOTTE, *Guerre sans frontières... op.cit.*, p.136

²⁴ Jean-François HUGO, *La République Démocratique du Congo, une guerre inconnue...op.cit.*, p.59

²⁵ Thierry VIRCOULON, « RDC, la démocratie sans démocrates », in *Politique étrangère*, Automne 2006,

accords prévoyaient le retrait des forces étrangères et le déploiement d'une force d'interposition africaine. Mis à part le retrait des troupes tchadiennes, ces accords se sont soldés par un échec²⁶.

Le 10 juillet 1999 est signé l'accord de Lusaka en Zambie sous les auspices du Président Chiluba. Prennent part à cette rencontre la République Démocratique du Congo, le Rwanda, l'Ouganda, la Namibie, le Zimbabwe et l'Angola. Sont prévus un cessez le feu immédiat, le désarmement des milices, le déferrement des personnes suspectées de génocide devant le TPIR (Tribunal Pénal International pour le Rwanda) à Arusha en Tanzanie. Cependant, en l'absence de l'ONU, cet accord était impossible à mettre en œuvre et est donc resté lettre morte. Les violences redoublent d'intensité.

L'assassinat le 16 janvier 2001 de Laurent-Désiré Kabila va marquer un changement de cap. Son fils Joseph, qui le remplace, tranche par sa volonté de lancer un véritable dialogue inter congolais et de se rapprocher de l'ONU et de l'Union Africaine. La fin de l'année 2001 est marquée par un retrait partiel des troupes ougandaises et rwandaises sur pression de l'ONU mais les rébellions refusent de reconnaître le nouveau Président.

Le dialogue inter congolais débute officiellement le 25 février 2002 à Sun City en Afrique du Sud. Ses débuts sont pour le moins chaotiques. Le 17 avril 2002, un accord sur le partage du pouvoir est trouvé : Kabila reste Président, Bemba devient Premier Ministre, le RCD-Goma obtient la présidence du Parlement²⁷. Parallèlement, un accord de paix est signé entre la RDC et le Rwanda, l'APR doit se retirer du territoire congolais et Kinshasa doit démanteler les milices hutu encore en activité. Le retrait des troupes ougandaises s'accélère, un accord de paix est également signé avec le Burundi. Néanmoins, les violences ne cessent pas pour autant et plusieurs parties demeurent insatisfaites. D'où la volonté sud africaine de conclure un « accord global et inclusif ». En décembre 2002, cet accord est signé à Pretoria. Outre les dispositions prévues par l'accord de Sun City, ce nouvel accord prévoit une période de transition avec un poste présidentiel occupé par Kabila, qui sera secondé par quatre vice-présidents représentant le MLC, le RCD-Goma, la société civile²⁸ et l'opposition non armée. Cette période de transition s'est achevée le 30 juillet 2006 avec la tenue d'élections présidentielles qui ont vu la victoire de Joseph Kabila, Jean-Pierre Bemba arrivant en seconde

pp.569-583, p.572

²⁶ Olivier LANOTTE, *Guerre sans frontières...op.cit.* p.134

²⁷ *Ibid.*, p.155

²⁸ Sur la société civile en République Démocratique du Congo et son rôle dans le dialogue inter congolais, voir Jean-François PLOQUIN : « Dialogue inter congolais, la société civile au pied du mur », in *Politique Africaine*, n°84, décembre 2001, pp.136-146

position lors du second tour²⁹. Les difficultés de la transition consistent à « amener les forces politico-militaires à entreprendre ce qu'elles ne souhaitent pas faire : renoncer aux armes et préparer des élections transparentes ». Ces forces cherchent à « accroître autant que possible leur marge de manœuvre afin de façonner au mieux de leurs intérêts l'avenir politique du pays »³⁰.

Ces accords de pouvoir partagé et les élections qui ont suivi ont donc supposé la reconversion des différents groupes rebelles en partis politiques. Nous avons décidé de nous intéresser à la reconversion en parti politique du « perdant » de ces élections : le Mouvement de Libération du Congo. Le MLC, comme nous l'avons mentionné précédemment a été créé en 1998 et est devenu un parti politique officiellement en avril 2003, il a participé aux institutions de la transition. Le chef de ce mouvement, Jean-Pierre Bemba a été vice président durant la période de transition.

Mouvements de guérilla, *peace building* et reconstruction post-conflit

L'analyse de l'évolution d'acteurs armés vers des modalités d'action légale demeure un domaine relativement peu investi par la réflexion théorique, même s'il existe de nombreuses analyses monographiques³¹. La reconversion des mouvements de guérilla en partis politiques est un élément essentiel des opérations de *peace building* dans des pays qui ont connu des conflits armés internes. Il est donc nécessaire de revenir sur cette notion et sur ses implications en République Démocratique du Congo.

Le succès ou l'échec d'une opération de *peace building* ne peut être avéré après 2 ou 3 ans, c'est un long processus qui implique des arrangements politiques et sécuritaires comme des mesures socio-économiques³². Le *peace building* peut être défini comme la dernière phase dans un cycle de conflits, ce processus débute quand un cessez le feu a été signé et qu'il y a des efforts pour relancer l'économie, rebâtir la société et restaurer la politique, cette opération peut cependant commencer quand un conflit est encore en cours. C'est un processus théorique complexe de renouveau socio-économique et politique qui implique des dynamiques tant

²⁹ Joseph Kabila a obtenu 58 % des suffrages contre 42 % pour son rival Jean-Pierre Bemba

³⁰ Thierry VIRCOULON, « Ambiguïté de l'intervention internationale en République Démocratique du Congo », in *Politique Africaine*, n°98, juin 2005, pp.79-96, p.86

³¹ David GARIBAY, *Des armes aux urnes : processus de paix et réinsertion politique des anciennes guérillas en Colombie et au Salvador*, Thèse de doctorat, IEP Paris, 2003, p.151

³² Ali M. TAISIER, Robert O. MATTHEWS, « Introduction », in Ali M.TAISIER and Robert O. MATTHEWS (eds.), *Durable Peace, Challenges for Peacebuilding in Africa*, Toronto, Toronto University Press, 2004, pp.3-15, p.3

locales que globales de coercition et de consensus. C'est un processus dynamique durant lequel les parties belligérantes déposent les armes, apprennent à résoudre leurs différends à travers des moyens non violents et tendent à se forger une identité commune³³.

Les opérations de *peace building* peuvent être vues comme une succession de séquences : au départ, d'une « paix négative » ou une absence de violence armée, à une « paix positive » ou une résolution des différends sans recours à la violence³⁴.

Les opérations de *peace building* ne peuvent être effectives sans l'imposition de la paix et son maintien. Les conditions du maintien de la paix sont la renonciation de tous les acteurs à la violence, la neutralité politique des forces de sécurité et de l'administration, l'accès équitable des acteurs politiques aux médias publics, la liberté d'expression et de mouvement pour les candidats, l'indépendance des commissions électorales, le déploiement d'une force de maintien de la paix, la démobilisation et la récupération des armes, la construction d'une armée nationale³⁵.

En plus du maintien de la paix, la communauté internationale s'adonne à la reconstruction étatique en République Démocratique du Congo, pour Thierry Vircoulon, le « kit de paix » imposé par l'ONU est le suivant : engagement de l'ONU, négociations de paix avec un gouvernement de transition déploiement d'une force de maintien de la paix, conférence des donateurs pour financer la reconstruction, préparation d'élections, reconstruction³⁶.

La société congolaise a été structurée pendant des années par la guerre. Les antagonismes profonds de cette société ne peuvent disparaître avec la signature d'un accord de paix par des directions politiques, le fait d'aboutir à un règlement négocié ne signifie pas forcément une fin effective du conflit armé. Il semble en effet délicat d'obtenir de parties il y a peu belligérantes, qu'elles travaillent de façon concertée au sein d'un vaste gouvernement d'union nationale, le manque de confiance entre les différentes parties est patent. La communauté internationale a porté à bout de bras ce processus de paix et s'est pleinement impliquée en République Démocratique du Congo. Les Etats faillis ont besoin d'institutions fortes et légitimes pour restaurer la confiance mais elles ne peuvent les produire elles-mêmes, d'où l'intervention de la communauté internationale, la confiance entre les parties étant un

³³ *Ibid*, p. 6-7

³⁴ Ali. M. TAISIER and Robert O. MATTHEWS, « The Long and Difficult Road to Peace », in Ali M.TAISIER and Robert O. MATTHEWS (eds.), *Durable Peace, Challenges for Peacebuilding in Africa*, Toronto, Toronto University Press, 2004, pp. 393-425, p. 397

³⁵ Georges NZONGOLA-NTALAJA, « Civil War, Peacekeeping and the Great Lakes Region », in Ricardo René LAREMONT, *The Causes of War and The Consequences of Peacekeeping in Africa*, Portsmouth, Heinemann, 2002 pp. 91-115, p. 109-111

³⁶ Thierry VIRCOULON, « Ambiguïtés de l'intervention internationale en RDC », *op.cit.*, p. 80

élément central³⁷.

La présence d'une tierce partie paraît en effet indispensable dans ce processus de « maintien de la paix élargi », cette notion désigne une « opération multifonctionnelle liée et intégrée à un processus de paix global³⁸. Ceci implique la gestion des transitions, il y a eu des évolutions dans la perception de ce type de processus, le principe communément en vigueur aujourd'hui semble être « la mise en oeuvre équitable et vigoureuse de mesures de reconstruction après le conflit dans un environnement rendu progressivement plus sécuritaire et paisible qui est censé générer le consentement des forces locales ». L'idée sous-jacente est que la force engendre l'ordre qui engendre le consentement. Mises à part les zones grises de l'est du pays, il y a eu un usage limité de la force, « dans l'ensemble c'est une opération menée à l'invitation des parties »³⁹.

L'objectif des missions d'imposition de la paix est « d'accroître les chances de réussite d'un accord conclu entre des parties qui se méfient les unes des autres »⁴⁰. La force militaire est la sanction ultime et un outil de « persuasion coercitive ». Le rôle militaire principal d'une force d'imposition de la paix est d'établir une présence militaire pour « signifier la détermination de la communauté internationale » et « rassurer les parties inquiètes à l'idée de renoncer à leurs actifs militaires dans le cadre du processus de paix »⁴¹. Dans ce cadre, il y a recours à la force quand il y a une tentative de perturbation du processus électoral par des moyens militaires. Si des mesures sont prises par la mission contre une des parties en cause, il y a mise en oeuvre d'une action diplomatique pour surmonter des accusations de partialité mais aussi démonstration de la force militaire pour « donner l'impression que toute résistance est vaine ».

Barbara Walter souligne l'importance de la présence d'un tiers pour assurer ou vérifier une transition post-traité, pour éviter la reprise des violences. Il faut aux parties en présence les meilleures garanties de partage du pouvoir, la période de la transition est essentielle⁴². Selon elle, la résolution des conflits est un processus en trois étapes dans lequel les combattants doivent décider d'entamer des négociations, trouver un compromis sur les

³⁷ Edward NEWMAN and Albrecht SCHNABEL, « Recovering from Civil Conflict », in Edward NEWMAN and Albrecht SCHNABEL (Eds.), *Recovering from. Civil Conflict, Reconciliation, Peace and Development*, London, Franck Cass Publishers, 2003, pp.1-7, p.2

³⁸ William J. DURCH et Tobias C. BERKMAN, « Définition et délimitation des opérations de paix », in Jocelyn COULON (Dir.), *Guide du maintien de la paix 2007*, Québec, Athéna Editions, 2006, pp.17-49, p.21

³⁹ William J. DURCH et Tobias C. BERKMAN, « Définition et délimitation des opérations de paix..., *op.cit.*, p.43

⁴⁰ Trevor FINDLAY, « La problématique de l'utilisation de la force dans le cadre d'opérations de la paix », in Jocelyn COULON (Dir.), *Guide du maintien de la paix 2007*, Québec, Athéna Editions, 2006, pp.113-126, p.117

⁴¹ *Ibid*, p.118

⁴² Barbara WALTER, *Committing to Peace : The Successful Settlement of Civil Wars*, Princeton, Princeton

objectifs et les principes et mettre en application les termes du traité⁴³. L'argument principal de l'auteur est que les négociations de résolution de conflit échouent quand les combattants ne peuvent pleinement adhérer à ce genre de traité qui produisent une énorme incertitude dans un contexte délicat. Elle définit pour cela une théorie de « l'engagement crédible » (*credible commitment theory*) de la résolution des guerres civiles. Il y a trois solutions pour que la guerre soit moins attractive : des coûts de la guerre trop importants, une situation sur le terrain caractérisée par une impasse militaire, la présence d'institutions politiques sûres. Le médiateur a trois principales prérogatives : un rôle d'information à l'égard des différents protagonistes, un rôle dans le domaine de la procédure et un rôle de coercition⁴⁴.

L'analyse de Barbara Walter est centrée sur le cadre de négociations, ses résultats et ses effets, mais elle prend peut en compte les contextes locaux dans lesquels se déroulent les négociations et leur mise en oeuvre⁴⁵.

Plus généralement, la communauté internationale doit maintenir le fragile équilibre entre l'imposition d'actions à caractère coercitif et la collaboration avec les belligérants.

La démobilisation est aussi un aspect essentiel des processus de transition, cependant, le problème principal de la démobilisation tient dans le fait que les protagonistes ne disposent pas toujours de la capacité de vérifier le désarmement de l'autre, d'où la confiance qu'il faut avoir en un tiers. Pour beaucoup d'organismes internationaux dont la Banque Mondiale, l'analyse des processus d'accompagnement de la démobilisation sont souvent « réduits au seuls aspects de la démobilisation individuelle et de la reconstruction après la guerre sans aborder les problèmes de fond »⁴⁶. Le laps de temps entre le cessez-le-feu et la démobilisation effective est une période sensible⁴⁷.

Les élections représentent également un élément intégral des opérations de maintien de la paix, pour stimuler le développement de la démocratie, pour choisir les représentants et surtout fournir une légitimité au nouvel ordre politique, c'est aussi le signe d'une souveraineté retrouvée⁴⁸. Benjamin Reilly pose la question du délai de ces élections, doivent-elles se tenir le plus tôt possible ou après l'instauration d'une « routine politique pacifique »? Plus généralement, la construction de structures politiques démocratiques à travers des élections

University Press, 2002, p.3

⁴³ *Ibid*, p.4

⁴⁴ Barbara WALTER, *Committing to Peace ...*, *op.cit.*, p.14

⁴⁵ David GARIBAY, *Des armes aux urnes...* *op.cit.*, p. 118

⁴⁶ *Ibid*, p. 23

⁴⁷ Roland MARCHAL et Christine MESSIANT, *Les chemins de la guerre et de la paix, fins de conflit en Afrique orientale et australe*, Paris, Karthala, 1997 p. 23

⁴⁸ Benjamin REILLY, « Post Conflict Elections : Constraints and Dangers », in Edward NEWMAN and Albrecht SCHNABEL (Eds.), *Recovering from. Civil Conflict, Reconciliation, Peace and Development*, London,

est perçue comme un pilier-clé de la résolution des conflits.

La reconversion des mouvements rebelles en partis politiques suppose également de s'intéresser à la nature des mouvements en question, tant les différences entre des mouvements rebelles peuvent être patentées.

Le terme de « guérilla » est souvent opposé à celui « d'armées régulières ». Toute guérilla requiert la combinaison d'une élite et d'un support populaire. Christopher Clapham nous propose une typologie des guérillas, il distingue des mouvements de libération, des mouvements séparatistes, des mouvements réformistes, des mouvements de seigneurs de guerre (ces derniers sont souvent pour un changement de leadership mais pas pour un changement radical de la forme et du mode de fonctionnement de l'Etat, ces mouvements peuvent être circonscrits à un fief territorial. Pour eux, le contrôle de l'Etat est désirable mais pas essentiel)⁴⁹. Dans une analyse plus récente, Morten Boas et Kevin Dunn, en estimant que les études antérieures se focalisaient sur les *warlord movements*, mettent l'accent sur les dynamiques internes qui animent les groupes rebelles et sur l'inscription de leurs actions dans un contexte global. Ils s'intéressent notamment à leur agenda politique, leur idéologie, leurs griefs contre le gouvernement central et leur marginalisation sociale et régionale⁵⁰. Leur action peut être vue comme une manifestation du recyclage des élites ainsi qu'une réponse au dysfonctionnement institutionnel endémique et à l'impact d'une modernité globalisée. La lutte engagée est également à mettre en relation avec la mise en œuvre d'une stratégie de survie et une manœuvre visant à instaurer des opportunités politiques⁵¹.

Dans le sens commun et dans de nombreuses analyses « scientifiques », l'agenda des mouvements rebelles africains est souvent réduit à une recherche effrénée de ressources matérielles, ceux-ci n'auraient pour seul but que la prédation des ressources, leurs motivations politiques passant au mieux au second plan lorsqu'elles ne sont pas tout simplement éludées⁵², les chefs de ces mouvements étant catalogués dans la catégorie générique de « seigneur de guerre »⁵³. L'utilisation abusive du terme de « seigneur de guerre » qu'Alice Hills définit comme « un leader de faction qui use d'une armée personnelle en vue d'un but politique ou

Franck Cass Publishers, 2003, pp.118-139, p.118

⁴⁹ Christopher CLAPHAM, « Analysing African Insurgencies », in Christopher CLAPHAM (eds.), *African Guerillas*, Oxford, James Currey, 1998, pp.1-19, p. 7

⁵⁰ Morten BOAS and Kevin C. DUNN (Eds.), *African Guerillas, Raging Against the Machine*, London, Lynne Rienner Publishers, 2007, p.5

⁵¹ *Ibid.*, p.36

⁵² Voir à ce propos l'analyse de Paul COLLIER, « Economic Analysis of Civil War », in *Defence and Peace Economics*, vol.13 n°6, décembre 2002, pp. 429-496 ainsi que la critique de Roland MARCHAL et de Christine MESSIANT, « De l'avidité des rebelles, l'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier », in *Critique internationale*, n°16, juillet 2002, pp. 58-69

⁵³ Sur les seigneurs de guerre, voir William RENO, *Warlord Politics and African States*, Boulder, Rienner,

personnel dans des conditions d'un conflit de basse intensité »⁵⁴ dénote une vision réductrice, un manque d'analyse.

Problématique et hypothèses

Le MLC est maintenant la deuxième force politique du pays et prétend être pleinement un parti politique qui a renoncé à la voie des armes. On peut néanmoins s'intéresser aux modalités de cette reconversion et sur tout ce que cela engendre, à deux niveaux qui se chevauchent.

Au niveau microsociologique : comment passer du champ de la lutte armée au champ politique légal ? On pose ici la question de l'intégration des pratiques démocratiques du jeu politique légal par les ex-rebelles (cadres et militaires). Toujours à ce niveau d'analyse, se pose la question de la reconversion des ressources symboliques, matérielles et politiques acquises dans le champ de la lutte armée car il y a souvent réactivation des méthodes propres à la guérilla de la part des anciens rebelles (les récents troubles qui ont eu lieu à Kinshasa le prouvent).

Au niveau macrosociologique, on peut s'interroger quant à la gestion de l'environnement externe du parti : comment s'opère le changement d'échelle lorsque l'action du mouvement passe d'un cadre régional au cadre national, sous le regard de la communauté internationale ? Plus généralement, le MLC peut-il être décrit comme un mouvement politique qui use, dès sa création, rationnellement de la violence pour accéder au pouvoir d'Etat ou comme un « corps social guerrier »⁵⁵, c'est-à-dire un groupe qui se construirait dans la guerre, se reproduisant par elle et qui n'aurait d'autre finalité que sa propre perpétuation par elle ? Notons à ce propos que la lutte armée semblant être la seule alternative possible pour qui veut accéder au pouvoir en RDC, le champ politique comprendrait donc ici en son sein le champ de la lutte armée, les deux se confondant parfois. Tout en nous démarquant de tout préjugé culturaliste, il ne faudrait donc pas considérer le champ de la guérilla comme une « dégénérescence » du champ politique, ni la lutte armée comme une « déviance » de l'action politique. L'usage de la violence doit être vu ici comme une ressource du champ politique dans un contexte socio-politique particulier imprimé par une violence endémique.

1998

⁵⁴ Alice HILLS, « Warlords, Militia and Conflict in Contemporary Africa : A Re-examination of Terms », in *Small Wars and Insurgencies*, vol.8 n°1, printemps 1997 pp.35-52, p.9

⁵⁵ Christian GEFFRAY, *La cause des armes au Mozambique : Anthropologie d'une guerre civile*, Paris,

La reproduction d'un corps social guerrier dans et par la guerre ne peut se faire à l'identique, il y a forcément des différenciations sociales, politiques et économiques qui engendrent des processus de nature différente. Un corps social guerrier ne se pose pas la question de l'accès au pouvoir d'Etat⁵⁶.

A la suite de ces interrogations, nous pouvons émettre quelques hypothèses.

- Le MLC parti politique, malgré de réelles avancées dans le processus de démobilisation (qui est comme nous l'avons mentionné précédemment une condition sine qua none du *peace building*), a néanmoins maintenu un important contingent. Le mouvement n'éprouverait donc que peu de confiance envers les institutions nationales et internationales et aurait donc procédé à une « mise en veille » de la lutte armée, qui peut être réactivée à tout moment.

- Le MLC tiendrait un « double discours », d'une part, le mouvement ferait montre d'un engagement démocratique envers la « communauté » internationale, en mettant en avant la volonté de renoncement à la voie des armes et de l'autre côté, il y aurait un discours plus radical envers les militants, les revendications violentes de certains partisans du MLC pouvant difficilement être spontanées.

- Il y aurait une continuité dans l'action politique du mouvement, dans la structure organisationnelle et dans le mode de fonctionnement depuis ses débuts en 1998 jusqu'aujourd'hui. Le processus de reconversion du mouvement se traduirait par une « civilisation » de celui-ci plus qu'une rupture. Il ne faut donc pas voir dans la reconversion du mouvement une constitution du MLC-parti politique qui se serait faite en parallèle à une désintégration du MLC-mouvement rebelle.

- Malgré une certaine professionnalisation, le fonctionnement du parti continue d'être influencé par une certaine continuité dans les pratiques et univers de référence en vigueur au maquis, eu égard au maintien d'un « bras armé » .

- Confronté à de nouvelles difficultés (pluralisation de l'offre politique, échéances électorales et monétarisation de l'offre politique notamment), le MLC a éprouvé des difficultés à négocier le changement d'échelle territoriale dans lequel s'inscrit son action (défections, éclatement des lieux de sociabilité, sentiment d'échec dans la stratégie) et ses membres se sont alors raccrochés aux normes en vigueur au maquis.

Karthala, 1990, p.41

⁵⁶ Roland MARCHAL et Christine MESSIANT, *Les chemins de la guerre et de la paix...op.cit.*, p. 15

Méthodologie

Pour tenter de cerner tous ces aspects, on ne pouvait pas faire l'économie d'une enquête de terrain, le travail effectué est donc principalement le résultat d'une enquête d'un mois entre la mi-février et la mi-mars auprès des membres du MLC à Kinshasa. Nous avons au départ établi une dichotomie entre les cadres du mouvement et les éléments de la garde rapprochée. Au fur et à mesure de notre enquête, nous nous sommes rendus compte que cette distinction ne faisait pas sens aux yeux des acteurs concernés tant ces deux catégories ont été enchevêtrées durant les années de lutte armée, enchevêtrement qui s'est perpétué sous différentes formes après la transformation formelle du mouvement en parti politique.

Dans notre démarche, les approches microsociologique et macrosociologique sont liées, la deuxième découlant de la première. En nous plaçant dans une perspective weberienne, nous avons usé de la méthode compréhensive, on s'intéresse au discours intellectuel que les individus produisent sur le social, à la manière dont les acteurs sociaux comprennent la réalité dans laquelle ils évoluent, au sens qu'ils donnent à leurs actions et à leurs réactions par rapport aux évolutions de leur environnement immédiat. L'analyse du discours occupe donc une place essentielle. Cette analyse est complétée par l'observation du comportement des acteurs en situation d'interaction.

Toujours dans cette perspective, les acteurs sociaux sont à l'origine du social et en même temps le moteur de ses évolutions. Les acteurs sociaux pensent le social et ont la capacité de le faire évoluer. Les acteurs sociaux peuvent donc changer l'organisation sociale.

Nous avons utilisé l'expérience sociale « comme archive » en nous plaçant dans une « position épistémologique reconnaissant à l'acteur le droit à la parole », cette démarche visant à rendre compte des « expériences collectives du passé et du présent »⁵⁷.

Cette investigation empirique a également été basée sur la consultation de documentation relative au parti : comptes rendus d'assemblées générales et autres réunions du mouvement, statuts et programme du mouvement, discours de Jean-Pierre Bemba et d'autres cadres du mouvement.

L'analyse de la vie politique en République Démocratique du Congo pendant la transition et après les élections a en outre occupé une place importante dans cette recherche, à travers notamment la consultation de revues congolaises, de textes de loi relatifs au

⁵⁷ Richard BANEGAS et Bogumil JEWSIEWICKI, « Vivre dans la guerre : imaginaires et pratiques populaires de la violence en République Démocratique du Congo », in *Politique Africaine*, n°84, décembre 2001, pp. 5-17,

fonctionnement institutionnel, à l'organisation des élections et au fonctionnement des partis politiques. Nous nous sommes également basés sur divers rapports de mission et autres analyses sur le rôle des partis politiques pendant la transition et sur les dimensions de cette transition.

Nous avons par ailleurs enrichi notre enquête de l'analyse de supports vidéo diffusés sur les chaînes de télévision du mouvement. Ceux-ci sont relatifs au fonctionnement du MLC pendant la guerre mais aussi au mouvement durant la transition. On peut y voir les combattants en opération, des interventions des cadres du mouvement, des célébrations diverses, ainsi que des discours du leader Jean-Pierre Bemba.

Cette enquête s'est déroulée dans un contexte délicat, au moment de l'instauration du nouveau gouvernement fort de la légitimité des urnes. La tension était patente lors de l'enquête. Par ailleurs, plusieurs membres du MLC avec lesquels devaient avoir lieu des entretiens ont été arrêtés par les autorités pour « des délits de droit commun ». Quelques jours après la fin de cette enquête, des violences ont éclaté entre les membres de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba et la garde présidentielle, le Président du mouvement a dû trouver refuge à l'Ambassade d'Afrique du Sud puis au Portugal, la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba a été mise en déroute, plusieurs membres du mouvement ont été tués ou arrêtés, le siège du MLC a été pillé et occupé par la Garde présidentielle.

Comme la « qualité des entretiens » (sincérité des personnes interrogées, spontanéité...) dépend du degré de confiance établi avec les interlocuteurs, il nous fallait surmonter les suspicions des enquêtés, démarche qui ne fut pas aisée étant donnés les doutes et les questionnements (qui s'apparentaient parfois à des auditions en règle...) que plusieurs membres du mouvement avaient à mon égard. Peu à peu, les fouilles systématiques s'accompagnant parfois de la saisie de mon matériel d'enregistrement ont laissé place à des relations de confiance. Cette relative confiance (qui pouvait se matérialiser par des phrases comme « laissez le passer, c'est un enfant de la maison ») a notamment pu être établie par les liens que j'ai pu instaurer avec des personnages disposant d'une certaine autorité auprès des éléments de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, comme leurs anciens commandants au maquis.

Par ailleurs, étant donné le caractère politique de l'organisation à laquelle je me suis intéressé et étant donné le but de la démarche, la véracité des propos tenus (concernant

des données objectives comme le nombre de combattants encore en activité ou telle ou telle action entreprise durant la période de la lutte armée) revêt parfois une importance secondaire car le discours tenu est fondamentalement révélateur de l'état d'esprit de la personne qui le tient. Cela a été en grande partie le fil conducteur de ma démarche tout en étant vigilant à ne pas verser dans la surinterprétation. J'ai néanmoins tenté de vérifier dans la mesure du possible les informations « objectives » fournies par mes interlocuteurs en les confrontant à l'observation des acteurs en situation d'interaction, en interrogeant d'autres personnes ou en me référant à des travaux universitaires publiés.

Plus généralement, il a fallu faire abstraction de toutes les idées reçues sur les mouvements rebelles sévissant en Afrique centrale sans quoi, ce travail aurait pu prendre le risque de s'apparenter à une « instruction à charge » contre le MLC. Les pratiques de prédation et autres exactions sont loin d'être le propre des mouvements rebelles de cette région, même des armées régulières issues de pays occidentaux, dont les soldats sont réputés bien formés et bien rémunérés, versent régulièrement dans des excès de toute sorte.

Pour mener à bien l'enquête, j'ai donc effectué une dizaine d'entretiens qui ont été précédés par des rencontres avec un membre du MLC-France. En effet, pour éviter de me retrouver à Kinshasa face à des interlocuteurs refusant le moindre contact avec une personne pouvant être perçue comme ayant des desseins douteux, je suis d'abord entré en contact avec un membre du mouvement résidant en France. Après des entrevues répétées, j'ai été invité en février 2007 à assister à une réunion de membres du mouvement animée par Thomas Luhaka. Thomas Luhaka est âgé de 43 ans et il est actuellement député et secrétaire exécutif national du mouvement. Titulaire d'un DEA en droit et d'une maîtrise de science politique de l'Université Paris II, il fut chargé de TD dans cette faculté. Il rentre en République Démocratique du Congo en 1998 où il intègre le RCD puis le RCD-K-ML en 1999. A la fusion du RCD-K-ML et du MLC, il devient secrétaire national adjoint chargé des affaires militaires. Il continuera d'exercer des fonctions importantes au sein du mouvement lorsque celui-ci deviendra parti politique, notamment comme chef du groupe parlementaire MLC. Cette réunion s'est tenue au siège d'une entreprise de la banlieue parisienne, dirigée par un des membres du mouvement. Thomas Luhaka a bien accepté ma présence contrairement à d'autres membres du mouvement. Celui-ci a même insisté pour que je reste lorsque certains membres m'ont invité à quitter les lieux prétextant une conversation à caractère confidentiel. Ceci dit, ce premier contact ne s'est pas matérialisé par un entretien plus approfondi avec le numéro trois du mouvement. En effet, à Kinshasa, malgré mes demandes répétées et quelques entrevues informelles, Thomas Luhaka n'a pas pu m'accorder le temps nécessaire, invoquant

un agenda trop chargé.

Ceci ne m'a tout de même pas empêché de m'entretenir avec plusieurs cadres du mouvement dans la capitale congolaise. Certains avaient des fonctions durant la période où le MLC était au maquis, d'autres en avaient dans le gouvernement de transition. Certains de ces cadres ont rejoint le mouvement en 2003.

Je me suis entretenu à plusieurs reprises avec celui qui fut le ministre de l'intérieur sous la rébellion : Augustin Baharanyi. Agé de 43 ans, celui-ci a une formation d'ingénieur en électromécanique qu'il a complétée par une formation en science politique et administrative. Il a occupé jusqu'en 1999 le poste de chef du cadastre à Beni au Nord Kivu, date à laquelle il a rejoint la rébellion du MLC. Membre de la délégation du mouvement qui s'est rendue à Sun City, il est à un moment « tombé en disgrâce aux yeux du chef » (selon ses propos) suite à l'arrivée de nouveaux cadres⁵⁸. Celui-ci, après avoir occupé plusieurs fonctions administratives en tant que conseiller ministériel, revient au premier plan dans le courant de l'année 2006 quand il devient vice ministre de la défense au sein du gouvernement de transition. Il m'a été présenté par un journaliste d'une des chaînes de télévision du mouvement et il bénéficie d'une grande estime auprès des membres de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba. Ceci m'a d'ailleurs beaucoup aidé dans l'instauration de rapports de confiance avec les militaires du MLC car ces derniers m'ont souvent vu en sa compagnie. Au départ méfiant, Augustin Baharanyi, s'est montré très rapidement apte à me répondre, de manière très détaillée, parfois au grand étonnement de ses collaborateurs. Ces entretiens qui se sont déroulés dans son bureau au siège du parti se sont accompagnés de plusieurs sorties en ville en sa compagnie, sorties qui ont été l'occasion d'échanges moins formels.

Me semblant intéressant de rencontrer un cadre arrivé au mouvement lorsque celui-ci est devenu un parti politique, j'ai également pu m'entretenir avec un autre cadre du mouvement : Joseph Muteba. Agé d'une cinquantaine d'années, il occupe la fonction de secrétaire national chargé de la fonction publique et du travail au sein du MLC, après avoir été secrétaire national chargé du processus électoral. Titulaire d'une licence en science politique (mention relations internationales), il a effectué une année supplémentaire dans le même domaine à l'Université de Lille. De retour au pays, il a été conseiller auprès de plusieurs ministres sous le régime de Mobutu. A l'avènement de l'AFDL, il devient conseiller du gouverneur du Kasai oriental. Durant la guerre, il s'est peu à peu rapproché du MLC sans toutefois démissionner de son poste. Ce n'est qu'après la signature de l'Accord Global et

⁵⁸ Plusieurs autres membres du mouvement ont évoqué à ce propos une sombre affaire de mœurs fomentée par un de ses rivaux au sein du parti. Je n'ai pas souhaité questionner mon interlocuteur au sujet de cette histoire

Inclusif qu'il adhère pleinement au mouvement. Notre entretien s'est déroulé le 23 février 2007 dans son bureau au siège du mouvement.

L'utilisation des médias représentant un aspect essentiel de la stratégie du MLC, je me suis intéressé aux chaînes de télévision du mouvement. Je me suis entretenu avec un journaliste de CCTV (Canal Congo Télévision), Tristan V. Membre de l'équipe depuis le milieu des années 1990 et âgé de 35 ans, il a été un témoin privilégié de l'évolution de la chaîne où il évolue à présent en tant que reporter. Notre entretien s'est déroulé le 15 février 2007 dans son bureau, au siège de la chaîne⁵⁹. J'ai pu le suivre plusieurs fois sur le terrain, notamment au siège de la Cour Suprême où il couvrait les audiences relatives à des recours de candidats défaits aux élections législatives. J'ai également rencontré un autre membre d'une des chaînes de télévision du mouvement Martin M., caméraman à CKTV, âgé d'une trentaine d'années. Ce personnage, rencontré au siège du mouvement est proche de plusieurs membres de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba et travaille au sein de la chaîne depuis mai 1998, quelques mois avant la création du mouvement. Occupant un « poste à risques » dans un contexte d'affrontement par médias interposés, il a été très présent sur le terrain pendant la campagne électorale. Notre entretien s'est déroulé à mon domicile à Kinshasa, le 20 février 2007.

L'entretien que j'ai pu avoir avec un citoyen kinois originaire de Kisangani a été riche d'enseignements. Bernard K. est âgé de 34 ans. Marié et père de deux enfants, il vit à Kinshasa depuis 2004, ville dans laquelle il s'est néanmoins rendu à plusieurs reprises auparavant. Sa femme et ses enfants demeurent pour le moment à Kisangani faute de moyens, et il achève actuellement une formation universitaire en électronique. Témoin de l'arrivée de Jean-Pierre Bemba à Kisangani en 1998, il a également vécu l'arrivée de l'AFDL en 1997, du RCD en 1998 ainsi que les affrontements entre Rwandais et Ougandais à Kisangani. S'adonnant à divers petits trafics, Bernard était par ailleurs souvent amené à se déplacer dans la province de l'Equateur durant la guerre, province qui était tenue à l'époque par le MLC. Bernard, qui a voté pour Kabila lors des élections présidentielles m'a souvent accompagné dans mes démarches sur le terrain. Notre entretien s'est déroulé le 2 mars 2007 à mon domicile.

De par ma présence régulière au siège du mouvement, j'ai été souvent en contact avec les éléments de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba chargés de la surveillance et de la protection du bâtiment. Mes longs moments d'attente ont été l'occasion d'échanges avec

⁵⁹ CKTV (Canal Kinshasa Télévision) et CCTV sont toutes deux situées dans les mêmes locaux, accolés au bâtiment qui abrite les locaux du MLC

certains d'entre eux. J'ai également pu observer ces acteurs sociaux en situation d'interaction, ces observations sont rapportées dans ce travail. J'ai également pu m'entretenir plus longuement avec l'un d'eux, Claude Z., âgé de 33 ans et originaire du Nord Kivu. Ancien membre des Forces armées zaïroises sous Mobutu, il s'est engagé au RCD en 1998 et rejoint le MLC quelques mois plus tard en compagnie de plusieurs de ses camarades en raison « du caractère congolais du mouvement » selon ses mots. A la fin de la guerre, celui-ci est intégré dans la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba à Kinshasa où sa famille l'a rejoint. Cet entretien a eu lieu le 7 mars 2007 dans un bureau du siège du MLC.

Enfin, au terme de cette enquête, je me suis rendu aux sièges respectifs de la Commission Electorale Indépendante et de la Ligue Nationale pour des Elections Libres et Transparentes (LINELIT, « ONG de défense des droits de l'homme et de développement démocratique ») afin d'obtenir des documents relatifs aux partis politiques et aux élections. Ces visites répétées ont été l'occasion de discussions informelles mais aussi d'un entretien plus approfondi avec Marcel Mumba, membre de la LINELIT et observateur de la vie politique congolaise. Celui-ci s'apprête à publier un ouvrage sur les partis politiques congolais, depuis l'indépendance jusqu'à nos jours. Cet entretien a eu lieu le 8 mars 2007 au siège de la LINELIT à Kinshasa.

Ce type de démarche comporte plusieurs biais. Le discours de mes interlocuteurs a sans doute été biaisé par le contexte politique particulier que connaît le pays. Dans une volonté manifeste de « montrer une bonne image » du mouvement, mes interlocuteurs ont sans doute pris soin d'éluder certains aspects de leur parcours. D'où la nécessité pour nous de tenter de « décoder » ce qui se cache derrière certains propos. Toujours en rapport avec ce contexte, et étant donné le caractère récent de la période de la guerre, il est sans doute probable que quelques années de plus auraient permis à mes interlocuteurs de poser un regard plus lucide sur leur passé. Par ailleurs, j'ai également été confronté à des non-dits et des refus de parole, ils sont producteurs de sens, il faut en identifier les « rationalités productrices »⁶⁰. Ceux qui m'ont parlé ont été disposés à le faire car ils arrivaient au terme d'un parcours, comme ceux qui avaient occupé des fonctions gouvernementales durant la transition. N'étant pas candidats à des fonctions électives, ils se sentaient plus aptes à jeter un regard sur leur passé au sein du mouvement. Par contre, ceux qui avaient été fraîchement élus députés n'ont pas souhaité me recevoir. En effet, pour eux, une nouvelle carrière débute et, forts de la légitimité que leur a procuré leur appartenance au parti, il semble peu probable qu'ils aient été

enclins à poser un regard critique sur leur passé. Il convient par ailleurs de ne pas négliger la barrière qu'a pu représenter à un certain moment la langue. Ne maîtrisant pas le lingala, je n'ai pu m'adresser qu'à ceux qui parlaient le français (au sein de la garde rapprochée) et je n'ai pu rapporter dans ce travail que les situations d'interactions dans lesquelles les acteurs s'exprimaient en français. Enfin, des contraintes liées à la difficulté de la démarche, ainsi que des contraintes de temps et de moyens m'ont empêché de me rendre dans la province de l'Equateur, zone principale d'action du MLC mouvement rebelle ainsi que de rencontrer des anciens combattants du MLC rendus à la vie civile.

Juger la reconversion d'un mouvement rebelle en parti politique implique de s'intéresser aux dimensions qui caractérisent ce mouvement en temps de guerre : son mode de recrutement et de fonctionnement, les rapports entretenus avec la population et l'environnement extérieur représentant des éléments révélateurs de sa dimension politique (chapitre 1). La transformation en parti politique entraîne une redéfinition des objectifs du mouvement, de sa stratégie communicationnelle et des relations de pouvoir au sein de celui-ci, ses rapports avec la communauté internationale structurant souvent ses modes d'actions (chapitre 2). Cette conversion formelle a également pour corollaire un « processus de socialisation » du mouvement dans un environnement institutionnel nouveau qui a pour conséquence un bouleversement de la composition sociologique du mouvement (chapitre 3). Enfin, la participation au « jeu politique légal » ne peut être effective sans l'intégration par le mouvement des pratiques propres à ce champ politique légal, pratiques qui peuvent être entravées par une certaine prégnance de l'héritage de la lutte armée (chapitre 4).

⁶⁰ Philippe BRAUD, *L'émotion en politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 234

Chapitre I. Le MLC « mouvement politico-militaire », adhésion, mode de fonctionnement et stratégie d'extraversion

La capacité d'un mouvement insurrectionnel à asseoir son influence sur la scène politique suppose l'édification par celui-ci de structures incitatives afin d'attirer le maximum de recrues. On pose plus généralement ici la question de l'engagement au mouvement. Par ailleurs, l'interaction entre la sphère politique et la sphère militaire au sein du groupe social qu'est le MLC, oriente et structure la stratégie du mouvement. Toujours dans cette optique, les relations entre les insurgés et la population ainsi que l'administration du « territoire libéré » dénotent la volonté du parti de s'instaurer en une sorte d'appareil d'Etat. Enfin, le MLC, à l'instar de nombreux autres mouvements insurrectionnels, s'est en partie érigé dans l'extraversion, bénéficiant du soutien de l'Ouganda, opérant parfois au-delà des frontières de la République Démocratique du Congo, opérations extérieures qui ont pu avoir des conséquences dommageables pour le mouvement.

A. L'adhésion au mouvement

La capacité d'un groupe rebelle à obtenir un succès dépend de sa capacité à recruter et à motiver des hommes pour combattre. Comme nous le rappellent Roland Marchal et Christine Messiant, « s'intéresser à la dimension socio-politique des modes de recrutement des combattants et de leurs relations avec les civils qu'ils étaient censés encadrer permet de mieux comprendre les transformations de statuts sociaux qu'entraîne la paix »⁶¹. Tentons à présent de voir ce qu'il en est pour le MLC.

1. Un moyen de revanche

Comme nous l'avons mentionné précédemment, il existe des liens très étroits entre Jean-Pierre Bemba et les caciques de l'ancien régime de Mobutu. Tout d'abord, il y a des liens familiaux, Jean-Pierre Bemba est le beau-frère du fils du défunt maréchal. Jean-Pierre Bemba a également gravité longtemps autour de la sphère présidentielle, son père Jeannot Bemba Saolona, riche homme d'affaires équatorien, était le président du patronat zaïrois et de ce fait,

très proche du régime du maréchal Mobutu. Après des études commerciales en Belgique, Jean-Pierre Bemba développe les activités commerciales de la famille au sein de la Scibe (Société Commerciale et Industrielle Bemba). Il se rapproche peu à peu du Maréchal Mobutu et il se lie avec les généraux Baramoto et Nzimbi (respectivement Chef de la DSP et patron de la sécurité présidentielle). L'arrivée de l'AFDL en 1997 signifie la fin d'une période florissante pour le clan Bemba mais aussi pour de nombreux mobutistes. Quelques uns décident de rester et de travailler avec le nouveau régime mais pour beaucoup d'autres, c'est le début de l'exil.

Comme nous le montre le témoignage d'un ancien mobutiste aujourd'hui membre du MLC, beaucoup d'anciens membres du régime de Mobutu éprouvent un profond ressentiment à l'égard de ceux qui ont été à l'origine de leur éviction :

Ecoutez, pour moi, c'était facile. Je travaillais, pas comme gestionnaire, mais comme expert, avec beaucoup de ministres du régime Mobutu, comme conseiller, comme directeur de cabinet, etc.. Quand Laurent-Désiré est arrivé, bon, il venait nous arracher notre pouvoir en quelque sorte, tout en étant convaincu que le régime de M. Mobutu, c'était un régime très controversé vers ces années là. Mais moi j'étais là, je gagnais mon bifteck, ça il faut le dire, je gagnais mon bifteck. Quand quelqu'un vient vous arracher votre bifteck, bon, écoutez, vous vous posez des questions ! Puis avec le temps, il a commencé à indexer tous ceux qui ont travaillé avec Mobutu. C'était sa première erreur ! Il a indexé tout le monde ! Beaucoup se sont exilés, des anciens ministres... Mais avec le temps, vous vous rendez compte que ce monsieur n'était pas venu pour vous libérer mais était venu pour écraser la population. Alors on cherchait un deuxième libérateur (*rires*)⁶².

Il est intéressant de noter que l'attachement à une personne apparaît comme secondaire aux yeux des acteurs. Ce qui semble primer, c'est le poste à pourvoir et la rétribution qui en découle, peu importe le leadership.

Le MLC, en tant que mouvement politique essaie de transcender son origine équatorienne en mettant en avant le caractère hétérogène de sa composition, avec des membres issus de toutes les régions du pays. Seulement, cette identité tend à le définir jusqu'à maintenant, ce caractère mobutiste et équatorien tendant même parfois à se renforcer comme nous l'expose un observateur de la vie politique congolaise :

Le MLC, il faut savoir que les personnalités politiques de ce mouvement là sont en quasi-totalité des gens issus de l'ancien régime de Mobutu, ce sont des caciques du régime de Mobutu. Et comme ils avaient l'argent, ils ont trouvé qu'ils ne pouvaient pas quitter le pouvoir comme ça, il fallait faire quelque chose pour montrer qu'ils étaient importants et c'est comme ça qu'ils ont créé leur mouvement. N'oubliez pas que le chef du MLC, Jean-Pierre Bemba appartient à une classe bourgeoise, ils avaient des entreprises, ils étaient presque dans le pouvoir de Mobutu. lui-

⁶¹ Roland MARCHAL et Christine MESSIANT, *Les chemins de la guerre et de la paix...op.cit.*, p.8

⁶² Entretien avec Joseph Muteba, le 23 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

même, il a grandi dans la cour du Président Mobutu. Et il fallait faire une réplique pour montrer qu'ils étaient importants⁶³.

Comme l'indique Alphonse Maindo, Jean-Pierre Bemba ne revendique pas tout de suite l'héritage mobutiste en 1998, mais il le fera à la fin de la guerre par calcul politique, « c'est au nom de la revanche des Bangala sur les Baswahili qu'il entreprend la reconquête de Kinshasa »⁶⁴.

Jean-Pierre Bemba avait tissé des liens étroits avec des membres dirigeants de la fameuse DSP de Mobutu. A l'arrivée de l'AFDL, beaucoup d'entre eux se sont enfuis, d'autres se sont retrouvés cantonnés sur la base militaire de Kitona. En règle générale, la plupart des membres des ex-FAZ ont connu la douleur de l'exil et les humiliations du cantonnement. Par la suite, beaucoup d'entre eux se sont enrôlés dans l'ALC. Ce recrutement a été facilité par les relations privilégiées existant entre Jean-Pierre Bemba et les chefs de l'ancienne armée zaïroise. Jean-Pierre Bemba parle d'ailleurs explicitement de revanche pour expliquer l'enrôlement de plusieurs officiers issus des ex-FAZ⁶⁵.

Le MLC tente néanmoins de minimiser cet apport des militaires issus des ex-FAZ équatoriens, ceci dans le but évident de montrer l'image d'un mouvement « national » et non pas adossé à une base régionale, qui plus est, composée de militaires issus d'un régime honni. L'ancien ministre de l'intérieur du MLC pendant la rébellion nous le rappelle en contredisant mes propos :

M : Continuons sur les relations entre politiques et militaires. Nous avons déjà évoqué l'origine des combattants du MLC. Pour la plupart, d'après ce que j'ai pu lire, ils venaient des ex-FAZ. Lorsque l'AFDL est entrée à Kinshasa, beaucoup de ces ex-FAZ ont été cantonnés dans des conditions difficiles sur la base de Kitona. Comment tous ces éléments sont-ils arrivés au MLC ?

Augustin Baharanyi : Non. Quand vous parlez de ça, vous dites que la majorité des militaires du MLC proviennent des ex-FAZ, non ! Au contraire, il y a un certain nombre d'officiers supérieurs qui faisaient partie de l'ancienne armée de Mobutu mais les autres éléments comme les enfants, les soldats de rang ou d'autres ont été recrutés soit au fur et à mesure, soit c'était des enfants qui étaient sur le front et que nous avons capturés, nous on ne les tuait pas, ils ont changé de camp. Ils passaient par une séance idéologique qui pouvait durer deux à trois mois, le temps que l'on puisse les reconditionner pour continuer la guerre. Si je dois revenir sur ce que vous avez posé comme question concernant les soldats qui étaient sur la base de Kitona, pour la plupart, ils ont été utilisés par l'AFDL après. Certains ont réussi à fuir au Congo Brazzaville. On n'en a pas eu beaucoup de ceux qui sont passés par la base de Kitona... en tout cas, à ma connaissance, non. Ce sont ces gens, ces officiers qui se sont dévoués à aider Jean-Pierre Bemba dans sa marche, dans son combat, qui ont fait défection soit ici à Kinshasa soit qui ont quitté

⁶³ Entretien avec Marcel Mumba, au siège de la LINELIT le 8 mars 2007 à Kinshasa

⁶⁴ Alphonse MAINDO, « De la lutte armée à la bataille électorale en RDC. La reconversion du chef de guerre Jean-Pierre Bemba », article non publié, Mars 2007

⁶⁵ Jean-Pierre BEMBA, *Le choix de la liberté*, Gbadolite, Editions Vénus, p.53-56

l'Europe, qui étaient en exil et qui l'on rejoint⁶⁶.

Il est vrai que le MLC a réussi à diversifier son recrutement et à enrôler des jeunes gens originaires des lieux où le mouvement concentrait son action comme nous l'expose un jeune homme originaire de Kisangani qui a été témoin de l'arrivée de Jean-Pierre Bemba à Kisangani, berceau de la rébellion du MLC :

Bemba avait des militaires de la DSP, beaucoup, surtout des Equatoriens, ils s'exprimaient en lingala. Moi par exemple, quand j'écoute quelque un, un Mongo par exemple qui parle en lingala, même si je suis en train de dormir, je sais que celui là, c'est un Mongo parce qu'il est de l'Equateur. quand un Mumbusa, ce sont les habitants de Mumba, quand un Mumbusa parle en lingala, vous allez sentir que c'est un Mumbusa. Mais il a réussi à récupérer des militaires d'autres coins, de la Province orientale parce que vous savez chez nous, on parle tout, lingala, swahili mais à l'Est non, le lingala non, la majorité c'est le swahili⁶⁷.

Si beaucoup de personnes en lien plus ou moins direct avec le régime de Mobutu se sont engagés au MLC, il est intéressant de constater que la dynamique qui pousse de simples citoyens à s'engager aux côtés du MLC est sensiblement similaire même si la cible diffère. Le principe demeure le même : se venger de l'occupant précédent. Le témoignage d'un Boyomais⁶⁸ illustre cette logique :

Les gens ont commencé à suivre Bemba car ils en avaient assez des pillages du RCD. Je ne sais pas moi, mais je vous ai dit que tout l'argent partait à Kigali. On disait même que le Président rwandais Paul Kagame arrivait chez nous la nuit prendre tout ce qu'il trouvait. Même quand lui ne venait pas il y avait le général Nkunda, Laurent Nkunda, on l'appelle aujourd'hui général mais moi je l'ai connu, il n'était même pas militaire. Moi je l'ai connu en tant que soigneur, soigneur des blessés de guerre du RCD, quand le Mzee⁶⁹ est venu, il était soigneur⁷⁰.

Le MLC s'est donc au départ principalement appuyé sur des anciens mobutistes, qu'il s'agisse des cadres déçus désireux de réintégrer la scène politique ou qu'il s'agisse des combattants dont beaucoup étaient issus des ex-FAZ. Il faut tout de même rappeler que plusieurs caciques du régime de Mobutu ont mis leurs compétences au service de l'AFDL victorieuse démontrant par la même occasion leurs « capacités d'acclimatation ». Pour ceux qui ont rejoint le MLC, leur cooptation au sein du mouvement est révélatrice de la stratégie de Jean-Pierre Bemba qui a su mettre à profit son réseau de relations. Cependant, le MLC a su élargir son recrutement à des personnes originaires d'autres régions du pays. Plus

⁶⁶ Entretien avec Augustin Baharanyi, le 19 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

⁶⁷ Entretien avec Bernard K., citoyen originaire de Kisangani le 2 mars 2007 à mon domicile à Kinshasa

⁶⁸ Les Boyomais sont les habitants de Kisangani, le nom complet de la grande ville de l'Est étant « Kisangani boyoma »

⁶⁹ Le *Mzee* (« vieux ») en swahili désigne Laurent-Désiré Kabila

généralement, cette stratégie permet de servir des intérêts mutuels : en s'engageant au sein du MLC qui dispose alors d'une puissance de frappe accrue, les nouvelles recrues peuvent ainsi trouver un moyen de revanche sur leurs oppresseurs d'hier.

2. Un certain opportunisme

Pour notre objet, il est important de comprendre les motivations des individus à intégrer un mouvement rebelle porteur d'un projet ambitieux non dénué de risques.

Le statut de militaire donne une reconnaissance sociale, une autorité qui permet d'accéder à des ressources matérielles. Dans des sociétés déstructurées, la guerre représente un espoir d'ascension sociale, c'est aussi un moyen de survie (solde ou pillages), le port d'une arme conférant l'illusion du pouvoir et une certaine reconnaissance sociale⁷¹.

L'adhésion des combattants est aussi en partie liée à la possibilité qu'ils ont de gagner en autorité, ce qui explique parfois un comportement autoritaire vis-à-vis de la population⁷².

Dans les mouvements insurrectionnels, Jeremy Weinstein distingue les individus à « haut degré d'engagement » (*high commitment*) qui sont des investisseurs, ils font des investissements coûteux aujourd'hui en espérant un retour à l'avenir. Les individus à « faible degré d'engagement » (*low commitment*) sont des consommateurs percevant (ou espérant percevoir) des gains à court terme⁷³. Le leader rebelle étant perçu comme un entrepreneur politique cherchant à bâtir une organisation avec les capacités suffisantes pour entrer en compétition contre les forces gouvernementales, les individus hautement qualifiés signalent leurs qualités en acceptant plutôt les promesses que les gains en nature immédiats.

L'appât du gain est loin d'être la seule motivation. D'après Jeremy Weinstein, parmi les ressources symboliques disponibles dans le champ de la lutte armée, on trouve le statut que peut procurer l'appartenance à un groupe armé et l'affirmation des identités. Les principales ressources matérielles sont l'extraction des ressources naturelles, les taxes

⁷⁰ Entretien avec Bernard K., citoyen originaire de Kisangani le 2 mars 2007 à mon domicile à Kinshasa

⁷¹ Valérie PASCALINI, « L'évolution des conflits en Afrique », in *la revue internationale et stratégique*, n° 33, printemps 1999, pp. 133-142, p. 135

⁷² Hélène MORVAN, *Réinventer le quotidien, la cohabitation des populations civiles et des combattants maï-maï au Kivu*, Uppsala, Life and Peace Institute, 2005, p.57

⁷³ Jeremy M. WEINSTEIN, « Resources and The Information Problem in Rebel Recruitment », in *The Journal of Conflict Resolution*, vol.49 n°4, août 2005, pp.598-625, p.603

diverses, les stocks de biens et de vivres, le business illégal,⁷⁴.

Les groupes qui ont accès aux ressources économiques sont capables de les transformer en incitations sélectives pour résoudre des problèmes d'action collective. S'ils n'ont pas accès à ces ressources, il faut alors un minimum de crédibilité pour convaincre les troupes de l'issue heureuse du conflit pour qu'elles aient accès aux ressources. C'est le capital social qui rend ces promesses crédibles, la réputation est donc importante et il se trouve que Jean-Pierre Bemba, de par son passé d'hommes d'affaires se trouve plutôt bien pourvu en capital social et jouit d'une bonne réputation auprès de nombreux individus. C'est ainsi que beaucoup de jeunes hommes se sont engagés au MLC soit directement au maquis, soit en travaillant dans ses structures, l'engagement d'un caméraman dans une des chaînes de télévision de Jean-Pierre Bemba en est un exemple :

M : Et toi, à l'origine, pourquoi es-tu venu travailler à CKTV ?

MA : Au départ, parce que j'ai trouvé que M. Bemba, c'est quelque un qui a étudié et j'avais des témoignages de gens dans ses entreprises comme Comcell, comme quoi il était vraiment honnête. Il ne s'adonne pas aux magouilles dans ses services, il est vraiment honnête.

M : Et quand il a créé le MLC, qu'est-ce que tu t'es dit ?

MA : Je me suis dit bon, dès qu'il sera à la tête de notre pays, peut-être qu'il va faire cesser toutes les magouilles, la fraude, la corruption. C'est pour ça que j'ai voulu travailler pour lui parce que dans l'autre camp, le camp de Kabila, il y a des chaînes de télé, ils m'ont sollicité. La plupart des techniciens qui sont là, c'est moi qui les ai envoyés là-bas. La première promotion, ils ont eu des moyens, ils sont allés en Europe. Ils m'ont sollicité, lorsque la RTGA, proche de Kabila, lorsqu'ils ont ouvert leur chaîne, ils m'ont contacté, je me suis dit non, je ne veux pas travailler pour eux. Moi en tout cas, j'aimerais travailler avec Bemba jusqu'à la fin parce que je vois qu'il est réglo⁷⁵.

Il est intéressant d'établir une distinction parmi les jeunes gens enrôlés dans l'ALC (Armée de Libération du Congo, « bras armé » du MLC) entre ceux qui étaient auparavant des civils et ceux qui étaient déjà formés au métier des armes. Parmi ces derniers, beaucoup perpétuent leur vocation guerrière au gré des retournements de situation politique ou militaire. Ils peuvent changer de camp après l'arrivée d'un nouvel entrepreneur politique ou après une cuisante défaite militaire, l'itinéraire d'un de ces « soldats de fortune⁷⁶ » vient illustrer notre propos :

⁷⁴ *Ibid.*, p.601

⁷⁵ Entretien avec Martin M., caméraman au sein de CKTV, le 20 février 2007, Kinshasa

⁷⁶ Par « soldat de fortune », il ne faudrait pas comprendre un « mercenaire » qui loue ces services au plus offrant, ce « nomadisme rebelle » doit plutôt être mis en relation avec une stratégie de survie, les motivations d'ordre pécuniaire n'étant pas centrales.

M : Très bien, on va commencer par parler de vous. De quelle région êtes vous originaire ?

CZ : Du Nord Kivu

M : Quel âge avez-vous ?

CZ : J'ai 33 ans

M : Et comment vous êtes vous engagé au MLC ?

CZ : Moi, avant, j'étais un militaire de Mobutu, ex-FAZ, j'étais commando. Quand il y a eu le renversement du pouvoir de Mobutu, nous sommes arrivés au pouvoir de Kabila. Il y a certaines personnes qui ont voulu travailler avec le pouvoir de Kabila et d'autres qui n'ont pas voulu. Maintenant, quand on a vu que son pouvoir ne marchait pas bien, il y a certains leaders qui ont voulu, ne pas combattre contre Kabila mais combattre contre son système. Alors, il y a nous et d'autres qui se sont engagés pour renverser ce système. A ce moment là, il y avait le RCD en arrivant à Kisangani vers septembre 1998. Puis, nous avons vu le leader Jean-Pierre Bemba qui a formé le MLC

M : Donc quand ça a commencé, où étiez vous ?

CZ : A ce moment là, j'étais combattant du RCD, on m'a envoyé à Buta. A ce moment là, le RCD a affronté le MLC

M : Donc là, vous avez quitté le RCD, vous êtes parti au MLC ?

CZ : Oui. C'est-à-dire...c'était politique, certains voyaient déjà qu'il y avait le MLC et le RCD mais le MLC était vraiment congolais.

M : Et quand vous avez quitté le RCD, vous l'avez fait seul ou en groupe ?

CZ : Oui; il y avait un tout un bataillon

M : Que vous a-t-on dit lorsque vous êtes arrivés au MLC ?

CZ : L'idéologie était que nous combattions un mauvais système pour mettre en place un meilleur système au pouvoir.

M : Quelles étaient pour vous les différences majeures entre votre parcours dans le MLC et votre parcours au sein du RCD ?

CZ : Il n'y avait pas de différence, parce que là où on était, c'était la rébellion et là où on est c'est la rébellion. Maintenant, quand il y avait un bataillon, on a commencé à former d'autres jeunes gens pour augmenter les effectifs⁷⁷.

Ce témoignage qui illustre ce que l'on pourrait appeler un « nomadisme rebelle » est également révélateur de la faiblesse des clivages idéologiques autour desquels s'organisent les mouvements rebelles aux yeux des acteurs concernés, l'objectif de ces rebellions semblant être au départ uniquement de déloger le prédécesseur. Intéressons nous à présent au cas d'un

⁷⁷ Entretien avec Claude Z., membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba le 7 mars 2007 au siège du MLC à Kinshasa

jeune militant du MLC âgé de 25 ans rencontré au siège du MLC à Kinshasa :

Ce jeune homme est originaire du Kasai occidental, il était à Lubumbashi en 1996 avec Laurent-Désiré Kabila. A l'âge de 16 ans, il s'engage dans l'AFDL car « il ne faisait rien de spécial dans cette ville » selon ses termes. En mai 1997, il arrive à Kinshasa avec les troupes victorieuses et il est intégré dans les FAC. Lorsque la guerre éclate en 1998, il est envoyé à Gbadolite en Equateur où son unité est défaite par les troupes du MLC, il passe en Centrafrique puis rejoint Kinshasa. A la fin de la guerre, il quitte l'armée régulière, il se dit fatigué du métier des armes et demeure à Kinshasa où il se retrouve à nouveau désœuvré. En 2005, il adhère au MLC dont il devient un membre actif, il participe pleinement à la campagne électorale mais il est reconnu par ses anciens compagnons de l'AFDL et des FAC, il a dû fuir son quartier et il vit à présent au siège du mouvement. Son projet est à présent de repartir au Kasai pour être creuseur de diamants⁷⁸.

Ce parcours semé de désillusions est loin d'être un cas unique. Si Bemba présente l'accord militaire signé comme un moyen pour les officiers et sous-officiers d'occuper des fonctions importantes au sein des FARDC⁷⁹, il semble difficile de conclure à un engagement massif au MLC en relation avec de fortes convictions idéologiques.

Ces différents parcours de vie, du cadre mobutiste au technicien kinois, en passant par le soldat des FAZ ou le jeune kasaïen, permettent de dresser une ébauche de typologie des modes d'entrée dans le mouvement. L'engagement peut permettre de prendre une revanche sur un occupant ou un régime abhorré. Il permet également à des personnes hautement qualifiées de prétendre occuper des fonctions en cas d'issue victorieuse (la participation à un gouvernement de transition en est une). Il permet d'accéder à des ressources matérielles et de gagner en autorité (à travers une certaine reconnaissance sociale). En effet, au-delà de la prédation des ressources, l'enrôlement dans un groupe rebelle permet d'améliorer un tant soi peu ses conditions de vie par rapport à la vie civile. C'est ainsi que l'engagement peut aussi être mis en relation avec une stratégie de survie ou être la conséquence d'un désœuvrement, d'un manque de perspectives d'avenir. L'engagement d'un individu peut aussi être corrélé à la réputation du leader d'une faction belligérante (ceci est à mettre en relation avec le capital social de celui-ci). Enfin, pour les individus aguerris au métier des armes, l'engagement peut être vu comme un moyen de perpétuer une identité militaire

⁷⁸ Témoignage de José H., militant du MLC, siège du MLC, Kinshasa, mars 2007

⁷⁹ Discours de Jean-Pierre Bemba prononcé le 30 juin 2003 à Gbadolite à l'occasion de la fête de l'indépendance, reportage diffusé sur CKTV

3. Le maquis comme lieu de sociabilité

Comme nous le rappelle Andreas Mehler, dans les oligopoles de la violence, les moyens de la violence sont distribués entre un petit nombre d'acteurs qui agissent avant tout selon des intérêts de groupe⁸⁰. C'est particulièrement le cas en République Démocratique du Congo où on a pu observer une « déterritorialisation » du pouvoir politique associée à une fragmentation de celui-ci.

Selon Christian Geffray, deux éléments majeurs peuvent expliquer l'enrôlement : la crise profonde que traverse la jeunesse du pays et l'exaltation et l'effet de corps qui résultent de la vie en guerre et de ses exigences⁸¹. Les conditions de l'instruction établissent des liens de camaraderie et la situation de guerre accélère « le processus dans lequel les recrues lient leur destin à celui de leurs chefs »⁸². Christian Geffray insiste également sur les effets de corps engendrés par la participation des recrues à une institution rigoureusement hiérarchisée à vocation guerrière. La vie en guerre est pour eux une source d'exaltation et de promotion sociale, c'est un « projet social guerrier »⁸³.

Pendant la guerre, la vie normale des combattants est suspendue, il y a séparation d'avec la famille et le foyer, une importante souffrance physique mais Jessica Schafer, à propos des combattants de la RENAMO au Mozambique, montre que les recrues ne sont pas systématiquement brutalisées, déshumanisées et transformées en « machines à tuer »⁸⁴.

Malgré des conditions de vie difficile dans les maquis congolais, la souffrance et les privations n'apparaissent pas comme des thèmes centraux des parcours de vie des anciens combattants du MLC, ou du moins ils ne sont pas récurrents. Ce sont plutôt les notions de camaraderie, de respect qui ressortent des entretiens que nous avons pu mener, le témoignage d'un responsable du mouvement au maquis en est un exemple :

M : A ce propos, je souhaiterais que l'on parle des conditions de vie au maquis...

A : Les conditions de vie au maquis. Vous savez, au maquis, vous n'avez pas la boîte de lait, la margarine ou le fromage ou je ne sais pas quoi ! Au maquis, vous avez ce qu'il y a dans les champs et ce que mangent les villageois, le manioc non préparé, cru, le fougou, quand on avait le temps de le préparer.

⁸⁰ Andreas MEHLER, « Les oligopoles de la violence en Afrique de l'ouest », in *Politique étrangère*, 3ème trimestre 2006, pp.557-569, p.560

⁸¹ Christian GEFFRAY, *La cause des armes au Mozambique...*, *op.cit.*, p.108

⁸² *Ibid.*, p.111

⁸³ *Ibid.*, p.219

⁸⁴ Jessica SCHAFER, « Guerillas and Violence in Mozambique, De-socialization or Re-socialization ? », in *African Affairs*, Avril 2001, vol.100, n°399, pp.215-237, p.236

M : A titre personnel, vous gardez un bon souvenir de cette époque ?

A : Les bons moments, c'est cette fraternité qui a existé entre nous et qui nous a uni pendant tout le temps puisqu'en fait ici à Kinshasa, je ne peux pas avoir l'occasion de manger régulièrement avec Jean-Pierre Bemba mais sur le front, dans le maquis, c'est chaque jour que l'on mangeait avec lui ! Quand on a pêché un poisson, quand on a fait ceci, et quand il y a une manifestation comme le jour du nouvel an, on le mangeait ensemble, on faisait le jour du nouvel an. Je prends l'exemple du nouvel an, tous les cadres étaient invités chez lui pour la fête du réveillon et à minuit, ce sont les balles qui crépitaient, on fêtait le nouvel an... Cette ambiance là, cette facilité là, ces liens qui au fur et à mesure que nous évoluions, continuaient à se tisser, à se consolider entre nous, c'est ça l'héritage du maquis et c'est ça qui faisait la fierté de notre mouvement dans le maquis ! Nous étions tous unis et l'unique mouvement qui n'avait jamais connu de défections, c'était le MLC. Les défections, nous les avons connues ici à Kinshasa en tant que parti politique, nous y reviendrons.⁸⁵

Il est intéressant de constater le parallèle qu'effectue mon interlocuteur entre les situations d'interactions entre les différents acteurs au maquis et ces situations d'interactions en ville, maintenant que le mouvement est devenu un parti politique. L'accessibilité du chef, sa proximité dans la lutte armée, est mise en avant par mon interlocuteur. Il semble par ailleurs que le mouvement au maquis fonctionnait comme un lieu de sociabilité exclusive. Le MLC, du temps où ce mouvement était encore un groupe rebelle ne limitait pas son action aux forêts de l'Equateur, il était également présent en ville par l'intermédiaire des chaînes de télévision de Jean-Pierre Bemba qui continuaient à fonctionner tant bien que mal, nous y reviendrons. Ce qui est intéressant pour notre propos, c'est que même les collaborateurs indirects de Jean-Pierre Bemba en ville considéraient le mouvement comme un lieu de sociabilité exclusive, à l'exemple de ce caméraman de CKTV en poste à Kinshasa :

En tout cas, je restais discret car à cette époque là...je n'avais plus vraiment beaucoup d'amis, je n'avais qu'un seul ami avec qui j'en parlais peu. De 1999 à 2002, je n'avais plus beaucoup d'amis, mes amis, c'était seulement mes collègues de services. On prend un verre, on se sépare, je rentre chez moi, je dors...Je n'avais plus d'amis⁸⁶.

Ces liens peuvent néanmoins se comprendre aisément en raison du danger réel qui existe à revendiquer son appartenance à un mouvement rebelle dans une zone tenue par les forces gouvernementales.

Les récits que nous avons récolté mettent en avant la reconnaissance que les recrues ont rencontrée au mouvement où peu à peu se sont tissés des liens « familiaux » entre eux. Ces liens permettent de faire face à l'adversité, à tel point que les mauvais souvenirs sont éliminés du discours comme on peut le voir à travers le témoignage d'un membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba :

⁸⁵ Entretien avec Augustin Baharanyi le 19 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

⁸⁶ Entretien avec Martin M., caméraman au sein de CKTV, le 20 février 2007 à mon domicile à Kinshasa

M : Donc, vous avez reçu un bon accueil ?

CZ : En tout cas, c'était très très bien. Vous savez, je vous ai dit, quand vous trouvez quelque un pour vous serrer la main, ça fait plaisir. Parce qu'on dit que une seule main ne peut pas tuer la peau, pour tuer la peau, il faut deux mains à la fois.

M : Toujours sur votre vie dans la forêt, pourriez vous me décrire les bons moments que vous avez vécus à cette époque ?

CZ : Un bon moment...Bon, je peux te dire qu'un bon moment qu'on a vécu là bas, c'est quand on attaquait l'ennemi et qu'on remportait la victoire. Ca, c'est un bon moment pour nous, c'est un bon moment pour nous. On faisait la fête. Chacun avait le choix, il y avait même des sportifs qui faisaient leur lutte. Quand il gagne, il reçoit sa ceinture de combat. Il y avait des fêtes aussi. C'était bien.

M : Et les mauvais moments ?

CZ : Les mauvais moments, c'est quand il y a une défaite...mais chez nous, je crois qu'il n'y avait pas de défaite quand tu croyais en Dieu et Dieu était pour nous. On était convaincu de ça.

M : D'accord. Donc, dans l'ensemble, vous gardez quand même un bon souvenir de cette période ?

CZ : Il y a des moments où...si on songe au passé...ça fait rire un instant. Quand vous êtes avec des amis, ça vous fait rire, on parle « quand on était de ce côté, quand on était par là, quand on était dans ce centre là ». Voilà maintenant pourquoi ce sont de bons moments. [...] Ce mouvement, quelque soient les ethnies, les clans, c'est une famille, c'est une famille. Quelqu'un avec qui vous étiez au mouvement peut être bon envers vous plus que votre famille. Parce que vous avez vaincu, vous étiez avec lui dans les bons et les mauvais moments, c'est quelqu'un avec qui vous avez partagé la souffrance, vous avez partagé le malheur. C'est ça.⁸⁷

Ces récits nous montrent que la vie dans les maquis du MLC s'apparente à une vie en microsociété, les références à l'environnement extérieur et notamment à la population sont peu fréquentes. Les individus qui s'engagent dans un mouvement de rébellion sont soumis à un processus de désocialisation par rapport à leur milieu d'origine et à un processus de resocialisation dans un nouvel environnement hautement subversif. Dans un tel environnement, des liens de solidarité et de camaraderie se créent et se renforcent. Plus généralement, l'absence d'Etat a engendré l'émergence de « lieux sociologiques » au sein desquels les individus arrivent à se resituer, à recréer des solidarités conscientes et partagées⁸⁸.

⁸⁷ Entretien avec Claude Z., membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, le 7 mars 2007 au siège du MLC à Kinshasa

⁸⁸ Paule BOUVIER : « Le dialogue inter congolais, anatomie d'une négociation à la lisière du chaos. Contribution à la théorie de la négociation », in *Cahiers africains* n° 63-64 2004, p. 306

4. Une certaine dimension romantique de l'engagement

L'engagement au MLC est décrit par les acteurs concernés de façon magnifiée, les thèmes de la souffrance et des privations sont très peu présents dans les récits. Plus généralement, l'action entreprise par Jean-Pierre Bemba et ses partisans est considérée par eux comme une « action de résistance face à l'oppression ».

La dimension sacrificielle des combattants du MLC est omniprésente dans le récit des événements qui ont jalonné le parcours des combattants, encouragés parfois même par leur famille à poursuivre « ce combat héroïque » comme nous l'indique cet ancien combattant du MLC, aujourd'hui membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba :

M : Et votre famille, où était-elle lorsque vous avez pris les armes dans la rébellion ?

CZ : Quand je suis entré au MLC, ma famille est restée au Nord Kivu

M : Aviez vous des contacts avec elle ?

CZ : Oui, à travers le téléphone

M : Comment vos proches ont-ils réagi quand vous leur avez dit que vous êtes maintenant au MLC ?

CZ : Quand ils ont entendu cela, ils étaient enchantés ils m'ont dit « continue jusqu'à la fin et nous te souhaitons bonne chance ». J'ai une femme et trois enfants. Maintenant, ils m'ont rejoint à Kinshasa, je suis avec eux ici⁸⁹.

Cette caractéristique du discours est également portée par les cadres du mouvement et par le premier d'entre eux Jean-Pierre Bemba. Son exemple personnel sert de modèle aux combattants, l'histoire d'un homme d'affaires prospère que rien ne prédestinait au métier des armes et qui a préféré « rejoindre les maquis pour guerroyer contre l'opresseur en abandonnant tous ses privilèges ». Dans plusieurs clichés et documentaires, Bemba est montré dans la jungle entouré d'une poignée de combattants⁹⁰, présentés comme des résistants, avec des moyens rudimentaires contre l'armée de Kabila dotée de matériel lourd, le tout, renforçant la dimension héroïque et sacrificielle du personnage. La vision des batailles est magnifiée, elles demeurent toutes « des souvenirs merveilleux »⁹¹.

⁸⁹ Entretien avec Claude Z., membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, le 7 mars 2007 au siège du MLC à Kinshasa

⁹⁰ Voir annexe p. 257 à 259

⁹¹ Discours de Jean-Pierre Bemba prononcé le 30 juin 2003 à Gbadolite à l'occasion de la fête de

Ce caractère romantique de l'engagement et de l'action des membres du MLC est également portée par le discours de Jean-Pierre Bemba qui parle à propos de la période de la guerre d'une époque à la fois triste et glorieuse »⁹² :

Tous ces congolais qui ont fait don d'eux pour le sacrifice suprême, des jeunes et des moins jeunes, arrachés à la vie sur le champ de bataille, ne l'ont consenti que dans le noble objectif⁹³

Cette caractéristique du discours est également présente dans les récits de cadres du mouvement :

Ah ! Les anciens combattants ! Les jeunes gens qui ont pris les armes, qui ont accepté de mourir pour la cause noble qu'est la liberté ! [...] Ce sont des jeunes gens qui, par amour de la patrie, par envie d'arracher cette liberté qui nous avait été volée déjà, par amour de Jean-Pierre Bemba, un garçon jadis homme d'affaire qui s'est dit « même si j'ai beaucoup d'argent, je veux combattre ». Ces jeunes gens se sont rangés derrière Jean-Pierre Bemba, contre la dictature, pour la liberté !⁹⁴

L'adhésion au MLC est à mettre en relation avec des stratégies diverses mais qui se rejoignent. Cependant, si le mouvement doit être capable d'attirer vers lui un grand nombre de recrues, issus d'horizons divers, la tenue d'un agenda politique réaliste est une des conditions de sa crédibilité et de sa visibilité. Cette tâche doit néanmoins s'effectuer en corrélation avec la poursuite d'objectifs essentiellement militaires. Ce qui amène à poser la question des interactions entre la sphère militaire et la sphère politique au sein du mouvement.

B. L'interaction entre militaires et politiques

Le MLC a toujours mis en avant ses objectifs politiques, à savoir prendre le pouvoir à Kinshasa ou au mieux imposer des négociations avec le régime de Kabila. La route de Kinshasa passe par la voie des armes, la lutte armée semblant être l'unique moyen de s'imposer pleinement sur la scène politique. Cependant, de par la composition sociologique de l'ensemble des cadres du mouvement, l'aspect politique de l'agenda du mouvement est important. Le mouvement a pu jouer le rôle de creuset dans lequel militaires et politiques ont pu opérer un rapprochement mutuel autour d'un projet commun.

l'indépendance, reportage diffusé sur CKTV

⁹² *Ibid*

⁹³ Discours d'ouverture de Jean-Pierre Bemba lors des premières assises du MLC, Kinshasa, le 27 janvier 2006, in « Rapport général du Conseil des représentants du MLC », janvier 2006

⁹⁴ Entretien avec Augustin Baharanyi, le 16 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

1. Une organisation créée spécifiquement pour la lutte armée

Tout d'abord, il convient de signaler que le MLC est une organisation créée spécifiquement pour la lutte armée et non un mouvement ayant épuisé toutes les voies légales mises à sa disposition avant de prendre les armes. Ceci est à mettre en relation avec une stratégie réaliste. L'histoire politique du Congo a montré que les partis politiques légalistes n'ont pas réussi à intégrer des positions de pouvoir, même si certains d'entre eux ont pu à un moment donné s'imposer comme des interlocuteurs incontournables de la scène politique, l'UDPS d'Etienne Tshisekedi représente un exemple probant. De plus, en 1998, lorsque le mouvement a été créé, il n'était pas possible d'investir le champ politique à travers des moyens légaux car l'activité des partis politiques avait été suspendue par un décret de Laurent-Désiré Kabila. Il ne restait plus qu'à Jean-Pierre Bemba à s'appuyer sur la « jurisprudence Kabila ». En d'autres termes, le seul moyen d'accéder au pouvoir était la lutte armée. En effet, la route pour le pouvoir d'Etat dans les « autocraties électorales » est généralement close pour les acteurs politiques non violents⁹⁵.

Il semble que le MLC ait bien intégré cette rhétorique comme nous l'indique ce cadre du mouvement, ayant pris part à la lutte armée :

Pour nous, MLC, nous avons un objectif, c'était d'arriver à Kinshasa, donc conquérir le pouvoir à Kinshasa et imposer notre leadership, notre façon de voir les choses, notre vision politique qui était la liberté, le libéralisme. Et cet objectif, il n'y avait que deux façons d'y parvenir, soit par les armes, soit par la négociation⁹⁶.

Cependant, au moment de sa création, le MLC affirme ne pas vouloir s'emparer directement du pouvoir, mais entend devenir un simple parti politique et organiser des élections⁹⁷. Néanmoins, pour exister et être reconnu par les puissances occidentales, pour attirer leur attention, il faut un minimum de puissance militaire. Ce comportement est à mettre en relation avec l'existence de structures incitatives, la stratégie des acteurs rebelles est en grande partie forgée par l'environnement international et des stratégies d'extraversion⁹⁸.

On peut donc facilement deviner la stratégie des acteurs rebelles dans de tels

⁹⁵ Andreas MEHLER and Denis M. TULL, « The Hidden Costs of Power-sharing : Reproducing Insurgent Violence in Africa » in *African Affairs*, vol.104 n°416, juillet 2005, pp.375-399, p.391

⁹⁶ Entretien avec Augustin Baharanyi le 16 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

⁹⁷ Gauthier DE VILLERS : « RDC, guerre et politique, les trente derniers mois de Laurent Désiré Kabila... » *op.cit.*, p.99

contextes mais elle demeure incertaine et sujette à de nombreux aléas, elle nécessite une certaine capacité à s'affirmer comme un acteur crédible auprès de la communauté internationale (pour qui entend conquérir le pouvoir d'Etat bien entendu) et surtout une solide confiance dans la puissance militaire disponible. Quelque soit l'issue, il s'agit d'une stratégie à long terme.

Cette stratégie est néanmoins corrélée à une stratégie à court terme pour les mouvements rebelles. Les leaders rebelles sont dans une course pour former le groupe rebelle dominant le plus rapidement possible, pour être le premier, dominer les autres, pour dicter les termes de la rébellion⁹⁹. Si la vitesse est essentielle, on peut comprendre l'empressement des mouvements rebelles à s'accaparer les ressources économiques, les appels à l'identité et à l'idéologie étant plus tardifs à se matérialiser en soutien politique. Plus grandes et plus rapidement sont obtenues les capacités organisatrices pour un groupe rebelle, quand celui-ci dispose de ressources économiques. On comprend ainsi mieux la rapidité avec laquelle s'est créé le MLC en 1998, en contrepoids au RCD et surtout la lutte acharnée pour le contrôle de Kisangani et de ses comptoirs de diamants¹⁰⁰.

2. L'articulation des logiques politique et militaire

Nous avons vu que le MLC est une organisation spécifiquement créée pour la lutte armée. Essayons à présent de voir dans la mesure du possible comment s'articulaient les logiques politique et militaire au sein du mouvement durant la période de la lutte armée.

Il est intéressant de noter que si le mouvement a été créé officiellement le 30 septembre 1998 et qu'il a directement mené des actions de type militaire, ses statuts n'ont été formellement établis qu'en juin 1999.

Le mouvement est hiérarchisé de la sorte : le Président, le conseil politico-militaire de libération, le secrétariat général, l'ALC. Le président du MLC est le chef de la branche politique et le commandant en chef de l'ALC, il a des pouvoirs importants en matière de gestion et de nomination.

Dans le conseil politico-militaire de libération, on trouve trois officiers (Amuli, Mongapa, Kibonge), ex-FAZ ou DSP, mais aussi des hommes d'affaires et amis de Bemba (Olivier Kamitatu, Dominique Kanku), des anciens hauts fonctionnaires sous Mobutu

⁹⁸ Andreas MEHLER and Denis M. TULL : « The Hidden Costs of Power-sharing... », *op.cit.*, p.377

⁹⁹ Jeremy M. WEINSTEIN, « Resources and The Information Problem in Rebel Recruitment... », *op.cit.*, p.619

(Samuel Simene, Valentin Senga). Et d'autres hommes d'affaires prospères sous Mobutu (Montfort Konzi Sende Ngbonga, Jean-Pierre Singo). Dans les divers instances on retrouve par ailleurs de nombreux mobutistes¹⁰¹. On y trouve des personnes bien formées, réputées compétentes (dans le domaine militaire ou des affaires), occidentalises. Mais à la tête du mouvement, on trouve surtout des représentants de la génération des « fils de barons ». Il y a eu plusieurs remaniements à l'occasion desquels seront écartés des gens impliqués dans des affaires de détournements. D'une manière générale, on peut observer un certain équilibre entre militaires et politiques au sein des instances dirigeantes du mouvement.

Le MLC inscrit son combat dans le processus de démocratisation engagé par Mobutu le 24 avril 1990 et se définit comme « un mouvement politico militaire qui vise le renversement du régime dictatorial en vue d'instaurer un État démocratique sur la base d'élections libres et transparentes dans le respect des droits de l'Homme et des libertés individuelles »¹⁰².

Dans le programme du mouvement, il y a un souci de légitimation externe, le MLC entend associer dans un gouvernement de transition toutes les forces représentatives des courants politiques et forces sociales du pays¹⁰³. Même dans le projet, le MLC prévoit un régime marqué par un présidentielisme accru, le fédéralisme et une économie de type libéral. Cet agenda revêt une dimension politique essentielle, ne serait ce que formellement, car il est difficile de maintenir une armée motivée si personne n'est apte à s'identifier à une cause¹⁰⁴.

L'aspect militaire est par ailleurs omniprésent, l'option militaire est toujours présentée comme incontournable, dans les reportages sur le MLC au maquis, Bemba est la plupart du temps présenté en tenue militaire, son image de chef militaire tend à prendre le dessus sur celle de chef politique¹⁰⁵, comme nous le confirme ce témoignage de l'ancien ministre de l'intérieur du MLC au maquis :

A : Il y avait beaucoup de discipline au sein de l'Armée de Libération du Congo. L'ALC a été l'une des branches au sein de notre mouvement qui était la plus disciplinée, et aujourd'hui, ça continue encore à se sentir au sein des FARDC. Ça allait de soi qu'ils puissent respecter les décisions venant de la haute hiérarchie. La haute hiérarchie, c'est Jean-Pierre Bemba, toute la structure politique, puis toute la structure militaire. C'est comme ça, la haute hiérarchie, l'organisation; il y avait Jean-Pierre Bemba et puis le secrétariat général ou exécutif et puis la structure militaire avec le chef d'état-major général et puis tous les autres commandants et c'est

¹⁰⁰ La province de l'Equateur est une des provinces les moins dotées de ressources minières

¹⁰¹ Gauthier DE VILLERS : « RDC, guerre et politique, les trente derniers mois de Laurent Désiré Kabila... », *op.cit.*, p.95-96

¹⁰² Paule BOUVIER : « Le dialogue inter congolais, anatomie d'une négociation... », *op.cit.*, p. 78

¹⁰³ Gauthier DE VILLERS : « RDC, guerre et politique... », *op.cit.*, p.101

¹⁰⁴ Jessica SCHAFER, « Guerillas and Violence in Mozambique... », *op.cit.*, p.229

¹⁰⁵ « Sur la route de Kinshasa », reportage diffusé sur CKTV

comme ça qu'ils devaient nécessairement respecter la hiérarchie. La chaîne de commandement était telle que si Jean-Pierre Bemba donnait l'ordre, le ministre de la défense répercutait l'ordre chez le chef d'état-major général ou alors il pouvait court-circuiter le ministère de la défense et donner directement l'ordre au chef d'état-major général. Puisque lui-même en tant que commandant suprême, il dirigeait même les opérations à partir de sa maison et c'est ainsi qu'à chaque fois qu'il y avait une instruction à donner, ça suivait cette lignée. C'est vraiment une chaîne de commandement bien faite, bien rigide. Nous, nous étions sur le terrain, en tant que conseillers du Président, nous pouvions recevoir des ordres militaires que nous devions répercuter partout ou nous étions que ce soit à 200, 250, 400 ou 1000 km, pourquoi pas. Et c'est ainsi que cela fonctionnait¹⁰⁶.

De plus, presque tous les cadres du mouvement avaient le costume de militaire et pouvaient porter un grade, de telle sorte que les dimensions militaire à proprement parler et politique se trouvaient enchevêtrées, à tel point que cette dichotomie peut être dans un certain sens remise en cause même si plusieurs de mes interlocuteurs revendiquent dans un souci de légitimation compréhensible la prédominance de l'aspect politique comme nous le montre le témoignage du même haut responsable du mouvement :

Je reviens encore sur l'importance de cette formation militaire. Si vous n'étiez pas formés, si vous n'étiez pas passés par cette classe là, ce groupe qui a été formé, bien formé par les instructeurs ougandais et nos officiers formés dans de grandes académies militaires... Je prends l'exemple du général Kibonge qui est commandant d'une académie militaire au sein des FARDC, il nous a donné des cours de tactique militaire et c'était vraiment quelque chose de louable, quelque chose d'extraordinaire. Ce n'est qu'après cette formation que nous avons consolidé notre suprématie sur les militaires. Donc maintenant, les politiques avaient une main mise...comment dirais-je...sérieuse sur les militaires. Voilà les relations que nous avons, ça fonctionnait très bien¹⁰⁷.

Les perceptions des chefs politiques du mouvement et celles des soldats du mouvement quant à l'issue du conflit se rejoignent souvent. Elles démontrent d'une certaine manière que la frontière entre l'action armée reposant sur la puissance militaire pure et l'action politique basée sur le dialogue est plutôt ténue. Jean-Pierre Bemba avance qu'il aurait pu prendre Kinshasa mais après avoir rencontré des chefs d'Etat de la région, il renonce et se prépare à transformer le mouvement en parti politique¹⁰⁸. Les combattants du mouvement semblent être de cet avis comme nous le montre ce témoignage du même haut responsable disposant d'une autorité légitime sur ses troupes :

Là nous sommes en décembre 2002. Alors, nos éléments, puisque c'est de cela qu'il s'agit, étaient informés au fur et à mesure de l'évolution des négociations jusqu'au jour où on a signé l'accord global et inclusif et nous avons dit à nos éléments: « déposez maintenant les armes, nous allons être désormais une seule armée : les forces armées de la RDC ». Certains ont

¹⁰⁶ Entretien avec Augustin Baharanyi le 19 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

¹⁰⁷ Entretien avec Augustin Baharanyi le 19 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

¹⁰⁸ « Sur la route de Kinshasa », reportage diffusé sur CKTV

murmuré « nous étions plus fort qu'eux, ils n'ont jamais gagné aucune bataille, pourquoi nous devons nous arrêter là ? ». Nous leur avons expliqué et c'est ainsi que les éléments ont accepté. Ce que nous n'avons pas pu gagner par les armes, nous l'avons gagné par les négociations puisque nous nous sommes retrouvés à Kinshasa le 15 juillet 2003¹⁰⁹.

Les dynamiques politique et militaire sont donc intimement liées. Aux yeux des membres du mouvement, l'action militaire à proprement parler ne peut se concevoir sans la logique politique qui la sous-tend. La lutte armée sert donc un objectif politique et dans le même temps, la dimension politique donne un sens à l'action armée.

Cet enchevêtrement des logiques militaire et politique est en partie le résultat d'un processus de socialisation commun aux « militaires et aux politiques »

3. Le rapprochement du civil et du militaire par la technicité et le savoir

Si dès la création du MLC, la composition sociologique du mouvement est révélatrice d'un certain équilibre entre personnes issues de la sphère civile et personnes aguerries au métier des armes, les relations entre ces deux catégories ont toutefois été marquées par la méfiance et certains à priori.

La méfiance des militaires est à mettre en relation avec la tendance propre au milieu militaire à former un corps particulier détaché de la société, corps relativement fermé et peu enclin à accueillir au sein de ses instances dirigeantes des néophytes. Cet aspect est renforcé par le fait que plusieurs officiers du MLC sont issus de la DSP qui formait déjà un corps relativement autonome par rapport aux FAZ. De l'autre côté, les cadres civils du mouvement, pour la plupart dotés de compétences techniques acquises de par leur formation professionnelle, se distinguent par un certain sentiment de supériorité vis-à-vis des militaires. Ce sentiment peut être perçu comme une sorte de « complexe » des civils par rapport aux militaires, dans une organisation dont la poursuite des objectifs se matérialise au départ essentiellement par la lutte armée. Le témoignage de ce cadre du mouvement issu de la sphère civile est révélateur de la complexité de ces relations :

M : Je souhaiterais que l'on revienne sur les relations entre les politiques et les militaires au sein

¹⁰⁹ Entretien avec Augustin Baharanyi le 16 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

du mouvement dans le maquis. J'ai pu voir dans un document vidéo sur le mouvement que vous disiez que, du fait d'avoir eu une formation commune dans le maquis, vous n'aviez pas de complexe face aux militaires. Pourriez vous donc me parler des relations entre les politiques et les militaires lorsque le MLC était encore un mouvement politico-militaire ?

A : En arrivant à Gbadolite en 1999, c'était un peu comme tabou de voir les gens aller en formation militaire. Nous, jeunes cadres, ingénieurs comme moi, des gens qui interrompaient leur service pour l'Etat, des gens qui avaient interrompu leurs études de science politique, d'autres, de sciences commerciales, des jeunes juristes, on se retrouve tous ensemble; ben...on se dit, comme chez nous ce n'est pas l'habitude, à la différence de la France ou de la Belgique où juste après le bac, il faut faire une année, ou je ne sais pas combien de temps ça dure, de formation militaire... Ici, ce n'est pas la même chose, qu'est-ce qu'on fait ? On se dit, ben...le service militaire est réservé à des gens qui n'ont pas eu la chance d'étudier, qui n'ont pas eu la chance d'apprendre. C'est ça, l'idée qu'on avait. Mais en arrivant à Gbadolite, on s'est rendu compte qu'il fallait nécessairement compléter notre formation théorique, générale, par une formation militaire.

Au début, on s'est dit « non, c'est une punition ». On était mal vu, on s'est dit « que veut Jean-Pierre Bemba ? ». Et nous y sommes allés, petit à petit, il nous a fallu, je crois, dix jours pour que nous puissions comprendre. Chaque jour, les exercices physiques, les exercices techniques, les exercices à la manipulation des armes; il a fallu dix jours pour que l'on comprenne « Ah, non, c'était ça l'objectif ! ». Il fallait démystifier ce métier, il fallait avoir une idée sur...comment dirais je...le fonctionnement de cette classe, de cette classe, parce que c'était une classe à part, les militaires. Alors, après la formation, nous nous sommes rendus compte que nous étions capable aussi de compléter notre façon de voir les choses dans le maquis. Donc en tant que politique, il fallait maintenant contrôler, commander, donner des instructions aux militaires, tous niveaux confondus, du soldat jusqu'au plus haut gradé, puisqu'en fait, un politique, c'est lui qui chapeaute tout.

M : D'accord, donc il y avait toujours la primauté du politique sur le militaire ?

A : Tout à fait. Et après effectivement... Au début c'était difficile pour que les militaires comprennent, ils me disaient « toi, qu'est-ce que tu connais, moi, je suis en train de souffrir en brousse, je connais le crépitement des balles, je connais le maniement de telle arme », et quand ils nous disaient ça, nous étions comme dépaysés, on ne comprenait rien. Mais après la formation, après avoir appris le maniement de toutes ces armes là, jusqu'aux chars de combat, nous étions complets. Là, nous pouvions donner des instructions sans avoir peur, sans être, comment dirais je... complexés. Puisque parmi nous, il y a ceux qui ont commandé juste après la formation. Là, je prends l'exemple de...mon exemple, personnel. Je suis allé avec le 15^{ème} bataillon à Banalia, à 128 km de Kisangani avant la guerre de six jours en 2000, c'est moi qui ai servi de barrage aux troupes rwandaises et ougandaises qui voulaient entrer sur notre territoire, c'est notre territoire, à Banalia, et ça a bien fonctionné bien que j'ai perdu la moitié de mes enfants. [...]

Donc vous comprenez que ce n'est pas pour rien que nous avons suivi cette formation et nous avons été décomplexés et nous avons désillusionné les militaires qui croyaient détenir cette connaissance des armes et de la guerre et nous, nous sommes devenus maintenant cadres politico-militaires.

M : Très bien. Donc vous, par la suite, vous êtes devenus vice-ministre de la défense, parmi vos collègues qui étaient des civils, des politiques au départ, que sont-ils devenus une fois la guerre terminée ?

A : En fait, pour bien travailler dans le maquis, si je peux me résumer, il faut avoir les deux casquettes, la casquette politique et la casquette militaire. Et Jean-Pierre Bemba en est un exemple puisque avant qu'il ne puisse commencer, lui, il a commencé par la formation militaire à Kisangani. Après cette formation militaire, il a eu cette carrure, cette capacité de diriger et il a

dirigé sans avoir peur de se contredire; mieux que quiconque, mieux que quelconque autre général de notre pays que ce soit dans l'ex-gouvernement, que ce soit dans l'autre rébellion de Goma¹¹⁰.

Ce témoignage met en lumière le rôle qu'a pu avoir la formation des civils au métier des armes. Par delà l'aspect de l'acquisition de nouvelles compétences, cette formation a contribué à opérer un rapprochement entre les sphères civiles et militaires au sein du mouvement. La formation a par ailleurs entraîné la constitution d'un lieu de sociabilité commun entre les civils et les militaires, unis autour d'un même objectif. Par ailleurs, le leader servant de modèle, il incarne aux yeux de mon interlocuteur, dans sa personne même, le rapprochement, voire la fusion entre la sphère militaire et la sphère civile.

Si le MLC a dès le départ usé du moyen militaire eu égard aux ressources offertes par le champ politique propre au pays, l'aspect politique de son action n'en demeure pas moins présent, à tel point que les logiques militaire et politique s'enchevêtrent. Par ailleurs, la composition sociologique de la sphère dirigeante du mouvement se caractérise par un certain équilibre entre cadres issus du milieu militaire et cadres issus du milieu civil. Cependant, ces deux catégories se sont rapprochées à travers une formation commune, ce qui a eu pour conséquence l'émergence d'une « nouvelle identité », communément désignée sous le vocable de « politico-militaire » dont s'affublent les membres du mouvement.

Cette dimension politique se matérialise notamment par une certaine tendance du mouvement à s'instituer comme un organe de régulation de la vie sociale dans la zone qui est sous son contrôle, région dans laquelle le MLC s'apparente à un acteur politique quasi-unique.

C. Le MLC, un parti - État ?

Le MLC, opérant principalement dans la région de l'Equateur, a été amené au fur et à mesure de son développement à organiser et à gérer les territoires conquis. Les rapports entre le MLC et les populations civiles reposant sur des relations d'interdépendance, l'administration des zones sous contrôle s'est accompagnée de la construction d'institutions

¹¹⁰ Entretien avec Augustin Baharanyi, le 19 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

afin de rationaliser l'action du mouvement. En outre, cette action est à mettre en relation avec la volonté du mouvement de s'inscrire dans l'objectif plus large d'une gestion à l'échelle nationale.

1. Les relations entre les combattants et les civils

D'après Alphonse Maindo, le MLC contrôle un territoire de 450 000 km² allant du nord de la Province orientale à la moitié nord de celle de l'Equateur avec trois à quatre millions d'habitants¹¹¹.

Les relations entre la rébellion et les populations dans les territoires sous contrôle sont un indicateur important de la dimension politique d'un groupe rebelle, ces relations s'apparentent souvent à des relations de contrôle et de coercition mais il peut y avoir également une identification mutuelle¹¹². Il est bénéfique pour une organisation politique de réussir à fusionner tendanciellement identité partisane et identité locale de sorte que les deux formes d'allégeance s'épaulent, se consolident et s'enrichissent mutuellement¹¹³. Si la milice s'identifie à la population, les relations économiques peuvent s'apparenter à la prédation, ce phénomène est paradoxal car la population peut aussi s'identifier à la milice mais la milice peut ne pas hésiter à tirer avantage des civils si besoin¹¹⁴.

Cependant, ces relations ne peuvent pas reposer uniquement sur la coercition, car la guérilla a besoin de l'assistance de la population. La coercition est ici utilisée comme un instrument politique. Cependant, dans les zones sous contrôle du MLC, l'aspect coercitif tend à dominer ces relations, car plus qu'un « parti armé », le MLC s'apparente à un « pouvoir armé » dans lequel la fonction militaire est primordiale, fonctionnement que l'on pourrait apparenter à celui d'un état d'urgence. Les explications de celui qui fut ministre de l'intérieur dans la rébellion viennent éclairer nos propos :

M : Comment prenez vous en compte les doléances des populations administrées ?

A : Je prends un exemple. Dans un territoire, il y a l'administrateur du territoire, élu par le peuple. Quand j'arrivais dans un territoire, la première chose à faire, c'était la réunion de sécurité, du conseil de sécurité, comme on l'appelait. En fait, c'est une réunion où il y avait comme participants d'abord le numéro un du territoire, ses deux adjoints, le représentant de la

¹¹¹ Alphonse MAINDO, « De la lutte armée à la bataille électorale en RDC... », *op.cit.*

¹¹² Christopher CLAPHAM, « Analysing African Insurgencies... », *op.cit.*, p. 11

¹¹³ Philippe BRAUD, *L'émotion en politique*, Paris, Presses de Science po, 1996, p.187

¹¹⁴ Marie-Jôëlle ZAHAR, « Protégés, Clients, Cannon Fodder : Civilians in The Calculus of Militias », in *International Peacekeeping*, vol.7 n°4, hiver 2000, pp.107-129, p.125

sécurité sur place, le représentant de l'armée, le représentant de la police nationale et le président du conseil de l'assemblée locale. On faisait d'abord le tour de tous les problèmes qui avaient déjà été soumis à l'autorité politico-administrative et après d'une manière ou d'une autre, il y a moyen de trouver une solution. Dans l'immédiat, pendant la présence du ministre sur les lieux, on balaie tous les problèmes, on les analyse un par un, puis on cherche une solution sur place. C'est ainsi que moi, en tant que ministre, j'avais le droit de suspendre, de révoquer, de punir, de nommer... Vous comprenez comment c'était organisé ? Au niveau de mon département qui est l'administration du territoire, je prenais des décisions. Si vous vous étiez mal comporté, j'informais le chef, je prenais une décision soit préventive, soit ferme et définitive. Alors on terminait cette réunion de sécurité et on allait maintenant vers les différents groupes socio-professionnels : les associations de mamans, les associations de jeunes, les associations de commerçants réunis dans la fédération des entrepreneurs du Congo. En fait, ça représentait pratiquement toutes les couches de la population, même les associations d'enseignants, ça existait aussi. Et en les écoutant, le problème qui était posé au conseil de sécurité, c'est que nous n'avions pas beaucoup de détails. En prenant note, avec mon secrétaire, nous avons beaucoup plus de détails. Si cela nécessitait par exemple que l'on se déplace d'un point A à un point B, on quittait le chef lieu d'un territoire pour aller dans un autre coin. C'était pour se rapprocher beaucoup plus de la population, beaucoup plus du peuple dans les coins reculés et de résoudre son problème là où il se trouve et ça demandait maintenant que l'on remonte à la haute hiérarchie, donc Jean-Pierre Bemba, pour qu'il puisse décider en dernier ressort, surtout en ce qui concerne les financements. Puisque quelques fois, il y avait des problèmes en ce qui concerne des rétrocessions. Parce qu'il y a eu un certain nombre de taxes, il y a eu versement d'un fonds dans la banque or la rétrocession aidait l'entité locale à pouvoir fonctionner. Il y a quelque fois où il y a eu des dérapages, au lieu de laisser cette rétrocession, l'argent était directement acheminé à Gbadolite, notre capitale et il n'y avait rien comme rétrocession mais il fallait maintenant l'intervention du chef suprême pour dire que « non, au prorata de 40 % ou 30 %, selon sa décision, il faut rétrocéder tels fonds à telle entité ». Et ça, c'était la décision du chef¹¹⁵.

Les relations entre les rebelles et les civils dépendent de la nature du groupe, ils changent dans le temps, ils peuvent être influencés par l'action de la communauté internationale. Une milice qui s'identifie à la population traitera celle-ci correctement, si ce lien n'existe pas, ce seront des relations de coercition. D'après Marie-Joëlle Zahar, c'est-ce que l'on retrouve dans la plupart des études, or elle souligne que c'est plus complexe, ces deux notions s'enchevêtrent dans la plupart des conflits. Les milices dépendent des populations pour deux ressources essentielles, elles représentent un vivier de combattants et une source potentielle de revenus. Cette dépendance des milices vis-à-vis des populations fournit à ces dernières un espace de négociation des termes de cette relation¹¹⁶. Les calculs des belligérants doivent être compris dans le contexte plus large de leurs objectifs, un groupe qui est à la recherche d'une légitimité internationale se comportera différemment vis-à-vis de la population qu'une organisation radicale.

Durant la conquête de l'Équateur, Bemba est bien accueilli du fait de la violence et des exactions des troupes gouvernementales et de leurs alliés dans la région (bombardements

¹¹⁵ Entretien avec Augustin Baharanyi le 19 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

¹¹⁶ Marie-Joëlle ZAHAR, « Protégés, Clients, Cannon Fodder... », *op.cit.*, p.112

des localités de Zongo et de Libenge, atrocités perpétrées par les Tchadiens à Gemena, viols et pillages des FAC). Bemba est également considéré comme un « enfant du pays ». Plus généralement, on peut observer une large adhésion populaire au MLC dans l'Equateur, Bemba bénéficie d'une grande popularité en 1999/2000, il est accueilli en libérateur. Le problème pour la population, ceci est particulièrement le cas dans la Province orientale, c'est que Bemba est perçu au départ comme l'homme des Ougandais, et l'avant-garde d'une restauration mobutiste, mais ce qui fait pencher la balance c'est qu'il est anti-tutsi. Il semble que ce soit une constante dans l'histoire politique du Congo, les nouveaux dirigeants sont accueillis dans la liesse, ce n'est pas un phénomène nouveau tant les régimes précédents étaient honnis.

De manière générale, dans le champ de la lutte armée, les chefs de faction rebelles tentent de consolider leur monopole sur une aire et une population spécifique. Comme nous le rappelle Alice Hills, ceci est à mettre en relation avec une des caractéristiques des Etats faillis : il y a dans ce genre de situation une dévolution du pouvoir du centre vers la périphérie. La situation sécuritaire favorise l'émergence d'un *big man* qui peut alors instaurer un minimum de stabilité avec une fonction essentielle : le maintien de l'ordre avec une coercition accrue¹¹⁷. Des acteurs politiques périphériques peuvent être en effet producteurs de sécurité. Il existe des oligopoles de violence avec plusieurs acteurs qui peuvent être parfois plus efficace qu'un Etat faible pour assurer la sécurité physique des citoyens¹¹⁸. En règle générale, la crédibilité protectrice d'un groupe rebelle est une marque de légitimité.

Plus concrètement, la maîtrise du territoire est importante car celui-ci fournit une base militaire, une zone de repli, une source de recrutement, une zone de ressources. Dans les zones sous contrôle, les combattants doivent subvenir à leurs besoins, l'armée subversive est donc redevable aux populations qui l'entourent, elle ne peut pas mener la guerre contre le pouvoir sans le soutien des populations civiles ralliées. Une des fonctions de la population est d'assurer la subsistance de l'armée séditeuse, notamment en se soumettant au recouvrement d'un impôt stratégique en nature. Les populations sont par ailleurs soumises aux exigences de la reproduction du MLC, aux exigences de la sécurité, de l'entretien et du renouvellement de ses effectifs. Les groupes rebelles tendent à se constituer en centres de pouvoir qui tentent de se « territorialiser » par la création de régions autonomes rebaptisées provinces¹¹⁹. Le propre de ces centres de pouvoir est de trouver des sources de financement. Ceci peut se matérialiser

¹¹⁷ Alice HILLS, « Warlords, Militia and Conflict... », *op.cit.*, p.36

¹¹⁸ Andreas MEHLER, « Les oligopoles de la violence en Afrique de l'ouest... », *op.cit.*, p.558

¹¹⁹ Jean Claude WILLAME, « L'Accord de Lusaka, chronique d'une négociation internationale », in *Cahiers africains*, n°51 - 52, 2002, p.50

par des prélèvements anarchiques, la frontière étant souvent ténue entre l'extorsion et le « prélèvement fiscal » ou « effort de guerre ». On donne pour éviter les « tracasseries », la sécurité apportée par les combattants dépendant de la capacité des populations à les soutenir matériellement¹²⁰.

Certains témoignages recueillis mettent en avant « l'aspect néfaste » que peut revêtir la rémunération des combattants dans le sens où la perception d'émoluments peut « pervertir » l'esprit du combattant « dévoué à une cause noble » comme le laisse entendre ce membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba :

CZ : Dans la forêt, nous n'étions pas payés. Si même on était payés, qu'est-ce qu'on pourrait faire avec cet argent là ?

M : Pour aider votre famille par exemple ?

CZ : On pouvait leur envoyer des vivres, des médicaments et des vêtements que nos leaders nous donnaient. On était bien pris en charge. Mais si vous voyez en profondeur, dans une rébellion, s'il y a de l'argent, les pensées des hommes seront bouleversées. Certains vont penser à leur famille, d'autres à monter des projets, des futurs projets. Mais s'il n'y a pas d'argent, on vous dit « allons, nous allons gagner là où nous allons ! ». En plus, nous étions protégés¹²¹.

Ce témoignage, postérieur à la période de la lutte armée est révélateur de la conscience politique de l'acteur social concerné, il est à mettre en relation avec un sentiment de nostalgie par rapport à un passé sans doute quelque peu idéalisé et il s'explique par la position de cet acteur qui est encore dans le combat politique. Cependant, il est difficile d'imaginer que tous les combattants se sentaient profondément détachés des contingences matérielles. Il est aisé de deviner que les conditions de vie au maquis étaient difficiles et que certains soldats éprouvaient des difficultés quotidiennes de subsistance et devaient ainsi mettre à contribution les populations, comme en témoigne un jeune citoyen originaire de Kisangani à propos des soldats du MLC :

B : Ceux qu'on rencontrait sur les barrages là, comment quelque un qui est bien payé, comment il peut vous demander ne fut ce que 50 francs pour acheter du manioc? Nous, parce que nous étions étudiants, ils nous demandaient calmement, les cultivateurs, c'était par la force. Ils n'étaient pas payés, c'était comme ça¹²².

L'administration MLC a également mis en place des bureaux de taxation ainsi que des prélèvements mais il y avait parfois des influences multiples, avec la coexistence de plusieurs

¹²⁰ Hélène MORVAN, *Réinventer le quotidien... op.cit.*, p.60

¹²¹ Entretien avec Claude Z., membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, le 7 mars 2007 au siège du MLC à Kinshasa

bureaux de taxation. Même s'il est difficile de conclure à une institutionnalisation de ce système, ces comportements semblaient être courants comme nous l'explique le même interlocuteur, qui fut confronté à ce genre de pratiques :

M : Très bien, donc toi, tu étais souvent dans l'Equateur à ce moment là, comment ressentais tu alors l'occupation, la présence du MLC ?

B : A l'époque, Jean-Pierre Bemba faisait payer l'effort de guerre, même aux mamans cultivateurs là, même aux paysans les plus pauvres. Les gens au bord du fleuve, à Lisala où je me suis souvent rendu pour mes trafics, ne voulaient même pas entendre parler de Jean-Pierre Bemba parce que ce qu'il a imposé, c'était dur. L'effort de guerre, c'était forfaitaire, vous faites vos récoltes, si vous avez 10 sacs de paddy, il peut vous prendre trois sacs pour l'effort de guerre et ça part comme ça gratuit. Ca, je l'ai entendu en tant qu'observateur, mais je n'ai rien dit. Heureusement, nous, nous étions des étudiants, parce que sur place dans la province de l'Equateur, par exemple, tu paies une taxe à Mumba, en quittant la Province orientale, la même taxe là, tu la paies aussi à Lisala, à Lisala, on ne reconnaît pas ce que tu as payé à Mumba. On pouvait aussi être taxé dans d'autres zones de l'Equateur bien qu'on avait des reçus comme quoi on avait déjà payé des taxes, ce n'était pas reconnu. Nous, on ne discutait pas parce qu'on savait que c'était des gens qui aiment beaucoup les polémiques, alors comme nous, nous étions des étudiants, on présentait seulement nos cartes, mais on avait naturellement pitié de ces marchands, de ces commerçants qui étaient de simples civils comme nous mais pas des étudiants. Vous savez, je ne sais pas si c'est la même chose chez vous mais ici les étudiants sont reconnus, ils ont des facilités partout où il y avait des complications, mais on voyait des gens qui payaient trois taxes dans le même territoire, dans la même zone et puis quand ils quittent l'Equateur, ils doivent payer des taxes, quand ils veulent entrer dans la Province orientale mais dans cette zone là, on reconnaissait ce que tu payais à la frontière. En plus, Jean-Pierre Bemba ne libérait pas l'argent, s'ils t'attrapent alors que tu détournes de l'argent, c'est terrible, c'est fini pour toi, on te ramène à lui et c'est lui-même qui va vous frapper et puis il vous laisse à la merci de ses militaires méchants qui vont vous massacrer. A Mumba, les gens ne disaient rien car il y avait beaucoup de gens des autorités du MLC mais à Lisala, les gens s'en foutaient, ils parlaient en public, c'est là que j'ai tout entendu. Alors, moi, j'ai trouvé que ça a diminué sa crédibilité pendant les élections même si ce sont ses frères, les Equatoriens, soi disant. Moi personnellement, j'ai trouvé qu'avec tout ce qu'il faisait là, c'est-ce qu'il a récolté aux élections présidentielles. Même ceux qui travaillaient aux barrières pour récupérer ces soi disant taxes, tout ce qui était argent partaient directement chez Jean-Pierre, donc les militaires aux barrières ont instauré un autre système : dès qu'un commerçant passait, il pouvait, au lieu de donner de l'argent, donner des marchandises ou bien des vivres. Tout était contrôlé, tu ne pouvais pas faire de taxes parallèles, c'était très dangereux pour toi, si on t'attrape avec des taxes parallèles, c'est fini. Cela montre qu'il avait besoin de beaucoup d'argent. Il dit qu'il est venu libérer le Congo, quelle libération du Congo ? Il vole sur leur petit commerce, sur leurs petits travaux des champs en récupérant les sacs de vivre, ce n'est pas normal¹²³.

Nous voyons donc bien que l'absence de salaire des militaires a favorisé le développement de logiques de contournement de l'autorité et les vols.

Plus généralement, toutes les marchandises venant d'un autre territoire sont considérées comme venant d'un autre pays¹²⁴. Jean-Pierre Bemba est l'objet de critiques car le

¹²² Entretien avec Bernard K., citoyen originaire de Kisangani, le 2 mars 2007 à mon domicile à Kinshasa

¹²³ Entretien avec Bernard K., citoyen originaire de Kisangani, le 2 mars 2007 à mon domicile à Kinshasa

¹²⁴ Jean Claude WILLAME, « L'Accord de Lusaka... », *op.cit.*, p.51

MLC exerce un quasi monopole de fait sur les exportation de café en Équateur, et a procédé à de nombreuses confiscations de produits agricoles¹²⁵, même si dans ces zones, il impose les « prix Bemba », qui représente parfois le dixième du prix en vigueur avant l'arrivée du MLC¹²⁶.

Néanmoins, il n'y a pas toujours monopole des rebellions sur les trafiquants¹²⁷ qui peuvent et doivent souvent se déplacer dans des zones d'occupation différentes. Les stratégies de contournement des acteurs sociaux « dominés » semblent assez courantes, même si elles sont loin d'être sans danger, comme nous le montre le récit d'un jeune boyomais étant amené à se rendre dans la province de l'Equateur pour ses opérations de contrebande :

Déjà, avant de venir à Kinshasa, j'empruntais le fleuve pour faire des trafics, quand le MLC a récupéré quelques territoires ça et là. Pour nous, c'était un peu libre, ils nous laissaient tranquilles mais seulement, il fallait donner quelque chose. Là où le MLC a commencé à reprendre du terrain sur le plan géographique, c'est juste à la limite de la Province orientale et de l'Equateur. Quand tu quittes la Province orientale et que tu vas dans l'Equateur, tu dois payer les taxes, c'est comme si tu traverses la frontière, tu quittes un pays pour entrer dans un autre pays. On marchait à trois avec mes deux amis, nous étions des étudiants, avec nos cartes d'étudiant, on avait des facilités pour passer sans trop de problèmes même si on n'avait pas d'argent, on leur disait « nous sommes des étudiants, on part se débrouiller, chercher l'argent pour payer les frais d'études », c'est comme ça qu'on passait. Quand on était à l'Est avec les Rwandais partout, on parlait swahili mais dans l'Equateur, avec les ex-FAZ, on parlait le lingala sans problème, on n'osait même pas parler le swahili, sinon on va vous compliquer. C'est-à-dire que si tu parlais le swahili, tu étais du RCD automatiquement. Heureusement pour nous, on connaissait parfaitement le lingala et le swahili. Donc on faisait nos trafics de part et d'autre du fleuve mais à un moment, quand on est arrivé à Bumba, Jean-Pierre Bemba a instauré un système là de payer les taxes, même pour les agriculteurs. Il faut payer les taxes, ils disaient « il faut participer à l'effort de guerre, nous combattons pour votre cause, pour la liberté ». Ils ont cherché à simplifier les termes en disant que c'était l'effort de guerre alors tout le monde devait participer. En réalité, ce n'était pas normal, parce que quand on t'attrape avec du café par exemple, le café se vendait alors très très cher au Rwanda et en Ouganda, il y avait beaucoup de nos frères congolais qui venaient chercher le café vers l'Equateur, mais si on t'attrape avec du café sur le fleuve, c'est fini pour toi...j'ai vu comment on frappait quelqu'un en public avec des fouets parce qu'il a voulu passer avec du café la nuit, c'était terrible, on l'a mis dans un sac, on l'a mouillé dans le fleuve puis on l'a suspendu à un crochet et on a commencé à le frapper avec un fouet, c'était terrible¹²⁸.

Ce système de taxes, en plus de servir à alimenter les caisses du mouvement, est révélateur d'une certaine volonté du mouvement d'arborer tous les attributs d'un « proto-

¹²⁵ Paule BOUVIER, « Le dialogue inter congolais, anatomie d'une négociation... » *op.cit.*, p. 82

¹²⁶ Alphonse MAINDO, « De la lutte armée à la bataille électorale en RDC... », *op.cit.*

¹²⁷ Le terme « trafiquant » renvoie plus particulièrement à des individus s'adonnant au petit commerce et étant donc amenés à se déplacer parfois sur de longues distances, sur ce sujet, voir Koen VLASSENROOT and Timothy RAEYMAEKERS: « Conflict and Artisan Mining in Kamituga », in Koen VLASSENROOT and Timothy RAEYMAEKERS (Eds.), *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo*, Ghent, Academia Press, 2004

Etat ». La limite entre les provinces s'apparente à une véritable frontière, l'effort de guerre est présenté comme un prélèvement fiscal et les individus s'exprimant en swahili, issus d'une autre province, sont perçus dans l'altérité. Par ailleurs, si les insurgés et les populations peuvent entretenir des relations d'identification mutuelle, le MLC étant perçu comme « un mouvement de l'Équateur », ce sont apparemment les combattants du MLC qui tendent à vouloir s'identifier à la population plutôt que l'inverse, lorsqu'ils affirment « combattre pour leur cause », ceci dans le but manifeste de légitimer l'instauration d'un effort de guerre. Ces prélèvements, adossés à un strict contrôle du commerce fluvial ont entraîné une paupérisation croissante de la population équatorienne.

Ceci dit, ces relations, dont la dimension coercitive peut être fluctuante, ont été objectivées avec l'édification d'institutions dans les zones sous contrôle de la rébellion.

2. La construction d'institutions politiques dans les territoires conquis

Dans leur volonté de s'instituer comme une alternative crédible au pouvoir en place à Kinshasa, les dirigeants du MLC ont mis en place des institutions dans les zones sous contrôle au fur et à mesure de leur progression, en organisant des élections locales en Équateur, en organisant une justice, avec la désignation de procureurs notamment. A ce sujet, Hélène Morvan nous rappelle que « la guerre place le système judiciaire sous l'autorité des groupes armés, ce qui contribue à l'instauration d'une justice partisane et violente où les logiques de force vont s'imposer comme la nouvelle forme de résolution des conflits »¹²⁹.

Cependant, une relative stabilité peut résulter du contrôle d'un territoire si les actions menées sont accompagnées de normes localement acceptées¹³⁰. En règle générale, il peut y avoir une intégration des oligopoles de violence dans le champ des alternatives possibles au *state building*¹³¹. Cette construction d'institutions peut être illustrée par ce témoignage du ministre de l'intérieur sous la rébellion, témoignage qui rend compte du fonctionnement du système de pouvoir du MLC :

Après Jean-Pierre Bemba, vient maintenant la structure politique et puis la structure militaire et c'était bien coordonné, il n'y avait pas de problème. Là, il y avait une bonne organisation et nous, nous avons fait preuve de cette bonne démocratie. D'ailleurs, c'était partout...puisqu'

¹²⁸ Entretien avec Bernard K., citoyen originaire de Kisangani le 2 mars 2007 à mon domicile à Kinshasa

¹²⁹ Hélène MORVAN, *Réinventer le quotidien...* *op.cit.*, p.141

¹³⁰ Alice HILLS, « Warlords, Militia and Conflict... » *op.cit.*, p.43

¹³¹ Andreas MEHLER, « Les oligopoles de la violence en Afrique de l'ouest... », *op.cit.*, p.560

après l'organisation militaire, il y avait une organisation politique aussi puisqu'à une époque, j'étais ministre de l'intérieur, j'organisais un territoire 27 fois plus grand que la Belgique ! 27 fois plus grand que la Belgique ! Il y avait 35 grands territoires et dans cette organisation, c'était le peuple seul qui élisait ses représentants. Ce que nous sommes en train de vivre aujourd'hui avec les assemblées provinciales, nous les avons déjà ! Les assemblées territoriales, nous les avons appelées comme ça. En fait, en ce qui concerne l'organisation politique dans le maquis, je venais d'en parler, je vous ai dit que nous avons un grand combattant de l'armée, c'était Jean-Pierre Bemba et un grand organisateur administratif, Olivier Kamitatu. Nous nous sommes dit, nous n'allons pas seulement évoluer avec l'armée, il faut que l'on organise politiquement notre parti sinon ça ne servirait à rien, les territoires que nous sommes en train de conquérir au fur et à mesure, il faut les organiser. C'est ainsi qu'il y a eu le premier gouvernement dans le maquis avec un secrétaire général, des secrétaires nationaux, des ministres...Ce gouvernement a fait ses preuves. Au fur et à mesure que nous évoluions, il y a eu des remaniements, des restructurations, on a commencé avec un gouvernement de douze personnes, un moment donné, on est arrivé à 22. Maintenant quand on a formé le FLC, c'est le moment où je suis entré dans le gouvernement, j'ai organisé le territoire. J'allais de collectivité en collectivité pour organiser des élections et les élections, vous allez me demander comment je les ai organisées, tantôt à main levée, tantôt sur papier et on sortait des représentants, de chaque village, de chaque communauté. Et pour votre information, à cette époque là, en 2002, non, fin 2001, j'ai pu organiser un congrès, tous les représentants du peuple, au bas niveau, se sont rencontrés. Jean-Pierre Bemba a présidé...enfin...il est venu à l'ouverture et à la fermeture et c'est lui qui a présidé le congrès, nous étions encore dans le cadre du FLC. Nous avons pénétré toutes les réalités de notre territoire et nous avons su les désirs des plus petits de notre population, et tout a été mis dans un document que nous avons appelé le « rapport du premier congrès du FLC ». Domage, ce document, je ne l'ai pas, c'est l'unique documentation que je n'ai pas aujourd'hui mais c'est comme ça que l'on s'est organisé et c'était quand même bien¹³².

Ce témoignage nous montre que dans les zones sous contrôle, s'est opérée en quelque sorte une substitution du MLC à l'autorité de l'Etat. Déconnectées physiquement de Kinshasa, les provinces tenues par les chefs rebelles se sont installées dans une situation d'auto-financement et d'auto-administration. Mon interlocuteur met en avant la taille conséquente du territoire à gérer, le territoire représentant la base sans laquelle un appareil d'Etat ne peut être effectif, ainsi que la prise en compte des doléances de la population. Ces propos dénotent une certaine volonté de montrer l'image d'un mouvement apte à remplir des fonctions gouvernementales. Le MLC peut en effet s'apparenter à un appareil d'Etat, tant le mouvement exerce certaines fonctions régaliennes : il dispose du quasi monopole « de la contrainte physique légitime » dans un territoire donné délimité par des frontières, il contrôle les principaux axes de communication au sein de ce territoire, il dispose de relais auprès de la population. Le mouvement a par ailleurs organisé le territoire sous contrôle en entités administratives et a notamment organisé des élections. Le mouvement a également procédé à l'organisation d'une justice, à l'édification d'un système de prélèvement fiscal et de taxation douanière. Peu à peu, s'est mise en place une administration efficace pour payer 60 % de ses

¹³² Entretien avec Augustin Baharanyi le 19 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

dépenses avant août 2000, selon François Muamba¹³³, secrétaire général du mouvement. Le MLC a souvent mis en avant les actes de Bemba et du MLC à Gbadolite : écoles, électricité, commerces. Le chef du MLC est souvent présenté comme « l'administrateur civil de 8 millions d'habitants », les régions contrôlées sont présentées comme auto-suffisantes. Le MLC a procédé à une division du travail administratif par secteur, en mettant en avant les compétences des élites issues du mouvement. Comme Gbadolite, Lisala est présentée comme une ville où l'administration et l'ordre sont revenus¹³⁴.

Si la rébellion a mis en place progressivement un gouvernement MLC dans les territoires conquis avec la tenue d'élections, la constitution d'assemblées et de conseils territoriaux, ceux-ci s'apparentent principalement à des organes de contrôle. Comme nous pouvons le voir dans le témoignage précédent, le chef devient en quelque sorte une institution. Le MLC pouvant être apparenté à un « parti unique » en Equateur, les principaux chefs politiques, administratifs et économiques sont donc issus du parti. La fonction de ce parti n'est pas tant d'administrer que d'assurer le dynamisme de l'administration et de vérifier sa fidélité. Les représentants siègent donc partout. Le mot d'ordre de ce genre de parti est de répandre dans le public les mots d'ordre du chef mais il est aussi un organe efficace de coercition¹³⁵.

Plus généralement, les mouvements rebelles ont rempli le vide administratif en imposant leur ordre et leur légalité. Dans un contexte de fragmentation de la RDC en régions de facto autonomes, ce mode de fonctionnement est révélateur d'une « captation du pouvoir par le local »¹³⁶.

Si le contrôle du territoire est d'abord un enjeu militaire, l'expansion du territoire contrôlé par la guérilla est à mettre en relation avec des ambitions politiques au niveau national, la reconnaissance nationale voire internationale du mouvement dépend de sa visibilité. L'étendue du territoire donne donc une visibilité au groupe. On comprend donc mieux la volonté du MLC de s'étendre vers l'Est du pays que ce soit par des moyens militaires mais aussi par des arrangements politiques (comme le rapprochement avec le RCD-ML). Jean-Pierre Bemba le dit explicitement :

Je me rends à l'évidence que la route de Kinshasa passe par la maîtrise de l'Est du Congo¹³⁷

¹³³ Jean-Marc BALENCIE, Arnaud DE LA GRANGE, *Mondes rebelles : guérillas, milices, groupes terroristes*, Paris, Michalon, 2001, p.834.

¹³⁴ « Sur la route de Kinshasa », reportage diffusé sur CKTV

¹³⁵ Maurice DUVERGER, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1981 (1951), p.353-355

¹³⁶ Sébastien MELMOTH, « République Démocratique du Congo : décentralisation et sortie de crise », in *Afrique Contemporaine*, n°221, janvier 2007, pp.75-87, p.81

¹³⁷ Jean-Pierre BEMBA, *Le choix de la liberté...*, *op.cit.*, p.161

Par ailleurs, Jean-Pierre Bemba s'attribue toutes les dimensions d'un chef d'Etat et d'un « bâtisseur de la paix », dans la lignée des dirigeants congolais, il revendique une population de 15 millions d'habitants¹³⁸ après la fusion avec le RCD-ML, il fait souvent référence à son rôle de conciliation dans le conflit entre Hema et Lendu en Ituri. De manière plus générale, le MLC tente de se constituer des fonctions régaliennes qui transcendent la région de l'Equateur et ce, du temps où le mouvement était encore un groupe rebelle, comme le 4 novembre 2001, à Gbadolite, quand Bemba, Kamitatu et Ruberwa publient un communiqué annonçant la création d'une force militaire mixte ou « force commune congolaise » de 4102 éléments qui seraient installée à Kindu et dont l'objectif serait le désarmement des forces négatives¹³⁹.

De plus, à postériori, Jean-Pierre Bemba et les cadres du mouvement insistent sur les acquis de l'expérience de cette époque :

La paix et l'ordre public, nous avons eu à les faire régner pendant la guerre dans les territoires que nous avons sous contrôle ¹⁴⁰.

Le programme du MLC est le fruit de l'expérience de la gestion de nos populations pendant la période de la guerre ¹⁴¹.

Pour François Muamba, secrétaire général du MLC, le mouvement a toujours été structuré à peu près comme il l'est actuellement à Kinshasa, ce qu'ils faisaient dans le Nord était une sorte « d'école », une préparation¹⁴².

En règle générale, le maquis est vu par les cadres du mouvement comme une « antichambre du pouvoir d'Etat », ceci est corrélé à une certaine désacralisation de la fonction présidentielle. L'adoption de caractéristiques d'un « proto-Etat » devient donc une fin en soi, les groupes rebelles s'approprient les formes et les procédures d'un Etat dans le but ultime d'obtenir légitimité et reconnaissance¹⁴³.

Si les mouvements insurrectionnels doivent être aptes à maintenir un contrôle sur un

¹³⁸ *Ibid*, p.237

¹³⁹ René BEECKMANS, « Afrique-Actualités, novembre 2001 », in *Congo Afrique*, n°361, janvier 2002, pp.62-64, p.62

¹⁴⁰ Discours de clôture de Jean-Pierre Bemba lors des premières assises du MLC, Kinshasa, le 29 janvier 2006, dans « Rapport général du Conseil des Représentants du MLC », Kinshasa, janvier 2006

¹⁴¹ MLC : « Contrat social. Alternance pour la reconquête du Congo. Programme de gouvernement du MLC », juin 2006

¹⁴² Intervention de François Muamba, in « Le choix de la liberté », documentaire réalisé par Joly BASWELE diffusé sur CKTV

¹⁴³ Marie-Joëlle ZAHAR, « Protégés, Clients, Cannon Fodder... » *op.cit.*, p.118

territoire et une population donnée, il demeure néanmoins délicat pour eux de mener leur action sans le soutien d'un patron extérieur. Le MLC n'échappe pas à la règle et a pu bénéficier de soutiens extérieurs.

D. Une stratégie d'extraversion

Christopher Clapham, dans sa typologie des guérillas a mis en évidence la récurrence du patronage extérieur dans le fonctionnement des mouvements insurrectionnels africains, soutien extérieur que les insurgés ont tendance à minimiser¹⁴⁴. Des précisions quant aux raisons d'un tel comportement nous sont apportées par Achille Mbembe lorsqu'il énonce que « les acteurs dominants des sociétés subsahariennes ont incliné à compenser leurs difficultés à autonomiser leur pouvoir et à intensifier l'exploitation de leurs dépendants par le recours délibéré à des stratégies d'extraversion, mobilisant les ressources que procurait leur rapport à l'environnement extérieur »¹⁴⁵. Plus généralement, la capacité de survie et de pérennisation des groupes armés dépend de leur capacité à s'adapter et à maximiser leurs soutiens extérieurs¹⁴⁶.

Jean-Pierre Bemba a toujours mis en avant le caractère de « self-made rebellion » du MLC, il n'en a pas moins recouru à des stratégies d'extraversion plus ou moins assumées en bénéficiant du soutien de l'armée ougandaise. Par ailleurs, cette « stratégie d'extraversion » a amené le mouvement à opérer en République centrafricaine dans le but de sécuriser ses bases arrières. Cette opération a eu des conséquences importantes sur la crédibilité du mouvement.

1. Les relations avec l'Ouganda

Comme nous l'avons vu précédemment, le MLC a bénéficié du soutien de l'Ouganda¹⁴⁷. L'UPDF était principalement chargée de la formation des troupes du MLC et mettait à la disposition de celles-ci sa logistique militaire. Il semble tout de même que l'UPDF outrepassait ses prérogatives comme le souligne celui qui fut le ministre de l'intérieur sous la

¹⁴⁴ Christopher CLAPHAM, « Analysing African Insurgencies »... *op.cit.*, p. 15

¹⁴⁵ Achille MBEMBE, « Pouvoir, violence et accumulation », in *Politique Africaine*, n°39, octobre 1990, pp.7-25, p.11

¹⁴⁶ Hélène MORVAN, *Réinventer le quotidien...* *op.cit.* p.68

¹⁴⁷ Sur la politique étrangère de l'Ouganda, voir le numéro de *Politique Africaine*, « L'Ouganda, une puissance régionale », n°75, octobre 1999

rébellion :

Il y avait un problème, les militaires ougandais avaient du mal à comprendre la structure politique mise en place par le MLC, croyant qu'ils étaient au-dessus de cette structure. Il fallait qu'il y ait un point focal pour leur expliquer les enjeux politiques du MLC¹⁴⁸.

Cependant, en plus de cette « coopération militaire » stricto sensu, il semble que la campagne congolaise de l'UPDF a permis une relative autonomisation du corps des officiers supérieurs par rapport au pouvoir de Yoweri Museveni. L'action ougandaise a en effet été caractérisée par des dérives affairistes, d'importants détournements de fonds et des pratiques de prédation. James Kazini, commandant des opérations ougandaises en RDC, contribue à la formation de ce « lobby militaro-entrepreneur » ougandais en RDC, il facilite l'action d'hommes d'affaires étrangers tout en s'acquittant de taxes auprès de Bemba¹⁴⁹. Selon le rapport des experts de l'ONU sur l'exploitation illégale des ressources naturelles en RDC, Bemba et Kazini auraient organisé en Equateur une vaste opération de confiscation des récoltes de café en janvier 1999, le vidage des coffres de banque et l'exploitation illégale des mines¹⁵⁰. Plus généralement, en territoire MLC, l'économie de prédation (exploitation illégale des ressources naturelles) s'accompagne d'une économie « parasitaire », celle-ci permet l'accumulation des ressources à partir des réseaux économiques existant.

Ce double aspect de l'intervention ougandaise en République Démocratique du Congo nous est narré par un cadre du mouvement :

A : A Kisangani, c'était juste une lutte hégémonique. Le Rwanda voulait contrôler Kisangani et l'Ouganda « officiel » voulait à tout prix étendre son territoire sur Kisangani, pour avoir une grande ville. Mais l'Ouganda « officieux » voulait y installer le RCD-National de Roger Lumbala puisque rappelez vous, après la bataille de Kisangani Roger Lumbala s'est réfugié à Bafwasende où il a créé le RCD-National. Les enjeux étaient nombreux, officiellement c'était une lutte hégémonique mais officieusement, c'était la recherche du diamant en créant des groupuscules. Mais c'est Kazini qui a ramené le RCD-National, qui a amené Roger Lumbala et à cette époque, j'étais commandant du 15^{ème} bataillon à Banalia. Le chef, Jean-Pierre Bemba m'a demandé d'arrêter Roger Lumbala. Je n'ai pas pu car Kazini avait besoin de lui à 36 km de Kisangani, je l'ai laissé partir tout en croyant qu'il était des nôtres . Mais c'était vraiment un pion qu'on avait amené de l'Ouganda puisqu'il avait atterri à Buta par un avion de l'Ouganda, il est venu jusqu'à Banalia. De Banalia, un hélicoptère l'a pris à 36 km et c'est ainsi qu'ils ont tenté de rentrer dans Kisangani. La bataille, là, a été farouche, l'Ouganda a perdu beaucoup d'officiers et lui, toujours par hélicoptère, s'est retrouvé à Bafwasende où il a créé le RCD-National et il a exploité le diamant pendant plus d'une année.

M : Donc, ce personnage était protégé par James Kazini ?

¹⁴⁸ Entretien avec Augustin Baharanyi, le 16 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

¹⁴⁹ Jean Claude WILLAME, « L'Accord de Lusaka... » *op.cit.*, p.45

¹⁵⁰ Gauthier DE VILLERS : « RDC, guerre et politique... » *op.cit.*, p.104

A : Bien sûr, c'est de l'Ouganda « officieux » dont je parle

M : James Kazini, c'est l'Ouganda « officieux » ?

A : Kazini avait deux casquettes, il affichait la casquette officielle de chef d'Etat-major de l'armée ougandaise, qui dirigeait la guerre chez nous mais il avait aussi une deuxième casquette et c'est là où il ne s'entendait pas avec le cousin de Museveni, Salim Saleh qui était lui présent au Congo officieusement et qui a détruit les mines de Dourba. Salim Saleh doit se justifier. Des mines construites depuis 1960 et lui, pour extraire de l'or, il les dynamite. Il était là !

M : L'Ouganda « officiel » et l'Ouganda « officieux » étaient donc en quelque sorte entremêlés ?

A : Entremêlés dans le sens où... Monsieur Mehdi, vous avez besoin de vivre, on vous envoie travailler à un endroit et vous attendez votre salaire, mais entre temps vous voyez quelqu'un qui est venu dans votre dos afin d'exploiter des ressources pour des millions et des millions de dollars. Vous êtes là en train de regarder. Vous rentrez dedans à votre tour. C'est ça Kazini, avec Salim Saleh qui exploitait pour le compte de son cousin. L'Ouganda officiel avait besoin d'aider les Congolais à reconquérir leur liberté. L'autre but était de protéger leurs frontières des attaques de rebelles ougandais¹⁵¹.

Il est clair, à l'écoute de ce récit que « la double casquette » de l'Ouganda a quelque peu perturbé le fonctionnement du MLC, pris dans un jeu d'alliances et de dissensions. L'Ouganda a tenté néanmoins de rationaliser son action en République Démocratique du Congo. Ainsi, en janvier 2001, Kampala procède à une fusion entre le MLC et le RCD-ML, cette coalition constitue le Front de Libération du Congo. Selon Jean-Pierre Bemba, le FLC « constitue une plateforme disposant d'une autorité, d'une armée et d'une administration commune », avec 30 000 hommes, et contrôlant 800 000 km²¹⁵². Thomas Luhaka, (secrétaire exécutif national et n°3 du mouvement) avance même que 60 % du territoire national était sous le contrôle du FLC¹⁵³.

Jean-Pierre Bemba prend alors une autre dimension, il est notamment chargé de ramener la paix en Ituri où sévissent des affrontements entre communautés hema et lendu. Le 17 avril 2001, au stade de Bunia, 159 chefs coutumiers signent un accord de paix, des machettes seront symboliquement enterrées. A Butembo, une table ronde est organisée les 20 et 21 mars 2001 autour du phénomène maï maï. Après la signature d'un accord, une branche maï maï est créée au sein de l'ALC.

Ce rapprochement entre le MLC et le RCD-K-ML est à mettre en relation avec une volonté du MLC de s'étendre vers l'Est, essentiellement afin de trouver de nouvelles sources de financement comme nous le confirme un cadre du MLC :

¹⁵¹ Entretien avec Augustin Baharanyi, le 16 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

¹⁵² Jean-Pierre BEMBA, *Le choix de la liberté... op.cit.*, p.157

¹⁵³ Thomas Luhaka, lors d'une réunion avec des membres du MLC en France, banlieue parisienne, février 2007

A : Bien, en 1999, Olivier Kamitatu, un ami que je respecte bien qu'il ne soit plus de notre côté, arrive à Beni dans le Nord Kivu où je travaillais et c'est à lui qu'on me présente en tant que personne qui pourrait aider à mobiliser les populations et là je pose la question « le MLC, qu'est-ce qu'il vient faire à Beni ? » Puisque Beni, Butembo, Bunia, c'était un territoire contrôlé par le RCD-K-ML de Mbusa Nyamwisi. A cette époque là, le MLC était à la recherche de financements pour la guerre. Dieu merci, de par cette alliance là, nous étions aussi tous parrainés par l'Ouganda, nous avons pu faire quelque chose, nous avons gagné de l'argent pour nous aider à avancer aussi de notre côté, à Gbadolite, à Basankusu, ainsi de suite. Alors, je disais, en 1999, quand Olivier arrive à Beni, je me retrouve avec François Muamba (ministre des finances et de l'économie) et Dominique Kanku (ministre des affaires étrangères dans le mouvement à l'époque) à travailler à leurs côtés pour mobiliser les jeunes en faveur du MLC et pour gagner la confiance de la population de Beni. Mais on nous a mis des bâtons dans les roues. Nous avons bien évolué, c'était 70 % de recettes pour le MLC qui est au front et 30 % pour le RCD-K-ML qui est en retrait par rapport au front, qui n'avait rien à craindre, quant aux risques qui pouvaient subvenir¹⁵⁴.

Cependant, la coopération entre le MLC et le RCD-K-ML ne sera pas aisée malgré la présence du même parrain. En août 2001, les relations se tendent entre Bemba et Kampala, Kampala ayant confié à Mbusa Nyamwisi, leader du RCD-K-ML la surveillance de la frontière¹⁵⁵. Des éléments du MLC pâtiront directement de ce double jeu de l'Ouganda, à l'image de celui qui fut ministre de l'intérieur sous la rébellion :

A : Nous occupions donc une zone importante en coopération avec le RCD-K-ML, cela portait ses fruits. A un moment donné, l'Ouganda « officieux », car vous comprenez, il y avait l'Ouganda « officiel » et l'Ouganda « officieux », nous a fait marcher. Il y a eu des généraux ougandais qui demandaient des milliers de dollars pour vous puissiez rester là où vous êtes, dans votre zone de repli. Et Mbusa Nyamwisi a donné beaucoup d'argent à James Kazini. Il y aura une rupture brusque puisque nous avons été arrêtés avec François Muamba par les Ougandais, Mbusa Nyamwisi nous ayant accusé d'activer les milices Maï Maï. Or ces milices étaient contre Mbusa, d'autres de ces milices étaient contre l'occupation ougandaise, vous comprenez. Et voilà que Mbusa dit aux ougandais (en parlant de nous) « ces gens là sont en train d'activer les Maï Maï pour vous chasser ». Et on nous a arrêtés. Moi, je serai arrêté dans ma propre ville, Beni, par l'Ouganda « officiel » cette fois ici. Avec François Muamba, nous passerons dix jours dans un trou. Nous avons eu la vie sauve grâce à Bemba, aux relations Museveni/Bemba. Moi, j'ai quitté Beni tel que j'étais dans le trou. J'ai pu alors rejoindre Bemba à Gbadolite. C'est mon entrée vraiment dans le maquis de Bemba.

Il y avait toujours des relations entre le MLC et le RCD-K-ML car nous dépendions d'un même parrain : l'Ouganda, et ces relations, c'étaient juste des relations de conquête. Nous avons une même vision, en tant que Congolais, nous voulions changer les choses. Ces relations, elles existent même jusqu'aujourd'hui puisqu'en 2001, à la mort de Laurent-Désiré Kabila, la même alliance se fera encore parce que Mbusa, son siège était à Bunia mais il y avait aussi Wamba dia Wamba et Tibasima. Le RCD-K-ML deviendra un monstre à trois têtes, difficile à gouverner, il n'y avait plus moyen de faire quoi que ce soit. [...] Chacun de ces personnages avait son groupe de sympathisants et a fondé sa propre milice. L'Ouganda n'a pas été d'accord et est intervenu pour unifier le RCD-K-ML et le MLC dans un Front de Libération du Congo, sous l'égide de Jean-Pierre Bemba. Quand nous avons fondé ce FLC en 2001, c'était pour aller

¹⁵⁴ Entretien avec Augustin Baharanyi, le 16 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

¹⁵⁵ Jean-Marc BALENCIE, Arnaud DE LA GRANGE, *Mondes rebelles : guérillas, milices... op.cit.*, p.835

aux négociations beaucoup plus fort ! Ça foutu la trouille aux gens de Kinshasa ! Ça a foutu la trouille aux gens de Goma !

Je voulais aussi parler des relations avec le RCD-Goma. Avec Ruberwa, maintes fois on s'est rencontré à Kabale, c'est en Ouganda, pour vouloir faire front commun comme on l'a fait avec le RCD-K-ML. A maintes reprises, on était sur le point de pouvoir démarrer, cela a fait peur au gouvernement central. Je ne sais pas par quel chemin ils sont passés pour rentrer au Rwanda ou en Ouganda pour mettre les rebelles et l'Ouganda en désaccord. C'est-ce qui a engendré la bataille de Kisangani¹⁵⁶ .

La formation de ce FLC semble obéir à des objectifs d'ordre stratégique et non idéologique. D'après ce que nous montrent ces divers témoignages, cette fusion sert en quelque sorte tous les acteurs en présence. Elle permet au MLC de capter de nouvelles sources de financement, elle permet également au mouvement de se renforcer en vue de négociations avec le gouvernement, pour parler qui paraissent inéluctables. Elle a de plus donné au leader du MLC une plus grande visibilité en lui permettant de se « construire une nouvelle stature d'homme de paix » avec son implication dans le conflit en Ituri. Elle sert également le RCD-K-ML qui peut asseoir les bases territoriales de son pouvoir fragile tant les scissions ont été récurrentes au RCD. Cette fusion permet enfin à l'Ouganda de rationaliser son action. Que ce soit pour l'Ouganda « officiel » qui devient plus à même de protéger ses frontières ou pour l'Ouganda « officieux » qui peut ainsi plus facilement procéder à l'extraction des ressources naturelles. Ces relations tumultueuses avec le parrain ougandais se sont accompagnées d'expéditions en territoire centrafricain.

2. Expéditions centrafricaines et « affaire cannibalisme »

Si au départ, Jean-Pierre Bemba apparaissait aux yeux de la communauté internationale comme une alternative crédible à Laurent-Désiré Kabila, ce n'est plus le cas aux débuts de la transition.

Ceci est à mettre en relation avec deux événements majeurs qui ont considérablement terni l'image du MLC : les trois incursions du mouvement en République centrafricaine (entre 2001 et 2003) qui se sont accompagnées d'exactions multiples et « l'affaire cannibalisme » de la fin 2002.

La République centrafricaine représente une base arrière stratégique pour le MLC, de plus, le Président en poste en 2002, Ange Félix Patassé est proche de Jean-Pierre Bemba.

Le régime de Kabila a tenté un rapprochement avec Bangui dans le but de couper Jean-Pierre Bemba de sa base arrière. Patassé se trouve en outre à l'époque confronté à des rébellions récurrentes qui menacent directement son maintien au pouvoir. Bemba envoie donc ses troupes à plusieurs reprises au-delà du fleuve Oubangui qui marque la frontière entre la République centrafricaine et la République Démocratique du Congo. A cette occasion, les troupes du MLC se seraient rendues coupables de multiples exactions à l'encontre des populations civiles dans les faubourgs de Bangui. Jean-Pierre Bemba justifie cette action par la défense d'un régime démocratiquement élu¹⁵⁷. A cette occasion, il aurait même assuré la sécurité de l'Ambassade de France en concertation avec l'ambassadeur Jean-Marc Simon, en mai 2001¹⁵⁸.

Face à des accusations de plus en plus véhémentes de la part d'ONG, Jean-Pierre Bemba se saisit directement de cette affaire et fera juger plusieurs de ces éléments pour faire taire les critiques à l'égard de son mouvement.

Pour Thomas Luhaka, les dossiers d'accusation sont partis de Paris, qui voulait faire partir Patassé. D'après des cadres du mouvement, le départ définitif de Bangui des troupes du MLC a été le résultat de tractations menées avec la France. Des représentants du MLC se seraient rendus à Washington et auraient ainsi obtenu la garantie que si Patassé tombe, Bozizé, son rival le plus sérieux à l'époque, ne ferait rien contre le MLC¹⁵⁹. En mars 2003, le ministre des affaires étrangères de Kabila, She Okitundu se rend tout de même à Bangui pour y rencontrer Bozizé, qui est parvenu à renverser le régime de Patassé peu de temps après le départ des troupes du MLC, avec un message de Kabila¹⁶⁰.

La médiatisation de ces exactions en territoire étranger semble intrinsèquement liée aux yeux de plusieurs cadres du MLC à une autre affaire dont l'aspect scabreux a plongé dans l'embarras l'ensemble des membres du mouvement.

En décembre 2002, alors que les combats reprennent en Ituri entre le MLC, le RCD-ML et le RCD-Goma, l'évêque de Beni-Butembo, Mgr Melchisedec Sikulu Paluku dénonce des actes de cannibalisme¹⁶¹ perpétrés par des membres du MLC sur des membres de la

¹⁵⁶ Entretien avec Augustin Baharanyi, le 16 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

¹⁵⁷ Discours de Jean-Pierre Bemba prononcé le 30 juin 2003 à Gbadolite à l'occasion de la fête de l'indépendance, reportage diffusé sur CKTV

¹⁵⁸ Jean-Pierre BEMBA, *Le choix de la liberté...* *op.cit.*, p.137

¹⁵⁹ Thomas Luhaka, lors d'une réunion avec des membres du MLC en France, banlieue parisienne, février 2007

¹⁶⁰ Paule BOUVIER : « Le dialogue inter congolais, anatomie d'une négociation... » *op.cit.* , p. 264

¹⁶¹ L'anthropophagie dans ce genre de contexte revêt les aspects d'une violence à caractère fonctionnel. Cette stratégie, qui consiste à terroriser l'ennemi, met en scène sa disparition totale et l'assimilation de ses forces par le vainqueur. Comme le souligne Hélène Morvan, cette stratégie est également à mettre en relation avec « l'imaginaire collectif car l'anthropophagie est l'expression de l'horreur absolue » (Hélène Morvan, *op.cit.*,p.78)

communauté pygmée, actes confirmés par la Monuc.

Bemba adopte alors une attitude défensive : tout en condamnant ces actes, il en nie la responsabilité et dénonce une manipulation fomentée par le gouvernement. Néanmoins, Jean-Pierre Bemba organise en février 2003, le procès de 27 membres du MLC accusés de cannibalisme¹⁶². Ces événements marquent également la fin de l'offensive MLC en Ituri.

Cette affaire qui a été surmédiatisée connaît un nouveau rebondissement l'année suivante, lorsque le 13 septembre 2004, 3 pygmées, Angali Saleh, Amuzati Nzoki et Samuel Kalindula, demandent pardon à Jean-Pierre Bemba pour l'avoir faussement accusé de cannibalisme en janvier 2003¹⁶³.

Thomas Luhaka relève au cours d'une réunion avec les cadres du mouvement en France, que les accusations d'exactions en République centrafricaine correspondent au « tapage médiatique de RFI sur l'affaire cannibalisme »¹⁶⁴.

Malgré tout, le MLC continue de pâtir de cette réputation sulfureuse et de nombreux cadres du mouvement s'accordent à penser que cette sombre affaire a été à l'origine de leurs faibles scores aux élections de 2006 à l'Est du pays. Un cadre du mouvement a souhaité s'entretenir avec moi de ces deux affaires qui sont liées selon lui. Voici sa version des faits :

M : A votre demande, on va donc revenir sur deux événements qui ont marqué l'histoire du MLC et sur lesquels vous souhaitez m'apporter quelques éclaircissements. On commence par l'opération en Centrafrique ?

A : Bien. Là, nous sommes en 2001, Kolingba veut prendre le pouvoir. Les militaires de Kolingba se mettent en action contre les militaires de Patassé, donc le pouvoir en place. Patassé avait des liens, presque de parenté, avec Jean-Pierre Bemba. Il appelle Jean-pierre Bemba, parce qu'il y avait personne d'autre qui pouvait l'aider, il lui dit « mon fils, je suis attaqué, est-ce que tu peux m'aider ? ». C'est ainsi qu'il engage le 26^{ème} et le 28^{ème} bataillon de l'ALC, c'est-à-dire à peu près mille hommes. Donc, ces unités traversent la rivière Oubangui et neutralisent les hommes de Kolingba. Kolingba, par ironie du sort, passe par Gbadolite pour s'enfuir. En fait, c'est un arrangement politique, après avoir échoué, il faut nécessairement trouver une issue puisque bon, Kolingba, tel que nous sommes avec la république centrafricaine, nous sommes des frères, vous ne saurez jamais vraiment qui est centrafricain et qui est vraiment congolais à partir de la ligne de la rivière Oubangui. Beaucoup de gens disent que Kolingba n'était pas réellement centrafricain, il était plutôt congolais, d'autres disent qu'il y a beaucoup de Congolais qui sont en Centrafrique. Effectivement, juste après Kolingba, il y aura beaucoup de problèmes avec des gens qui ont des origines douteuses tel qu'on le dit, on les appelle les Yakoma. Yacoma, d'abord c'est une cité congolaise et la langue parlée, c'est une langue unique, c'est le gwandi. Donc chez nous, il y a le gwandi et de l'autre côté, c'est le sango. Donc gwandi et sango, c'est la même langue. Après Kolingba, il y aura toute une communauté qui sera chassée de la République centrafricaine et nous, nous l'avons accueillie. A l'époque, j'étais

¹⁶² Noël OBOTELA, « Afrique Actualités, janvier-février 2003 », in *Congo-Afrique*, n°374, avril 2003, pp.261-271, p.262

¹⁶³ Noël OBOTELA, « Afrique Actualités, septembre 2004 », in *Congo-Afrique*, n°389, novembre 2004, pp.569-576, p.571

¹⁶⁴ Thomas Luhaka, lors d'une réunion avec des membres du MLC en France, banlieue parisienne, février 2007

ministre de l'intérieur, je suis allé à Zongo, Zongo, c'est notre fief en face de Bangui, pour accueillir toute cette communauté là. Ca, c'est la première expédition telle que je peux l'appeler. Celle qui a fait que Jean-Pierre Bemba puisse envoyer des unités à Bangui pour contrer les hommes de Kolingba qui voulaient renverser le pouvoir de Patassé, qui avait des liens presque de parenté avec Jean-Pierre Bemba. Et c'est ainsi que j'accueille les réfugiés, on les avait installés avec le HCR, tout s'était très bien passé. Viendra maintenant la période Bozizé, vous suivez ? Kolingba a déjà essayé de renverser Patassé, c'est toujours la France bien entendu, qui ne voulait plus de Patassé et Kolingba échoue parce que Jean-Pierre Bemba est intervenu et ça a un peu fâché la « France officieuse ». Alors cette histoire a fait un tabac à tel point que nous étions mal vus, nous, rébellion par la France et c'est ainsi que les relations n'étaient pas vraiment bonnes. Nous évoluons, Bozizé attaque à partir du Tchad, un général de Patassé, déchu, qui se retrouve au Tchad et qui attaque la RCA. Nous faisons maintenant la deuxième expédition et cette deuxième expédition a été beaucoup plus farouche et beaucoup plus dure puisque ce n'était pas dans la capitale. On devait empêcher Bozizé d'accéder à la capitale, il avait déjà contrôlé presque tout le nord ouest de la RCA et c'est ainsi que nous y sommes allés, nous l'avons chassé, nous sommes allés même au-delà des frontières centrafricaines pour le ramener pratiquement au Tchad. Nous l'avons chassé jusqu'à la frontière et nous nous sommes installés et là, la France ne comprenait plus puisque c'était la deuxième défaite et si je vous parle comme ça, c'est parce qu'à cette époque, j'étais vraiment dans le pré carré du MLC, j'étais au courant de tout ce qui se passait, je participais à des expéditions comme celles-là jusqu'à cette époque, moi, j'étais basé à Zongo.

Après, viendra le problème des enquêtes, on dit que « non, il y a eu des exactions en République centrafricaine, il faut nécessairement une enquête. » Jean-Pierre Bemba, c'est un légaliste. Lui-même organisera cette enquête en disant « je ne peux pas dire qu'il n'y a pas eu d'exactions, mais il faut une enquête, les coupables seront punis » et c'est ainsi qu'on organisera toute une cour martiale au niveau de Gbadolite et parmi ses membres, certains juges se déplaceront jusqu'au nord ouest de la RCA. Bemba a même mis son hélicoptère à la disposition de ces juges, il y avait même des journalistes, tant nationaux qu'internationaux entre autres...celui qui est maintenant correspondant de RFI à Kampala...je ne me souviens plus de son nom mais il est parti sur le terrain, on a interviewé les gens et en fin de compte, on s'est rendu compte qu'il n'y avait absolument rien et après cette période, viendra l'histoire du cannibalisme. Toujours liée.

Puisqu'il faut qu'on en parle, aujourd'hui, maintenant je vais vous expliquer d'une manière détaillée ce qui s'était réellement passé. Nous reprenons de Sun City, puisque l'affaire cannibalisme, c'est après Sun City. Nous reprenons donc depuis Sun City en avril 2002. Mbusa Nyamwisi qui est l'actuel ministre d'Etat chargé des Affaires étrangères, avec son mouvement RCD-K-ML, avait déjà fait alliance avec le gouvernement, notre ennemi. Maintenant, figurez vous, après Sun City, nous sommes au mois d'avril, nous entendons que Beni, Bunya et Isiro, dans des territoires contrôlés par le RCD-K-ML, atterrissent des avions venant de Kinshasa, c'était une première. Et le gens qui devaient venir à Kinshasa, venant de l'est, parce que vraiment c'est tout un sous-continent pour quitter Bukavu et venir ici, ils devaient passer par Nairobi, aller à Nairobi prendre un avion Kenya Airways et atterrir à Kinshasa parce qu'il n'y avait pas de liaison entre la rébellion et le pouvoir central, c'est normal. Mais Mbusa a ouvert cette brèche, il a dit « nous venons de Sun City, c'est fini », en fait, ce sont des liens qu'ils avaient depuis longtemps en catimini. Maintenant, ils le montrent ouvertement à la face du monde. En fait, après l'échec du 1+1, on devait reconquérir les territoires par la force et on devait commencer par les territoires occupés par le MLC. Vous allez comprendre l'histoire cannibalisme. A cette époque, on s'est réuni dans un conseil de guerre à Gbadolite, on se dit « qu'est-ce qu'on peut faire puisque nous sommes maintenant attaqués par derrière ? » Pourquoi ? Parce que par devant, c'est un front qu'on ne peut plus franchir de par l'accord de Lusaka, la Monuc étant déjà installée chez nous. Comme je vous l'avais expliqué, il y avait une ligne rouge qu'on ne pouvait pas franchir en attendant l'aboutissement des accords. Mais ils n'ont pas respecté ça, ils arrivent maintenant par derrière et quelque temps après, on entendra qu'il y a ceux qui atterrissent à Bangui. Par quel miracle, par quels moyens ? On ne savait pas. On s'était dit « nous allons être pris en tenailles ». On n'identifie pas encore le vrai ennemi qui avance,

nous venons plutôt d'identifier celui qui était à l'est, donc Bunia, Beni.

Mon interlocuteur m'indique alors les lieux sur une carte

Chose grave, les militaires qui avaient atterri à Isiro ont commencé à progresser, ils sont arrivés jusqu'à Poko, Poko, c'était déjà dans le territoire MLC, ils menaçaient directement Buta, une autre grande ville contrôlée par le MLC et de ce côté-ci à Beni, ils voulaient progresser par la route de Mambasa. Parce que tout commence à Mambasa, c'est là que l'on trouve les okapis, cet animal rare qui n'existe qu'en RDC. Alors, ceux de Beni progressaient, nous nous sommes dit « pas question ». On a choisi de nommer le général Bule pour mener les opérations, il est originaire de là, il a pris Isiro. En arrivant à Mambasa, il y avait un prêtre italien, qui a fait des témoignages d'ailleurs, qui s'occupait des pygmées, il avait 269 pygmées. Il s'est enfui, les pygmées aussi, les pygmées étaient peureux, dès qu'il y avait le moindre coup de feu, ils disparaissaient, c'est comme des singes quoi, c'est pour vous dire qu'ils sont très habiles, dans la forêt, vous ne pouvez même pas les voir. Et tous les 269 ont disparu. Maintenant en arrivant à Mambasa, les troupes du colonel Ngalimo avançaient sur Beni, l'objectif était de prendre les aéroports de Beni, Isiro et Bunia. Lorsque nos troupes étaient à 15 km de Beni, les soutiens du gouvernement ont été chargés d'imaginer une stratégie pour que le MLC ne puisse pas rentrer dans Beni. Il s'est enfermé pendant une semaine au Grand Hôtel avec deux conseillers de Kabila que je connais personnellement et ils ont créé cette histoire là en disant « comme ils sont arrivés à Mambasa, nous allons dire qu'ils ont mangé des pygmées, pour que la communauté internationale puisse nous aider à faire retourner ces gens de là où ils viennent ». Alors, juste avant d'arriver à Beni, nous entendons l'évêque de Beni Butembo, sur Radio Vatican, qui dit « les rebelles arrivent, les gens de Jean-Pierre Bemba sont en train de manger la chair humaine pour leur donner la force d'invincibilité, pour qu'ils ne soient pas atteints par les balles ». Il a expliqué un certain nombre de choses, tout ça. C'est une région catholique, une région chrétienne, ce que dit un prélat, c'est comme une parole d'évangile et figurez-vous, cinq ans après, ça nous a suivi cette histoire et si nous avons échoué aux élections dans cette région, c'est parce que les adeptes de Kabila ont utilisé cet argument là en disant aux populations « Est-ce que vous allez voter pour quelqu'un qui a mangé des gens ? » L'explication qui a été donnée à posteriori à Kinshasa n'est jamais arrivée de l'autre côté. La RDC, c'est tout un continent. Les partisans de Kabila se sont servi d'une ONG d'encadrement des pygmées, celle du Docteur Jackson pour brandir l'histoire. Vous savez, pour la communauté internationale, quand une ONG parle d'une histoire, il n'y a pas de problème, il n'y a pas à contredire, on doit venir en aide à cette communauté qui est menacée. Et cette ONG du Dr Jackson est passée dans presque toutes les radios périphériques, il a monté une histoire sur internet que tout le monde peut consulter à tout moment, il a expliqué comment on a marché, or c'était quoi ? Jackson, puisqu'il connaissait les retranchements de ces pygmées, est allé voir des représentants des pygmées en leur disant que plusieurs des leurs sont morts, mangés. Le père d'une des soi-disant victimes a demandé « Est-ce que je peux aller voir, au moins récupérer les os puisqu'ils ne peuvent pas manger les os ? Et faire de cet endroit un endroit de recueillement ? », Jackson leur a répondu « Non, venez d'abord à Beni, il y a des gens avec qui vous pourrez causer, ils vous attendent là bas avant d'aller voir l'endroit où on les a mangés ». C'est ainsi qu'on amènera les pygmées jusqu'à Beni. Ils voulaient aller sur le terrain pour avoir la certitude, la preuve que réellement, leurs parents avaient été mangés. Arrivés à Beni, ils croyaient aller à l'endroit de recueillement, non, ils trouvent maintenant une délégation venue de Kinshasa, c'était des journalistes, la Monuc, « ils ont vraiment mangé des pygmées ? C'est grave, c'est triste ! Comment ces gens ont-ils pu manger de la chair humaine ? » Vous voyez ? Ils n'ont rien vu, on leur a dit et le tour était joué ! Terminé à Beni, ils ne rentrent pas à Mambasa, directement l'avion, Kinshasa. Arrivés à Kinshasa, « c'est vrai, ils ont mangé ? », « oui, ils ont mangé », ils pleuraient et tout. Qui ne pouvait pas croire ? C'est une machination galvaudée, à tel point que nous même, ça nous avait dépassé, on s'est dit « mais comment ils ont réussi à nous coller sur le dos une chose comme celle-là ? ». C'était une injure pour les Congolais ! Et après cette histoire qui a été médiatisée à outrance, nous organisons un procès. Sur le terrain, nous ferons marche arrière, de Mambasa, nous nous retrouvons à Isiro et nous sommes restés là. Tous les commandants qui

étaient à Mambasa ont été rappelés à Gbadolite où il y aura maintenant le procès, tous les journalistes nationaux et internationaux y avaient assisté sauf les journalistes de Kinshasa parce qu'on leur avait interdit d'aller à Gbadolite, le début de la vérité pouvait commencer à jaillir là bas et effectivement ça a commencé à jaillir puisque le correspondant de RFI, Gabriel Kahn que je connais bien, après le procès, nous avons été logés dans le même bâtiment, je suis allé lui rendre visite, il posait des petites questions, il voulait en savoir plus. Et c'est ainsi que, c'est ça qui va vous étonner je sais, la France après le procès, demandera, d'une manière officieuse bien entendu, à Jean-Pierre Bemba « si vous voulez que nous puissions taire l'histoire cannibalisme, laissez nous entrer à Gbadolite ». Et c'était ça. Il faut dire qu'à cette époque, nous avons encore des troupes en Centrafrique pour barrer la route à Bozizé, les deux affaires étaient liées.

M : Comment les Français vous ont-ils demandé cela, c'était quelqu'un du Quai d'Orsay, de la DGSE, de l'Elysée ?

A : Oh...c'était par téléphone. Les Français voulaient que nous lâchions Bangui, mais si on lâchait Bangui, nous n'avons plus de base arrière. Et en taisant l'affaire cannibalisme, mais qu'est-ce qui va laver ça vraiment profondément ? Faudra-t-il qu'on recommence encore en disant « non, ce n'est pas ça ». Et juste après, toute la Monuc qui était là, qui était représentée...parce qu'en fait, c'était une manigance à haut niveau.

A cette époque, j'étais secrétaire permanent d'une cellule d'analyse constructive uniquement pour Jean-pierre Bemba, c'est nous qui analysions ce que lui allait prendre comme décision ou engagement, nous étions au nombre de six et parmi les six, croyez moi, ce sont des hauts cadres du MLC, je t'amènerai le manuscrit, nous l'avons appelé « l'affaire centrafricaine ». On vient de poser un problème à Jean-Pierre Bemba, on lui demande de quitter la RCA. Quelles en sont les conséquences immédiates ? Nous avons analysé la situation, nous sommes intervenus une première fois contre Kolingba, tout s'était bien passé et nous sommes restés sur place. Deuxième fois, nous réagissons contre Bozizé, ça devient un problème, on crée l'histoire cannibalisme pour salir Jean-Pierre Bemba. On voulait vraiment sa mort politique, qu'il puisse être effacé de la scène politique. Mais comme c'est un dur à cuire, nous aussi, nous avons dit « nous tenons, nous ne lâcherons pas », nous sommes parvenus quand même à avoir une contrepartie, taire l'histoire, donc on n'en parle plus et puis envoyer des instructeurs pour former la garde rapprochée. Je ne vous dévoile pas un secret ici, la garde rapprochée de Bemba, les quelques jeunes gens qui ont mis en déroute le GSSP, ils étaient formés par les Français, ils étaient formés par les Libyens...

M : C'était donc un marchandage pour que vous puissiez quitter la RCA ?

A : Tout à fait, bien sûr

M : Et où s'est déroulée cette formation ?

A : Toujours à Gbadolite. Ils sont venus au nombre de quatre, ils ont formé ces jeunes gens à la guérilla urbaine, au combat rapproché, comment protéger le chef. Ils ont choisi les meilleurs et ils les ont formés pendant trois mois. Et voilà, mais pour quitter Bangui, qu'est-ce qu'on pouvait poser comme condition ? C'est la fermeture de la frontière. Et nous avons analysé en disant : « si nous quittons Bangui, il n'y aura plus rien, il va se promener ». Effectivement, c'était un mercredi 15, on a quitté la ville vers huit heures et le soir, Bozizé est entré dans la ville, c'était comme ça. Cette histoire montre le lien entre l'affaire centrafricaine et l'histoire cannibalisme. Mais en arrivant à Pretoria, les gens avaient compris que l'histoire cannibalisme, c'était de la manipulation. Après quand nous sommes arrivés à Kinshasa, nous avons invité nous aussi d'abord ceux qui avaient témoigné, ils étaient quatre pygmées, trois hommes et une femme qui avaient dit comme quoi nous avons mangé leurs frères. Nous les avons amenés, au Grand Hôtel aussi pour faire une conférence de presse, le prêtre aussi témoignera, après le procès de Gbadolite là, il y avait un groupe de nos journalistes qui est allé à Mambasa et le prêtre a confirmé qu'aucun pygmée n'avait été mangé. Maintenant, les quatre là qui sont venus ont dit la

vérité : « bon quand nous sommes rentrés d'ici, nous les avons retrouvés, nous demandons pardon à Jean-Pierre Bemba et prochainement, nous ne laisserons pas des gens nous tromper comme ça ». La Monuc était au courant de la manigance et elle voulait maintenant que tout soit clair puisqu'elle aussi, elle a été éclaboussée. A partir du moment où ils ont fait leur déclaration, ils étaient maintenant sous protection de la Monuc de peur qu'ils ne soient tués. La Monuc les a ramenés à Kisangani puis à Mambasa. De là, ils ont retrouvés les trois pygmées qui avaient été soi disant mangés, ils ont donc ramené sept pygmées ici à Kinshasa. Deuxième phase de démentis. Maintenant, il fallait affronter ceux qui avaient été mangés, « on m'a dit que vous aviez été mangés ? », « si j'avais été mangé, est-ce que je pourrais être là ? ». Et c'est ainsi que tout a été effacé au niveau de Kinshasa mais l'arrière pays, le fin fond, là où les ondes de la télévision n'arrivent pas, à peine, ils captent les ondes de la radio, et encore, la radio est au service du pouvoir, là bas, il n'y a pas eu de démenti. Et c'est pour ça que pour 2011, là je vais vous dévoiler ma tactique, je vais rentrer, rester à Bukavu, faire tout le voyage le long de la côte est, de la frontière est, pour parler de Jean-Pierre Bemba, pour parler du MLC, pour démentir cette histoire de cannibalisme. Nous l'avons fait une fois puisque je suis allé dans le Sud Kivu, j'ai sillonné tout le territoire du Sud Kivu et j'ai tout expliqué et c'est là où il a eu plus de voix parce que les gens ont compris qui était Jean-Pierre Bemba, il faut maintenant aller dans la région que contrôle l'évêque de Beni Butembo pour dire aux gens que ce que leur évêque avait dit n'avait jamais eu lieu.

Voilà l'histoire du cannibalisme, c'est une fausse histoire, créée de toutes pièces pour discréditer le MLC et l'obliger à quitter Bangui¹⁶⁵.

Ce témoignage est révélateur de plusieurs choses. Au-delà de la véracité de certains propos tenus (les pressions de la France pour que le MLC « lâche » Patassé ainsi que le rôle éventuel de la France dans la formation de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba), il met en évidence la volonté du MLC de se doter d'une image de respectabilité auprès de la communauté internationale. C'est notamment ce qui explique que le sujet a été abordé à l'initiative de mon interlocuteur et que celui-ci met en avant le caractère légaliste du mouvement, lorsqu'il mentionne la tenue d'un procès par exemple. Plus généralement, cette affaire illustre les stratégies d'extraversion que mettent en place les groupes rebelles et surtout l'importance du contexte international pour des mouvements insurrectionnels. Le MLC s'est en effet retrouvé intégré bien malgré lui dans un contexte politique étranger empreint de jeux d'alliances et d'influences étrangères.

Concernant ces accusations de cannibalisme, elles se sont matérialisées par un lobbying d'ONG à la CPI pour que Bemba soit poursuivi. Les autorités congolaises ont ratifié le Statut de Rome portant création de la CPI¹⁶⁶. La CPI s'est saisie du dossier congolais le 19 avril 2004. Il semble patent que la CPI n'ait pas voulu « jeter de l'huile sur le feu » en enquêtant sur les « expéditions centrafricaines » du MLC. En effet, une trop grande pression aurait pu pousser les partisans du MLC dans une fuite en avant et ainsi compromettre

¹⁶⁵ Entretien avec Augustin Baharanyi le 3 mars 2007 au siège du MLC à Kinshasa

¹⁶⁶ Par adoption du décret-loi n°13/2002 le 30 mars 2002 pendant les négociations de Sun City

sérieusement l'aboutissement du processus de transition. Cependant, le 22 mai 2007, la CPI ouvre officiellement une enquête sur les événements de 2002 et de 2003 en République centrafricaine, enquête visant plus particulièrement le Président déchu Patassé et Jean-Pierre Bemba.

Le MLC en tant que mouvement rebelle a réussi à s'implanter durablement en Equateur. Le mouvement a pu profiter pour cela du caractère relativement homogène de cette région sur le plan ethnique ainsi que sur les réseaux bien établis des anciens cadres mobutistes qui ont rejoint le mouvement. Si ceux-ci, à l'image des membres des ex-FAZ, ont constitué au départ le plus gros des effectifs, le mouvement a réussi à enrôler des individus originaires d'autres régions, mais le plus souvent par des motivations d'ordre stratégique plutôt que par des affinités idéologiques avec le MLC. L'action du mouvement est par ailleurs caractérisée par l'imbrication des logiques politique et militaire, enchevêtrement reflété notamment par la composition sociologique de sa sphère dirigeante. Le MLC a toujours fait montre de sa volonté d'investir pleinement la scène politique eu égard à son expérience de la gestion des populations du temps où son action s'inscrivait dans la lutte armée. Ceci est visible à travers l'édification d'institutions dans les zones sous contrôle, le maquis étant perçu comme l'antichambre du pouvoir. Cependant, si le MLC s'est doté de nombreux attributs relatifs au pouvoir d'Etat, l'administration du territoire reposait en grande partie sur la coercition, qui se matérialisait notamment par les relations qu'entretenaient les civils et les combattants. Par ailleurs, le MLC s'est érigé en grande partie dans l'extraversion; le mouvement a bénéficié du soutien de l'Ouganda dont la stratégie en République Démocratique du Congo a consisté un temps à créer et soutenir plusieurs composantes rebelles. En relation avec des préoccupations d'ordre stratégique (protection de sa base arrière qu'est la République centrafricaine), le MLC a été amené à intervenir hors des frontières de la République Démocratique du Congo. Cette intervention, qui a valu au MLC d'être indexé pour des exactions commises, ainsi qu'une sombre affaire d'anthropophagie entacheront profondément le mouvement dans sa course désormais « légale » pour le pouvoir d'Etat.

En effet, le 5 avril 2003, suite à l'Accord global et inclusif signé à Pretoria, accord qui vient clôturer le dialogue inter congolais, le MLC devient officiellement un parti politique et intègre un gouvernement de transition.

Chapitre II. Le MLC « parti politique », stratégie, relations de pouvoir et rapports à l'environnement international

Selon une définition wéberienne, les partis politiques sont des « sociations reposant sur un engagement formellement libre ayant pour but de procurer à leurs chefs le pouvoir au sein d'un groupement et à leurs militants actifs des chances idéales ou matérielles de poursuivre des buts objectifs, d'obtenir des avantages personnels ou de réaliser les deux ensembles »¹⁶⁷.

En République Démocratique du Congo, un parti politique désigne une « association des personnes physiques de nationalité congolaise qui partagent la même idéologie et le même projet de société, en vue de conquérir et d'exercer démocratiquement et pacifiquement le pouvoir d'Etat. Ils concourent à l'expression du suffrage, à la formation de la conscience nationale et à l'éducation civique »¹⁶⁸. Cependant, l'héritage de la lutte armée n'est pas négligé : « les partis politiques et les ex-mouvements rebelles signataires de l'Accord Global et Inclusif sur la transition en République Démocratique du Congo [...] jouissent de la personnalité juridique et continuent à fonctionner »¹⁶⁹.

Pour Mamadou Gazibo, l'analyse des partis politiques en Afrique se caractérise par deux types de démarches, une démarche formaliste, qui reprend mécaniquement les typologies et les fonctions classiques développées dans l'analyse des partis occidentaux mais aussi une démarche particulariste qui peut être biaisée par des hypothèses ethno-identitaires et clientélistes¹⁷⁰. Les partis africains sont en général perçus comme des « coquilles vides qui servent de vecteur au clientélisme et de repaires aux congénères tribaux »¹⁷¹. Ce sont des idées reçues pour l'auteur, qui milite pour une historicité propre des partis africains.

¹⁶⁷ Max Weber, cité par Michel OFFERLE, *Les partis politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006, p.9-10

¹⁶⁸ Loi portant organisation et fonctionnement des partis politiques, mars 2004, chapitre 1, article 2

¹⁶⁹ Loi portant organisation et fonctionnement des partis politiques, mars 2004, point n°9

¹⁷⁰ Mamadou GAZIBO, « Pour une réhabilitation de l'analyse des partis en Afrique », in *Politique Africaine*, n°104, décembre 2006, pp.5-17, p.10

¹⁷¹ Mamadou GAZIBO, « Pour une réhabilitation de l'analyse des partis en Afrique... », *op.cit.*, p.12

Pour notre objet, il va de soi que nous nous inscrivons dans la démarche de M. Gazibo, tant le MLC parti politique, à l'instar de plusieurs autres partis congolais et africain, tranche par son caractère atypique et une historicité propre.

Le MLC s'est illustré dans la période de transition par une volonté de « professionnaliser le parti » à travers notamment le développement des capacités d'expertise. Par ailleurs, le mouvement a fait preuve d'une capacité à exploiter le moyen de communication qu'est la télévision. Si cette reconversion a profondément modifié le fonctionnement du parti, celui-ci continue d'être marqué par une domination de type charismatique de son leader. Par ailleurs, eu égard au poids de la communauté internationale dans le processus de transition en République Démocratique du Congo, on ne peut pleinement percevoir l'action du MLC sans s'intéresser à ses relations avec la communauté internationale.

A. Une stratégie réaliste

Le MLC, une fois devenu formellement un parti politique, opère de profonds changements dans son mode de fonctionnement. Le mouvement procède à une réorganisation de ses structures, au recrutement de nouveaux cadres issus d'horizons divers et au développement de ses capacités d'expertise.

1. Aspects organisationnels

Les structures du MLC se regroupent en trois organes : les organes nationaux, les organes fédéraux et les organes locaux.

Les organes nationaux sont le Collège des fondateurs, le Conseil des représentants, le Bureau politique et le Comité exécutif. Le Collège des fondateurs constitue en quelque sorte « l'autorité morale » du MLC, il est composé des membres de l'ancien Conseil politico-militaire de Libération du MLC, ses prérogatives sont principalement de « statuer sur les options fondamentales du parti, notamment l'idéologie et la dénomination » et de faire des

recommandations au bureau politique¹⁷². Notons que le Collège des fondateurs est régi par un « règlement intérieur particulier » (article 25)¹⁷³.

Le Conseil des représentants est l'organe délibérant du parti, il comprend les membres du Bureau politique, les membres du Comité exécutif, les élus et membres du gouvernement issus du parti, les membres des Directions politiques et des Comités exécutifs fédéraux, ainsi que les présidents des Coordinations politiques et des Comités exécutifs locaux et de base (article 27). Les attributs du Conseil des représentants sont la modification des statuts et du règlement intérieur, l'élection du président du parti et des membres du Bureau politique, l'élaboration de l'agenda du parti (article 28).

Le Bureau politique est l'organe de « conception et d'orientation du parti » (article 31). Il est composé des membres fondateurs du parti, des parlementaires du parti, des membres du Comité exécutif et des présidents des Directions politiques fédérales (article 32). Ce dernier a pour principales attributions de désigner les candidats du parti aux élections, et de donner des directives (article 33).

Le Comité exécutif est en quelque sorte le gouvernement informel du parti. Regroupant l'ensemble des secrétaires nationaux du parti, il dirige et gère au quotidien les activités du parti au niveau national (article 37).

Les organes fédéraux regroupent la Direction politique fédérale et le Comité exécutif fédéral. Ces organes ont les mêmes attributions que, le Bureau politique et le Comité exécutif national, mais leur champ d'action se limite aux provinces.

Les organes locaux sont la Coordination de territoire, le Comité de territoire et les Comités de cités, de secteurs, de chefferies, de groupements, de quartiers, de localités.

Si le mouvement se distingue par un fort maillage territorial et par une décentralisation poussée, le Président qui est désormais élu pour cinq ans dispose d'importants pouvoirs en matière de nomination et de gestion.

2. Un ancrage dans le temps mondial moderne

Le MLC en se constituant en parti politique a bénéficié de l'arrivée de plusieurs technocrates spécialisés dans plusieurs domaines, avec notamment l'apport de plusieurs personnes formées dans les universités européennes et nord américaines mais également des

¹⁷² Article 24 des statuts du MLC, amendé et adopté par le Conseil des représentants en date du 29 février 2006

hauts fonctionnaires mobutistes.

Par ailleurs, toujours dans un souci de légitimation externe et dans le but d'accéder à une plus grande respectabilité, le MLC a adhéré à l'Internationale des Démocrates du Centre (IDC), organisation créée il y a 61 ans et qui regroupe 115 partis démocratiques chrétiens, centristes et libéraux. Le MLC a également opéré un rapprochement avec l'UMP¹⁷⁴.

A l'approche des élections, le MLC a fondé une vaste coalition regroupant plusieurs partis politiques congolais, cette coalition prend le nom de RENACO (Regroupement des Nationalistes Congolais) puis d'UN (Union pour la Nation).

Plus généralement, le MLC s'est doté de tous les attributs d'un « parti politique moderne », avec des structures visibles et des procédures formelles comme l'élection du Président du mouvement et des membres au sein d'un Conseil et avec des projets d'actions qui vont de la défense de l'environnement à la protection des droits de l'homme en passant par la réforme du secteur bancaire notamment.

Le MLC a dû faire face à une différence radicale de son mode de fonctionnement et de ses actions, avant, le but était la guerre, cette tâche routinière nécessitait une unité de commandement et un certain degré de centralisation dans le mode de décision. Dans la situation post-conflit, il y a une complexification de la tâche et un relatif éclatement de l'unité de commandement, en allant vers plus de collégialité comme nous le confirme le témoignage d'un cadre du mouvement :

M : Et lorsque vous êtes devenu parti politique, avez-vous perçu une différence majeure dans la façon dont les décisions étaient prises au sein du parti ?

A : Quand on était dans le maquis, il y avait comme je vous le disais, une chaîne de commandement. Ca, il n'y avait rien à faire, si on passait outre ça, cela supposait une rébellion dans la rébellion. Maintenant, en arrivant ici, les gens se sont sentis beaucoup plus à l'aise dans l'expression de leurs idées, pour autant que je n'avais jamais vécu autant de réunions que celles que nous avons connu depuis que le MLC est parti politique. Des réunions de prise de décisions, des réunions d'analyse politique, des réunions d'orientation, des réunions de réorganisation, des réunions de restructuration, on s'est senti beaucoup plus à l'aise, il y avait plus de collégialité. Vraiment loin de là, les gens qui disent que Bemba est un dictateur, parce que c'est ça l'image que la communauté internationale a de Bemba, que « non , il dirige son mouvement en dictateur » . Au contraire, dans une réunion, c'est lui qui a le papier devant lui, il dit « nous avons tel problème, tel problème, qu'en dites vous ? », il croise les bras, analyse, analyse et il y a un rapporteur qui écrit, « on s'arrête à quelle décision ? Telle décision . Je note que pour ce problème, on a décidé ceci. OK ? OK! » Deuxième problème... Il écoute ! « Calmez vous, calmez vous, tolérance ! Continuez, continuez. ». Non, ce n'était plus l'homme qui était à Gbadolite, qui décidait, qui disait... non !¹⁷⁵

¹⁷³ Ce règlement n'est pas spécifié dans le recueil des statuts du mouvement

¹⁷⁵ Entretien avec Augustin Baharanyi le 19 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

Les cadres du mouvement, de par leur formation et leur volonté affichée de promouvoir le caractère légaliste du mouvement semblent porter ce mouvement d'accroissement de la collégialité dans la prise de décision au sein du mouvement.

3. La volonté de développement des capacités d'expertise

La reconversion d'un mouvement rebelle en parti politique suppose « une conversion de la force pure en une capacité d'expertise, la force du parti ne doit plus être mesurée à l'aune de ses militants (ici, en l'occurrence les combattants), mais à celle de son électorat »¹⁷⁶.

Les cadres du mouvement font montre d'une volonté de réorganiser le parti, notamment en mettant en place un *shadow cabinet*, avec des cadres spécialisés dans des domaines particuliers, ils militent pour une « professionnalisation » du parti avec des cadres bien formés en petit nombre¹⁷⁷, comme nous l'indique ce cadre du MLC, lui-même arrivé au mouvement lorsque celui-ci est devenu parti politique :

A ce moment là, c'est la première vague qui est arrivée, Olivier Kamitatu, et les autres parce que Jean-Pierre Bemba est arrivé après. On a pris contact, ils ont trouvé que j'avais un cursus valable donc je pouvais apporter quelque chose au parti et voilà, tout est parti de là. Avec le temps, ils ont apprécié mes accords et ils ont fini par me responsabiliser. J'ai été nommé par une décision du Président national du MLC Jean-Pierre Bemba, qui a ce moment là était déjà vice-Président de la république. Il me nomme comme secrétaire national chargé du processus électoral, c'est un secteur clé. Je suivais au jour le jour tout ce qui se faisait avec la CEI et tout ça. On m'a nommé par nécessité...les secrétaires nationaux avec les secrétaires nationaux adjoints, nous étions une quarantaine et à un moment donné, le Président décide de réduire le nombre à neuf secrétaires nationaux pour bien cerner les problèmes. Et c'est là qu'on m'a confié mes fonctions actuelles¹⁷⁸.

Ce témoignage est révélateur de la volonté de ces nouveaux cadres de légitimer leur position par les compétences acquises antérieurement, ne pouvant se réclamer de la lutte armée.

Plus généralement, la stratégie du mouvement est de « mettre en place un gouvernement bis » avec des « commissions spécialisées »¹⁷⁹. De plus, plusieurs cadres du

¹⁷⁶ Michel OFFERLE, *Les partis politiques... op.cit.*, p.39

¹⁷⁷ Thomas Luhaka, lors d'une réunion avec des membres du MLC en France, banlieue parisienne, février 2007

¹⁷⁸ Entretien avec Joseph Muteba, le 23 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

¹⁷⁹ Thomas Luhaka, lors d'une réunion avec des membres du MLC en France, banlieue parisienne, février 2007

parti sont dans le monde de l'entreprise que ce soit au Congo mais aussi en France ou en Belgique. Les réunions auxquelles j'ai pu assister en France se tenaient au siège d'une société de la banlieue parisienne et les participants, chefs d'entreprise ou enseignants pour la plupart faisaient montre d'une volonté de mettre leurs compétences et leur capital social au service du parti.

Jean-Pierre Bemba essaie également de se doter d'une image d'expert, dans l'espace médiatique, en mettant en avant ses capacités d'expertise et en jouant sur son passé d'homme d'affaires au fait des réalités économiques du pays, mais aussi en tablant sur son passé de maquisard qui a pu lui permettre de se confronter aux réalités sociales du pays profond. C'est ainsi qu'il est souvent présenté dans des postures différentes, s'adonnant à des actions humanitaires, en distribuant des biens matériels, en démarrant des chantiers, travaillant en relation étroite avec l'évêché local...¹⁸⁰

Le mouvement a su attirer vers lui de nouveaux cadres à partir de 2003 et a procédé à de profondes modifications de ses structures. En effet, le développement des capacités d'expertise du mouvement s'est accompagné d'un vaste mouvement de décentralisation. Cette stratégie qui vise à professionnaliser le parti est adossée à l'utilisation des médias qui sont à la disposition du mouvement.

B. La communication du parti ou l'arme nouvelle des médias

Jean-Pierre Bemba vise à « inscrire son mouvement dans l'histoire ». Il tente donc en quelque sorte d'établir une continuité entre le passé à travers la revendication d'un héritage spécifique, et le présent, période dans laquelle le discours du mouvement est en grande partie véhiculé par la télévision.

1. La revendication d'un héritage spécifique

Philippe Braud a mis en évidence l'existence de plusieurs catégories d'objets

¹⁸⁰ « Le sixième anniversaire du mouvement à Lisala », reportage diffusé sur CKTV, septembre 2004

symboliques dans le champ politique¹⁸¹ dont ceux se rapportant au langage. Ces objets symboliques renvoient à des mots clé ou à des concepts fortement investis de représentations comme l'évocation de grandes figures historiques, de mythes d'origine, qui agissent comme modes de légitimation et de production identitaire. Jean-Pierre Bemba semble avoir intégré cette rhétorique :

L'heure est venue pour notre parti de poser un regard sur notre passé afin d'y puiser la force de notre enracinement idéologique pour réaffirmer et préciser le sens de notre lutte¹⁸².

Les discours de Jean-Pierre Bemba sont empreints de références récurrentes au passé :

Le 30 juin nous relie aux pères de l'indépendance. Après Simon Kimbangu, Kasa-Vubu, Lumumba¹⁸³, Mobutu, nous avons ajouté une page à l'histoire¹⁸⁴.

Il est intéressant de constater que dans ce rappel historiques, les références à Laurent-Désiré Kabila et à son fils et successeur Joseph sont soigneusement éludées.

Jean-Pierre Bemba tente de la sorte d'établir une certaine continuité entre ces « bâtisseurs de la nation » et son action. La revendication de cet héritage donne de plus une certaine légitimité à Jean-Pierre Bemba et à l'action de son mouvement.

Cette revendication se matérialise également par des actions concrètes qui ont eu lieu déjà du temps où le parti était encore un mouvement insurrectionnel. C'est dans ce sens là que peut être comprise la volonté du mouvement de se développer au départ à Kisangani. En plus des ressources financières importantes que peut procurer la prise de l'agglomération, l'ancienne Stanleyville est considérée dans l'imaginaire collectif comme la ville berceau du refus de l'impérialisme tant l'action de Patrice Lumumba y est étroitement associée. Jean-Pierre Bemba, en recourant fréquemment à des références à ce personnage incontournable de l'histoire congolaise, fait montre d'une volonté de s'approprier son héritage. La tenue de discours nationalistes à Kisangani par Jean-Pierre Bemba dès son arrivée dans cette ville en

¹⁸¹ Philippe BRAUD, *L'émotion en politique... op.cit.*, p.108

¹⁸² Discours d'ouverture de Bemba lors des premières assises du MLC, Kinshasa, le 27 janvier 2006 dans « Rapport général du Conseil des représentants du MLC sur la session ordinaire du 27 au 29 janvier 2006 »

¹⁸³ Simon Kimbangu, né à la fin du XIX^{ème} siècle est un prédicateur très populaire. Surnommé prophète, il fut un opposant à la colonisation belge, il meurt en détention en 1951. Son action spirituelle aura un héritage avec la création d'une Eglise kimbanguiste. Joseph Kasa-Vubu fut le premier président de la République Démocratique du Congo de 1960 à 1965, il est déposé par Mobutu en 1965. Patrice Lumumba est une des figures de l'indépendance congolaise, brièvement premier ministre en 1960, il est assassiné en 1961 avec la complicité de la Belgique, de la CIA et de Mobutu notamment. Il demeure dans l'imaginaire populaire congolais comme le symbole de la lutte contre l'impérialisme.

¹⁸⁴ Discours de Jean-Pierre Bemba prononcé le 30 juin 2003 à Gbadolite à l'occasion de la fête de l'indépendance, reportage diffusé sur CKTV

1998 entre dans le cadre de cette stratégie, comme nous le montre ce témoignage d'un boyomais qui a pu assister à la venue de Jean-Pierre Bemba à Kisangani :

Juste après son arrivée, je l'ai vu avec les militaires ougandais contredire l'idéologie du RCD, il y avait déjà trois RCD. Jean-Pierre Bemba utilisa lui aussi la même chaîne de radio, radio liberté. C'est comme ça qu'il a commencé à se faire entendre et connaître du peuple congolais et déjà il avait la confiance du peuple parce qu'on ne voulait plus des Rwandais. C'est pourquoi Jean-Pierre Bemba a eu cette confiance là. Vous savez, je penchais ...un peu... mais pas tellement du côté de Jean-Pierre Bemba mais bien avant cela, quand je marchais, quand je faisais mes trafics sur le bord du fleuve, j'entendais déjà...non, ça c'est après. Quand il est arrivé, après avoir créé le MLC, il commençait à contredire l'idéologie du RCD, il y a eu des affrontements avec les gens du RCD. Bemba avec les Ougandais derrière lui, le RCD avec les Rwandais¹⁸⁵.

La référence à l'héritage mobutiste demeure quant à elle plus problématique. Comme nous l'avons vu précédemment, Jean-Pierre Bemba dont le patronyme est associé à la période de Mobutu ne revendique pas tout de suite l'héritage mobutiste. Il reconnaît lui-même au départ une volonté de rupture avec ce passé difficile à assumer : « pour la plupart, il ne devait pas être facile de tout abandonner pour accompagner un inconnu dont la seule évocation du nom évoque le souvenir d'un récent et douloureux passé »¹⁸⁶. Cette identité de « baron du mobutisme » semble avoir été intégrée à l'imaginaire collectif, à tel point que l'image de Bemba se confond avec celle du Maréchal déchu comme on peut le percevoir à travers le témoignage de ce jeune originaire de Kisangani :

Juste après, il y a Jean-Pierre Bemba qui est venu, je ne sais plus comment exactement. Je ne me suis pas intéressé à son arrivée, tu vois, je connais quand le RCD est arrivé, je me suis intéressé, je me suis plongé même dans le mouvement, j'ai fait la formation idéologique. Il est venu aussi avec les Ougandais. Jean-Pierre Bemba, on le connaissait en tant que fils de Mobutu. Soit disant de Bemba Saolona, pour couvrir seulement, vous savez mais on savait que c'était le fils de Mobutu. Bon, on ne sait pas la vérité mais c'est-ce que moi je savais de Jean-Pierre. On le connaissait aussi en tant que PDG de la société Comcell mais comme ce n'était pas à Kisangani, on ne s'intéressait pas trop à lui. Son père, soit disant son père Bemba Saolona, celui là je le connais parce qu'il arrivait souvent à Kisangani car il était PDG d'une compagnie aérienne. C'est lui qui a fait la réfection de l'aéroport de Kisangani¹⁸⁷.

Malgré tous les efforts de Jean-Pierre Bemba pour élargir le recrutement de son mouvement au-delà du cercle des individus issus de l'ancien régime, ce témoignage, postérieur à l'époque de la guerre nous montre que Bemba est toujours perçu comme un tenant de l'ancien régime mobutiste, au point même d'être assimilé à un descendant

¹⁸⁵ Entretien avec Bernard K., citoyen originaire de Kisangani le 2 mars 2007 à mon domicile à Kinshasa

¹⁸⁶ Jean-Pierre BEMBA, *Le choix de la liberté... op.cit.*, p.11-12

¹⁸⁷ Entretien avec Bernard K., citoyen originaire de Kisangani le 2 mars 2007 à mon domicile à Kinshasa

biologique de Mobutu.

Une fois devenu chef de parti politique, Jean-Pierre Bemba ne s'embarrassera pas d'autant de scrupules à revendiquer l'héritage du mobutisme. Ainsi, il entend par exemple restituer à leurs propriétaires les biens confisqués par le régime Kabila au motif qu'ils avaient été mal acquis du temps de Mobutu¹⁸⁸.

Cependant, Jean-Pierre Bemba peut profiter de ses deux chaînes de télévision pour véhiculer son discours et montrer une image positive de son mouvement lorsque celui-ci était au maquis.

2. Les médias au cœur du conflit politique

Le MLC, à l'instar des autres mouvances politiques, a pleinement investi le champ des médias afin de mener à bien son action politique. Ceci s'est traduit de plusieurs manières.

Selon Ross Howard, les médias exercent une influence majeure sur les crises violentes, ils peuvent provoquer ou résoudre des antagonismes par le contenu et le ton utilisé¹⁸⁹.

Très contrôlés à l'époque du Maréchal Mobutu, l'année 1990 et l'ouverture de la Conférence Nationale marquent la libéralisation de la vie politique et l'apparition de nombreux médias qui dès le début versent dans de nombreux excès. Le monde des médias a connu un virage autoritaire sous Laurent-Désiré Kabila, entre mai 1997 et janvier 2001, 60 journalistes sont emprisonnés¹⁹⁰.

Les médias ont joué un rôle important dans le processus de transition, l'Accord global et inclusif a prévu l'instauration d'une Haute Autorité des Médias chargée d'organiser le paysage médiatique qui s'est considérablement enrichi avec plus de 52 chaînes de télévision, 126 stations de radio, 230 publications¹⁹¹. Cependant, ce secteur est marqué par la peur, la corruption et la violence. Les journaux ont un tirage faible (autour de 500 exemplaires en

¹⁸⁸ On pourrait voir également dans cette velléité de rétrocession un moyen de récompenser des alliés. Cette action entrerait donc dans le cadre d'une stratégie d'accumulation et de redistribution afin d'asseoir une certaine influence.

¹⁸⁹ Ross HOWARD, « Journalistes et conflits : débats théoriques et actions concrètes », in Marie-Soleil FRERE (dir.), *Afrique centrale, médias et conflits : vecteurs de guerre ou acteurs de paix*, Bruxelles, GRIP-Editions Complexe, 2005, pp.15-51, p.33

¹⁹⁰ Marie-Soleil FRERE, « République Démocratique du Congo : Informer dans un pays morcelé et déchiré », in Marie-Soleil FRERE (dir.), *Afrique centrale, médias et conflits : vecteurs de guerre ou acteurs de paix*, Bruxelles, GRIP-Editions Complexe, 2005, pp. 98-133, p.100

¹⁹¹ Marie-Soleil FRERE, « République démocratique du Congo : les médias en transition », in *Politique Africaine*, n°97, mars 2005, pp.49-66, p.50

moyenne) et leur prix est élevé¹⁹². Par ailleurs, les titres sont souvent liés à des mouvances politiques, il y a peu de stratégies d'auto-financement. Les radios, quant à elles font souvent l'objet de convoitise de la part des belligérants qui souhaitent faire passer leur message¹⁹³.

Nous nous intéresserons essentiellement à la télévision qui représente la puissance de communication la plus importante. Dans ce média, le registre émotionnel occupe une place prépondérante.

A Kinshasa, le paysage audiovisuel est composé d'une vingtaine de chaînes de télévision dont deux seulement sont publiques (RTNC 1 et 2). Souvent la programmation est caractérisée par une faible qualité technique et professionnelle comme le souligne le témoignage d'un journaliste d'une des chaînes de télévision de Jean-Pierre Bemba :

M : Pourrait-on à présent revenir sur votre engagement dans cette chaîne Vous êtes vous engagé par opportunité ou par choix idéologique ?

T : C'était par opportunité, pas par choix idéologique. A l'époque, il n'y avait que trois chaînes ici au Congo. Après, les chaînes sont nées. Les chaînes sont nées trop vite, avec l'arrivée des élections, hein. Maintenant, on en est à plus d'une quarantaine de chaînes ici à Kinshasa. Du point de vue du contenu, ce n'est pas intéressant, on a plus de chaînes et moins de qualité, ce n'est pas normal. Les programmes ne sont pas tellement différents d'une chaîne à une autre, « copier-coller », tout le monde fait comme tout le monde, beaucoup de divertissements, moins de contenu du point de vue informations, éducation. Ces chaînes ne produisent pas ou peu d'émissions. Si ce n'est pas la politique, c'est la musique. La vie ne se construit pas qu'avec de la musique et de la politique, il y a beaucoup d'autres choses¹⁹⁴.

De manière générale, faute de moyens financiers, les journalistes se sont peu à peu installés dans une dépendance vis-à-vis des hommes politiques seuls à même de disposer de fonds conséquents, ce que Marie-Soleil Frère appelle une « inféodation politique »¹⁹⁵. Ceci est visible du côté des chaînes proches des anciens rebelles mais aussi du côté du gouvernement qui a mis en place une stratégie de « caporalisation » des médias publics. On peut en effet observer un alignement systématique de la RTNC sur les positions gouvernementales, à tel point que la Haute Autorité des Médias a dénoncé à plusieurs reprises la main mise du gouvernement sur la RTNC¹⁹⁶. Les médias de l'opposition sont souvent persécutés et sont devenus, à l'instar des médias nationaux ou proches du gouvernement, des vecteurs de propagande. Chaque composante dispose de sa chaîne, Arthur Zahidi N'goma: Antenne A,

¹⁹² Vendus en moyenne à 500 francs congolais (environ 1 dollar US), ceux-ci demeurent inaccessibles à la majorité des Congolais. C'est ainsi que l'on peut voir des individus vendre des photocopies d'articles dans les rues de Kinshasa.

¹⁹³ *Ibid*, p.53

¹⁹⁴ Entretien avec Tristan V., journaliste à CCTV, le 15 février 2007 au siège de CCTV à Kinshasa.

¹⁹⁵ Marie-Soleil FRERE, « RDC : Informer dans un pays morcelé et déchiré ... », *op.cit.*, p.103

¹⁹⁶ Noël OBOTELA, « Afrique Actualité, mars 2006 », in *Congo Afrique*, n°405, mai 2006, pp.190-199, p.192

Yerodia Ndzouani RTGA et Digital Congo, Azarias Ruberwa : RTP¹⁹⁷. En 2000, CKTV, propriété de Jean-Pierre Bemba est nationalisée au motif que son propriétaire était en guerre ouverte contre le gouvernement, mais pour « sauver des emplois », elle fonctionne, selon le ministre de la communication de l'époque, Dominique Sakombi Inongo¹⁹⁸. Cependant, malgré ce geste « altruiste », les conditions de travail au sein de cette chaîne étaient pour le moins périlleuses comme nous l'explique ce caméraman de CKTV :

M : Je voudrais revenir sur tes conditions de travail entre 1998 et 2002

MA : Lorsque nous diffusons des images de Bemba, il fallait s'attendre le lendemain à des problèmes. Même lorsque vous diffusez, dès que vous terminez, vous avez des militaires derrière. Alors c'est comme ça qu'avant de diffuser, on enlevait déjà tout ce qui était...on laissait seulement notre émetteur et tout ça...des fois on fermait la maison, on se mettait à l'écart, on se changeait, on mettait de la musique, on observait un peu. Dès qu'ils viennent, ils ne nous trouvent pas, c'est fermé, ils nous laissent alors. Demain, lorsque vous allez commencer le travail, ils viennent vous attraper là et vous serez alors obligés de remettre les éléments, tout ça. C'est comme ça¹⁹⁹.

Dans un contexte politique tendu, les médias sont devenus un enjeu et un instrument au cœur du conflit politique, avec le maintien voire le développement des réflexes propagandistes, propagande que les journalistes devaient parfois contribuer à diffuser à contre cœur :

M : D'accord, peut on revenir à présent sur la création de CCTV ?

T : Elle a été créée en 1992 par Jean-Pierre Bemba, qui au départ était un homme d'affaires. Cela marchait bien car il avait beaucoup d'entreprises et il profitait de la télé pour faire de la publicité pour ses entreprises. A l'époque, la télévision ne parlait pas de politique. Avec ses avions, il partait en Europe et en profitait pour ramener des films récents, il y avait aussi beaucoup de musique. Mais sa télévision servait surtout pour faire de la publicité pour les entreprises qu'il possédait avec son père. En 1996, 1997, il a fui l'avancée de l'AFDL de Laurent-Désiré Kabila et puis s'est engagé dans la rébellion. Les télévisions ont continué à fonctionner plus ou moins normalement mais c'est quand il est revenu en tant qu'homme politique en 2003 que les deux chaînes de télévision ont servi pour sa politique.

Pendant la guerre, ses télévisions ont continué à fonctionner mais pas comme il faut. En 1999, 2000, les télévisions ont été étatisées, Canal Kinshasa était devenue RTNC 3. Depuis 2001, les activités ont repris relativement normalement, bien que l'on ne pouvait pas amener de matériel, les comptes bancaires étaient bloqués, on était asphyxié on ne respirait pas. C'est quand il est revenu que c'est allé assez bien, assez bien.

M : Comment cela a fonctionné à partir de son retour ? Comment le conflit a-t-il été traité ?

T : Nous montrions quelques éléments de Bemba mais quand on le faisait, les gens étaient traqués, on n'était pas très engagé comme pendant les élections, hein. Pendant les élections, la

¹⁹⁷ Ce sont les trois autres vice-présidents du gouvernement de transition

¹⁹⁸ Marie-Soleil FRERE, « République démocratique du Congo : les médias en transition... », *op.cit.*, p.55

¹⁹⁹ Entretien avec Martin M. caméraman à CKTV le 20 février à mon domicile à Kinshasa

chaîne a été complètement colorée, complètement, c'était Bemba ou rien. On ne montrait pas Kabila, on ne montrait que la campagne de Bemba.

M : CCTV a eu un fonctionnement similaire ?

T : Non. En 1998, avec les difficultés que l'on a connu, il y avait Canal Kin et Canal Z. Quand le pays est devenu Congo, Canal Zaïre n'existait plus. On a pris le matériel de Canal Z pour faire Canal Kin. Canal Z est ensuite devenue Canal Congo en 2005.

M : Comment avez-vous perçu l'évolution de la chaîne ?

T : Heu...En vrai professionnel, on n'est pas à l'aise, hein, quand une chaîne est totalement colorée comme ça. Mais bon, c'est dans un contexte donné, cinq, six mois après, la vie reprend normalement. C'est vrai qu'il y a encore des cicatrices de ce que l'on a connu mais la vie reprend. On cherche maintenant à devenir des professionnels, à faire un vrai traitement de l'information. En fait, c'était deux mois de sacrifice.

M : Donc, vous aviez des consignes précises sur ce que devait être votre travail ?

T : Oui. Mais en tant que professionnel, ce sont des moments que nous avons vécu très difficilement. On ne peut pas être d'accord avec une si forte politisation de la chaîne la chaîne ne doit pas avoir de coloration politique aussi claire. C'était un contexte, il fallait s'aligner sur une position.

M : C'était donc uniquement pendant les élections, le reste du temps, vous pouviez librement traiter l'information ?

T : Oui, avant on le faisait mais pendant les élections, on ne pouvait pas montrer Kabila ici et de l'autre côté, ils ne pouvaient pas montrer Bemba non plus. Kabila avait ses chaînes et Bemba avait les siennes, cela n'a pas été facile pour ceux qui voulaient rester neutre. On a connu des menaces, mais comme je vous l'ai dit, en tant que professionnel, on ne peut pas être à l'aise quand on travaille comme ça. Nous étions devenus les moutons de panurge des politiques, nous n'étions plus des journalistes, nous étions des militants, le bras séculier du MLC. Finalement, tout le monde est devenu militant par la force des choses, on faisait avec, on n'avait pas trop le choix, hein. Mais cela a évolué.

M : Cela a été rapide quand même ?

T : Mais les séquelles sont là. Les gens de Kabila ne viennent pas ici dans ce bâtiment ils ont peur, ils pensent qu'on peut les tabasser, les ramasser ou quoi²⁰⁰.

Toujours dans cette optique propagandiste, on peut observer que certains messages sont émis non pas d'abord à destination du public mais de certains dirigeants ou adversaires politiques. De la sorte, les journalistes des chaînes de télévision proches des principaux animateurs politiques deviennent des protagonistes à part entière du conflit qui s'est en partie déplacé dans la sphère audiovisuelle :

T : Mais vous savez, en Afrique, c'est toujours compliqué, car il y a des gens qui font de l'excès

²⁰⁰ Entretien avec Tristan V., journaliste à CCTV le 15 février 2007 au siège de CCTV à Kinshasa

de zèle, qui peuvent agir au nom du chef sans forcément que le chef le leur ait demandé. Ça commencé le dimanche 20 et le lendemain, la télévision de Bemba a été remise en route. La nuit, elle n'a pas pu fonctionner. Le lendemain, on a fait un « no comment » et on a montré le sang et tout et tout, la population qui disait n'importe quoi sur le chef de l'Etat. lui-même était en train de suivre, il a appelé le représentant spécial du secrétaire des Nations Unies pour lui dire « voyez ce que l'on est en train de montrer chez Bemba ». Ca n'a pas pris longtemps, on a coupé la chaîne. Mais cette fois, il a attaqué la résidence de Bemba vers dix, onze heures.

M : Qui a attaqué ?

T : Cette fois, c'était sûr, c'était la garde républicaine qui a attaqué les bureaux de Bemba, qu'on appelle la primature, ainsi que la résidence privée de Bemba. Il y avait 14 ambassadeurs du CIAT, ils étaient venus voir Bemba pour lui demander de calmer le jeu après ce qui s'était passé la veille et après ce qui a été diffusé à la télé. C'est surtout pour ce qui a été diffusé à la télévision parce que ce n'était pas du tout tendre, la population avait compris que Bemba avait été attaqué et Bemba n'a pas caché sa position à la télé. On a montré le sang, c'était quand même fort, les gens injuriaient Kabila, disant qu'il était un étranger, qu'il devait partir.[...]

T : Mais ce n'est pas tout, on nous a arrêté nos émissions pendant pratiquement deux semaines. Les deux chaînes n'émettaient plus, on nous a coupé l'émetteur, les gens de Kabila. L'équivalent de votre CSA a dit qu'il fallait rouvrir les chaînes mais ça a pris le temps que ça a pris, Bemba a fait pression, des ambassadeurs sont intervenus. On nous a remis le signal mais ce n'est pas tout, on pensait que c'était fini mais deux ou trois jours après, le bâtiment où nous sommes a brûlé, un lundi. Jusqu'aujourd'hui, la cause de l'incident na jamais été élucidée. C'était un lundi vers 15 heures.

M : Il y avait des gens dans le bâtiment ?

T : Oui, tout le monde était là. On ne sait pas qui a fait ça. Il y avait un proche de Kabila qui était là dans le bâtiment on l'avait soupçonné, les militaires l'ont tabassé; mais jusqu'aujourd'hui, on n'a pas su ce qui s'était passé, le feu est parti de la climatisation.

M : C'aurait pu être un simple accident ?

T : Oh, c'est trop facile de dire que ce n'était pas un accident et trop facile de dire que c'était un accident. Mais dans le contexte de la campagne électorale et tout, c'était tendu, donc on pouvait conclure que c'était provoqué. [...] C'est parce qu'on a fait mal à Kabila, on lui a vraiment fait mal, la vérité ! On était vraiment engagé, nous ! S'il n'a pas été élu au premier tour, c'est notamment à cause de la télévision. La télévision de Bemba a su montrer à la population la vraie face de Kabila. L'incendie venait donc de lui²⁰¹.

Ce témoignage nous montre que les journalistes de CCTV, même s'ils regrettent parfois la « trop grande coloration » de la chaîne, se sont pleinement investis dans la « bataille médiatique », en s'identifiant comme des membres à part entière du MLC. Ce qui nous amène en partie à relativiser la dichotomie établie entre les combattants du MLC et les autres composantes du mouvement. En quelque sorte, ces journalistes en perpétuant par de nouveaux moyens et avec les ressources qui sont les leurs le combat entamé par le mouvement quelques années plutôt, s'approprient les héritages de la lutte armée et inscrivent leurs actions dans le

combat politique.

L'exercice de la profession de journaliste en République Démocratique du Congo n'est pas sans danger, les journalistes congolais jouissent d'un espace de liberté restreint, ils sont victimes de nombreuses atteintes à la liberté d'information : meurtres, disparitions, incarcérations abusives, agressions, menaces, harcèlements, pressions administratives, économiques et judiciaires. Entre 2001 et 2002, 49 journalistes ont été arrêtés²⁰². Ces conditions de travail difficiles dans un contexte politique tendu nous sont relatées par des journalistes de CCTV et de CKTV :

T : Nous les journalistes, on se cachait, on se réfugiait, on ne se montrait pas. C'était terrible, le deuxième tour, nous les journalistes, on a connu beaucoup de pressions.

Je fais alors allusion à un panneau sur un mur du bureau où était inscrit un ensemble de consignes de sécurités à l'attention des journalistes.

T : Oui... On était vraiment exposé, on était traqué même.

M : par qui ?

T : Par les autorités, les hommes de Kabila. Il y a nos photos qui étaient chez les membres des services de renseignement, des images partout²⁰³.

M : Comment cela se passait, les conditions de travail au quotidien ?

MA : Heu... Je prenais des précautions, on se cachait, on portait des chapeaux. Surtout pendant la dernière campagne électorale, nous nous sommes adaptés, nous nous sommes habitués à nous camoufler car il y avait des menaces. Surtout à cette époque là, moi, je me suis fait tabasser par cinq soldats, il y a même ma caméra qui a été cassée avant que M. Bemba puisse retourner à Kinshasa. J'ai été menacé, on a scellé notre chaîne quatre ou cinq fois, comme ça. Lorsque l'on diffusait des vidéos de M. Bemba, on venait, on vous coupait, ceux qu'on attrapait, ils étaient fouettés, on vient, on coupe, on débranche. A l'époque, toutes les chaînes de télé étaient au même endroit donc c'était facile de nous intimider. Mais même ici, nous avons été menacés à plusieurs reprises²⁰⁴.

Ces témoignages sont révélateurs de la dimension prise par les médias dans un contexte politique tendu. Les leaders des différentes mouvances politique ont compris l'intérêt qui était le leur de s'imposer dans l'espace médiatique et chacun d'entre eux use des moyens qui sont à leur disposition pour occuper le devant de la scène. Le régime de Kabila peut user de la coercition et bénéficie des moyens de l'appareil d'Etat pour domestiquer les médias. Ne pouvant bénéficier de tels moyens, le MLC prend à témoin l'opinion publique et dénonce sans

²⁰¹ Entretien avec Tristan V., journaliste à CCTV le 15 février 2007 au siège de CCTV à Kinshasa

²⁰² Paule BOUVIER : « Le dialogue inter congolais, anatomie d'une négociation... » *op.cit.*, p. 105

²⁰³ Entretien avec Tristan V., journaliste à CCTV, le 15 février 2007 au siège de CCTV à Kinshasa

²⁰⁴ Entretien avec Martin M., caméraman à CKTV le 20 février à mon domicile à Kinshasa

relâche, avec tous les risques que cela comporte, le pouvoir du Président Kabila.

Plus généralement, les chaînes de télévision de Jean-Pierre Bemba sont donc devenues au fil du temps un élément incontournable de la stratégie du MLC et les journalistes de celles-ci des protagonistes à part entière du conflit politique entre Bemba et Kabila.

Si Jean-Pierre Bemba, pour asseoir sa légitimité vis-à-vis de l'environnement extérieur du parti, s'emploie à revendiquer un héritage spécifique et à « inscrire son parti dans la modernité », sa légitimité interne repose sur une domination charismatique au sein du mouvement.

C. L'action du « Big Man » et le « pouvoir du bas »

Jean-François Médard définit le *big man* comme un « politicien entrepreneur qui se constitue un système personnel de pouvoir ». L'accumulation institutionnalisée du capital social supposant une accumulation préalable de ressources politiques personnelles, la logique du *big man* est qu'il « doit accumuler des ressources dans une perspective de consolidation de son pouvoir et de sa survie politique [...] Il accumule et il contrôle les accès aux ressources matérielles afin de pouvoir redistribuer et, par le patronage accumuler un capital symbolique de nature politique [...] Dans un système politique à légitimité faible, seule la pratique du patronage combinée avec celle de la coercition permet de se créer les soutiens indispensables à la survie politique »²⁰⁵. L'action de Jean-Pierre Bemba semble s'inscrire dans cette perspective. Elle a eu pour conséquence l'institutionnalisation progressive d'une domination de type charismatique au sein du mouvement. Cependant, la base du mouvement ne demeure pas apathique face au pouvoir de la sphère dirigeante au sein de celui-ci.

1. Une domination de type charismatique au sein du mouvement

L'autorité fondée sur le charisme est pour Max Weber, « assise sur la grâce personnelle et extraordinaire d'un individu, elle se caractérise par le dévouement tout personnel des sujets à la cause d'un homme et par leur confiance en sa seule personne en tant qu'elle se singularise par des qualités prodigieuses, par l'héroïsme ou d'autres particularités exemplaires qui font le

²⁰⁵ Jean-François MEDARD, « L'Etat patrimonialisé », in *Politique Africaine*, n°39, octobre 1990, pp.25-37, p.31

chef »²⁰⁶. Cette forme d'influence ne réside pas seulement dans les qualités exceptionnelles d'un homme mais dans la relation qui unit cet homme à tous ceux qui partagent le désir intense de s'identifier à un grand homme. Ce phénomène peut être renforcé par une conjoncture où l'incertitude domine.

La « domination » dans le sens weberien, désigne « une chance pour des ordres spécifiques de trouver obéissance de la part d'un groupe déterminé d'individus »²⁰⁷.

Pour les mouvements insurrectionnels, dans la plupart des cas, le leader et le mouvement sont étroitement associés, si bien qu'il est difficile de concevoir l'un sans l'autre. A ce propos, on peut considérer l'exemple de l'UNITA, mouvement qui a périclité après l'élimination de son leader Jonas Savimbi.

Beaucoup de leaders de mouvements rebelles sont issus de l'élite politique mais cet aspect ne détermine pas directement la structure organisationnelle du mouvement²⁰⁸. Par exemple, Yoweri Museveni en Ouganda et Charles Taylor au Liberia étaient tous les deux issus de l'élite politique, mais leurs mouvements politiques respectifs ont pris des orientations radicalement opposées.

Le MLC quant à lui, accuse un caractère présidentieliste renforcé dans les textes et dans la réalité des rapports de pouvoir. En effet, au sein du MLC, l'autorité exécutive est centralisée et personnalisée. La position du leader est légitimée par un complexe enchevêtrement de domination de type charismatique, légal-rationnel et patrimonial pour routiniser le pouvoir²⁰⁹, par ailleurs, Jean-Pierre Bemba bénéficie du soutien de cadres dont la position dépend du maintien de l'autorité du dirigeant et peut se montrer apte à mobiliser des réseaux de patronage.

Bemba a pu dans un premier temps importer dans le parti ses ressources personnelles (capital social et financier), ces capitaux personnels sont « attachés à la personne, incorporés et reconnus par des titres socialement pertinents : nom propre, capacité d'expertise, réseau de relations sociales, ressources monétaires »²¹⁰. Ses compétences sont souvent mises en avant, notamment en référence à son passé d'homme d'affaires, ce qui permet d'asseoir son influence auprès des membres du mouvement. On peut l'entrevoir à travers la description que fait de lui un cadre du mouvement :

²⁰⁶ Max Weber, cité par Philippe BRAUD, *Sociologie politique*, Paris, L.G.D.J., 2006, p.42

²⁰⁷ *Ibid*, p.64

²⁰⁸ Christopher CLAPHAM, « Analysing African Insurgencies »...op.cit., p.9

²⁰⁹ Thomas M. CALLAGHY, « Politics and Vision in Africa : The Interplay of Domination, Equality and Liberty », in Patrick CHABAL (eds.), *Political Domination in Africa, Reflections on The Limits of Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, pp.30-52, p.36

²¹⁰ Michel OFFERLE, *Les partis politiques...* op.cit., p.46

Jean-Pierre Bemba, un homme de poids, un homme qui sait diriger, un homme qui a la facilité de rassembler et de bien orienter les choses²¹¹

Malgré un institutionnalisme poussé au sein du MLC, Bemba semble très imbu de son pouvoir personnel et peu enclin à le diluer dans des formes institutionnelles. Au sein du mouvement, le chef est considéré dans sa personne et non pas dans sa fonction. Ce phénomène est intériorisé par les membres du parti, pour eux, « toute autorité vient du chef, et cette autorité vient de sa personne, de ses qualités individuelles, de son infaillibilité propre, de son caractère d'homme providentiel »²¹². La plupart de mes interlocuteurs ne tarissent pas d'éloges sur le chef, parfois en des termes dithyrambiques, à tel point que celui-ci est parfois élevé au rang de monarque :

Jean-Pierre Bemba, deuxième personnalité de la République, 42 % entre guillemets, si ce n'est pas l'inverse. Réfléchissez deux fois quand même, ce n'est pas n'importe qui ! Ca n'est jamais arrivé dans ce pays ! Et malgré toute cette tricherie, il a obtenu 42 % ! Malgré toute la tricherie, Kinshasa a marché pour lui ! Malgré toute la tricherie, dans toutes les villes, les gens crient « Igwe ! Igwe ! », vous savez ce que cela signifie ? « Le roi », ça, c'est dans les films nigériens, tous ceux qui dirigent, tous ceux qui ont cette carrure d'être chef, on les appelle « Igwe », et c'est comme ça, que le peuple kinois, et en général le peuple congolais a surnommé Jean-Pierre Bemba, « Igwe, Igwe », c'est-à-dire le « roi », le « chef » ! Malgré tout ça, nous sommes arrivés au niveau où nous sommes en train de vivre la « démocrature », la dictature dans la démocratie, où cette majorité continue à écraser la minorité ! Or nous n'étions pas minoritaires et nous ne le sommes pas ! Maintenant, les gens sont frustrés, les gens sont intimidés, les gens sont quelque peu...comment dirais je...désespérés, ils ne savent plus à quel sein se vouer puisque Igwe ne parle plus, Igwe a été réduit à sa plus simple expression ! Il reste Igwe mais il n'a plus de sujets, il n'a plus de courtisans, non ! On veut le réduire à sa plus simple expression, mais les gens continuent à y croire malgré tout²¹³.

Cette perception « monarchique » du personnage est renforcée avant et après les échéances électorales par une certaine inversion de la relation entre le gouvernement et l'opposition. La reconversion du MLC en parti politique a eu des conséquences importantes sur le leadership du mouvement. Elle a entraîné un changement de statut pour le leader du mouvement. Celui-ci passe du statut « d'administrateur civil » d'une région vaste de plusieurs centaines de milliers de kilomètres carrés comprenant plusieurs millions d'habitants au statut de vice président de la République. Cette fonction est certes loin d'être une simple fonction honorifique mais elle est encadrée, tout comme les institutions du pays, et soumise au regard de la communauté internationale. Jean-Pierre Bemba se retrouve de surcroît sous la coupe de la Présidence et épaulé de trois autres vice-présidents. Jean-Pierre Bemba continue malgré

²¹¹ Entretien avec Augustin Baharanyi le 16 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

²¹² Maurice DUVERGER, *Les partis politiques... op.cit.*, p.259

tout, d'une certaine manière, d'arborer les attributs symboliques d'un chef d'Etat. Il est intéressant de constater que les cadres du mouvement et les collaborateurs de Jean-Pierre Bemba ont en quelque sorte intériorisé cet état de fait, par exemple, Kabila est souvent présenté par eux comme le « challenger » de Bemba²¹⁴.

Ce comportement ostentatoire n'est pas sans avoir eu un impact sur l'imaginaire populaire des Congolais, certains en viennent à considérer Jean-Pierre Bemba comme un chef d'Etat légitime tandis que d'autres demeurent dubitatifs quant à une telle démonstration comme nous le raconte le témoin d'un passage du cortège de Bemba à Kinshasa :

Moi, depuis que je suis là, en voyant ses cortèges, la quantité de militaires qui sont derrière lui, il s'oppose au Président de la République, tu vois. Par contre, les deux autres vice-présidents, ils n'avaient pas la même quantité de militaires que lui. Je voyais donc par là qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas et puis les militaires de Bemba ont un camp où ils sont logés tandis qu'Azarias Ruberwa, c'est un belligérant aussi, il n'a pas un camp militaire en ville à part sa résidence privée et son bureau de travail, c'est la même chose pour Zahidi N'Goma. Les cortèges de Bemba, c'était terrible, à peu près 7 ou 8 véhicules, c'est presque la même chose que le cortège de Kabila, pourtant lui, il n'est que vice président alors que Joseph est le Président de la République²¹⁵.

Au-delà de cette propension de Jean-Pierre Bemba à vouloir se doter de tous les attributs relatifs au pouvoir d'Etat, au sein du MLC, les mots d'ordre sont discipline et soumission. Ces notions reviennent de façon récurrente dans le discours des membres du mouvement. Il est intéressant de constater que le MLC est un des seuls mouvements rebelles congolais qui n'a pas connu de dissidences ou de luttes de leadership. Cette dimension charismatique de la domination de Jean-Pierre Bemba au sein du MLC se retrouve à tous les échelons de la hiérarchie du mouvement comme nous le montre ce témoignage d'un membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba :

M : Donc, quand vous a dit que la guerre était terminée, qu'il fallait s'arrêter d'avancer, qu'avez-vous ressenti ?

CZ : On nous a dit qu'il fallait arrêter le feu. Cessez-le-feu, il n'y a plus la guerre, il y a des négociations. A ce moment là, nos leaders et les autres composantes sont partis en Afrique du Sud pour les négociations. On nous a dit qu'il n'y a plus la guerre. Bon, on s'est dit...la parole du chef...c'est le règlement. Maintenant, quand il parle, sa parole vient de Dieu. Maintenant, nous devons faire quoi ? Nous devons accepter ce qu'il dit parce qu'il est notre chef direct²¹⁶.

²¹³ Entretien avec Augustin Baharanyi le 19 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

²¹⁴ « Révélation d'Olenghankoy au Cinépolis : la campagne de Jean-Pierre Bemba démarre par l'Est », *Le Phare*, le 9 octobre 2006

²¹⁵ Entretien avec Bernard K., citoyen originaire de Kisangani, le 2 mars 2007 à mon domicile à Kinshasa

²¹⁶ Entretien avec Claude Z., membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, le 7 mars 2007 au siège du

De par cette « perception divine » du personnage, les ordres du leader ne peuvent être soumis à une éventuelle remise en cause. Le poids dont les hommes d’Eglise disposent dans la société congolaise vient en quelque sorte structurer la perception que peuvent avoir certains individus de la hiérarchie au sein d’un mouvement qui, de surcroît, s’est organisé autour d’un objectif politique périlleux et qui se caractérisait à une certaine époque par une relative autarcie.

Par ailleurs, Bemba est présenté comme ayant échappé à la mort de peu à plusieurs reprises²¹⁷, ces « manifestations miraculeuses » contribuent à renforcer la dimension magique du personnage.

Il convient de noter que cette dimension du pouvoir du leader et cette personnification accrue n’est pas sans poser un dilemme aux cadres du mouvement, si on en croit Thomas Luhaka, secrétaire national exécutif national du MLC lorsqu’il affirme que « si le leader tombe, le parti peut le suivre »²¹⁸. Jean-Pierre Bemba a sans doute pris conscience de cet état de fait, ce qui l’amène sans doute à lancer des appels à la modération comme nous le rappelle un membre de l’équipe de CKTV :

En tout cas, on était considéré même chez les gens du PPRD, nous étions en bonnes relations avec eux, ça marchait bien. On faisait même des reportages sur eux, d’ailleurs même bon, Bemba disait que il ne fallait pas me mettre toujours en première position, s’il y a une actualité importante, il faut commencer par ça, parce que c’est lui le chef, c’est notre chef²¹⁹.

Plus généralement, cette dimension charismatique de la domination a contribué à renforcer la structure du mouvement du temps où celui-ci était encore un mouvement insurrectionnel. Cette dimension continue à imprégner les relations de pouvoir jusqu’à présent, mais d’autres éléments nous amènent à relativiser ce caractère monolithique des relations de pouvoir au sein du mouvement.

2. Le pouvoir de la base

Les observations que nous avons effectuées sur le terrain contribuent à battre en brèche l’idée selon laquelle dans une organisation, le bas se caractériserait par une soumission fataliste ou une résistance passive indirecte. Par la notion de « bas » au sein du MLC, nous

MLC à Kinshasa

²¹⁷ « Le choix de la liberté », documentaire réalisé par Joly BASWELE, diffusé sur CKTV

²¹⁸ Thomas Luhaka, lors d’une réunion avec des membres du MLC en France, banlieue parisienne, février 2007

²¹⁹ Entretien avec Martin M., caméraman à CKTV, le 20 février 2007 à mon domicile à Kinshasa

entendons principalement l'ensemble des éléments de la garde rapprochée, ainsi que les militants du mouvement. Beaucoup d'entre eux expriment un profond ressentiment à l'égard de cadres du mouvement. Ce ressentiment peut s'expliquer par des conditions de vie difficiles par rapport à ces cadres mais c'est loin d'être la seule clé d'explication. La défaite aux élections, les défections de cadres du mouvement ainsi que les craintes d'une démobilisation peuvent expliquer cette disparition progressive du respect pour les chefs politiques et cette dégradation de l'image de la direction politique du mouvement. Ceci dit, le malaise semble profond comme nous le rapporte ce membre de l'équipe de CKTV, proche des éléments de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba détachés à la surveillance des locaux du parti :

M : Apparemment, les gens respectent beaucoup Jean-Pierre Bemba, mais toi, quel regard portes-tu sur l'activité des cadres et des députés du MLC ?

MA : En tout cas, il y en a beaucoup qui ont bouffé l'argent...La promesse de ces jeunes gens²²⁰ est que si aujourd'hui ça barde, ils vont tuer 60 % des cadres du MLC. La population est vraiment en colère avec les gens qui ont rendu de mauvais services à M. Bemba. Si tu prends des gens comme Thomas Luhaka, depuis les élections, il n'a pas dû venir plus de cinq fois au siège. Il a honte et il a peur de venir parce qu'il sait que les jeunes gens peuvent le tabasser. Maintenant ce sont les militaires de Jean-Pierre Bemba qui sont en colère avec ces gens là, ils sont en colère. Parce qu'eux, ils étaient déterminés à arriver à Kinshasa, il ne leur restait que quelques kilomètres pour arriver à Kinshasa mais lorsqu'il y a eu les négociations, M. Bemba leur avait promis d'arriver ici et de remporter la victoire aux élections. Alors, la population ici a voté pour M. Bemba mais ce sont les députés et les autres qui ont favorisé la tricherie.

M : De quelle façon ?

MA : Ils n'ont pas voulu payer les témoins, or M. Bemba avait débloqué l'argent pour payer les témoins. Alors, lorsque les témoins sont rentrés chez eux pour aller manger, ils étaient déjà fatigués, alors c'est à ce moment là que les gens de l'autre côté en ont profité pour gonfler un peu les chiffres. Il y avait des bulletins qui sont restés vierges et eux ils les ont remplis pour Kabila²²¹.

La responsabilité des résultats électoraux du parti est attribuée aux députés et autres cadres du mouvement qui ont pu, malgré la défaite du parti au niveau national, obtenir ou conserver des fonctions. Ils sont de ce fait perçus en quelque sorte comme ayant « rejoint le camp des vainqueurs ». D'une certaine manière, ces cadres, en particulier ceux qui ont été élus au Parlement ou dans des assemblées provinciales, ont quelque peu réduit l'incertitude quant à l'avenir, par rapport aux tenants d'un discours vindicatif à leur égard. Pour ces derniers, en particulier pour les éléments de la garde rapprochée qui sont logiquement destinés à être intégrés dans les FARDC, les perspectives d'avenir au sein du mouvement semblent

²²⁰ Mon interlocuteur fait référence aux éléments de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba

incertaines. Ceci peut contribuer à expliquer un certain ressentiment de la base par rapport aux cadres du mouvement.

Ce ressentiment ne s'exprime pas seulement dans des « conversations de couloirs », mais il peut être exposé au grand jour au siège du mouvement. On peut notamment observer ce phénomène à travers le peu de déférence dont bénéficient certains membres du mouvement (spécialement ceux qui occupent des fonctions électives) de la part des éléments de la garde lorsqu'ils arrivent au siège. Certains n'y mettent d'ailleurs jamais les pieds ou quand ils le font, ils ne s'éternisent pas. La réaction d'un élément de la garde rapprochée à l'arrivée d'un député MLC, membre important du mouvement, avec un policier de l'UPI, est révélatrice de cet état d'esprit :

De toute façon, nous n'avons plus confiance en nos députés. Regardez ces gens qui se pavanent en veste et en jeep alors qu'ils sont arrivés sales de la brousse. Nous, nous sommes toujours là, nous sommes des poubelles, ils sont venus pauvres au mouvement, ils sont sortis aisés, ils ont voyagé à l'étranger, ils ont eu des jeeps, des souliers, des costumes de luxe, mais nous qui sommes des militaires qui combattions dans la brousse, nous mourrons de faim. Ils ont bouffé, et maintenant, ils jettent les saletés à la poubelle, nous continuons à être ces poubelles mais un jour viendra où Dieu se rappellera à nous, car on nous a volé notre victoire²²².

Ces réactions des éléments de la garde rapprochée peuvent également s'expliquer, comme nous le montre ce témoignage, par l'exhibition de certains députés du mouvement des attributs extérieurs de la réussite. Le comportement ostentatoire de ces derniers, arrivant au siège du mouvement dans des 4x4 flambant neufs, tranche avec les conditions de vie austères des membres de la garde, toujours soumis aux rigueurs du casernement. Cependant, il convient de préciser que parmi les cadres du mouvement, ceux qui dirigeaient des troupes durant la période de la lutte armée continuent à bénéficier de l'estime de leurs hommes intégrés dans la garde rapprochée. Ceci est à mettre en relation avec une certaine perpétuation de l'esprit de corps et par le souvenir des instants partagés dans un contexte propre à la lutte armée.

Jean-Pierre Bemba parvient à asseoir son influence au sein du mouvement au travers d'une domination de type charismatique, ce qui est le signe d'une certaine continuité entre la période de la lutte armée et aujourd'hui, concernant cet aspect. Cependant, les changements inhérents à la reconversion du mouvement en parti politique (notamment le

²²¹ Entretien avec Martin M., caméraman au sein de CKTV le 20 février 2007 à mon domicile à Kinshasa

²²² Témoignage d'un membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, au siège du MLC à Kinshasa, mars 2007

changement de statut et le comportement de certains cadres du mouvement) ont pu entraîné certaines réactions véhémentes de la base du parti. Cette base, principalement incarnée par les membres de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba jouit d'une certaine influence dans les lieux formels de l'activité politique au sein du parti.

Néanmoins, si Jean-Pierre Bemba tente de préserver et de renforcer la cohésion du mouvement, le contexte dans lequel il opère est marqué par la place importante qu'occupe la communauté internationale. Celle-ci a en effet porté à bout de bras le processus de transition en République Démocratique du Congo et la présence de cette entité doit être nécessairement prise en compte dans la stratégie des acteurs politiques congolais. Le MLC ne déroge pas à cette règle.

D. Le MLC et la communauté internationale

Dans les processus de transition démocratique associant des anciens groupes rebelles, la crédibilité des anciens belligérants dépend de la façon dont ceux-ci arrivent à gagner la confiance de la communauté internationale²²³. Le MLC, à l'instar des autres composantes rebelles a donc déployé d'intenses efforts diplomatiques afin de s'attirer la reconnaissance de la communauté internationale. Néanmoins, les relations qu'entretient le mouvement avec la communauté internationale sont marquées par un certain ressentiment, la communauté internationale étant perçue comme l'instance qui institue ou destitue les dirigeants congolais.

1. Une profonde aversion pour la communauté internationale

Dans leur recherche de légitimité internationale, les groupes rebelles ont été quelque peu aidés par Laurent-Désiré Kabila dont les relations avec certains *rogue states* comme la Libye ou la Corée du Nord ont incité la communauté internationale à chercher d'autres interlocuteurs. Comme nous le rappelle Alphonse Maindo, « Si au début, Bemba apparaissait aux yeux des Européens comme une alternative à L-D Kabila, lors de la signature des accords de paix de Sun City, ce n'est plus le cas, Joseph Kabila s'étant montré plus coopératif que son père et Bemba s'étant attiré les suspicions de la communauté

²²³ Ali M. TAISIER, Robert O. MATTHEWS and Ian S. SPEARS, « Failures in Peacebuilding : Sudan and Angola », in Ali M.TAISIER and Robert O. MATTHEWS (eds.), *Durable Peace, Challenges for Peacebuilding*

internationale »²²⁴. Depuis cette période, les membres du MLC nourrissent un sentiment d'hostilité larvée vis-à-vis de la communauté internationale.

Même si le fait que les hommes politiques congolais se défaussent sur la communauté internationale représente une constante de la vie politique congolaise, ce comportement prend une dimension particulière chez les membres du MLC, cadres ou non.

En général, les mouvements politiques congolais ont bien intégré la rhétorique de la communauté internationale à travers le style discursif dans lequel les déclarations de paix occupent une place importante. Ainsi Jean-Pierre Bemba rend hommage à l'ONU, l'Union Européenne et la France pour leur action à Bunia²²⁵.

Cependant, dès début 2002, Louis Michel²²⁶ est accusé par le MLC « de rouler pour Kabila »²²⁷. Jean-Pierre Bemba met également en cause « les influences extérieures qui se jouent trop souvent de la volonté des Congolais »²²⁸.

Les cadres du MLC dénoncent ouvertement une collusion entre Kabila et la communauté internationale²²⁹, incarnée principalement par la Belgique (à travers l'image de Louis Michel), la France et les Etats-Unis.

Cette aversion trouve en partie son origine dans la rédaction par un panel d'experts de l'ONU d'un rapport sur l'exploitation illégale des ressources naturelles en République Démocratique du Congo. Ce rapport avait ouvertement mis en cause les groupes rebelles agissant dans le pays et notamment le MLC. Jean-Pierre Bemba a qualifié ce rapport de « travail digne d'un journaliste de presse à scandale pour un lectorat avide de sensations fortes »²³⁰.

Cependant, c'est l'approche des échéances électorales qui a alimenté les suspicions des membres du MLC quant à la neutralité de la communauté internationale comme nous le montre le témoignage d'un cadre du mouvement :

M : A présent, je souhaiterais revenir sur vos relations avec la communauté internationale...

J : La communauté internationale est un mal nécessaire pour un pays en développement, c'est

in Africa, Toronto, Toronto University Press, 2004, pp.282-311, p.299

²²⁴ Alphonse MAINDO, « De la lutte armée à la bataille électorale... », *op.cit.*

²²⁵ Discours de Jean-Pierre Bemba prononcé le 30 juin 2003 à Gbadolite à l'occasion de la fête de l'indépendance, reportage diffusé sur CKTV

²²⁶ Louis Michel est actuellement commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire. De 1999 à 2004, il a été ministre des affaires étrangères de la Belgique. L'action de Louis Michel à ces deux postes se caractérise notamment par son implication dans la résolution des crises congolaises.

²²⁷ Paule BOUVIER : « Le dialogue inter congolais, anatomie d'une négociation ... », *op.cit.*, p. 217

²²⁸ Jean-Pierre BEMBA, *Le choix de la liberté...op.cit.*, p.212

²²⁹ Thomas Luhaka, lors d'une réunion avec des membres du MLC en France, banlieue parisienne, février 2007

²³⁰ Jean-Pierre BEMBA, *Le choix de la liberté...op.cit.*, p.229

vrai mais en ce qui nous concerne, MLC...Pendant la transition, le CIAT a fonctionné et tous ces pays...les relations étaient bonnes mais il y a des choses que je ne peux pas dire ici, mais on a compris après, de quel côté penchait la balance, on voyait dans leur comportement général qu'ils avaient déjà un candidat, c'était perceptible. Retenez tout simplement qu'il y avait des signaux. Et même avec la communauté nationale, à un moment donné, on a compris que la CEI n'était pas au milieu du village. La CEI, c'est quoi, les bailleurs de fonds des élections, c'était la communauté internationale et leur fils aîné, c'était la CEI. Ils avaient une emprise sur la CEI et nous avons vu comment la CEI travaillait.

M : C'est-à-dire ?

J : On voyait que la CEI travaillait pour un candidat. On l'a vu pendant la campagne d'identification et d'enrôlement des électeurs, dans le Kivu, quand on nous a dit qu'il y a eu quatre millions de morts lors de la guerre. Alors la guerre en RDC, quatre millions de morts, c'était au Kivu. Mais là, quand on fait l'identification, l'enrôlement, « non, c'est le Kivu le plus peuplé ! » (Rires)Le Kivu, c'est quoi, c'est le bastion de l'autre. Tout était programmé ! La tricherie! si je vous donne ici les chiffres, vous serez étonnés, vous allez voir dans des localités... C'est à travers le comportement de la CEI, un comportement que nous avons condamné, tout ce que nous avons dénoncé n'a pas été pris en compte jusqu'au résultat final. Qui a entêté Malu Malu²³¹ à persister dans sa voie partielle, son arrogance. Il faut suivre les déclarations de ceux qui pilotaient le processus électoral. Ce que faisait le CIAT, c'était parfois des choses inacceptables²³².

Selon le contexte, aux yeux de mon interlocuteur, à l'instar de nombreux membres du MLC, la communauté internationale se matérialise en des organes différents mais qui sont à chaque fois la cible d'accusations : Louis Michel du temps où celui-ci était ministre des affaires étrangères de la Belgique, la Monuc quand celle-ci s'est montrée plus visible, le CIAT pendant la transition et la CEI à l'approche des élections. Les propos d'un membre de la LINELIT sont révélateurs de ce que représente la figure de Louis Michel au Congo :

Ce qui s'est passé aux élections, les gens ont voté, c'est parce que la vraie opposition a été écartée de la course électorale. Par vraie opposition, j'entends l'opposition politique non armée. Ils n'ont pas participé aux élections parce qu'ils étaient en contradiction avec la communauté internationale et plus précisément Louis Michel, c'est Louis Michel qui est le parrain de ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui. Il s'est présenté comme l'Union européenne or ce n'est pas vrai. Donc là, c'est un autre problème²³³.

Cependant, la Monuc et dans une moindre mesure, l'EUFOR sont les organes qui font le plus souvent l'objet de griefs de la part des membres du MLC dans le sens où ils sont considérés comme des acteurs politico-militaires à part entière. Leur action ou plutôt leur « inaction » lors des événements d'août 2006 est dénoncée par les membres du MLC, comme on peut le remarquer à travers le témoignage de ce cadre du mouvement

²³¹ L'abbé Apollinaire Malu Malu est le président de la Commission Electorale Indépendante

²³² Entretien avec Joseph Muteba, le 23 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

²³³ Entretien avec Marcel Mumba le 8 mars 2007 au siège de la LINELIT à Kinshasa

Mon interlocuteur évoque les événements du mois d'août 2006 et plus précisément l'intervention de chars d'assaut contre le siège du MLC

M : Très bien. Ceci dit, des chars en plein centre ville, cela ne passe pas inaperçu. J'ai pu me balader en ville et j'ai vu des éléments de la MONUC placés aux carrefours importants. Que pensez vous de leur action, qu'ont-ils fait ?

A : Comme d'habitude. Ce n'était pas la première fois que nous vivions de telles choses. Il y a des échauffourées en pleine ville et la MONUC ne bouge pas. C'est de l'inaction, pas complice directement, mais que je peux considérer comme étant une incapacité de pouvoir affronter directement un problème. C'est comme dans un ménage, quand la femme vient poser un problème à son mari en disant que les enfants n'ont plus ceci, n'ont plus cela et que le mari, au lieu de donner l'argent dit « on va voir » et qu'il s'éclipse. C'est ça, c'est comme ça que je considère l'action de la MONUC.

M : Pensez-vous que la MONUC a été neutre dans cette affaire ?

A : La neutralité, non. La neutralité non. Ce que je dis, lorsque l'on parle d'inaction, pas complice mais irresponsable²³⁴

La Monuc qui est au départ une simple mission d'observation, doit faire face à une situation qui devient rapidement intenable pour elle eu égard au caractère structurel de la violence dans le pays. En octobre 2001, la Monuc est autorisée à « utiliser la force pour la protection des populations civiles menacées », mais l'année 2005 marque un nouveau tournant. Suite à l'assassinat de plusieurs casques bleus à l'Est du pays, la Monuc devient plus active²³⁵. Depuis, l'action des casques bleus en République Démocratique du Congo oscille entre une « doctrine de l'engagement minimum » qui se caractérise par un rôle de « dissuasion passive » et des actions militaires plus concrètes.

L'EUFOR est la cinquième opération militaire menée par l'Union européenne et la deuxième en République Démocratique du Congo après l'opération Artémis en 2003²³⁶. Cette opération a été lancée après une décision du Conseil européen le 12 juin 2006 pour soutenir la Monuc pendant le processus électoral. Composée de 2400 hommes, ses missions sont d'assurer sa visibilité et sa crédibilité de manière à dissuader « tous ceux qui auraient été tentés de nuire au bon déroulement du processus électoral » et de rassurer la population²³⁷. L'EUFOR est intervenue les 21 et 22 août 2006 pendant les affrontements qui ont fait un bilan officiel de 23 morts et 40 blessés. Cette opération militaire est conçue comme le

²³⁴ Entretien avec Augustin Baharanyi le 16 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

²³⁵ Jean-Claude WILLAME, « La difficile normalisation en RDC : Retour à Machiavel », in *Humanitaire*, n° 16, printemps 2007, pp.32-39, p.34

²³⁶ De juin à septembre 2003, l'Union européenne a déployé une force militaire d'interposition en Ituri pour mettre un terme aux affrontements récurrents entre milices hema et lendu

²³⁷ Christian DAMAY, « La contribution de l'UE à la sécurité du processus électoral en RDC », in *Les Cahiers de Mars*, n°191, 1er trimestre 2007, pp.89-92, p.89

prolongement de l'action politique de l'Union européenne. Cependant l'EUFOR semble d'abord répondre à des objectifs de consolidation de la PESD (Politique Européenne de Sécurité et de Défense), la République Démocratique du Congo s'apparentant à un laboratoire d'expérimentation.

Plusieurs membres du mouvement ont dénoncé son action lors des événements du mois d'août 2006. Le survol à cette occasion de ses hélicoptères au-dessus de la résidence de Jean-Pierre Bemba a été perçue par les membres du MLC un comme parti pris explicite pour Joseph Kabila.

Cependant, cette aversion envers la communauté internationale est à inscrire dans le contexte plus large de la perception de celle-ci en République Démocratique du Congo.

2. L'intériorisation populaire du poids de la communauté internationale sur le leadership congolais

La colonisation belge, l'assassinat de Patrice Lumumba ainsi que les trente deux années du régime de Mobutu ont fortement ancré dans l'imaginaire collectif congolais l'idée que le pouvoir en place à Kinshasa dépend du bon vouloir de la communauté internationale. Le système de la transition « sous perfusion » de la communauté internationale a contribué à renforcer cette impression. En effet, le CIAT est un acteur à part entière de la transition et la plus grande partie du budget de l'Etat congolais dépend de financements extérieurs. Or, selon une logique intériorisée par les Congolais, celui qui « libère l'argent » détient le pouvoir.

La transition entendait instaurer un nouvel ordre politique qui bannirait les pratiques en vigueur sous les régimes précédents. Sont principalement visées ici, les soutiens à des régimes abhorrés et autres pratiques relevant du clientélisme international. Cependant, ce changement des normes et des valeurs semble n'avoir pas eu lieu à entendre le témoignage d'un observateur de la vie politique de la vie congolaise membre de la Ligue Nationale pour des Elections Libres et Transparentes (LINELIT). Les méthodes resteraient sensiblement identiques avec l'addition d'un management électoral :

Ce n'est pas pour plaire à quelque un mais il faut dire la vérité. La communauté internationale a fait ces élections comme un business politique, ça je vous le dit. Et le patron de ce business, c'est Louis Michel. Il y a eu des partis qui ont été exclus de l'élection. Ces partis ont été exclus d'abord parce qu'il y a eu une course d'obstacles posée à certains partis pour qu'ils n'arrivent pas aux élections. On refuse de vous reconnaître, de vous laisser participer à un recensement, à la gestion de la transition. Donc il y a eu beaucoup de choses. A tel point que ces partis se

sentaient mal à l'aise. Il faut lire les documents publiés par le patron de l'Union européenne à Kinshasa. Il a dit tout, « nous avons réussi à écarter tel parti de la course électorale ». Ce n'est pas moi qui le dis. L'UDPS et ses alliés ont été écartés de la gestion de la transition pour prendre les cadres comme Zahidi N'Goma que la France avait présenté. Zahidi N'Goma, c'est pour la France. Après avoir écarté, on a organisé le recensement, comme il y a des partis dominants, des partis aimés par la population, dans les fiefs électoraux de ces partis, on a diminué le nombre des électeurs, du point de vue statistique. Ils ont utilisé des statisticiens qui pouvaient présenter des choses acceptables, mais pour quelqu'un qui connaît la statistique, ça saute aux yeux que c'est faux. Les responsables, ce sont la CEI et la communauté internationale qui sont à l'origine de tout cela, les élections n'étaient pas démocratiques.

On a ramené des observateurs de l'étranger, mais c'était des observateurs envoyés par l'Union européenne. En fait ces observateurs étaient invités par le gouvernement qui avait financé leur observation. C'est l'UE qui leur donnait l'argent et on leur donnait un mot d'ordre, il faut soutenir le pouvoir en place, ça, nous le savons. Le peuple congolais en général considère ces élections comme des élections européennes et non pas comme des élections congolaises, donc même les résultats qui sont sortis sont des résultats européens.

M : Pourquoi ont-ils fait cela à votre avis ?

MM : Ce sont des intérêts politiques qui jouaient. Ce sont des intérêts politiques. Vous savez que notre pays est considéré comme un éléphant à qui on enlève les poils et les poils poussent sur le plan de la richesse. C'est le plus grand pays d'Afrique, essentiel pour la géopolitique du monde entier. Nous avons neuf frontières avec les pays limitrophes. Nous sommes à une place stratégique, nous avons des ressources minérales que l'on ne trouve nulle part ailleurs. La communauté internationale pense que c'est à partir de ces minerais que l'on peut faire avancer la technologie, la science mais c'est mal exploité, la population qui est là, c'est une population pauvre, ça il faut reconnaître. Donc, tant que vous êtes riches et que vos frères sont pauvres, vos frères ne vont pas vous laisser tranquille, ils seront toujours avec vous et tant que nous sommes riches, les pays voisins ne vont pas nous laisser, les Occidentaux ne vont pas nous laisser. Puisque l'Occident est toujours à la recherche de nouvelles matières que l'on trouve chez nous. Et ce, depuis la colonisation. Notre pays, c'est comme une belle femme, tous les hommes seront derrière. C'est ça, notre pays²³⁸.

Cette logique qui fait de la communauté internationale l'instance qui fait ou défait les régimes en place à Kinshasa a également imprégné l'état d'esprit des membres du MLC, à tel point que des cadres du parti s'approprient à orienter leur stratégie en tenant compte de cette donnée primordiale comme nous le montrent le témoignage de deux d'entre eux :

Les Congolais ne sont pas convaincus, dans leur tête, ils se disent « bon, c'est quelqu'un qu'on nous a imposé, par la communauté internationale pour des raisons facilement devinables²³⁹ ».

Rien ne nous forçait à aller à Sun City. Mais c'est la bonne foi, la bonne volonté de Bemba pour que la paix revienne. C'est un grand homme. Mais on n'a pas assez fait pour qu'il soit plus connu et reconnu à l'étranger. C'est là-dessus que l'on doit maintenant agir²⁴⁰.

Ces témoignages peuvent s'apparenter à des aveux d'impuissance de la part des

²³⁸ Entretien avec Marcel Mumba le 8 mars 2007 au siège de la LINELIT à Kinshasa

²³⁹ Mon interlocuteur fait référence ici à Joseph Kabila

²⁴⁰ Entretien avec Augustin Baharanyi le 2 mars 2007 au siège du MLC à Kinshasa

cadres du mouvement. Dans un sens, quelle qu'ait été leur stratégie durant les élections, elle n'aurait eu que peu d'effet dans les urnes étant donné le parti pris de la communauté internationale à leurs yeux pour Joseph Kabila, dont l'élection se serait jouée à un niveau autre que celui des urnes. L'évocation de la partialité supposée de la communauté internationale permet également aux cadres du mouvement de se dédouaner, rejetant ainsi la responsabilité de la défaite aux élections sur la communauté internationale.

La reconversion formelle du MLC en parti politique a entraîné de profondes modifications de sa structure organisationnelle. Tout en procédant à un maillage étroit du territoire national²⁴¹ avec la création d'organes provinciaux et locaux, le MLC s'est doté de tous les attributs formels « d'un parti politique moderne ». Le mouvement a par ailleurs fait montre d'une volonté de développement des capacités d'expertise en élargissant son recrutement à des cadres venus d'horizons nouveaux, même si Jean-Pierre Bemba revendique plus ouvertement à présent l'héritage mobutiste, par calcul politique. Il veut par ailleurs inscrire son mouvement dans une certaine continuité historique établissant un lien entre l'action des pères de l'indépendance et l'action du mouvement. Toujours dans l'optique de montrer l'image « d'un mouvement moderne », le MLC a pleinement investi l'espace médiatique, notamment au moyen des deux chaînes de télévision de Jean-Pierre Bemba. Cependant, dans un contexte politique tendu où les différents médias peuvent difficilement trouver des ressources en dehors des diverses mouvances politiques, ces médias tendent à devenir la cible d'actions violentes et les nouveaux acteurs d'un combat politique qui s'est en partie déplacé dans la sphère médiatique. Si le parti a connu des changements d'ordre organisationnel, il est difficile de tirer une conclusion quant à de tels changements dans le mode de domination du leader au sein du mouvement. Le passé d'homme d'affaires de Jean-Pierre Bemba, ainsi que les compétences qu'il a pu acquérir avant d'entreprendre la lutte armée, ont pu lui permettre d'asseoir son influence au sein du mouvement. Mais ce sont les qualités intrinsèquement liées à sa personne, telles qu'elles sont perçues par les membres du mouvement, qui ont contribué à l'édification d'une domination de type charismatique au sein du mouvement. Ceci dit, la base du mouvement ne demeure pas atone face à l'action des cadres du MLC. Ceux-ci sont constamment soumis au regard des éléments de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, groupe qui peut s'apparenter, toutes proportions gardées, à

²⁴¹ Il convient également de noter que le MLC dispose de structures représentatives à l'étranger, les plus importantes se trouvant en Belgique et en France.

une sorte de « contre pouvoir populaire » à l'égard de l'action des cadres au sein du mouvement. Enfin, le MLC fait preuve d'une certaine aversion envers la communauté internationale eu égard aux résultats des élections et à la perception des organes militaires de celle-ci. En effet, la Monuc ou encore l'Eufor sont perçues comme des acteurs politico-militaires à part entière, qui soutiennent toutefois Kabila.

La reconversion formelle du MLC en parti politique, qui a pu s'accompagner de la transformation de ses statuts et de sa stratégie communicationnelle, est marquée par la permanence de certaines de ses caractéristiques. Cependant, son intégration dans un gouvernement de transition implique pour celui-ci une refonte de ses tâches. Le MLC est désormais confronté à l'exercice de fonctions gouvernementales à l'échelle nationale. Ceci dit, de par le caractère pluriel du champ politique dans lequel le MLC est désormais amené à évoluer, celui-ci doit procéder à une redéfinition de ses rapports avec les autres mouvances politiques.

Chapitre III. De l'Equateur à la République Démocratique du Congo, le MLC dans un contexte spatial modifié : intégration, recomposition et socialisation

Le MLC, maintenant devenu « un parti politique légal », est intégré dans un gouvernement de transition, au même titre que les principaux mouvements insurrectionnels. Le cadre de ce gouvernement hétéroclite est représenté par la nouvelle structure institutionnelle du système politique. Toutefois, c'est la perception de ces nouvelles institutions par les acteurs politiques que sont les cadres du MLC qui va orienter leurs actions. Par ailleurs, ce nouveau mode de fonctionnement institutionnel implique un profond bouleversement de la composition sociologique des anciens mouvements rebelles, ceux-ci devant se défaire de leur aile militaire. Enfin, ces mutations institutionnelles nécessitent une redéfinition des rapports que le MLC entretient avec les autres composantes politiques.

A. Le MLC dans l'arène politique

Les Accords de Sun City qui marquent les débuts de la transition sont porteurs de plusieurs incohérences. Selon Jean-Claude Wilamme : ceux-ci sont caractérisés par « un chevauchement de la ligne de démarcation entre la sphère du système politique et celle de la société civile, ils instaurent un système de transition sans opposition ni majorité, c'est en quelque sorte un système inclusif où tout le monde est partie prenante du pouvoir »²⁴².

Le système démocratique qu'entend promouvoir cette Constitution de la transition n'est guère celui qui obéit à la règle de la majorité numérique, mais à celle plus diffuse confédérant une pluralité de pouvoirs dans le but de faire participer tous les acteurs en présence à l'exercice des fonctions publiques²⁴³.

Les vice présidents n'ont pas qu'un rôle honorifique comme dans certaines

²⁴² Jean Claude WILLAME, « L'Accord de Lusaka... », *op.cit.*, p.157

²⁴³ Ferdinand MUHIGIRWA (dir.) *Les dimensions socio-économiques et politico-militaires de la Constitution de la transition*, Kinshasa, Publications du CEPAS (Centre d'Etudes Pour l'Action Sociale), 2003, p.79

démocraties, ils sont titulaires de portefeuilles névralgiques, le MLC est en charge des finances et de l'économie. Cependant, il semble que les différents protagonistes se soient appropriés ces institutions. En effet, le MLC, à l'instar des autres composantes de la transition perçoit d'une manière particulière le rôle des institutions de la transition. Par ailleurs, la période de la transition a été marquée par les craintes des différents protagonistes quant à l'existence éventuelle de projets post électoraux cachés de la part de leurs adversaires. Ceci amènera donc à poser la question de l'acceptation par les acteurs politiques des institutions comme seule source d'autorité légitime.

1. La perception par le MLC du fonctionnement institutionnel

La rénovation des institutions politiques est un enjeu central du conflit et de la reconstruction post-conflit. Dans un contexte marqué par la redéfinition de la légitimation des institutions et pour notre objet, la transformation du MLC en parti politique se fait dans un environnement imprimé par une vaste réforme institutionnelle allant dans le sens d'une acceptation du pluralisme politique.

Selon David Garibay, de nombreuses analyses anglo-saxonnes, souvent inspirées du néo-institutionnalisme mettent l'accent sur le calcul rationnel des acteurs, le comportement des acteurs serait lié à leur évaluation de la modification du contexte institutionnel dans lequel ils seront appelés à évoluer, ce comportement se traduirait par une analyse des coûts du conflit et des coûts de la compétition²⁴⁴. Ces nouvelles institutions sont censées servir de lieux d'échange, de régulation et de redéfinition des normes et des valeurs²⁴⁵.

Selon Thierry Vircoulon, « la transition démocratique représente le temps de mise en place de l'infrastructure institutionnelle de la démocratie et de l'émergence d'une gouvernance plus normée »²⁴⁶, en République Démocratique du Congo, cette transition est marquée par des résistances aux pratiques de bonne gouvernance. La transition a permis d'atténuer les tensions entre les ex-belligérants mais un des objectifs prioritaires n'a pas été atteint : la restauration de l'autorité de l'Etat²⁴⁷. En République Démocratique du Congo, l'antagonisme des différentes parties a été renforcé pendant la transition, à tel point que cette

²⁴⁴ David Garibay, *Des armes aux urnes...* *op.cit.*, p.152

²⁴⁵ Béatrice POULIGNY, « Promoting Democratic Institutions in Post-Conflict Societies : Giving Diversity a Chance », in *International Peacekeeping*, vol.7 n°3, automne 2000, pp.17-36, p.28

²⁴⁶ Thierry VIRCOULON, « RDC : la démocratie sans démocrates... » *op.cit.* , p.574

²⁴⁷ Jean-François HUGO, « Les ferments d'instabilité en République Démocratique du Congo », in *Les Cahiers de Mars*, n°191, 1er trimestre 2007, pp.39-42, p.39

période s'apparente à une sorte de « paix armée ».

Cette transition est de nature à rendre difficile et inefficace l'exercice du pouvoir exécutif, c'est-à-dire la mise en application des décisions et des lois votées par le Parlement. Ici, chaque vice-présidence tend à se constituer en une instance de décision, le fonctionnement des institutions est gêné par les tractations de couloir, les intérêts politiques divergents. Plus généralement, les débats et tractations ont principalement porté sur le partage du pouvoir et des entreprises publiques.

A tous les points de vue, ces institutions ont été dans la plupart des cas « détournées » de leur vocation d'origine, chaque membre oeuvrant d'abord pour le compte de la composante dont il est issu. C'est même ce que l'on attend d'eux au sein de ces différentes parties, le travail « formel », s'inscrivant dans l'agenda des missions classiques de tel ou tel ministère étant vu comme souhaitable mais secondaire. Le témoignage de celui qui fut vice ministre de la défense dans le gouvernement de la transition vient étayer nos propos :

A : En ce qui concerne la diplomatie en général, je peux dire que nous avons « raté le train ». Puisqu'en fait depuis le début de la transition, nous avons bénéficié du poste du ministère des affaires étrangères mais cela ne nous a pas été bénéfique car tous les ministres qui se sont succédé à ce poste n'ont pas pu saisir cette chance qui nous a été accordée pour que l'on puisse vendre l'image du parti et de son président Jean-Pierre Bemba. Je prends l'exemple du premier ministre des affaires étrangères de la transition, c'était Antoine Ghonda, c'était un espion, un infiltré et il travaillé beaucoup plus pour l'autre camp que pour notre camp. Cela a duré environ une année. Celui qui l'a remplacé, Ramasani Baya, je ne peux pas dire qu'il a failli à sa mission mais il est beaucoup plus technocrate et la diplomatie en soi et les contacts avec l'extérieur pour que l'on puisse vendre l'image du MLC, l'image du Président Jean-Pierre Bemba n'ont pas été efficace. Le contact n'a pas été satisfaisant à cent pour cent pour autant que toutes les missions qu'il a effectué étaient pour le compte de la République, ce qui est bien et avec ça pour le compte du Président de la République, Joseph Kabila. Toutes les fois où il s'est déplacé, il ne pouvait pas le faire en tant que militant du MLC en disant que « non, il arrive en force, il arrive en Belgique, il commence à parler de Jean-Pierre Bemba ». Il peut peut-être parler de Jean-Pierre Bemba « en couloir » mais sa mission primordiale, c'était la diplomatie de la RDC, vous comprenez.

C'est là que je dis que nous avons raté le train, mais il y a quand même certains cadres de chez nous qui faisaient des déplacements et qui parlaient de Jean-Pierre Bemba. Ce n'était pas suffisant et c'est-ce qui nous a mis en porte à faux avec la communauté internationale.²⁴⁸

L'agenda sous jacent des composantes membres des institutions de la transition semble être tout entier tourné vers les élections. Celles-ci représentent le point de focale des participants à ces institutions et toutes les actions entreprises le sont en fonction des échéances électorales. Les postes occupés au sein de ces institutions doivent donc d'abord bénéficier aux partis politiques, c'est du moins ce que les cadres du MLC attendaient, comme l'indique un

²⁴⁸ Entretien avec Augustin Baharanyi le 16 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

cadre du mouvement :

Vous savez, il y a des gens qui lui²⁴⁹ ont promis des victoires dans leurs fiefs d'origine et eux ils étaient pas élus, hein. Il y a des gens qui ont eu tout du parti, certains lui disaient : « chez moi, vous serez élus à 100 % ». Ils ne se sont même pas fait élire député. Il y a des gens qui ont eu tout du parti et en retour, le parti n'a pas eu de contrepartie, en termes électoraux. Quand vous avez été ministre pendant quatre ans, que le parti vous a tout donné, cela suppose que pendant quatre ans vous avez travaillé dans votre fief pour faire élire Jean-Pierre Bemba et vous-même. Et quand vous-même, vous n'arrivez pas à vous faire élire et que le Président dans votre fief n'obtient que 15 % ou 10 % ou même moins pour le cas de l'ex-Kivu, on vous regarde comme ça, on vous regarde dans les yeux, « qu'avez-vous fait de tout ce que le parti vous a donné ? »²⁵⁰.

Certains membres du mouvement ont apparemment bien intégré cette logique et ont su profiter de l'occasion qui leur avait été donnée d'occuper un siège au sein du gouvernement de transition. Leur action se caractérise par l'utilisation des moyens mis à leur disposition dans le cadre de leur fonction pour servir des ambitions personnelles. Un cadre du mouvement prend l'exemple d'un membre du MLC qui a su mettre à profit sa fonction gouvernementale antérieure :

M : D'autres généraux du MLC ont opté pour une carrière politique...Mohamed Bule²⁵¹ par exemple...

A : Oui...En fait, Mohamed Bule a d'abord été nommé vice ministre de la défense, il faisait partie des FAZ. Vu son âge, il a bien joué, il a pu voir du pays et avoir beaucoup de missions parce que toutes ses missions, il les a focalisées dans sa province d'origine, la Province orientale. Et c'est ainsi qu'il a posé des actes sociaux, il a construit des ponts, il a ouvert des routes, et ça, ça a fait de lui un géant de la Province orientale. Il a posé des actes concrets, il a bien vendu l'image de Jean-Pierre Bemba et il a pu avoir des assises en prévision des échéances électorales et c'est ainsi qu'il a battu tout le monde là bas et qu'il est député aujourd'hui²⁵².

Si les institutions de la transition semblent avoir fonctionné pour le compte des différentes composantes, nous avons pu voir l'importance des échéances électorales aux yeux des acteurs concernés. Plus généralement, au-delà de leur rôle théorique, à l'aune de ces témoignages, on peut être en mesure d'affirmer que les institutions de la transition semblent remplir trois objectifs pour les cadres du MLC : vendre l'image du parti, permettre à Jean-Pierre Bemba d'accéder à la magistrature suprême et permettre aux titulaires de ces fonctions

²⁴⁹ Mon interlocuteur fait référence à Jean-Pierre Bemba

²⁵⁰ Entretien avec Joseph Muteba, le 23 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

²⁵¹ J'ai rencontré M. Bule au siège de la Cour suprême à Kinshasa. Il se trouvait en ce lieu car son élection en tant que député de la Province orientale faisait l'objet d'un recours de la part d'un des autres candidats. Alors que la décision n'avait donc toujours pas été prononcée, la carte de visite qu'il m'a remis le présentait déjà en tant que « député national ». Alors qu'une entrevue plus formelle était prévue avec lui, M. Bule m'a poliment éconduit quelques jours plus tard en prétextant que « d'autres personnes étaient plus aptes que lui à me parler ».

gouvernementales d'obtenir un siège au Parlement.

Cependant, à côté d'un « agenda officiel », certains observateurs avancent l'idée de l'existence de projets moins avouables.

2. Des agendas post-électorales cachés ?

Dans un contexte de transition marqué par une défiance entre les différentes mouvances politiques et des regains de violence épisodiques, les mouvements récemment devenus parti politique prennent des décisions stratégiques en fonction de considérations d'intérêts de sécurité à court terme et de leurs interactions avec les rivaux²⁵³. Comme nous l'avons vu, la période de la transition en République Démocratique du Congo a été synonyme de « préparation des élections » pour les différentes parties. Cependant, « l'incertitude » inhérente à des élections « démocratiques » semble être une source d'inquiétude pour les composantes politiques, en particulier pour le PPRD et le MLC. Comme nous le rappelle Terrence Lyons, le fait qu'un mouvement rebelle reprenne les armes après une élection ne dépend pas de son score aux élections mais du degré de potentiel de forces²⁵⁴ (l'UNITA en Angola avait obtenu de meilleurs résultats aux élections de 1992 par rapport à la RENAMO au Mozambique mais a tout de même repris la lutte armée contrairement à la RENAMO).

Plusieurs éléments peuvent laisser croire que les différentes parties en présence prévoient une action armée en cas de défaite aux élections. Ces suspicions vont imprimer le contexte politique de la transition et ces accusations « d'agendas post-électorales dissimulés » vont plus particulièrement viser le MLC, notamment en raison de la réticence du mouvement à envoyer ses meilleures troupes dans le brassage des nouvelles FARDC. Nzanga Mobutu accusera Bemba d'avoir caché des armes pour reprendre la guerre en cas d'échec aux élections²⁵⁵. Cette accusation est loin d'être un cas isolé. Pour le PPRD de Joseph Kabila, la question ne se pose pas, car ce dernier, pour répondre à ce type d'accusations à son encontre, invoque le droit constitutionnel de disposer d'une garde présidentielle de plusieurs milliers d'hommes.

Ceci dit, dans l'esprit des membres du MLC, il ne fait pas l'ombre d'un doute que le GSSP attendait le déroulement des élections pour procéder à l'élimination physique de

²⁵² Entretien avec Augustin Baharanyi, le 3 mars 2007 au siège du MLC à Kinshasa

²⁵³ Terrence LYONS, « Post-Conflict Elections and The Process of Demilitarizing Politics : The Role of Electoral Administration », in *Democratization*, vol.11 n°3, juin 2004, pp.36-63, p.47

²⁵⁴ *Ibid.*, p.48

membres du mouvement et en premier lieu de son leader. Les évènements d'août 2006 et la rapidité avec laquelle a eu lieu l'attaque viennent étayer ces soupçons « d'agendas occultes ». Un cadre du mouvement, présent sur les lieux ce jour là, nous relate ces évènements :

Non loin de là, à quelques mètres du bureau de la MONUC, la rue qui mène aux galeries présidentielles étaient pleine de jeeps de la PIR. Et du côté du boulevard du 30 Juin, juste au niveau de la Grande Poste, il y avait aussi des véhicules de la PIR, à 100 mètres d'ici. Mais quelle coïncidence ! Au moment où le Président Jean-Pierre Bemba devait tenir son discours à la population, un tel déploiement de policiers au quatre coins du centre ville. Ils étaient au courant et ils savaient ce qu'ils allaient faire.

Quand il y a ces crépitements de balles, il n'y avait que quatre ou cinq militaires qui gardaient le siège du MLC et c'était une alerte. Et nous tous, cadres du parti, nous étions déjà là. Nous étions pris en quelque sorte en otage dans ce bâtiment et ça a duré deux heures et demi. Ils étaient en train de tirer sur le bâtiment vous avez pu voir les impacts de balles, il y avait même des chars qui sont entrés dans la danse, des chars de combat s'il vous plaît ! Un char doit d'abord tourner une heure pour qu'il chauffe et il faut encore une heure pour qu'il vienne de sa base jusqu'au siège. Il y a donc eu une préparation. Cependant, jusque là, personne ne connaît les tenants et les aboutissants. [...] Ce n'était pas seulement une provocation. Si c'était une simple provocation, il aurait pu s'arrêter au 20 août mais c'était des vies humaines qui étaient visées en commençant par Jean-Pierre Bemba lui-même. A l'instant où il voulait prononcer son discours à l'endroit de la population qui l'avait élu massivement pour attendre le deuxième tour, l'agression a commencé. Sans vous parler des dégâts que nous avons connu sur nos deux chaînes de télévision privées. Ce n'était pas seulement une provocation, c'était des vies humaines qui étaient en danger. Et nous cadres qui étions là, n'eut été la résistance des enfants, nous aurions tous été « zigouillés ». Ca, je vous l'ai dit, c'était ça le plan macabre²⁵⁶.

Ces soupçons ont contribué à renforcer la méfiance entre les différents acteurs et peuvent expliquer les réticences qu'éprouve Jean-Pierre Bemba à se défaire de sa garde rapprochée. Ces soupçons ont imprimé le contexte de la campagne électorale et ont connu une croissance exponentielle au fur et à mesure que les échéances électorales approchaient. Il est intéressant de noter que les pics de tension les plus importants ont eu lieu juste au moment de la proclamation des résultats du premier tour des élections présidentielles, avec les affrontements entre les forces de l'ordre et les éléments de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba. Ceci est révélateur d'une certaine volonté des différents protagonistes de ne pas compromettre leur crédibilité en se lançant dans une opération armée avant les élections. Plus généralement, avant cette échéance, les diverses manifestations de puissance militaire des acteurs politiques, qu'elles relèvent d'une stratégie rationnelle ou non, viennent mutuellement alimenter leurs craintes quant à l'existence d'agendas occultes.

²⁵⁵ Alphonse MAINDO, « De la lutte armée à la bataille électorale en RDC... », *op.cit.*

²⁵⁶ Entretien avec Augustin Baharanyi, le 16 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

3. La question de l'acceptation des institutions politiques comme seule source d'autorité légitime.

Dans les situations post-conflits, la question des institutions revêt une dimension particulière. Plusieurs études sur ce genre de situations mettent l'accent sur cette question car les institutions structurent la routine dans laquelle la coopération devient la norme²⁵⁷. Afin de promouvoir la représentation, il faut forger une « communauté politique qui surpasserait les divisions passées, avec les ennemis d'hier »²⁵⁸. L'échec de cette reconstruction peut replonger le pays dans la violence. La restauration de l'autorité de l'Etat, qui est une préoccupation récurrente en République Démocratique du Congo dépend de la « demande intérieure d'institutions »²⁵⁹.

Si David Garibay souligne à juste titre la perméabilité qui existe entre l'action institutionnelle et la lutte insurrectionnelle dans ce type de contexte²⁶⁰, il semble nécessaire de « démilitariser la politique ». Ce qui implique « la construction de normes et d'institutions qui peuvent faire un pont entre les structures du temps de la guerre basées sur la violence, la prédation et la peur à des arrangements basés sur la sécurité et la confiance qui peuvent soutenir la paix et la démocratie »²⁶¹.

Les précédents, les normes, les attentes et les institutions créées ou issues de la période de transition vont former le contexte des élections post-conflit. Les composantes de la transition doivent donc percevoir l'intérêt commun qu'ils ont à marginaliser les pratiques extrémistes.

Les Commissions Electorales Indépendantes représentent un enjeu central dans les contextes post-conflit. La perception de cette institution au Congo peut donc être à plusieurs titres révélatrice de l'acceptation des institutions politiques comme seule source d'autorité légitime. Cet enjeu est en général bien intégré par les protagonistes. Seulement, dans un contexte de défiance, les composantes politiques ne cachent pas leurs inquiétudes quant à la « capture » cette institution par l'un ou l'autre des candidats. La CEI entreprend une démarche délicate car le moindre accroc peut menacer non seulement les élections mais le processus de paix dans son ensemble.

²⁵⁷ Benjamin REILLY, « Post-Conflict Elections : Constraints and Dangers... », *op.cit.*, p.137

²⁵⁸ Rama MANI, « Rebuilding an Inclusive Political Community After War », in *Security Dialogue*, vol.36 n°4, décembre 2005, pp.511-527, p.513

²⁵⁹ Thierry VIRCOULON, « République Démocratique du Congo : la démocratie sans démocrates... », *op.cit.*, p.580

²⁶⁰ David GARIBAY, *Des armes aux urnes...op.cit.*, p.22

²⁶¹ Terrence LYONS, « Post-Conflict Elections... », *op.cit.*, p.38

Jean-Pierre Bemba ainsi que les membres du MLC émettent de sérieuses réserves quant à l'impartialité de la CEI. A propos de l'énonciation partielle des résultats par la CEI, Jean-Pierre Bemba considère que le comportement de cette institution « jette un doute sérieux sur l'impartialité, donc sur la crédibilité de la CEI ». Pour les membres du MLC, il y a eu un « gonflement du taux de participation de la population au second tour de l'élection présidentielle, notamment dans les provinces de l'Est du pays ». La CEI « abuse de la bonne foi de Jean-Pierre Bemba », elle a « manipulé à sa guise les résultats du second tour de l'élection présidentielle dans le but d'améliorer le score du candidat Joseph Kabila »[...] « L'UN n'acceptera pas un hold up électoral visant à voler au peuple congolais sa victoire »²⁶².

Les artisans de la démocratie au Congo sont depuis bien longtemps conscients de cet état de fait et ont tenté d'intégrer les deux candidats victorieux au premier tour dans des instances de concertation. Entre les deux tours, pour éviter que ne se renouvellent les événements d'août 2006, la CEI sert de cadre de concertation ainsi que la division électorale de la Monuc, qui a mis en place des rencontres entre les mandataires des deux candidats. Ce cadre a été institué le 18 septembre 2006, 7 rencontres ont eu lieu entre le 20 septembre et le 26 octobre²⁶³.

Les institutions du pays, et spécialement les institutions en lien avec les élections tendent en quelque sorte à être prises en otage par les différents protagonistes. Ainsi, après la proclamation des résultats du premier tour de l'élection présidentielle en août 2006, des affrontements entre des éléments de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba et des membres de la garde présidentielle ont eu lieu près de la cour suprême de justice à Kinshasa. A cette occasion, le bâtiment a été incendié. Un cadre du MLC nous expose sa vision de ces événements :

M : D'accord. J'avais une autre interrogation. J'ai été faire un tour hier du côté des locaux provisoires de la Cour Suprême où se déroulait une audience. Il y a également eu des troubles importants à cet endroit, que s'est-il passé ?

A : J'étais déjà membre du gouvernement à cette époque, j'étais en réunion avec mon vice-président, je faisais partie de la commission défense et sécurité. Tout à coup, on a entendu des crépitements de balles. Et c'est la PIR, tout le monde le sait, qui a incendié la Cour Suprême de justice. Qu'on nous ne trompe pas. L'avocate, Maître Marie-Thérèse Landu²⁶⁴ n'a pas eu de

²⁶² Déclaration politique de l'Union pour la Nation, Kinshasa, le 14 novembre 2006

²⁶³ Moktar LAM, « Rapport de mission sur le rôle des partis politiques dans le processus électoral en République Démocratique du Congo », Kinshasa, novembre 2006, p.9. Moktar Lam est chargé des relations avec les partis politiques au sein de la CEI

²⁶⁴ Maître Marie-Thérèse Landu était candidate à l'élection présidentielle. En novembre 2006, alors qu'elle est chargée de défendre le recours déposé par Jean-Pierre Bemba, elle est accusée d'une « prise de commandement à

chance, elle s'est retrouvée au mauvais endroit au mauvais moment et on l'a accusée de détenir des grenades, dans sa jeep, elle a voulu intoxiquer les militants de l'Union pour la Nation (l'UN). Tout le monde sait que c'est la PIR, les militants du MLC n'étaient pas impliqués. Nous attendions en plus un arrêt en notre faveur. Qui pouvait donc avoir un intérêt à brûler le bâtiment ? C'était l'autre camp qui était déçu des résultats du premier tour. Il y a beaucoup de choses qui se sont passées sur lesquelles je ne souhaite pas revenir ici mais qui sont choquantes, qui sont choquantes. Ca, c'était vouloir faire disparaître les traces et bon... Nous avons attendu, nous avons attendu et vous comprenez, nous nous sommes pliés aux décisions de la Cour²⁶⁵.

La CEI et la Cour Suprême sont loin d'être les seules institutions à faire l'objet de contestations. Le titulaire de la première d'entre elles, Joseph Kabila continue être considéré par les membres du MLC comme illégitime à occuper cette fonction. Plusieurs cadres du mouvement remettent explicitement en cause le droit de Kabila à les gouverner²⁶⁶. Pour les membres du MLC, Kabila n'est que le dirigeant d'une composante rebelle parmi d'autres. De ce fait, il n'est pas plus légitime que les autres à occuper la fonction présidentielle, et ce, malgré l'éventuelle légitimité qu'il peut avoir tirée des urnes.

Les institutions de la transition, censées être porteuses d'un ordre politique nouveau ont en quelque sorte fait l'objet d'une appropriation par le MLC, au même titre que les autres composantes. L'action des membres du MLC titulaires de fonctions gouvernementales s'inscrit donc dans le contexte plus vaste d'une perception subjective des institutions. Celles-ci doivent d'abord servir les partis et leur action s'articule autour d'enjeux électoraux. Par ailleurs, étant donné la méfiance qui caractérise les relations que le MLC peut entretenir avec les autres composantes et principalement la mouvance présidentielle, les membres du MLC expriment de vives craintes concernant un projet visant à « éliminer le leader et son parti ». Ces craintes, qui sont partagées par d'autres composantes, sont alimentées par la prolifération d'hommes en armes, principalement à Kinshasa. Les troubles récurrents sont également révélateurs de la non reconnaissance de l'autorité légitime des institutions. Ainsi, de nombreux membres du MLC ne reconnaissent pas la légitimité du Président Kabila, malgré la position officielle du mouvement. Le MLC remet en cause également l'indépendance de certaines institutions. Ce dernier point peut sembler paradoxal tant les témoignages précédents ont pu montrer la volonté du mouvement d'orienter l'action des institutions dans le sens de leurs intérêts.

la tête d'un mouvement insurrectionnel » lors de la manifestation du 21 novembre 2006 qui a provoqué l'incendie de la Cour suprême. Arrêtée et incarcérée, elle est libérée en mai 2007 faute de preuves.

²⁶⁵ Entretien avec Augustin Baharanyi le 16 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

²⁶⁶ Thomas Luhaka, lors d'une réunion avec des membres du MLC en France, banlieue parisienne, février 2007

L'intégration du MLC dans les institutions de la transition s'est effectuée en parallèle à une démobilisation des forces combattantes et à un vaste mouvement de départ de cadres du parti, mouvement corrélé à l'adhésion de nouveaux cadres.

B. Reversions, défections et adhésions

La transformation du MLC en parti politique a eu des effets importants sur sa composition sociologique, avec une baisse de la composante militaire, accompagnée de l'arrivée de nouveaux cadres. Cependant, cette reconversion a eu également des conséquences sur la direction du mouvement avec le départ de plusieurs membres importants.

1. Le MLC face au processus d'intégration des anciens combattants dans les FARDC

Comme nous l'avons mentionné précédemment, la reconversion d'un mouvement de guérilla en un parti politique suppose que les anciens combattants de ce mouvement soient démobilisés, qu'ils réintègrent la vie civile ou qu'ils soient reversés dans une « nouvelle armée nationale ».

La démobilisation consiste à ôter aux belligérants les moyens de recourir aux armes pour prévenir ou renverser un résultat électoral défavorable²⁶⁷. Processus complexe et multi varié, la démobilisation ne peut être réduite à un moment précisément circonscrit .

Des tensions sont inévitables dans de tels processus. Les ex-combattants ont tendance à s'identifier comme tels pendant une longue période après leur démobilisation²⁶⁸. Les traumatismes post-conflit peuvent expliquer une « fuite en avant » de la part de ces combattants.

Par ailleurs, ces processus de démobilisation sont soumis à des contraintes de temps, si le délai est trop important entre l'arrêt des combats et la démobilisation effective, les perspectives des anciens combattants courent le risque de s'effondrer, et ceux-ci peuvent être amenés à basculer dans la violence (comme le 25 octobre 2005 quand ont eu lieu des attaques de bureaux de la CONADER dans le Sud Kivu et dans le Kasai oriental par des ex-soldats qui

²⁶⁷ Roland MARCHAL et Christine MESSIANT, *Les chemins de la guerre et de la paix... op.cit.*, p.82

²⁶⁸ Kees KINGMA, « Demobilization, Reintegration and Peace Building in Africa », in Edward NEWMAN and Albrecht SCHNABEL (eds.), *Recovering from. Civil Conflict, Reconciliation, Peace and Development*, London, Franck Cass Publishers, 2003, pp.181-201 p.192

réclamaient plusieurs mois d'arriérés de soldes²⁶⁹).

En République Démocratique du Congo, la nouvelle armée intégrée n'existe que sur le papier, sur douze brigades brassées, deux ou trois seulement ont été formées, beaucoup d'éléments demeurent non casernés, livrés à eux-mêmes²⁷⁰.

Comme nous le rappelle Kees Kingma, le progrès et l'impact d'une démobilisation dépendent de l'environnement politique et institutionnel²⁷¹. Or, la restauration étatique en République Démocratique du Congo tranche par son inachèvement, le problème principal demeurant la mauvaise volonté des acteurs. Les signataires des Accords de Sun City rechignent à se voir privés de leur force de frappe. Beaucoup d'entre eux ont eu tendance à surévaluer les effectifs à brasser. La répartition du pouvoir militaire entre les différentes composantes demeure un problème récurrent. Par ailleurs, même en ce qui concerne les éléments déjà brassés, les anciens belligérants se sont efforcés de maintenir des chaînes de commandement parallèle.

La démobilisation revêt en outre une dimension politique essentielle, elle est révélatrice de la volonté des anciennes factions armées belligérantes à jouer véritablement le jeu de l'intégration, c'est-à-dire de la rupture avec les intérêts et les objectifs partisans. Elle permet de jauger la volonté des parties à ne plus s'adonner à l'utilisation politicienne et partisane des hommes en armes²⁷².

Terrence Lyons insiste également sur la nécessité de « démilitariser la politique » durant la transition (période qui va du cessez-le-feu aux élections), car si ce n'est pas le cas, les organisations les plus puissantes durant la guerre peuvent exploiter les craintes des électeurs et faire de bons scores²⁷³.

Plus généralement, le désarmement est un enjeu de la transition politique mais aussi celui d'une démobilisation culturelle, c'est un élément de la « civilisiation » des anciens belligérants²⁷⁴.

Les cadres du MLC semblent plutôt satisfaits de l'action du mouvement dans ce domaine et ils mettent en avant leur bonne volonté et leur fierté d'avoir contribué à l'édification de la nouvelle armée. Le témoignage d'un cadre du mouvement vient étayer notre propos :

²⁶⁹ Noël OBOTELA, « Afrique Actualités octobre 2005 », in *Congo Afrique*, n°400, décembre 2005, pp.559-573, p.566

²⁷⁰ Jean-Claude WILLAME, « La difficile normalisation en RDC... », *op.cit.*, p.37

²⁷¹ Kees KINGMA, « Demobilization, Reintegration and Peace Building in Africa... », *op.cit.*, p.188

²⁷² Pierre AKELE ADAU, « Armée et transition en République Démocratique du Congo, quel épilogue ? », in *Congo Afrique*, n°391, janvier 2005, pp.4-12, p.6

²⁷³ Terrence LYONS, « Post-Conflict Elections... », *op.cit.*, p.39

²⁷⁴ Alphonse MAINDO, « De la lutte armée à la bataille électorale en RDC... », *op.cit.*

M : Je voudrais à présent revenir sur la mutation à proprement dit du MLC en parti politique. Concernant les anciens combattants, combien étaient ils après les accords de paix de Sun City ?

A : Ah ! Les anciens combattants ! Les jeunes gens qui ont pris les armes, qui ont accepté de mourir pour la cause noble qui est la liberté ! Il y en avait 20 057. Exactement. Et nous, nous avons donné les 20 057 à la RDC, et ils font aujourd'hui la fierté de l'armée. Partout où ils sont, ils sont tranquilles et bien appréciés. [...] Comprenez que c'est déjà un atout, c'est déjà une contribution notable à l'effort de paix. Deuxièmement, de par le comportement même de nos éléments, ça influence les autres éléments. Nos éléments ont été disciplinés depuis longtemps. Et ce sont des éléments qui ont été bien formés pour le combat dans n'importe quelles conditions et cet esprit qu'ils ont, ils en font profiter les autres. C'est vraiment une contribution inestimable, incommensurable en ce qui concerne l'apport quant à la formation de cette armée que nous voulons créer²⁷⁵.

Ce témoignage illustre la volonté de mon interlocuteur de mettre en avant une certaine dimension de l'ALC. De par la formation des combattants du MLC et de par les structures de commandement en vigueur au maquis, l'ALC pouvait en quelque sorte s'apparenter à une armée régulière, selon ce cadre, ce qui aurait facilité l'intégration des combattants dans les FARDC. Mon interlocuteur, à travers ce témoignage, tend également à battre en brèche les caractéristiques que l'on attribue généralement aux mouvements rebelles africains, composés de « hordes d'hommes en armes » indisciplinés et s'adonnant à des exactions diverses. Cette volonté de mettre en avant le caractère responsable et légaliste du mouvement s'inscrit également dans une démarche visant à se démarquer des autres mouvements rebelles. Par ailleurs, cette intégration des forces combattantes du MLC semble avoir été portée, selon mon interlocuteur, par une dynamique endogène.

Cependant, lorsque nous nous montrons un peu plus insistant sur les effectifs brassés, l'enthousiasme de mon interlocuteur laisse place à des propos plus mesurés :

M : C'est une grande contribution de la part du MLC, vous me dites que 20 000 hommes du MLC ont été reversés dans les FARDC, on parle de 14 brigades, cela fait presque un homme sur deux des FARDC qui est issu du MLC...

A : Tout à fait, tout à fait, si vous faites le calcul, ça fait presque la moitié. Bon... je ne dis pas que les 20 000 hommes ont déjà été brassés ou intégrés, nous avons donné les 20 000 hommes qui ont été disséminés par ci par là mais là où ils ont été disséminés, c'est là que l'on puise maintenant pour faire le brassage. Vous comprenez, puisqu'en fait au départ, au début de la transition, le principe était que les éléments de Jean-Pierre Bemba ne peuvent pas rester en Equateur, les éléments de Ruberwa ne pouvaient pas rester à Goma ou dans le Nord ou Sud Kivu, les éléments de l'ex-gouvernement, de Kabila, ne pouvaient pas rester dans le Bandundu ou dans le Bas-Congo, on a fait le mixage. Après le mixage, on devait maintenant puiser, c'est la raison pour laquelle on a nommé des commandants des régions militaires issus de différentes composantes en les croisant, des éléments pour former les différentes brigades. Ce n'est pas totalement vrai que les 20 000 ont déjà été brassés dans les différentes brigades. Certains sont

²⁷⁵ Entretien avec Augustin Baharanyi le 16 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

encore en attente dans des casernes, dans des centres d'orientation²⁷⁶.

Au-delà de la question de la véracité de tels propos, mon interlocuteur met en avant la volonté du MLC d'intégrer pleinement le champ politique légal en renonçant à sa principale force de frappe. La question des réticences éventuelles à intégrer les FARDC est éludée, ainsi que la question des éventuels individus démobilisés et réintégrés à la vie civile. Notre interlocuteur nie également indirectement l'existence de structures parallèles de commandement :

M : Très bien. Etes-vous toujours en contact avec les anciens militants qui ont été reversés dans les FARDC ?

A : Militaires ! Heu... non. A partir du moment où ils ont été intégrés dans les FARDC, c'est fini. Je vous donne un exemple, monsieur. Le 20 décembre de l'année passée, en tant que vice-ministre de la défense, j'avais la mission d'aller poser la première pierre à Bunia, la pierre pour la construction d'un camp militaire. Depuis 1960, on n'a plus construit de camp, j'ai trouvé ce dossier sur mon bureau, je me suis dit « bon, je saute dessus puisque l'aide tombe en annulation fin décembre, il faut donc que je sois à Bunia pour poser la première pierre afin de permettre à mes successeurs de finir les travaux même après moi. J'arrive à Bunia, je suis en train de passer les troupes en revue en tant que vice-ministre de la défense, je vois les officiers, quand je leur serre la main, je sursaute ! Je vois un de mes anciens gardes du corps quand j'étais ministre de l'intérieur dans la rébellion. Vous comprenez, c'est pour vous dire que la symbiose, l'intégration, le brassage a été bel et bien fait. Après la revue, parce qu'il ne pouvait pas quitter les rangs, il vient près de moi et me dit « monsieur, je suis ici depuis la formation de la première brigade, vraiment au début », je lui pose alors la question « qu'est-ce que tu es devenu ? », il me répond « je suis maintenant capitaine, je suis chargé de l'administration au sein de la brigade ». C'est bien quand même, mon ancien garde du corps ! Je lui dis alors « tu te défends bien quand même ! », il me dit « oui, il y a même des enfants qui sont disséminés par-ci par-là », des enfants, c'est-à-dire des combattants. Et pour moi, c'était un motif de satisfaction, je me suis dit « tiens, nous avons quand même participé à la formation de l'armée ! », et c'était vraiment une fierté pour moi ! J'en ai fait d'ailleurs un grand exemple quand je parlais avec les gens de la MONUC ou d'autres militaires²⁷⁷.

Cet auto-satisfecit témoigne d'une réelle fierté de mon interlocuteur vis-à-vis des anciens combattants du MLC désormais dans les FARDC. Plus généralement, à travers ce récit, on peut supposer que l'entrée dans le champ de la lutte armée a pu relever pour certains d'une stratégie rationnelle visant à obtenir une place et un grade dans une nouvelle armée intégrée.

Cependant, par delà le récit de cette intégration sans doute quelque peu idéalisée, d'autres éléments amènent à croire que le processus de brassage, qui n'en est qu'à ses débuts, ne se fera pas sans difficultés tant le manque de confiance envers les nouvelles autorités

²⁷⁶ Entretien avec Augustin Baharanyi le 16 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

²⁷⁷ Entretien avec Augustin Baharanyi le 16 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

politiques paraît patent. Le processus d'intégration en cours risque sans doute de se heurter au refus des acteurs concernés qui émettent de sérieuses réserves quant à leurs perspectives d'avenir au sein d'une armée intégrée, comme on peut le supposer à l'écoute d'un membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba :

L'armée et la police sont politisées, nous n'accepterons jamais de servir sous leurs ordres. Dans l'armée, tu n'auras jamais de promotion si tu ne parles pas swahili, il faut être de l'Est²⁷⁸.

Ce témoignage dénote un certain pessimisme de la part d'individus soumis à un futur brassage. Ceci est à mettre en relation avec la crainte de se retrouver à la merci de l'ex-enemi dans une institution régie par un règlement spécifique. De manière générale, les lignes de fracture qui traversent le champ politique se retrouvent dans les FARDC, malgré la formation d'un commandement intégré associant les anciennes composantes rebelles.

Si le MLC a dû se séparer de la majorité de ses éléments armés, la sphère dirigeante du mouvement a également connu plusieurs départs de personnalités dotées d'une grande influence au sein du MLC.

2. La fuite des cadres du mouvement

Le MLC a été un des rares mouvements rebelles à ne pas avoir subi de fragmentation durant la période de la guerre (les membres du mouvements expriment une certaine fierté à ce sujet). Par contre, durant la période de transition, alors que le mouvement s'est mué formellement en parti politique, plusieurs cadres importants du mouvement ont fait défection au premier rang desquels Olivier Kamitatu²⁷⁹. Déjà, au début de l'année 2003, le mouvement connaît ses premières défections « médiatisées », comme celle de Papy Kibonge²⁸⁰, qui dénonce Bemba et annonce la création d'un « MLC-réformé » avec d'autres membres du mouvement en l'accusant de gérer le MLC et les territoires conquis comme « sa propriété privée »²⁸¹. La perspective d'une intervention de la justice internationale susciterait ces défections. Plus généralement, ce phénomène semble avoir profondément marqué

²⁷⁸ Témoignage de Norbert J., membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, siège du MLC, Kinshasa, février 2007

²⁷⁹ Fils de Cléophas Kamitatu qui fut un proche collaborateur de Mobutu, Olivier Kamitatu est un ami de longue date de Jean-Pierre Bemba, ils ont étudié ensemble en Belgique, Premier Ministre du MLC au maquis, il deviendra Président de l'Assemblée Nationale pendant la transition

²⁸⁰ Papy Kibonge, un des premiers cadres du MLC, fut le secrétaire national chargé de la jeunesse et des sports au sein du MLC

²⁸¹ Colette BRAECKMAN, « République démocratique du Congo : sale temps pour les rebelles », in *Jeune Afrique*, n°2194, 26 janvier 2003, p.33

l'imaginaire collectif des membres du mouvement comme nous le montre le témoignage d'un cadre du mouvement qui a côtoyé Kamitatu durant la rébellion :

A : C'était juste après la signature de l'accord global et inclusif de décembre 2002 que nous avons commencé à comprendre que des gens n'étaient plus vraiment d'accord avec l'idéal de Jean-Pierre Bemba, n'étaient plus tout à fait d'accord avec l'idéal de Jean-Pierre Bemba, et on a constaté que certains flirtaient déjà avec l'opposition...enfin...avec le gouvernement.

M : Ce devait être une grande déception pour vous...

A : Très déçu ! Je vous donne le premier exemple de cette déception, c'est la défection d'Olivier Kamitatu. Olivier Kamitatu, Premier Ministre dans le maquis, avec qui on a suivi toute la formation dont je vous ai parlé, qui nous a formé, nous, à l'administration, qui nous a formé, nous, à la gestion du personnel, à la gestion de la chose publique, c'est Olivier Kamitatu. C'est lui qui a créé le MLC politico-militaire si je peux dire, car Bemba avait la poigne mais côté politique, négociations, administration, Olivier c'était un extra, un extra ! Et si moi, je parviens à vous parler tel que je vous parle aujourd'hui, parce qu'avant, j'étais muet presque, c'est grâce à Olivier, à la rhétorique, la façon de parler d'Olivier que nous avons imité, nous, la façon de voir les choses, la façon de réfléchir, la façon de gérer, Olivier Kamitatu ! Je ne l'oublierai jamais ! Je ne l'oublierai jamais ! Il avait un second, François Muamba, qui a pris la relève après. François Muamba n'avait pas encore...comment dirais je...toute la capacité ou bien toute l'autorité sur l'ensemble, mais c'est Olivier qui conduisait la barque et ça, c'était une grande déception, une grande déception ! Bon, on comprendra après que juste après l'accord global et inclusif, il y a eu sollicitation, puisque c'est Olivier qui nous amènera Antoine Ghonda, le ministre des affaires étrangères juste après l'accord global et inclusif. Il était un inconnu, il n'avait jamais vécu dans le maquis mais avait été parachuté, il devient ministre des affaires étrangères, pourquoi ? Parce que c'est Olivier, Premier Ministre qui décidait, qui l'avait recommandé et effectivement, les raisons avancées étaient qu'il avait des entrées à la Maison Blanche. On a cru à tout ça, on ne savait pas que c'était un infiltré. Après ce que nous avons vécu comme déboires ! Parce que c'était le premier à avoir claqué la porte après avoir humilié le MLC dans toutes les chancelleries partout où il passait. Nous avons parlé de l'échec de la diplomatie, c'était la première phase de l'échec de la diplomatie du MLC et puis après son départ, le départ d'Olivier, le départ de tous les autres, c'était vraiment la débâcle, je peux dire, mais aujourd'hui, nous nous sommes reformés petit à petit et nous sommes redevenus ce que nous sommes grâce à la main forte, encore, de Jean-Pierre Bemba.

M : Mais comment cela s'est-il passé avec M. Kamitatu, il est venu vous voir en vous disant « ça y est, je m'en vais » ?

A : Non, en fait, c'est quelque chose de bien réfléchi, c'est un type très intelligent, il n'a jamais démissionné du MLC, jusqu'aujourd'hui et il le soutient, et il le dit tous les jours. En fait, c'est quoi, Olivier, c'est un « fils à papa », vraiment, je m'excuse de le dire comme ça. Kamitatu Cléophas, c'est un des pionniers de l'indépendance de notre pays. 1960, Cléophas, le père, lui, c'est le genre de politicien qui va là où il y a des opportunités. Il avait déjà choisi son camp, il est allé dans l'opposition, pas une opposition radicale mais une opposition proche du pouvoir et c'est comme ça que petit à petit, à l'école du papa, le fils aussi a appris cette technique, donc il n'a pas voulu quitter directement mais il fallait fragiliser le MLC jusqu'à la dernière énergie, c'était ça le but et petit à petit, on a commencé d'abord par exfiltrer des députés puisqu'il a pris un certain nombre de députés qu'il a mis de son côté, qui n'obéissaient plus aux ordres de Jean-Pierre Bemba et c'est là où ça a commencé à... (*mon interlocuteur fait mine de sentir quelque chose de mauvais*). Et nous nous sommes dit non, c'est quoi ça ? La presse a pris goût au jeu, la presse est allée vers Olivier pour lui demander de se décider, parce que quand le subalterne n'obéit plus au chef, il y a quelque chose; ou il fait dissidence, il part, il le déclare, bon ou alors il y a un problème, ils l'arrangent et puis il revient. Ce qui n'a pas été fait, il a choisi le premier

aspect des choses. C'est-à-dire, il n'y a rien qui pouvait marcher, il a choisi de quitter mais il ne l'a pas déclaré, il a fallu que le collège des fondateurs se réunisse pour que ce collège puisse prendre la décision de son exclusion. Et il a refusé puisqu'il a dit « je suis cofondateur du MLC, je n'ai jamais quitté le MLC, je ne quitterai jamais le MLC, je reste le secrétaire général du MLC ». Mais c'est le collège des fondateurs qui a décidé de l'exclusion, c'est ainsi qu'il fondera son propre parti l'ARC, l'Alliance des Républicains Congolais. C'était un coup, un coup dur. C'est de cette manière que ça s'est passé, mais d'une manière méthodique là, puisque nous, on s'est dit, le MLC, c'est comme une église, vous y entrez si vous le voulez et vous en sortez quand vous le voulez, on ne force personne à aller à l'église²⁸².

L'Accord Global et Inclusif détermine clairement le nombre de postes alloués à chaque composante, par conséquent, si le titulaire d'un poste dans les institutions de la transition quitte son parti, il doit automatiquement quitter son poste. On comprend alors mieux la position d'Olivier Kamitatu qui ne revendique pas clairement son départ du parti. Ce témoignage nous laisse augurer du « magistère moral » qu'exerçait Kamitatu sur les cadres du mouvement. Ce sentiment de trahison est renforcé car Kamitatu a fait défection pour rejoindre le camp présidentiel.

Ce départ, bientôt suivi par d'autres, n'est pas sans avoir entraîné un regain de tension au sein du fonctionnement des institutions de la transition. Ainsi le 2 mars 2006, Thomas Luhaka, président du groupe parlementaire MLC à l'Assemblée fait irruption sous forte escorte policière pour prendre possession du fauteuil de président. Cette action qui se soldera par un échec aura des conséquences : Bemba fait bloquer les finances de l'Assemblée Nationale.

Le départ de Kamitatu sera suivi par la défection de plusieurs cadres du mouvement comme Valentin Senga ou Samuel Simene, le 18 mars 2006, Alexis Thambe Mwamba, autre responsable du mouvement donne sa démission²⁸³. Ces débauchages sont favorisés selon Alphonse Maindo, par « la faiblesse des clivages politiques entre les partis et les logiques alimentaires des acteurs politiques »²⁸⁴. Sur cette faiblesse des clivages et ces « logiques alimentaires », l'analyse d'un membre de la LINELIT apparaît à plusieurs titres éclairante en mettant l'accent sur le caractère « structurel » de ces comportements dans la vie politique congolaise :

Mais sur le plan de l'analyse sociologique, les partis politiques ici n'ont pas la même signification qu'en Europe, ça, il faut faire la différence. Les partis politiques africains sont différents. Du point de vue idéologique, vous verrez que ce sont des partis qui n'ont pas d'idéologie, vous posez la question « quelle est votre idéologie ? », on va vous dire « nous sommes pour le libéralisme », mais sur le terrain, ce n'est pas ce libéralisme là qui se pratique,

²⁸² Entretien avec Augustin Baharanyi le 19 février 2007 au siège du MLC, Kinshasa

²⁸³ Noël OBOTELA, « Afrique Actualités - mars 2006 », in *Congo Afrique*, n°405, mai 2006, p.193

²⁸⁴ Alphonse MAINDO, « De la lutte armée à la bataille électorale en RDC... », *op.cit.*

c'est autre chose. D'ailleurs, ils ne connaissent même pas les principes de base du libéralisme. Le MLC, c'est un mouvement libéral, mais si vous posez la question, vous pouvez même trouver des textes très bien rédigés, mais ils n'appliquent pas ces textes là et lorsque vous demandez même « quelle est la doctrine du parti ? », ils ne connaissent pas leur doctrine. Ils font un méli-mélo entre la doctrine de la social-démocratie, celle du libéralisme, celle du progressisme et ainsi de suite. Donc, c'est pour ça que c'est différent des pays d'Europe occidentale. Sur un autre plan, au niveau pratique, les partis politiques en Afrique, ce sont des partis de grands ensembles ethniques, c'est encore une réalité, même si on mélange un peu les amis d'autres provinces, d'autres tribus, mais souvent, ce sont des partis claniques. Nous avons plusieurs centaines de partis politiques et parmi ces partis politiques, beaucoup sont des partis fragmentaires, ce sont des partis fractionnaires, il suffit qu'il y ait un problème au sein du parti, je prends par exemple le MLC, le PALU, le RCD... On ajoute souvent le nom de la personne qui s'est détachée, qui a fait la scission. Donc, ce sont des partis qui se fragmentent, qui sont fractionnaires, qui font des scissions. Il y a en quelque sorte une sécheresse de créativité. Autre élément, ce sont des partis alimentaires, c'est-à-dire, ce sont des partis créés par d'autres hommes politiques pour s'opposer aux premiers partis et ils sont nourris par ces hommes là. Soit, c'est l'Occident qui fait cela, soit c'est l'homme du pouvoir en place qui fait cela, c'est ainsi que vous verrez que sur tous les 400 partis politiques, il y en a 20 ou 24 qui tournent autour d'un seul parti politique comme le PPRD et tous ceux qui ont réussi avec ce parti, ils considèrent que cette réussite, c'est pour ce parti là. En Europe, ça ne se fait pas, donc il y a des partis qui gravitent autour d'un grand parti dominant. Et quand on parle de plateforme politique, en fait, c'est une plateforme créée par un parti dominant et vous trouverez que ces partis là, ce sont des partis fugitifs en quelque sorte. Donc voilà comment nos partis sont en train de fonctionner et vous verrez qu'il n'y a pas de partis à caractère national, ce sont des partis de grandes personnalités qui tournent autour d'un grand parti dominant et vous verrez même certains partis à caractère local tourner autour d'un grand parti dominant. Le PALU par exemple, qui était considéré comme un parti régional, compte tenu du score réalisé aux élections, ça s'est prouvé, c'est un parti local qui a les ambitions de devenir un parti national. Mais maintenant, il tourne autour d'un parti dominant qui est le PPRD. Le MLC, qui voulait devenir un parti national est en train de tourner autour de lui-même avec d'autres partis, donc, c'est comme si le MLC avait échoué dans sa tentative d'arriver au niveau national²⁸⁵.

Plus généralement, tous ces départs sont perçus comme une trahison par les cadres du MLC, car comme nous avons pu le voir pour le cas d'Olivier Kamitatu, la plupart des gens qui ont fait défection l'ont fait « progressivement », en profitant au maximum des ressources (symboliques et matérielles) que pouvait leur offrir leur position au sein du parti. Par ailleurs, beaucoup de ces cadres démissionnaires ont rejoint la plateforme politique emmenée par le Président Kabila. Ce phénomène est nouveau pour des anciens guérilleros jadis soudés par un esprit de corps, mus par un objectif politique précis et soumis à une discipline. Celui qui fut ministre de l'intérieur sous la rébellion insiste sur cet aspect :

M : Les défections ont donc eu lieu lorsque le MLC est devenu un parti politique ?

A : Bien sûr, bien sûr ! En tant que mouvement politico-militaire, il n'y avait pas de défections parce que nous étions bien structurés, bien organisés et nous devions tous obéir aux instructions du chef. C'est ça, c'est comme ça que ça s'est passé. [...] Et maintenant la classe politique, pourquoi on peut être surpris aujourd'hui, c'est puisque quand nous étions dans le maquis, on

²⁸⁵ Entretien avec Marcel Mumba, membre de la LINELIT, le 8 mars 2007 à son bureau à Kinshasa

croyait qu'il y avait déjà un changement radical de mentalité en disant que non, « on est opposant, on a lutté pour telle cause et on demeure dans cette lutte, on persiste, on reste ». Et voilà, en arrivant ici à Kinshasa, en arrivant dans la bataille politique, on se rend compte que ceux que Mobutu a formés comme « prédateurs », laissez moi ce terme là de Colette Braeckmann, comme « destructeurs de la nation », sont restés les mêmes, ils courent derrière leurs intérêts personnels, l'esprit est resté là. Voilà, c'est là où on ne peut pas être surpris²⁸⁶.

Mon interlocuteur établit un parallèle entre la situation dans le maquis et la situation actuelle. La cohésion du MLC avant les accords de paix semble avoir été établie grâce au chef et à la discipline qu'il a pu instaurer mais également, selon mon interlocuteur, grâce à l'idéal qui animait les membres du mouvement. Ce témoignage, postérieur à la lutte armée, peut être révélateur d'une volonté de ce cadre de mettre en avant la dimension politique du mouvement mais également la résilience de celui-ci. Cette « identité d'opposant » qui a forgé l'imaginaire de cet individu du temps de la lutte armée a connu une certaine permanence, malgré son désenchantement face à la scène politique congolaise découverte à Kinshasa.

Les membres de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba dénoncent également ces défections, comme on peut le voir à travers le témoignage de l'un d'entre eux :

Quand ces députés ont bien bouffé, ils sont partis de l'autre côté, on leur a frappé les yeux avec des dollars, ils ne voyaient plus que ça²⁸⁷

Pour les éléments de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, ces défections sont réduites aux seuls aspects pécuniaires, ces députés auraient quitté le mouvement en raison de leur vénalité, leurs éventuels idéaux auraient été pervertis par l'argent.

Plus généralement, ces comportements, considérés comme des actes de félonie par les membres du mouvement, ont contribué d'une certaine manière à renforcer la méfiance entre les membres du mouvement qui déplorent une fragilisation des structures de l'organisation. Cet aspect ressort de manière récurrente dans le discours des membres du MLC comme l'illustre ce témoignage d'un cadre du mouvement arrivé au MLC après sa transformation en parti politique :

A un moment donné, nous avons compris qu'il y avait un plan minutieusement préparé depuis longtemps par certains cadres. Je veux parler d'Olivier Kamitatu, de Thabo Mwamba, de grosses pointures qui ont quitté le parti au moment où il ne fallait pas justement, au moment où les enjeux électoraux devenaient plus perceptibles. Nous, nous avons déjà perçu des signaux et on a dit au Président national qu'il fallait faire attention avec tel, tel, tel. Vous savez qu'Olivier Kamitatu est une grande relation pour Jean-Pierre, ils ont grandi ensemble, ils ont étudié

²⁸⁶ Entretien avec Augustin Baharanyi, le 19 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

²⁸⁷ Témoignage d'un élément de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba au sujet d'Yves Kissombe, ancien cadre du MLC devenu proche de l'AMP, réputé pour bien défendre le MLC, notamment au sein de l'émission phare de Radio Okapi « Dialogue entre Congolais », il a fait partie de la délégation de Vital Kamehre (secrétaire général du PPRD) qui est partie au sommet France Afrique à Cannes en février 2007

ensemble, ils ont tout fait ensemble, alors, détacher Jean-Pierre Bemba de Kamitatu en lui disant « attention, votre ami est en train de prendre des contacts et on peut vous apporter des preuves », le convaincre, après des amitiés séculaires entre guillemets, c'est difficile. C'est-à-dire, à mon sens au départ, Kamitatu voulait fragiliser Bemba pour que lui, prenne les affaires en main. Il voulait en fait le fragiliser dans tous les milieux, dans tous les salons à l'extérieur comme à l'intérieur et même au sein du parti pour qu'une option soit levée en sa faveur contre Bemba. La preuve qui a convaincu Jean-Pierre qu'Olivier n'était pas avec nous, c'est quand il est allé engager le MLC dans une plateforme qui avait déjà un candidat pour la présidence de la République. Or Kamitatu savait déjà que Jean-Pierre Bemba était candidat à la présidence de la République. Le schéma, c'était de nous emmener dans cette plateforme, d'engager un débat interne où on dirait « Jean-Pierre Bemba, non, non, vous voyez, vous, vous êtes un ancien rebelle, il faut céder votre place à tel qui est ...politiquement bien côté par rapport à vous, un ancien rebelle ». En plus, il avait entrepris des démarches auprès d'un certain nombre de nos députés, pour qu'ils fassent défection pour le suivre dans sa démarche suicidaire, parce que lui-même depuis là, il a été éjecté. Nous avons appris qu'ils viennent de créer leur plateforme il y a quelques jours, lui, avec M. Endundo, avec M. MBusa, ils ont créé une plateforme qui s'appelle, je ne sais pas moi... Alors il voulait se lancer dans une aventure sans issue ! Heureusement nous avons arrêté net la machine. On l'avait toujours dit à M. Bemba, dans son fief du Manyema, il ne travaillait pas pour Bemba, il travaillait pour lui-même et quand vous trouvez les tricots qu'il faisait porter aux gens là bas, c'était non pas à l'effigie de Bemba, mais à son effigie à lui. Il était ministre du plan du MLC, tous les fonds du MLC. C'était des hypocrites, ils voulaient d'abord tirer des avantages liés à leurs fonctions parce que la constitution de la transition était claire, quand vous faites défection dans votre composante, vous ne pouvez plus...vous êtes censés renoncer aux fonctions que vous aviez dans votre composante. Donc ils s'accrochaient à leur fonction, ils faisaient semblant d'être avec nous mais à un moment donné, c'était tellement visible que Kamitatu, on l'a fait partir de la présidence de l'Assemblée nationale, on l'a fait remplacer par Thomas Luhaka, et Thabo Mwamba, c'était tellement visible qu'on l'a poussé à la démission, il a démissionné.

C'était dommage. Ces gens, tous ceux qui ont fait défection, ils ont miné de l'intérieur, par exemple, on sait qu'Olivier Kamitatu, était en contact permanent avec Kabila, à qui il promettait un grand électorat qui proviendrait du MLC. Et d'après certaines indiscretions, Kabila trouvait en lui un homme très dangereux pour dire « un parti qui t'a tout donné, tu leur fais ça, mais avec moi... ». Qui a trahi trahira ! C'est ainsi que dans son gouvernement, il voudrait bien être ministre d'Etat mais on le regarde d'un certain œil de l'autre côté, on le tient à l'œil. Alors qu'actuellement ils seraient de grands pontes de l'opposition. Même de l'autre côté, ce qu'ils ont eu...au niveau où ils étaient au MLC...ils ont des miettes ! Ils ont tout perdu.

Je vous ai montré ce livre ? (*Il me désigne alors un livre posé sur son bureau*) Il faut le lire, *Mitterrand et les 40 voleurs*. Les 40 voleurs, ce sont des gens qui étaient autour de lui, quand vous lirez ce livre, vous comprendrez comment fonctionnent beaucoup de partis politiques. Donc je peux appeler ça les « guéguerres », les « guéguerres de la cour », les « guéguerres de positionnement » autour du chef²⁸⁸.

Ces défections ont profondément affecté les structures du mouvement ainsi que l'imaginaire collectif de ses membres. Ces actes ont contribué à une radicalisation du discours et des positions. Ce témoignage nous montre que malgré la prééminence du chef, sa position a pu être remise en cause par certains des cadres du mouvement qui étaient parmi ses premiers compagnons. Ceux-ci, sous prétexte « d'inscrire le mouvement dans la modernité » en délégitimant le leader eu égard à son passé de rebelle, ont voulu s'instituer en acteurs crédibles et s'approprier paradoxalement l'héritage du mouvement. Par ailleurs, ce sont

souvent des cadres plus tardivement arrivés au mouvement qui ont contribué à réaffirmer la légitimité du leader. Ceci peut s'expliquer par une volonté de ces derniers d'asseoir les bases de leur influence au sein du parti, tant leur arrivée a pu être la source d'un certain ressentiment de la part de membres plus anciens.

3. Les « combattants de la 25^{ème} heure », porteurs d'un souffle nouveau mais objets de méfiance .

Comme nous l'avons vu précédemment, lorsque le mouvement a entamé les négociations de Sun City, il a bénéficié de l'apport de nouvelles personnalités, dotées de la plupart de solides compétences dans divers domaines, et de réseaux de relations qui pouvaient être bénéfiques au mouvement qui amorçait alors sa transformation en parti politique. Ces nouveaux venus sont conscients pour la plupart d'entre eux des conséquences de leur arrivée. Certains d'entre eux font d'ailleurs « profil bas » et ne se présentent que rarement au siège du mouvement où les éléments de la garde rapprochée présents sur place exercent une sorte de « contre-pouvoir populaire ». D'autres, au contraire, assument pleinement leurs nouvelles fonctions et s'ils ne peuvent revendiquer l'héritage de la lutte armée auprès des membres plus anciens au mouvement, ils mettent en avant leur bagage intellectuel et ils peuvent compter sur le soutien et l'appui du chef à l'exemple de ce cadre arrivé au mouvement lorsque celui-ci est devenu un parti politique :

M : Est-ce que l'on pourrait revenir sur vos relations avec les « anciens membres » du MLC, ceux qui étaient au front.

J : Au début, on ne nous acceptait pas facilement, hein. Certains voyaient en nous une alternative. Je parle des cadres qui sont venus de Gbadolite, qui ont été au front, parce que nous, nous sommes pratiquement des locaux, si tu veux. Je parle du groupe qui est venu de l'autre côté. Parce qu'il fallait, les objectifs ayant changé, il fallait étoffer, la donne n'était plus la même que pour le MLC politico-militaire. C'était devenu un parti politique pour la conquête démocratique du pouvoir alors il fallait étoffer, huiler la machine. C'est à ce moment là qu'on s'est présenté. Alors, les autres ne voyaient pas toujours d'un bon œil l'arrivée d'une concurrence si vous voulez, parce que parmi nous, il y avait des têtes très bien faites, ça c'est vrai aussi, mais en général, les choses se sont bien passées. Mais c'est dans les réunions, les débats, que l'on voyait des tendances qui se dessinaient, vous voyez, les autres font bloc, la vision n'était pas toujours la même dans l'appréciation des enjeux, dans les stratégies. Les autres avaient une vision protectrice de leurs intérêts si tu veux, et nous, nous voulions que les choses avancent, que les gens ne regardent plus les intérêts ou les avantages dont ils ont bénéficié de l'autre côté et dont ils continuent à bénéficier ici. Soit disant, les autres là vont trop vite en besogne et ils risquent de nous arracher, de prendre le chef en otage, d'inculquer de

nouvelles choses²⁸⁹.

Les cadres fraîchement intégrés au mouvement légitiment leur arrivée par la nouvelle orientation du mouvement qui doit maintenant conquérir le pouvoir par les urnes, ceux-ci s'estiment comme des éléments essentiels de la nouvelle stratégie que le MLC doit mettre en place. Cependant, ces nouveaux arrivants forts de leur compétences, sont perçus par les anciens cadres comme des rivaux. Sentant leurs intérêts et leur position menacée, ces derniers tendent à développer une stratégie corporatiste, ils font bloc pour défendre leur place au sein du mouvement. De plus, le contexte ayant structuré les modes d'action des cadres du MLC-mouvement rebelle et le contexte dans lequel se sont développés les modes d'action des nouveaux cadres étant différent, ils tentent de mettre en œuvre des méthodes divergentes, les anciens cadres se montrant plus conservateurs. Le but commun consiste cependant à bénéficier de l'approbation du leader qui, seul, décide en dernière instance.

Ces nouvelles adhésions révèlent une stratégie de Jean-Pierre Bemba d'élargir l'éventail des recrutements en s'inscrivant dans une perspective nationale. Les nouveaux venus ont bénéficié de postes importants au sein de l'appareil du mouvement. Seulement, ces nominations ne sont pas sans avoir entraîné un certain ressentiment de la part de cadres, dans le sens où ces nouveaux venus ne peuvent pas revendiquer leur expérience de la guerre. Dans une certaine logique qui met en avant la « méritocratie », ils n'étaient pas légitimes à bénéficier de ces « promotions fulgurantes », comme on peut le voir à travers le témoignage d'un cadre du mouvement qui occupait des fonctions du temps de la lutte armée :

M : Parmi les cadres fondateurs, j'ai relevé quelques noms, M. Samuel Simene, Jean-Pierre Singo, Valentin Senga, José Endundo, que sont-ils devenus ?

A : Membres du collège des fondateurs, pour moi, c'était un titre tantôt honorifique, tantôt...comment dirais je...mérité. Prenons le premier cas honorifique, je prends l'exemple de José Endundo, en quoi peut-il être cofondateur ? En rien ! Il est venu beaucoup d'années après nous ! Donc c'est honorifique pour lui. Non, pour certaines personnes, il y en a 28, un groupe, c'est pour dire que « non, merci beaucoup d'être venu nous aider dans ce combat à la dernière minute et quand on voit votre carrure, votre personnalité, donc vraiment on vous fait membre fondateur ! » Il y a d'autres maintenant qui l'ont mérité comme Samuel Simene, Valentin Senga, Alain Munanga, ce sont ces jeunes gens là qui ont commencé avec Jean-Pierre Bemba. Ceux-là ont mérité d'être appelés membres fondateurs !

M : Donc si je vous suis bien, certains ont reçu le titre de membres fondateurs alors qu'ils n'étaient pas là au départ ?

A : ils n'étaient pas là au départ, et comment ils se sont retrouvés là ? C'est puisqu'à un moment donné, ils se sont retrouvés dans le groupe de négociateurs à Sun City ou à Pretoria, bien que

²⁸⁹ Entretien avec Joseph Muteba, le 23 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

nous nous faisons aussi partie de ces négociateurs là. Mais il y avait un groupe restreint qui allait et qui revenait, tantôt à Gbadolite, tantôt à Kinshasa, tantôt à Harare, tantôt à Pretoria à Johannesburg pour négocier, négocier, négocier et dans ce groupe, on a retrouvé un certain nombre de personnes comme José Endundo qui sont venues se ranger derrière Jean-Pierre Bemba, à Gbadolite et à ceux-là, on a donné ce titre là, on leur a dit « vous êtes aussi dans le collège des fondateurs ». Et ce collège des fondateurs regroupait aussi tous les présidents fédéraux qu'on a nommé à la première heure de la mutation, quand le MLC devait changer de physionomie, du mouvement politico-militaire au parti politique, on a nommé des présidents fédéraux, tous les présidents fédéraux étaient d'office membres fondateurs. Et vous ne me verrez pas dans ce groupe pourtant je suis en train de vous parler du MLC à ses débuts...

M : Comment cela se fait-il ?

A : (*Rires de mon interlocuteur*) C'est une question ! En fait, je n'avais ni titres, ni quoi que ce soit et puis j'ai compris qu'on a pris juste ceux qui avaient été juste nommés au début comme je venais de vous le dire et ceux qui ont commencé avec le chef à Kisangani puisque moi, rappelez vous, j'ai rencontré le mouvement juste une année après. Mais bon ! Je ne pouvais pas dire que je ne le méritais pas...²⁹⁰

Les nominations dont ont bénéficié certains cadres arrivés plus récemment au parti sont parfois perçues comme des récompenses, parfois elles sont perçues comme injustifiées. Aux yeux de cadres plus anciens, l'action de certains nouveaux membres relève de l'opportunisme et leur nomination à des postes importants, d'un simple concours de circonstances. Ce type de réaction, même s'il est révélateur de l'état d'esprit des membres du mouvement est à mettre en relation avec la position qu'occupent les acteurs qui tiennent de tels propos mais également avec les perspectives d'avenir qui s'offrent à ces acteurs. On peut ressentir une pointe de déception à travers les propos de mon interlocuteur; tout au long de nos entretiens, celui-ci n'a eu cesse de mettre en avant ses actions durant la lutte armée et les sacrifices consentis. Il remet en cause la le bien-fondé de la nomination de certains cadres dans le collège des fondateurs, l'intégration dans cette instance étant perçue comme une marque de reconnaissance. Ceci est sans doute à mettre en rapport avec le fait qu'il n'en fasse pas partie. Néanmoins, cet élargissement du recrutement s'inscrit dans une démarche rationnelle du MLC visant à intégrer pleinement les nouvelles institutions du pays.

En procédant à sa reconversion en parti politique, le MLC a dû se séparer de la majorité de ses éléments armés. Si les cadres du mouvement mettent en avant leur bonne volonté à effectuer cette opération, contribuant ainsi à l'édification d'une nouvelle armée républicaine, ce processus se heurte parfois aux résistances des acteurs concernés, méfiants quant au sort qui leur est réservé dans cette institution. La sphère dirigeante du mouvement a également dû procéder à une réorganisation en rapport avec le départ de membres importants

du mouvement et l'arrivée de nouveaux cadres. Ces défections ont été vécues par les membres du MLC comme une trahison. Par ailleurs, l'arrivée de nouveaux cadres, justifiée par les nouvelles orientations du mouvement, a provoqué quelques dissensions, les anciens cadres du mouvement craignant pour la sauvegarde de leurs intérêts.

Cette recomposition interne s'est effectuée en parallèle à un processus de socialisation du MLC, démarche inhérente à son intégration dans le champ politique légal. Toutefois, les conséquences de cette refondation interne (anxiété quant à l'avenir, puissance militaire amoindrie, méfiance accrue après les défections et les nouvelles adhésions) vont contribuer à structurer les rapports que le MLC va entretenir avec les autres composantes politiques.

C. le processus de « socialisation » du MLC ou la conversion du regard : de l'ennemi à abattre à l'adversaire politique

La reconversion du MLC en parti politique suppose une conversion des relations que le mouvement entretenait avec les autres composantes du système politique congolais. Cela implique une reconfiguration de ces rapports qui sont censés évoluer de l'affrontement armé à une confrontation dont les outils et autres moyens doivent à présent être puisés dans le champ politique légal, qui exclut logiquement tout recours à la puissance militaire. Ce processus nécessite donc ce que l'on pourrait appeler une « socialisation politique » du MLC.

La socialisation politique peut être définie comme un processus d'inculcation des croyances et représentations relatives au pouvoir et au groupe d'appartenance. Une socialisation politique réussie facilite la régression de la contrainte directe, qui engendre la hausse de l'autocontrainte.

Le MLC, durant la guerre avait déjà opéré certains rapprochements avec d'autres composantes politiques, avec plus ou moins de succès et en raison de pressions du parrain ougandais. Durant le Dialogue Inter Congolais, le MLC s'est un temps rapproché du RCD-Goma pour former ce que l'on a appelé un « club des belligérants », mais ce rapprochement visant à constituer un contrepoids au camp présidentiel s'est rapidement étioilé. Avec la période de transition, c'est avec le PPRD de Joseph Kabila que les relations ont été le plus conflictuelles. Par ailleurs, la plupart des entretiens menés et les observations effectuées montrent que l'adversaire principal du MLC aux yeux des acteurs concernés est incarné par la

²⁹⁰ Entretien avec Augustin Baharanyi le 19 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

mouvance présidentielle. C'est donc pour cette raison que nous allons principalement nous intéresser ici aux relations que peuvent entretenir le MLC et le PPRD. Le MLC, à l'instar des autres partis politiques congolais tend à être réduit à la seule figure de son leader. Le champ politique dans lequel s'inscrit le mouvement tend à être caractérisé par une bipolarisation accrue. Cet attribut est renforcé par une certaine ethnicisation de celui-ci, qui se traduit par un clivage entre l'Est et l'Ouest du pays. Par ailleurs, les relations entre le MLC et le PPRD sont marquées par un profond manque de confiance.

1. La personnification du champ politique et sa bipolarisation

La période de transition et les élections qui l'ont clôturé, plus encore à notre sens que la période du conflit armé, ont entraîné la bipolarisation du champ politique et sa personnification.

Si les violences de haute intensité entraînent le durcissement des jugements politiques et l'activation de « communautés émotionnelles »²⁹¹, en République Démocratique du Congo, s'est opérée une sorte de « décomposition stato-territoriale ». Celle-ci s'est répercutée sur les univers sociologiques en générant de nouveaux critères d'appartenance, comme des retranchements derrière des groupements socio-culturels, qui sont arrivés à créer ou maintenir une certaine cohérence identitaire, les sentiments d'appartenance se focalisant sur un ancrage territorial.

Cependant, il paraît indispensable de rappeler que cette bipolarisation du champ politique n'est pas nouvelle, on peut la retrouver dès les premières années de l'indépendance. Elle s'organise en partie autour de clivages d'ordre idéologique. En effet, deux courants idéologiques sont issus du mouvement de décolonisation et se sont perpétués sous différentes formes dans l'Etat postcolonial²⁹². Le premier courant, qui va du lumumbisme au kabilisme en passant par le mobutisme se caractérise plus par ses aspects populistes et centralistes que nationalistes. Le deuxième courant se réclame libéral et fédéraliste avec des figures emblématiques comme Kasa-Vubu et Tshombe²⁹³. Cette bipolarisation idéologique continue

²⁹¹ Philippe BRAUD, *Violences politiques*, Paris, Seuil, 2004, p.93

²⁹² Mwayila TSHIYEMBE, « Pour un Etat démocratique en RDC », in *Géopolitique Africaine*, n°7-8, Été/Automne 2002, pp.285-303, p.298

²⁹³ Moïse Tshombe, homme politique congolais, décréta en 1960 la sécession du Katanga. Il engage alors une lutte armée contre les autorités. Après l'échec de celle-ci en 1963, il doit fuir pour la Zambie. Revenu en grâce auprès de Mobutu en 1964, il intègre le gouvernement. Démis de ses fonctions un an plus tard, il s'exile en 1966 suite à des accusations de trahison. Il mourra en Algérie en 1969, pays dans lequel il se retrouve après le détournement de son avion dans des circonstances obscures.

de présider à la recomposition des forces politiques congolaises. En effet, le débat entre fédéralistes et unitaristes, qui a dominé la vie politique de la RDC des premières années de l'indépendance allant jusqu'aux sécessions, resurgit lors de la Conférence Nationale Souveraine initiée au début des années 1990. Aujourd'hui, le MLC se réclame ouvertement du courant fédéraliste.

La vie politique congolaise se caractérise également par la propension généralisée à la personnification du pouvoir : « dans les jeux de pouvoirs, l'impact des individualités qui assument les premiers rôles, la symbolique qui s'attache à l'autorité supérieure sont déterminants dans les représentations collectives du politique »²⁹⁴. Patrick Quantin abonde également dans ce sens lorsqu'il affirme qu'en Afrique, le cadre du système politique apparaissant faiblement institutionnalisé, « les relations et en particulier les rapports politiques personnels ont tendance à être dominés par la personnalisation et le clientélisme »²⁹⁵. Cette tendance a marqué le vocabulaire courant, les mouvements sont rarement désignés par leurs dénominations propre mais via un nom de lieu ou de personne comme nous le montre le témoignage d'un caméraman de CKTV. Ici, les forces politiques en présence sont réduites à l'évocation de leur leader :

M : Lorsque le MLC est arrivé à Kinshasa, quelles ont été tes impressions ?

MA : Je n'ai pas été déçu parce que j'ai vu des intellectuels devant moi. Parce que d'habitude avec l'autre camp, avec M.Kabila, lorsque...dans mon métier, pour aller faire une interview avec quelque un de l'autre côté, il faut déposer le questionnaire deux ou trois jours avant, il l'analyse et puis il va vous répondre après. Lorsque vous posez des questions, il faut suivre la façon dont vous avez posé votre question, il faut pas sauter. Mais tous les gens de Bemba, ils ne réfléchissent même pas. Si vous devez faire une interview, ils vous répondent directement, alors...parce que nous avons l'habitude de les interviewer pour savoir leurs idées et tout ça, qu'est-ce qu'ils ont comme plan d'action et tout ça. Alors quand j'ai vu que ces gens avaient un certain bagage intellectuel, je me suis dit voilà, ce sont des gens que j'aimerais avoir dans mon pays parce qu'avant moi, M. Bemba, à part sa façon de diriger, je ne le voyais pas comme quelqu'un à la tête du pays mais quand j'ai vu la façon dont il a stabilisé notre monnaie, c'est comme ça que je me suis dit bon, c'est un gars que je pourrais soutenir²⁹⁶.

Cette tendance à la personnification du pouvoir politique est corrélée à une bipolarisation radicale du champ politique. En quelque sorte, ces deux phénomènes s'alimentent mutuellement.

²⁹⁴ Paule BOUVIER : « Le dialogue inter congolais, anatomie d'une négociation... », *op.cit.*, p.308

²⁹⁵ Patrick QUANTIN, « Voter en Afrique : quels paradigmes pour quelles comparaisons ? », in Patrick QUANTIN (dir.), *Voter en Afrique : Comparaisons et différenciations*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp.11-31, p.24

²⁹⁶ Entretien avec Martin M., caméraman à CKTV, le 20 février 2007 à mon domicile à Kinshasa

Dans un tel processus de « resocialisation par rapport à l'Autre »²⁹⁷, les représentations que se font les protagonistes de « l'autre » sont marquées par un phénomène de « dépréciation identitaire ». Philippe Braud parle à ce propos de manifestations « d'hétérophobie », une hostilité de type hétérophobique se focalisant « sur un attribut identitaire à partir duquel un groupe entier se voit désigné et enfermé dans des représentations péjoratives »²⁹⁸. Comme nous le rappelle Paule Bouvier, « la façon dont se perçoivent réciproquement certains protagonistes, illustre la théorie des images-reflets (*mirror images*) selon laquelle les adversaires développent des images parallèles d'eux-mêmes et des autres, mais en inversant les valeurs qui s'y attachent »²⁹⁹, les visions sont manichéennes.

Cette bipolarisation du champ politique, qui est allée croissante en République Démocratique du Congo depuis les débuts de la transition a été reprise et amplifiée par les partisans des deux camps. Elle s'exprime parfois de façon violente, le combat politique étant loin de se limiter aux seuls lieux formels d'exercice et de contestation du pouvoir. La bataille pour le pouvoir a pleinement investi l'espace public comme nous le montrent les témoignages d'un membre de l'équipe de CKTV et d'un étudiant kinois :

Et même dans d'autres provinces, les tee-shirt à l'effigie de Kabila, on faisait porter ça aux chiens. C'était dans les deux Kasai. C'est maintenant que les gens ont recommencé à porter des tee-shirt à l'effigie de Kabila. Surtout à Kinshasa. Parce qu'à Kinshasa, lorsqu'on t'attrapait avec ça, on te tue. Oui, ils vont te tabasser à mort. Voilà, c'était comme ça³⁰⁰.

A l'université, dans l'auditoire, tout le monde pensait que Bemba allait remporter les élections. Ce sont des Kinois pour la plupart, nous étions peu de province, il y avait peu de discussion politique, la plupart s'intéressent au football et à la musique. Par contre quand on parlait politique entre nous, ceux qui ne s'intéressaient qu'au foot et à la musique venaient nous contredire en soutenant Bemba mais pendant la campagne, ce n'était pas facile pour Joseph. Même moi, j'ai mon tee-shirt de Kabila, je ne l'ai jamais porté avant le premier tour, avant, c'était dangereux, on pouvait se faire agresser. Une fois, en prenant le taxi bus, j'ai vu un papa avec un tee-shirt à l'effigie de Kabila, on l'a menacé terrible mais il a eu de la chance, on lui a dit « si tu ne l'enlèves pas, tu vas le regretter dans quelques secondes » et puis il l'a enlevé rapidement, il est resté torse nu. Les gens ne voulaient pas entendre parler de lui. Tu vois mon téléphone là, il y a une photo de Kabila dessus et ben quand je prenais le taxi, je l'éteignais pour ne pas avoir à le sortir devant les gens s'il sonnait. Juste après le premier tour quand Joseph a gagné, nous étions un peu libre. Avant, ceux qui mettaient ces tee-shirts c'est ceux qui avaient des protections. Nous, même si on était du même camp, il fallait qu'on soit réservé. Mais sinon, les Kinois étaient pour Bemba³⁰¹.

Cette bipolarisation radicale et parfois violente du champ politique peut être

²⁹⁷ Béatrice LEDERLE, *Les entrepreneurs de violence dans le conflit en République Démocratique du Congo*, mémoire de DEA, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2004, p.71

²⁹⁸ Philippe BRAUD, *Violences politiques...*, *op.cit.*, p.165

²⁹⁹ Paule BOUVIER : « Le dialogue inter congolais, anatomie d'une négociation... », *op.cit.*, p. 306

³⁰⁰ Entretien avec Martin M., caméraman à CKTV, le 20 février 2007 à mon domicile à Kinshasa

révélatrice de la prégnance des pratiques et des univers de référence en vigueur du temps de la lutte armée. Les partisans de l'ennemi sont assimilés à celui-ci et doivent donc être soumis au même traitement. A la différence près que les auteurs de telles pratiques ne sont pas des acteurs militaires mais de simples citoyens partisans d'un parti politique. Ces pratiques sont donc le signe d'une translation des normes et des usages caractéristiques du champ de la lutte armée vers l'espace public, mais elles peuvent également être mises en relation avec les pratiques qui impriment la vie sociale ordinaire.

Cette tendance à la bipolarisation, si elle a été pleinement portée par le « bas » a néanmoins été initiée par les entrepreneurs politiques. La campagne électorale a été rude et les propos tenus par les candidats sans concession. D'une manière plus générale, si l'on s'intéresse aux deux candidats qui se sont retrouvés au second tour de l'élection présidentielle, Jean-Pierre Bemba a misé sur la carte de la « congolité » en empruntant un discours nationaliste tandis que Joseph Kabila a tablé sur sa capacité à amener la paix. Jean-Pierre Bemba remet en cause à demi mot l'ascendance congolaise de Joseph Kabila, en se faisant appeler *mwana mboka* (le fils du pays) dans tous les stades du pays, ce qui sous entend que l'autre ne l'est pas. Kabila est arrivé en tête là où les rebellions ont occupé l'espace et Bemba là où Kabila a eu à gérer. En effet, comme nous le rappelle Hélène Morvan, « confrontées aux incertitudes du conflit et à l'arbitraire des groupes armés, les populations trouvent dans les représentants du pouvoir au niveau national un repère d'autorité³⁰² ». Cette assertion revêt toute sa dimension à l'écoute du témoignage d'un jeune citoyen originaire de l'Est du pays :

G : En 2003, j'étais encore à Kisangani, nous avons apprécié le calme qui était revenu. Kabila a nommé le général Padiri à la septième région militaire, c'est chez nous là bas, c'est un maï maï. Nous avons encore beaucoup de Rwandais à Kisangani, ils commençaient à évacuer les lieux de nuit. Avant qu'ils ne partent, c'était terrible, des vols à main armée, des agressions, des pillages... Alors, quand on a vu qu'ils avaient nommé un maï maï, on était très content parce qu'on savait qu'un maï maï, avec les Rwandais, ça ne va pas passer, ça sera terrible. C'était la joie, nous sommes partis l'accueillir à l'aéroport. Tout de suite, on a vu le changement. Par exemple, il y avait un Congolais qui était habitué à faire des manigances, à escroquer les creuseurs, il était protégé par les militaires rwandais, quand Padiri est arrivé, c'était sa première réaction positive qui a confirmé encore sa popularité. Le type là a encore essayé de magouiller et d'escroquer des creuseurs en comptant sur la protection du second de Padiri, un type du RCD, le creuseur est parti voir Padiri pour se plaindre. L'escroc a été arrêté par les gardes du corps de Padiri, ils ont commencé à le frapper sur le chemin et dans le bureau de Padiri. Le second de Padiri, le gars du RCD ne pouvait rien faire. L'escroc a donné son dû au creuseur et Padiri a donné une leçon de morale à l'escroc. C'était la grande confirmation de la popularité du général, il a recommencé cette opération plusieurs fois. On a même essayé de tuer le général Padiri à plusieurs reprises, ils ne l'ont jamais eu, les maï maï sont des gens mystiques. Depuis qu'il est là

³⁰¹ Entretien avec Bernard K., citoyen originaire de Kisangani, le 2 mars 2007 à mon domicile à Kinshasa

³⁰² Hélène MORVAN, *Réinventer le quotidien...*, op.cit., p.133

bas, il n'a pas bougé, personne ne veut qu'il parte, c'est lui qui a réussi à ramener la paix à Kisangani. C'est grâce à l'action de cet homme que nous apprécions Kabila³⁰³.

Ce témoignage est révélateur des raisons qui ont poussé de nombreux individus à voter pour Kabila dans les régions de l'Est du pays. Comme on peut le voir, ce n'est pas un éventuel « attachement fondamental » à la personne de Kabila, ni l'activation d'un réseau de patronage et de clientèle qui a incité cet individu à donner sa voix à Joseph Kabila mais la perception d'une action concrète entreprise par ce dernier. Ceci illustre la stratégie rationnelle mise en œuvre dans le vote et remet en cause l'idée trop souvent répandue que le vote dans certaines régions africaines ne relèverait que de la pratique du patronage.

Cependant cette bipolarisation radicale du champ politique s'accompagne, voire repose sur un profond clivage Est/Ouest qui s'organise autour de considérations d'ordre « ethno-identitaire ».

2. L'ethnisation du champ politique : un profond clivage Est/Ouest

L'époque du régime de Mobutu est perçue par beaucoup de Congolais comme synonyme de la domination des gens originaires de l'Equateur au même titre que l'avènement de Laurent-Désiré Kabila et de l'AFDL marque la prédominance de personnalités originaires de l'Est du pays.

Dans les représentations politiques et culturelles, l'Est comprend le Katanga, le Kivu et le Haut Congo avec une prédominance de la langue swahili et l'Ouest, la région de Kinshasa et l'Equateur où le lingala tient le haut du pavé. Cette intériorisation populaire trouve son origine dans des actes concrets menés par les nouveaux régimes. Ainsi, en 1997, les libérateurs venus de l'Est entendent détrôner le lingala au profit du swahili. Par exemple, le franc congolais émis en juillet 1998 est libellé en français, anglais et swahili³⁰⁴. Ce clivage se perpétue sous le régime de Joseph Kabila, ainsi certaines provinces sont sur-représentées parmi les parlementaires et membres du gouvernement, comme les deux Kivu alors que les Kasai sont sous-représentés.

De manière générale, ce clivage tend à être interprété en termes ethnistes, il pourrait s'apparenter en quelque sorte à une opposition entre « peuples de la savane » et « peuples de la forêt ». L'utilisation politicienne de l'ethnicité est un moyen d'accession, d'exercice et

³⁰³ Entretien avec un citoyen originaire de Kisangani, le 2 mars 2007 à mon domicile à Kinshasa

³⁰⁴ Gauthier DE VILLERS, « Identifications et mobilisations politiques au Congo-Kinshasa », in *Politique Africaine*, n° 72, décembre 1998, pp.81-98, p.92

de conservation du pouvoir. Le recours au soutien ethnique était déjà l'œuvre des hommes politiques des premières années de l'indépendance. La tribalisation de la compétition politique remonte plus précisément à la période coloniale où les « associations tribales » étaient un mode d'expression politique³⁰⁵. Cette tendance s'est perpétuée depuis. Ainsi, Omer Egbake, fondateur de l'association ethnique ALLIBA (Alliance Bangala) durant la transition, était déjà un élément mobilisateur intégré dans la stratégie politique de Mobutu et du MPR, celui-ci deviendra un membre du MLC³⁰⁶.

Plus généralement, la manipulation politique de l'ethnicité s'appuie souvent sur des ethnies regroupées sous une identité régionale. Mobutu s'appuyait déjà sur un quota régional pour construire et consolider les structures institutionnelles.

Cependant, la composante ethnique du conflit congolais a souvent été surévaluée et n'apparaît pas centrale pour notre objet. A notre sens, c'est la division de la société en communautés linguistiques qui fait sens aux yeux des acteurs concernés. Le Congo est à la confluence de la zone swahili à l'Est, de la zone Mukongo l'Ouest, de la zone Bangala au Nord et de la zone Luba/Lunda au Sud³⁰⁷. Cette subdivision se retrouve souvent réduite à une opposition entre l'Est et l'Ouest. La répartition des votes lors des dernières élections est venue renforcer cette tendance. A l'Ouest, le choix de Bemba a été une sanction infligée à Kabila. A l'Est, l'enjeu était la paix, la sécurité et l'unité nationale. Le motif du centre pour avoir sanctionné électoralement Kabila est que ce dernier a écarté leur leader Tshisekedi de la gestion de la transition³⁰⁸. Pour certains observateurs, les électeurs se sont prononcés en faveur de l'un ou l'autre des candidats en fonction de critères plutôt ethnico-régionalistes, selon qu'ils habitent à l'Est ou à l'Ouest³⁰⁹.

Il faut également souligner que le contexte politique de la République Démocratique du Congo est fortement imprégné d'une idéologie xénophobe farouchement anti tutsie. Les Congolais rwandophones sont tous assimilés à des Rwandais³¹⁰. Comme le souligne Gauthier De Villers, « la défiance à l'égard de l'allochtone entraîne une tendance à imputer des origines étrangères à tout politicien qui suscite crainte ou hostilité »³¹¹. C'est ainsi que de nombreux membres du MLC avancent le fait que Kabila serait « rwando-tanzanien ». C'est-ce

³⁰⁵ Béatrice LEDERLE, *Les entrepreneurs de violence...*, *op.cit.*, p.69

³⁰⁶ Guy Aundu MATSANZA, « La nouvelle édification de l'Etat à l'épreuve de l'ethnicité », in *Fédéralisme-Régionalisme*, 2004-2005, pp53-81, p.60

³⁰⁷ Voir annexe p. 246

³⁰⁸ Alphonse MAINDO, « De la lutte armée à la bataille électorale en RDC... », *op.cit.*

³⁰⁹ Mokhtar LAM, « Rapport de mission sur le rôle des partis... », *op.cit.*, p.18

³¹⁰ Voir à ce propos Stephen JACKSON, « Nos richesses sont pillées. Economie de guerre et rumeurs de crimes au Kivu », in *Politique Africaine*, n°84, décembre 2001, pp.117-135

³¹¹ Gauthier DE VILLERS, « Identifications et mobilisations politiques au Congo-Kinshasa... », *op.cit.*, p.88

qui expliquerait selon des cadres du MLC les accointances de Joseph Kabila dans les milieux rwandais. Ainsi, Pour Thomas Luhaka, « quand Kabila s'est déplacé à Bukavu, il a négocié sa sécurité directement auprès des Rwandais »³¹². Cette tendance à imputer des origines rwandaises à Kabila est pleinement assumée par les membres du mouvement, comme on peut le supposer à l'écoute du témoignage d'un cadre du MLC :

Tous les Congolais dans leur grande majorité savent que le RCD est rwandais. Jusqu'aujourd'hui, ils le savent. Le MLC est congolais, ce n'est pas pour rien que l'on a surnommé Jean-Pierre Bemba « mwana mboka », c'est-à-dire le fils du pays, en rapport avec Joseph et les autres... parce que Joseph est venu avec l'AFDL ici. Alors vous comprenez, c'est ainsi que même maintenant, les Congolais, dans leur majorité, soupçonnent une alliance secrète entre le Président de la République, Ruberwa et les autres, bon ils ont peur, il faut dire qu'ils ont la même origine. Les Congolais ne sont pas convaincus par les origines de Joseph Kabila³¹³.

Dans le même ordre d'idées, le MLC apparaît aux yeux de nombreux congolais comme un « parti de l'Ouest ». Un cadre du MLC le fait remarquer :

Je suis parmi ces jeunes gens, j'ai abandonné le poste que j'avais à Beni, dans le Nord Kivu, parce que moi je suis originaire de Bukavu; beaucoup de gens se posent la question « comment lui qui est originaire de l'Est peut se retrouver dans un mouvement de l'Ouest ? ». Les gens se sont toujours posé cette question³¹⁴.

Ce témoignage nous montre que l'appartenance du MLC à l'Equateur et plus généralement à l'Ouest du pays semble avoir été tellement ancrée dans l'imaginaire populaire qu'elle a été intériorisée par certains cadres du mouvement. Par ailleurs, la distribution du pouvoir doit obéir aux yeux de certains cadres à des logiques ethno-régionales. Ainsi, pour Thomas Luhaka, Kabila ferait tout pour que le Sénat n'ait pas pour président un homme du MLC car selon la Constitution, si le Président meurt, le président du Sénat prend le relais. Pour lui, il faudrait appliquer le principe de la représentation nationale, « l'Est a donné le Président, l'Ouest le Premier Ministre, donc le Centre doit donner le président de l'Assemblée Nationale »³¹⁵.

Ce profond clivage entre l'Est et l'Ouest semble affecter de nombreuses institutions du pays. Dans un certain sens, il a été intériorisé (que ce soit pour des raisons réelles ou supposées) au point que cette perception oriente parfois la stratégie des acteurs sociaux que sont les membres du MLC, comme nous le laisse supposer le témoignage d'un membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba :

³¹² Thomas Luhaka, lors d'une réunion avec des membres du MLC en France, banlieue parisienne, février 2007

³¹³ Entretien avec Joseph Muteba, le 23 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

³¹⁴ Entretien avec Augustin Baharanyi, le 16 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

Un jour, je suis parti prendre une bière du côté de Limete à proximité du camp de police de l'UPI. Il y avait un groupe de personnes qui parlaient en swahili, apparemment, ils étaient policiers. Quatre personnes ont quitté le groupe sur les neuf, les cinq policiers restant se sont alors mis à parler en lingala. A leur accent, j'ai vu que nous étions originaires de la même région, je suis donc parti les voir, je me suis présenté à eux et je les ai interrogé sur ce changement de langue. Ils m'ont alors dit que dans l'armée ou la police, si vous ne parlez pas swahili, vous n'êtes rien, n'espérez jamais obtenir une promotion. Ils ont donc menti sur leur origine, ils sont de l'Equateur mais ils se sont fait passer pour des gars de Kisangani, pour être considérés³¹⁶.

Cette dichotomie entre l'Est et l'Ouest a entraîné un sentiment de méfiance de part et d'autre, méfiance qui peut parfois revêtir une dimension violente. Les années de guerre, la victoire de Kabila, les défections perçues comme des trahisons ainsi que le sentiment d'être dominé par des gens originaires de l'Est du pays font qu'aux yeux des éléments de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, toute personne s'exprimant en swahili ou « s'apparentant à un tutsi » est vue comme un ennemi. Une scène à laquelle j'ai assisté au siège du MLC est révélatrice de cet état d'esprit :

Le 16 février 2007, alors que je me trouvais au siège du mouvement, deux jeunes s'exprimant en swahili sont repérés par des éléments de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba alors qu'ils faisaient des allées et venues devant le bâtiment, ils sont alors interpellés par les gardes et traînés dans la cour du bâtiment où ils sont rossés, ils supplient les gardes de Bemba pour qu'ils ne les jettent pas dans le fleuve. Ils se présentent comme des jeunes *mai mai* gardes du corps de Anselme Emerunga, ancien ministre de l'environnement issu de l'Union pour la Nation, soutien de Jean-Pierre Bemba et directeur de campagne du leader du MLC au Nord Kivu. Celui-ci est hébergé dans un hôtel non loin du siège du MLC. Après vérification, ceux-ci sont libérés et en seront quittes pour une grosse frayeur.

Cette division entre l'Est et l'Ouest du pays ne semble être qu'une réactivation de lignes de fractures remontant aux premières années de l'indépendance. Renforcées sous les régimes de Mobutu et de Laurent-Désiré Kabila, elles se sont ancrées profondément dans l'imaginaire collectif congolais. La période de transition et les résultats électoraux ont perpétué ce mouvement. Le MLC, de par l'origine de ses premiers membres et sa zone d'action durant la lutte armée, est assimilé (parfois à son corps défendant) à un mouvement de l'Ouest. Seulement, les membres du MLC se sont en quelque sorte approprié cette identité qui au départ leur avait été attribuée, que cela relève d'une volonté avérée de le faire ou non.

Cette opposition entre le MLC et le PPRD, qui objective le clivage entre l'Est et l'Ouest tend à être alimentée par le manque de confiance qui règne entre les deux parties,

³¹⁵ Thomas Luhaka, lors d'une réunion avec des membres du MLC en France, banlieue parisienne, février 2007

³¹⁶ Témoignage d'un membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, Kinshasa, février 2007

spécifiquement de la part du MLC, dont les forces militaires ont été profondément amoindries.

3. Un manque de confiance envers la partie adverse

La plupart des études portant sur les contextes post-conflit mettent l'accent sur la création d'un environnement général de confiance. Un des problèmes centraux réside en effet dans l'inquiétude des protagonistes quant au fait que la partie adverse prenne l'avantage sur eux après la démobilisation. Selon David Wendt, le premier point de l'agenda dans les situations post conflit doit être la sécurité³¹⁷. La sécurité est une donnée essentielle sinon les parties n'auront pas la confiance nécessaire pour faire des concessions dans plusieurs domaines. Roland Marchal et Christine Messiant avancent le fait que le processus de pacification, qui doit présider aux contextes post-conflit, est d'abord « un processus de construction de la confiance entre anciens ennemis [...] pour que le résultat de la première expérience d'élections ne soit pas l'élimination politique de l'un au profit d'un monopole du pouvoir de l'autre »³¹⁸.

En effet, les conditions qui encouragent les groupes à initier des négociations et signer des accords n'apparaissent pas suffisantes à apporter la paix. Les adversaires ne sont pas prêts à déposer les armes facilement, la peur et les suspicions reprennent rapidement le dessus. Ces suspicions mutuelles entre les parties se traduisent par des velléités mutuelles de garder un contrôle militaire sur les territoires respectifs ainsi que par une volonté de conserver ou d'améliorer le rapport de force initial.

La réhabilitation des groupes rebelles peut tout d'abord être assez coûteuse pour les autorités gouvernementales, elles doivent sacrifier leur honneur et leur prestige supposé pour le bien commun³¹⁹.

Jean-Pierre Bemba, quant à lui semble hanté par des questions liées à sa sécurité personnelle. Après la signature de l'Accord « 1+1 » entre Jean-Pierre Bemba et Joseph Kabila en 2002, Bemba, nouvellement Premier Ministre refuse de se rendre à Kinshasa au motif que

³¹⁷ David WENDT, « The Peacemakers : Lessons of Conflict Resolution for The Post-Cold War World », in *The Washington Quarterly*, vol.17, n°3, Été 1994, pp.163-179, p.175

³¹⁸ Roland MARCHAL et Christine MESSIANT, *Les chemins de la guerre et de la paix...*, op.cit., p.82

³¹⁹ Chris BAKWESEGLIA, « Conflict Resolution and Peace Education in Africa : Lessons and Opportunities », in Ernest UWAZIE (eds.), *Conflict Resolution and Peace Education in Africa*, Lanham,

sa sécurité n'y serait pas assurée³²⁰. Quelques mois plus tard, au lendemain de sa désignation comme vice-président, Bemba a demandé à disposer d'un avion d'escorte de la Monuc pour se rendre de Gbadolite à Kinshasa³²¹.

Ces méfiances se sont traduites pendant la période de transition, malgré les textes de lois, par le fait que les composantes rechignent à travailler avec la partie adverse comme le soutient un cadre du MLC :

Et c'est là qu'on m'a confié mes fonctions actuelles. Alors pendant la transition, j'ai été proposé à occuper une fonction officielle mais Joseph Kabila n'a pas voulu signer ce décret. Vous savez que dans le partage des responsabilités, chaque composante a eu un quota. Dans la répartition à Sun City, nous, nous avons eu sept postes ministériels et quatre postes de vice-ministre. Alors dans le partage des responsabilités dans les entreprises publiques, nous avons eu un quota dans certaines entreprises. Puisque personne n'ayant gagné les élections à l'époque, on s'est dit « bon, on se partage les responsabilités » et moi j'ai été proposé comme directeur général adjoint de la télévision nationale, la RTNC. Malheureusement, j'ai laissé ma mallette dans la voiture, vous allez voir combien de lettres mon parti a écrit à Joseph Kabila pour me nommer à ce poste qu'eux trouvaient stratégique. Ils trouvaient que la radio et la télévision nationale, c'est leur affaire, surtout que l'on était pratiquement en pré campagne ils ont voulu garder la main mise sur cet instrument national et à trois reprises, j'ai été proposé pour le ministre du portefeuille. Il y a un vide ! Jusqu'aujourd'hui, il n'y a pas de directeur général adjoint à la RTNC. Il n'y a qu'un directeur général PPRD, c'est clair ! Ils ont eu peur du contrepoids³²².

Plus généralement, la période de la transition est venue alimenter cette méfiance entre les protagonistes, deux tentatives de putsch ont eu lieu à Kinshasa (sans qu'elles soient l'œuvre du MLC)³²³.

Les éléments de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba craignent également d'être désarmés de force. Des éléments concrets viennent renforcer ces appréhensions, comme le 15 février 2007, alors que je me trouvais au siège du mouvement, plusieurs véhicules de la garde présidentielle stationnent à quelques dizaines de mètres du bâtiment et déposent des éléments armés qui arment ostensiblement leur kalachnikov.

Le témoignage d'un cadre du MLC confirme nos propos :

J : Jusque là, Jean-Pierre Bemba a droit à sa garde. Ces jeunes gens ont peur seulement d'aller se faire brimer par vengeance, dans ce fameux brassage, ils ne sont pas sûrs, ils ne connaissent pas le sort qui leur est réservé en tant que soldats du MLC. Vous connaissez le sort qui a été réservé aux ex-militaires de Mobutu, vous avez eu des échos, beaucoup y ont laissé leur peau,

Lexington Books, 2003, pp.9-18, p.16

³²⁰ Paule BOUVIER : « Le dialogue inter congolais, anatomie d'une négociation... », *op.cit.*, p. 243

³²¹ « Démarche insolite de Bemba », in *Jeune Afrique*, n°2209, 11 mai 2003, p.6

³²² Entretien avec Joseph Muteba, le 23 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

³²³ Thierry VIRCOULON, « Ambiguïté de l'intervention internationale en République Démocratique du Congo... », *op.cit.*, p.86

certains, on ne sait pas où ils sont et les autres, carrément, on les a mis hors de l'armée alors c'est tout ça, c'est tout ce film là qui fait que les gens restent sur leurs gardes. Quand au reste, je n'en sais rien, je ne suis pas un militaire. Là, je fais une analyse intellectuelle, ils ne sont pas sûrs du lendemain. Ils hésitent, ils se demandent si le brassage n'est pas que maquillage pour les zigouiller, pour les mettre hors de l'armée, il y a beaucoup de questions qui passent dans leur tête. C'est pour cela qu'ils résistent chaque fois qu'on veut les désarmer³²⁴.

Ceci nous montre, comme on a pu le souligner auparavant que c'est l'incertitude qui est source de méfiance pour les membres de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba. C'est également le sort qui a pu être réservé aux soldats des ex-FAZ lors de l'avènement de l'AFDL qui alimente ce sentiment de méfiance, d'autant plus que de nombreux membres de la garde rapprochée sont issus des ex-FAZ. Par ailleurs, la taille et les prérogatives du GSSP demeurent une source d'inquiétude pour les membres du MLC (Joseph Kabila avait souhaité 15 000 hommes, il en a obtenu 5 000), et le GSSP passe outre les chaînes de commandement formelles des FARDC³²⁵. De plus, l'aide étrangère, les ressources et l'administration sont aux mains de Kabila, ce qui contribue à alimenter les méfiances de ses adversaires politiques.

Ces méfiances mutuelles ont entraîné des regains de violence durant la transition et les élections, la CEI s'est donc engagée dans la signature d'un accord portant garantie du respect de l'ordre³²⁶.

On peut donc voir que les membres du MLC perçoivent d'une manière particulière le fonctionnement institutionnel. Dans le système de la transition, le pouvoir est octroyé par consensus. Ceci dit, c'est la lutte armée qui a permis au MLC d'accéder à un gouvernement de transition et les cadres du mouvement entendent bien mettre à profit les positions institutionnelles qui leur ont été conférées, en vue des échéances électorales. Par conséquent, pour les cadres du parti, les institutions doivent d'abord servir les intérêts du MLC dans le but de faire élire Jean-Pierre Bemba. Ce comportement, qui n'est pas propre au MLC, peut également s'expliquer par les craintes qu'expriment les divers protagonistes quant à l'existence d'agendas post-électorales cachés visant à renverser par les armes un résultat électoral défavorable. Ces soupçons sont renforcés par les méfiances réciproques des différents acteurs politiques. Par ailleurs, étant donné le fonctionnement des institutions dans cette période de transition, le MLC remet en cause l'autorité de certaines d'entre elles, bien que le mouvement ait participé à leur activité. Cette remise en cause a lieu chaque fois qu'une de leurs actions est défavorable au mouvement. Cette défiance vis-à-vis des institutions s'est

³²⁴ Entretien avec Joseph Muteba, le 23 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

³²⁵ Björn AUST and Willem JASPERS, *From Resource War to « violent peace », Transition in The Democratic Republic of Congo*, Bonn, Bonn International Center for Conversion, 2006, p.121

accrue avec l'élection de Joseph Kabila à la tête du pays. La réorganisation du parti va accroître le sentiment d'insécurité que les membres du parti peuvent ressentir dans l'arène politique. En intégrant la plupart de ses troupes au sein des FARDC, le MLC met en avant son caractère légaliste en respectant les accords signés mais se met en même temps sous la coupe de son principal adversaire politique. Ce mouvement s'accompagne aussi de défections de membres fondateurs du mouvement, ce qui aura un impact important sur l'esprit des membres du mouvement, alimentera leur méfiance et leur ressentiment, à l'égard du camp adverse mais aussi envers les cadres arrivés plus récemment. Tous ces phénomènes qui s'alimentent mutuellement, vont radicaliser le discours et le comportement de certains membres du MLC. Par ailleurs, une vision manichéenne de la situation politique va favoriser l'émergence des deux acteurs politiques les plus puissants, cette bipolarisation du champ politique se matérialisant par une exacerbation des rapports entre les partisans des deux camps. Cette dichotomie, qui tend souvent à être interprétée en termes ethnistes, va contribuer à renforcer les lignes de clivage préexistantes, notamment entre l'Est et l'Ouest du pays. De la même manière, ces deux phénomènes que sont la bipolarisation du champ politique et son ethnicisation viennent s'alimenter mutuellement.

La modification du contexte spatial dans lequel le MLC évolue, si elle a été synonyme de « socialisation » pour le mouvement, s'accompagne également de la modification de son répertoire d'actions, le MLC ayant officiellement renoncé à la voie des armes.

Chapitre IV. L'évolution du répertoire d'action : de la lutte armée à la participation électorale

La reconversion d'un mouvement rebelle en parti politique signifie pour les anciens insurgés une perte simultanée de pouvoir politique, de territoire et de pouvoir militaire. Ceci implique donc pour eux qu'ils doivent procéder à une reconfiguration de leurs modes d'action dans le contexte d'une pluralité de l'offre politique et en vue d'un objectif essentiellement incarné par des joutes électorales. En devenant un parti politique, le MLC se retrouve confronté à de nouveaux modes d'action politique, le mouvement doit donc intégrer les formes institutionnelles de l'action partisane. Malgré tout, l'héritage de la lutte armée imprègne l'imaginaire collectif des membres du mouvement plus particulièrement les éléments de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba.

A. Le MLC face à de nouveaux modes d'action politique

En passant du statut de « parti unique » à celui de « parti politique parmi d'autres », le MLC doit convertir en position de pouvoir la force acquise par les armes. Cette conversion doit désormais passer par la voie des urnes et nécessite donc la prise en compte de nouveaux facteurs, la lutte électorale étant caractérisée par une temporalité différente de celle de la lutte armée. Le MLC doit par ailleurs faire face à une nouvelle dimension de l'action politique, liée à sa monétarisation.

1. Le MLC, de la temporalité de la lutte armée à la temporalité de la lutte électorale

La pratique électorale en Afrique est généralement affectée d'un coefficient de négativité assez élevé. La conviction selon laquelle la pratique électorale est pervertie imprègne les imaginaires collectifs. Cette conviction est également répandue en République Démocratique du Congo malgré l'investissement des organismes internationaux dans l'organisation des élections. Les membres du MLC demeurent dans l'ensemble persuadés que les élections de 2006 ont été entachées de fraudes au profit de Joseph Kabila, comme nous l'indique un cadre du mouvement :

Nous sommes maintenant un parti politique bien connu et les élections l'ont prouvé, Jean-Pierre Bemba, deuxième personnalité de la République, 42 % entre guillemets, si ce n'est pas l'inverse. Réfléchissez deux fois quand même, ce n'est pas n'importe qui ! Ca n'est jamais arrivé dans ce pays ! Et malgré toute cette tricherie, il a obtenu 42 % ! Malgré toute la tricherie, Kinshasa a marché pour lui ! Malgré toute la tricherie, dans toutes les villes, les gens crient « Igwe ! Igwe ! »³²⁷.

Il est toutefois peu surprenant que les vaincus d'une élection dénoncent des fraudes. Cependant, cette conviction est partagée par des individus autres que les membres du MLC comme ce membre de la Ligue Nationale pour des Elections Libres et Indépendantes :

MM : Parce que si on prend du point de vue statistique, si on prend les résultats présentés, vous appliquez le calcul d'estimation statistique, vous verrez que ce sont des élections fausses. Si vous prenez le tableau des statistiques présentées, vous prenez le tableau des résultats présentés, ce n'était pas des élections démocratiques.

M : Ah bon ? 450 millions de dollars pour des élections fausses ?

MM : Oui ! Ce n'est pas pour plaire à quelque un mais il faut dire la vérité. La communauté internationale a fait ces élections comme un business politique, ça je vous le dit³²⁸.

Il paraît donc évident que, malgré les nouvelles institutions mises en place, les élections sont toujours perçues comme un « faire valoir » pour le pouvoir en place soutenu par la communauté internationale. Les élections dans les situations post conflit revêtent tout de même une certaine particularité, elles fournissent de nouvelles structures incitatives pour les acteurs politiques qui doivent donc adapter leur stratégie en fonction de nouveaux critères : coalitions électorales, gestion des ressources...³²⁹

Selon Béatrice Pouligny, dans une situation post-conflit, les élections servent deux objectifs, installer un régime légitime et démocratique et encourager la consolidation de la

³²⁷ Entretien avec Augustin Baharanyi, le 19 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

³²⁸ Entretien avec Marcel Mumba, le 8 mars 2007 au siège de la LINELIT, Kinshasa

³²⁹ Carrie MANNING, « Competition and Accommodation in Post-Conflict Democracy : The Case of Mozambique », in *Democratization*, vol.8, n°2, été 2001, pp.140-169, p.144

paix structurée par un système démocratique durable³³⁰. Cependant, elle souligne qu'il est délicat d'organiser des élections dans ce genre de contextes, les risques peuvent être importants car ce sont des situations dans lesquelles le contrat social doit être redéfini. Une compétition politique prématurée peut réactiver les anciennes logiques de confrontation et mener à la déstabilisation de la situation socio-politique³³¹. En effet, les incertitudes que peuvent ressentir les acteurs politiques concernés ainsi que des structures sociales obsolètes créées par la guerre peuvent influencer sur le contexte politique des élections post-conflit. Ces contextes sont marqués par des circonstances politiques où « gagner devient un tout ». Finir à la deuxième place n'est pas acceptable, car les acteurs politiques qui n'arriveraient pas en première position demeurent persuadés qu'il n'y aura pas d'alternance politique et que l'opposition n'obtiendrait aucune prérogative. Tout ceci dénote un « manque de préparation psychologique » à la possibilité d'une défaite électorale³³². Dans de tels contextes, les élections sont conçues comme une bataille et ressenties comme une défaite politique totale. Effectivement, en n'ayant pas remporté ces élections, les membres du MLC ont le sentiment de ne plus pouvoir influencer sur les orientations politiques du gouvernement. Plus concrètement, cela se manifeste par l'impossibilité d'accéder à certains postes à responsabilité et la non considération du statut de l'opposition. Les témoignages de deux cadres du mouvement viennent étayer nos propos :

M : Vous avez dit quelque chose d'intéressant, vous avez parlé de majorité qui écrase la minorité. Quand vous étiez encore politico-militaire, ce n'était pas le cas...

A : Non. Je fais allusion à l'assemblée nationale actuelle où l'AMP qui a 70 % de députés, qui sont là et ils ne veulent plus écouter ce que peut dire cette minorité là de l'UN, et c'est ça la « démocratie ». Il n'y a plus rien qui va, plus rien... Bemba ne sait plus parler en tant que chef de l'opposition, s'il parle, on décortique tout le discours, on enlève tous les côtés positifs et on exploite les côtés négatifs pour l'écraser davantage. Non, non ! C'est quelle démocratie, ça où on ne laisse pas parler le leader de l'opposition, on ne peut plus entendre un autre son de cloche, c'est quelle démocratie ? Nous sommes en train d'aller vers une dictature pire que celle que Mobutu nous a imposée, pire que celle que Laurent-Désiré Kabila nous a imposée ! Bref, c'est l'AFDL qui est revenue en force³³³.

Vous savez, si nous avons accepté le résultat du scrutin présidentiel, c'était tout simplement pour éviter au pays la violence et le chaos parce que si nous avons appelé la population congolaise à contester les résultats, tout Kinshasa allait s'embraser, le Bas Congo allait s'embraser, les deux Kasai, presque partout mais nous avons préféré opter pour une attitude

³³⁰ Béatrice POULIGNY, « Promoting Democratic Institutions in Post-Conflict Societies... », *op.cit.*, p.18

³³¹ *Ibid.*, p.19

³³² Michael J. TURNER, « The Perpetual Civil War in Angola : The Failure of Peacekeeping and Democratization », in Ricardo René LAREMONT (eds), *The Causes of War and The Consequences of Peacekeeping in Africa*, Portsmouth, Heinemann, 2002, pp.223-238, p.228

³³³ Entretien avec Augustin Baharanyi, le 19 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

responsable, nous avons dit « écoutez, c'est la première fois que les élections se tiennent, nous acceptons cette défaite, c'était une attitude de responsabilité, ce n'est pas que nous étions d'accord avec le résultat, loin de là, nous avons dit « écoutez, la Cour suprême a prononcé les résultats définitifs, nous nous plions, nous n'acceptons pas ces résultats mais nous nous plions et nous appelons la population au calme, pas de manifestations de rue, pas de casse, pas d'actes de violence ». Ce n'était pas par faiblesse, c'était par responsabilité, tout simplement. Mais maintenant, en retour, vous voyez quel type de majorité, le comportement de la majorité, une dérive rampante qui est en train de ramper. Donc quel est- le comportement de la majorité, c'est de dire : « nous avons ceci, de l'autre côté, nous n'avons rien mais nous allons l'avoir à coup d'argent, nous avons des provinces qui nous sont acquises, nous aurons des gouverneurs là-bas mais dans les provinces qui ne sont pas acquises, nous allons arracher à coup d'argent, nous devons tout avoir, et les autres ne doivent rien avoir ». C'est ça. Vous avez vu en France, à l'Assemblée nationale, aux bureaux de l'Assemblée nationale, il y a des postes réservés exclusivement à l'opposition. Ici, ils ont tout pris jusqu'au questeur adjoint. (*Rires*). Donc, c'est pour ça que je vous dit qu'ils souhaitent écraser l'opposition. Ils ne veulent pas donner à l'opposition le moindre espace. Nous avons déposé un projet de loi portant statut de l'opposition. Les gens ne sont pas pressés aux bureaux de l'Assemblée. Or, c'est cette loi qui doit nous protéger, qui doit éclairer sur les droits et les devoirs de l'opposition. Parce qu'aujourd'hui on nous arrête tous les jours, on arrête les gens du MLC, on arrête les gens de l'opposition. On nous accuse de troubles à l'ordre public³³⁴ ...

Ces élections ont donc eu des conséquences dommageables pour les membres du MLC, qui se sont retrouvés exclus des instances de décision, les sièges obtenus au Parlement ne leur donnant, à leur sens, que peu de poids sur la scène politique. Les membres du MLC ressentent le comportement de la majorité présidentielle comme un dénigrement à leur égard. Ceci peut expliquer la radicalisation de certains des membres du mouvement.

Ceci dit, en République Démocratique du Congo, la plupart des partis politiques se sont illustrés par un manque d'engagement dans la sensibilisation et la formation électorale, surtout pour les partis impliqués dans la gestion de la transition. Par ailleurs, beaucoup de témoins ne maîtrisaient pas les procédures électorales, beaucoup d'entre eux ont quitté les bureaux de vote sans atteindre la fin des dépouillements³³⁵.

Le MLC, à l'instar des autres mouvements rebelles devenus parti politique en République Démocratique du Congo a dû en relativement peu de temps négocier les passages successifs à trois états différents. Jusqu'en 2002, le mouvement se trouvait dans un état de lutte armée dans le but de prendre le pouvoir par la force (ou plutôt dans le but plus réaliste et avoué par ses membres d'accéder à une table de négociations). A cette date, il se retrouve dans un état où le pouvoir est octroyé par consensus. Ensuite, comme nous l'indique Célestin Kabuya-Lemena, le mouvement a dû négocier le passage d'un état de distribution et de légitimation du pouvoir par le mode de la négociation à un état de distribution et de

³³⁴ Entretien avec Joseph Muteba, le 23 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

³³⁵ Mokhtar LAM, « Rapport de mission sur le rôle des partis politiques dans le processus électoral en République Démocratique du Congo », *op.cit.*, p.7

légitimation du pouvoir selon le mode électoral³³⁶. La temporalité de la lutte armée a été particulière pour le MLC, l'action était en quelque sorte routinisée, les objectifs étaient clairs et précis, les issues souvent prévisibles, et les modes d'action demeuraient sensiblement identiques. Les propos d'un cadre du MLC, qui était ministre de l'intérieur dans le maquis illustrent cette assertion :

A : Ce qui était beaucoup plus facile, sans minimiser tout ce qu'on a perdu comme enfants, c'était la guerre, c'était la guerre. Puisqu'en fait dans le maquis, je savais repérer l'ennemi, je pouvais dire « l'ennemi est à tel endroit, il utilise telle sorte d'armes, il a telle tactique, tel nombre », puisqu'il y a des éclaireurs, il y a ceux qui vont vers l'ennemi, qui prennent le risque, qui vont vers l'ennemi pour étudier sa stratégie, son armement, ses hommes et vous de votre côté, vous organisez vos troupes en fonction de ce que vous avez en face. C'était plus facile, parce que vraiment, c'était un calcul cartésien, n'est-ce pas ? Il y a la tactique et puis le courage ! Ca, nous en avons et c'était plus facile.[...] Voilà, c'est difficile. Au maquis, c'était plus facile, on identifiait l'ennemi, directement, on pouvait faire des calculs, on organisait les troupes, la tactique, on attaque ! Mais ici, c'est beaucoup plus difficile puisqu'on ne connaît pas l'ennemi !³³⁷

Cette « routinisation » de l'action est également à mettre en relation, comme on peut le voir à travers ce témoignage, avec le fait que les acteurs sociaux que sont les membres du MLC disposaient des outils nécessaires pour pouvoir réduire l'incertitude inhérente à leur entreprise : compétences techniques, mode d'organisation, esprit de corps militaire. Par ailleurs, les interférences extérieures avaient une influence moindre, tant la situation était relativement stable dans la province de l'Equateur.

La situation durant la transition est radicalement différente. D'une certaine manière, la « temporalité » se retrouve sensiblement accélérée dans un contexte où les pressions sont accrues et les échéances clairement fixées. Dans cette période, le MLC connaît de profonds changements, en relativement peu de temps : intégration de sa branche militaire dans l'armée, départs de cadres importants (ce qui a perturbé le fonctionnement des instances dirigeantes du parti), arrivée de nouveaux cadres, dans le but de professionnaliser le parti à l'approche des élections. Cette « temporalité » connaît une accélération exponentielle au fur et à mesure que les élections approchent et que l'incertitude augmente, le dilemme étant ici de faire coïncider l'économie du temps de la transition et l'économie du temps électoral programmable³³⁸. Ceci s'est traduit par des violences récurrentes entre les membres de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba et les éléments de la PIR et du GSSP. Cette violence

³³⁶ Célestin KABUYA-LUMUNA, « Quelles lois essentielles pour la RDC ? », in *Fédéralisme-Régionalisme*, 2004-2005, pp.31-43, p.33

³³⁷ Entretien avec Augustin Baharanyi, le 19 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa.

³³⁸ *Ibid.*, p.43

électorale est caractérisée selon Jean-Marie Zambo-Belinga par une « conflictualité s'exprimant sous formes d'épisodes d'inimitié et d'animosité opposant soit des entrepreneurs politiques concurrents, soit leurs partisans »³³⁹. Les formes d'aboutissements sont les affrontements physiques ou verbaux pendant la campagne mais aussi après le scrutin, où elles s'expriment à travers des actes d'intimidation ou de brutalité physique, l'objectif étant de discréditer ou de saper la légitimité politique des concurrents.

Cette différence de temporalité a profondément bouleversé le mode d'organisation du MLC dont les membres ont eu du mal à négocier les changements. Ces derniers ont également dû faire face à la monétarisation de l'action politique.

2. Le mouvement et la monétarisation de l'action politique

Le MLC, en tant que parti politique doit prendre en compte un aspect essentiel de l'action politique, aspect qui revêt une dimension particulière en Afrique : la monétarisation.

Concernant le financement du parti, Jean-Pierre Bemba est présenté comme le seul bailleur de fonds du mouvement, qui ne recevrait pas d'argent de l'extérieur. Pendant la transition, le budget mensuel du MLC aurait été de 20 000 dollars (10 fois moins que le PPRD selon Thomas Luhaka car le parti de Kabila bénéficierait de la manne financière que représentent les contrats miniers)³⁴⁰. Par ailleurs, les parlementaires doivent verser 10 % de leurs émoluments.

Les capacités de redistribution de Jean-Pierre Bemba semblent altérées, ce qui pourrait expliquer certaines défections. Ceci dit, cela n'empêche pas certains députés du mouvement de mener un train de vie assez dispendieux. On peut prendre pour exemple le cas d'un député d'une commune de Kinshasa qui est pourtant logé au Grand Hôtel³⁴¹, où il m'a reçu alors qu'il est un élu de la même ville et qu'il dispose d'une habitation dans sa localité.

La monétarisation de l'action politique prend toute sa dimension lors des élections. Celles-ci peuvent s'apparenter à un « marché aux voix », les candidats devaient verser 50 000 dollars afin de pouvoir concourir, la majorité des candidats entendaient revendre leurs voix

³³⁹ Jean-Marie ZAMBO-BELINGA, « La scénographie de la déviance dans les scrutins politiques. La violence comme phénomène électoral d'ici et d'ailleurs », in *Cahiers d'études africaines*, XLVII(1), n°185, 2007, pp.29-65, p.33

³⁴⁰ Thomas Luhaka, lors d'une réunion avec des membres du MLC en France, banlieue parisienne, février 2007

³⁴¹ Le Grand Hôtel est un des deux établissements hôteliers de luxe de la capitale, la nuit y coûte au minimum 180 dollars quand on sait que le salaire moyen (pour ceux qui en perçoivent un) n'excède pas trente à quarante dollars).

aux grands candidats avec une plus value³⁴².

Plusieurs observateurs de la vie politique congolaise s'accordent à dire que l'élection des gouverneurs de province a été entachée de nombreux cas de corruption. Le MLC a en effet obtenu de bons résultats dans plusieurs provinces de l'Ouest lors des élections présidentielles. Mais paradoxalement, ces bons scores n'ont pas permis au mouvement d'obtenir de postes de gouverneurs :

M : Pour revenir sur le cas du MLC, nous avons pu voir, que le parti a eu ses meilleurs résultats dans l'Ouest. Alors comment expliquez vous que le mouvement n'a pas emporté de provinces, même pas en Équateur ?

MM : C'est facile à expliquer. Le camp opposé au MLC a utilisé l'argent, il y a eu corruption. On a proposé aux députés du MLC de l'argent, des voitures, des maisons, même des biens à l'étranger. Prenez ça mais donnez moi votre voix. Donc, le pouvoir en place est un pouvoir de corrupteur, le MLC a refusé de corrompre, c'est pour cela qu'ils ont perdu. Ils ont dit : « on n'utilise pas la puissance monétaire, on utilise la conscience des gens ». Et c'est là qu'il y a eu débandade, les gens ont préféré prendre l'argent plutôt que de travailler par la conscience politique. Donc c'est là que le MLC a échoué. Mais comme tel, je ne crois pas que c'était un échec pour le MLC, c'est l'autre camp qui échoue. Puisqu'un pouvoir qui est basé sur la corruption, sur les détournements, des choses comme ça, c'est un pouvoir fragile. Le MLC peut encore faire beaucoup de choses compte tenu de ce qu'il a fait, il a refusé de corrompre, il a refusé de donner l'argent pour avoir un poste³⁴³.

Ces pratiques ont eu un impact sur les membres du MLC dont le mouvement a été la grande victime de ces comportements. Cependant, la frontière demeure tenue entre un idéal démocratique rendant impossible ce genre de manœuvres et des capacités de redistribution profondément amoindries. Les membres du MLC revendiquent la première possibilité comme l'illustre les témoignages de plusieurs d'entre eux, cadres ou non :

Bon, on était comme si on évoluait à tâtons puisque certains cadres n'avaient plus de convictions. On se demandait d'où venait cette méfiance, cette déchéance psychologique, non ça ne venait que d'une corruption institutionnalisée maintenant. Parce qu'en fait, la corruption existait depuis longtemps mais nous, on ne s'en rendait pas compte, on croyait toujours à la démocratie, on croyait toujours sans savoir que quelque part, il y a eu une magouille terrible et voilà que nous avons été dépouillés de nos têtes. Si vous voyez ceux qui sont partis, ce sont vraiment de grosses légumes tel qu'on le dit. Alors nous avons eu des problèmes, de sérieux problèmes mais parmi les cadres, il y a ceux qui sont restés fidèles, fidèles à Jean-Pierre Bemba, fidèles à l'idéal et à l'objectif et voilà que nous nous retrouvons, le MLC est là, il existe, le MLC est encore fort, beaucoup plus fort encore peut-être puisqu'il a fait trembler. Les gens ont eu peur, ils ont craché l'argent, ils ont institutionnalisé la corruption pour dire que non, si nous ne faisons pas ça, le MLC va nous écraser et effectivement, bien qu'on était deuxième, on se préparait à bien mener notre opposition avec six provinces qu'on devait contrôler sur les onze, entre autres la ville de Kinshasa; on s'y était vraiment bien préparé et le pouvoir a dit non, il faut maintenant cracher l'argent ! L'argent de la Banque centrale, ici, pour aller payer les

³⁴² Thierry VIRCOULON, « RDC : la démocratie sans démocrates... », *op.cit.*, p.577

³⁴³ Entretien avec Marcel Mumba au siège de la LINELIT le 8 mars 2007 à Kinshasa

provinciaux, je m'excuse de le dire tout haut comme ça à un étranger comme vous, mais puisque vous voulez que j'en parle ! Et on a acheté les consciences pour que Kinshasa ne soit pas dirigée par le MLC or nous sommes majoritaires à l'assemblée provinciale, nous savons toujours que cette assemblée provinciale pourra poser des problèmes au gouverneur qui est là³⁴⁴.

Vous avez vu, dans les provinces, c'était à coup d'argent, l'achat des consciences. Comment comprendre que dans une élection où un fief a voté à 80 % pour Jean-Pierre Bemba et le MLC, au niveau des députés nationaux, ces fiefs là ont voté pour 38 % pour le MLC, aux élections provinciales, nos fiefs ont voté pour les députés à 80 % pour le MLC et maintenant avec nos députés, nous n'avons aucun gouverneur (rires), c'est impensable ! Même dans les assemblées provinciales où nous sommes majoritaires, ces gens ont voté pour le gouverneur de l'autre tendance. Il y a eu une corruption écrasante, c'est clair ! Ces députés provinciaux, ce sont des gens qui menaient une certaine vie, hein. Devant des montants colossaux, ils cèdent, hein. Et puis vous savez, dans chaque assemblée provinciale, il y a au moins trois ou quatre chefs coutumiers cooptés, ça c'est la loi électorale, alors ces gens...il y a des chefs coutumiers qui sont de notre tendance, n'est-ce pas ? Le pouvoir...comme chez nous les chefs coutumiers sont nommés par arrêté du ministre de l'intérieur qui est du PPRD, il les a menacés de révocation au cas où...ce sont les chefs coutumiers qui ont tranché dans certaines assemblées provinciales à l'élection des gouverneurs et vice gouverneurs. Par exemple dans le Kasai occidental, il y a quelque un qui est descendu, qui est parti de Kinshasa avec des projets d'arrêtés ministériels pour dire aux chefs coutumiers « voilà, on a déjà préparé les projets d'arrêtés, si vos voix ne partent pas à notre candidat, dès qu'on entre en fonction, vous êtes décapités » et puis ils ont ramené un faux téléphone aux chefs coutumiers en leur disant « le Président veut vous parler ». Alors on ne savait pas qui était au bout du fil à les intimider au téléphone « attention, nous avons appris que si vous ne faites pas ça... », quelqu'un qui se faisait passer pour le Président de la République, une manipulation comme ça.

On peut dire que sur onze provinces, cinq provinces au moins avaient donné à Jean-Pierre Bemba une majorité nette au niveau des élections présidentielles, au niveau de l'Assemblée universelle. Là, c'était au suffrage universel direct, maintenant, avec ces grands électeurs, trente personnes qui doivent élire un gouverneur, la corruption est facile. Et nous allons faire en sorte que nous puissions amender cette loi, que tout se passe au suffrage universel. Nous ne sommes pas encore préparé en Afrique pour cette histoire de grands électeurs. Ce système favorise la corruption³⁴⁵.

MA : Moi en tout cas, j'aimerais travailler avec Bemba jusqu'à la fin parce que je vois qu'il est réglo. Il a l'argent, il a l'argent, son père a beaucoup d'argent, son père est milliardaire, il peut facilement corrompre les gens mais c'est pas ça son idéal, vous comprenez. L'argent, il en a, il peut aussi corrompre mais ce n'est pas de cette façon là qu'il veut diriger les affaires. [...] Si vous voyez les manifestations de Kabila avec des jeunes gens, il donnait beaucoup d'argent, l'argent du trésor public, pour qu'il puisse totaliser quelques manifestants, il faut qu'il dépense. Les gens partaient là-bas seulement pour l'argent. Pour M. Bemba, les gens disaient « nous n'avons pas besoin de votre argent, nous avons seulement besoin de vous voir et de vous écouter ». Au grand marché, lorsqu'ils ont appris qu'il devait passer là-bas, ils avaient fait des cotisations, ils ont dit « nous, on va commencer à cotiser pour que vous puissiez travailler avec cet argent », les gens du marché, lorsque l'on avait introduit le recours. Ils avaient espoir que notre Cour Suprême tranche pour M. Bemba. Alors, ils avaient déjà cotisé un montant important, ils faisaient les cotisations, ils avaient dit bon, au cas où M. Bemba passe au pouvoir, ils vont donner un coup de pouce. Tout le monde était prêt à cotiser pour M. Bemba [...]

M : Tu penses que les cadres ont gardé l'argent pour eux ? Pourquoi ils devaient payer les

³⁴⁴ Entretien avec Augustin Baharanyi le 19 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

³⁴⁵ Entretien avec Joseph Muteba le 23 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

témoins ?

MA : Il y en a à qui on avait remis 50 000 dollars. Ici, c'est comme ça, il faut les motiver. C'est comme à Kinshasa, il y en a qui ont accepté de se sacrifier mais quand même on avait prévu cinq dollars pour que les gens puissent manger puisqu'on savait que des tricheries étaient déjà planifiées mais il fallait des témoins. Alors pour motiver ces témoins, puisqu'on ne pouvait pas laisser les gens du matin au soir sans manger... lorsqu'ils ont commencé le dépouillement, il y a eu des coupures presque partout au Congo, coupure d'électricité et comme il y avait beaucoup de jeunes filles, elles ne supportent pas donc ils sont rentrés chez eux. Les manœuvres étaient déjà planifiées avant, les chefs de centre étaient pour la plupart des membres du PPRD. En plus, la commission électorale, à 90 %, ce sont des gens de l'est, 95 %, même 98 %. Ce sont des gens du même coin³⁴⁶.

Pour les cadres du mouvement, la corruption a été institutionnalisée par le camp présidentiel en raison de la supériorité supposée du MLC. Cette corruption expliquerait les résultats électoraux du mouvement mais également les défections qui ont eu lieu au sein de celui-ci. Cependant, les discours partisans reprennent souvent le dessus. Les deux premiers témoignages sont révélateurs de la volonté des cadres du mouvement de ne pas montrer les faiblesses du parti, les dénonciations de corruption qui ont pu fragiliser le mouvement font rapidement place à l'évocation de la puissance du parti. Par ailleurs, l'assurance de mes interlocuteurs est à mettre en relation avec le sentiment qu'ils ont de bénéficier du soutien inconditionnel de la population qui s'est exprimée au suffrage universel. D'où la remise en cause du « système des grands électeurs » qui a été si dommageable au parti. Le dernier témoignage nous montre tout de même que les dirigeants du mouvement ont en partie intégré la « nécessité » de devoir procéder à des distributions de fonds même si certains d'entre eux déplorent cet état de fait. Ainsi, Thomas Luhaka met en avant le problème du financement en dénonçant l'état d'esprit : « quand les gens vont au MLC, ils veulent des sous, il n'y a pas eu d'intégration de la culture du militantisme, ils ont le sentiment d'être au service de Jean-Pierre Bemba ». Il donne l'exemple d'une manifestation qu'ils voulaient organiser en France où les militants demandaient de l'argent pour aller coller des affiches.³⁴⁷

Plus généralement, dans l'imaginaire populaire congolais, le titulaire d'une fonction de pouvoir ou celui qui souhaite y accéder doit nécessairement procéder à des distributions de biens matériels. Comme nous le rappelle Jean-François Médard, « si le politicien accumule sans redistribuer suffisamment ou judicieusement, il mine les bases de son pouvoir et le fragilise »³⁴⁸. C'est le comportement que l'on attend d'eux. Le témoignage d'un jeune Kinois est significatif de cette nécessité de « libérer l'argent » :

³⁴⁶ Entretien avec Martin M., caméraman à CKTV, le 20 février 2007 à mon domicile à Kinshasa

³⁴⁷ Thomas Luhaka, lors d'une réunion avec des membres du MLC en France, banlieue parisienne, février 2007

³⁴⁸ Jean-François MÉDARD, « L'Etat patrimonialisé »... *op.cit.*, p.32

Jean-Pierre Bemba était méchant, on a continué à voir sa méchanceté concernant la libération des fonds même jusqu'au niveau des élections. Parce que Kabila a libéré l'argent pour ses directeurs de campagnes. Partout où ils allaient, les directeurs de campagne de province, de commune avaient un peu de moyens par contre Jean-Pierre n'a rien libéré, ça a commencé par les présidentielles et les provinciales. Vous avez vu que Kabila a remporté tous les postes de gouverneurs à part l'Equateur parce qu'il a libéré l'argent. Mais Bemba, même s'il a l'argent, il ne veut pas libérer parce que moi je vois... Il est habitué comme ça, peut-être il n'a pas confiance en ses proches. Quand tu vois les élections pour le gouverneur de Kinshasa ici, je ne pensais même pas que c'était le PPRD qui pouvait récupérer ça ! Vous savez, nous revenons de très loin. Nos politiciens, moi, je ne condamne pas ceux dont on dit qu'ils sont corrompus, moi, je trouve que c'est normal. Parce que comment vous pouvez expliquer que quelqu'un qui a peut-être vendu sa maison pour faire la campagne et qui a eu la chance d'être élu comme député provincial... Comme député provincial, vous devez élire à votre tour le gouverneur de province, peu importe votre camp, même si c'est quelqu'un de votre parti. l'UN qui est favorite, si des gens de l'AMP vous proposent par exemple 50 000 dollars, comment pouvez vous refuser ça, pour donner votre voix au type de l'AMP ? Tu as quand même vendu ta maison, donc tu prends facilement mais Bemba n'a pas fait ça. [...] Bemba, avec tout ce qu'il a comme fortune, ne veut même pas donner à ceux qui sont autour de lui par contre, Joseph, il donne, il ne s'enferme pas avec tout ce qu'il a. Mais Bemba, il s'enferme avec tout ce qu'il a, il ne veut pas donner. Même s'il avait eu le pouvoir, c'aurait été pire que Mobutu. Parce qu'il ne libère pas l'argent.

M : Qu'est-ce que tu appelles libérer l'argent ?

G : Libérer, c'est-à-dire donner, par exemple même vos proches, vous n'arrivez pas à leur donner l'argent pour votre propre campagne, vous leur dites seulement « allez y comme ça, nous allons gagner, nous allons gagner ! » Vous allez gagner comme ça sans donner l'argent ? C'est dans ce sens là, libérer l'argent. Mais par contre, Joseph donnait à ses directeurs de campagne, pour acheter la bière aux gens, organiser des fêtes, acheter des pagnes, c'est ça la campagne !³⁴⁹

Si la « libération de fonds » semble nécessaire pour remporter des élections, on peut voir à travers ce témoignage que celle-ci n'est pas toujours à mettre en relation avec une volonté délibérée d'enrichissement de la part de ceux qui perçoivent ces fonds. Celle-ci peut s'expliquer par des considérations pratiques, il faut en effet financer la campagne. Dans cette optique, la bonne volonté des partisans du MLC ne suffit pas toujours à donner des résultats électoraux favorables. Cependant, la frontière semble ténue entre la prise en charge de la subsistance des témoins durant les élections et leur subornation. Cette « libération de l'argent » est également à mettre en relation avec l'imaginaire collectif des Congolais relatif au pouvoir et aux élections. Le chef doit notamment être prospère et généreux et la campagne doit être « festive », ce qui nécessite un important investissement financier. L'aptitude à diriger est donc jugée par certains individus à l'aune de ce que le candidat est prêt à déboursier pour se faire élire. Cette perception donne donc un avantage sérieux à celui qui dispose des capacités de redistribution les plus importantes.

³⁴⁹ Entretien avec Bernard K., citoyen originaire de Kisangani, le 2 mars 2007 à mon domicile à Kinshasa

Le MLC a donc eu à gérer rapidement son inscription dans des contextes différents : de la lutte armée aux élections, en passant par l'exercice effectif du pouvoir. Par ailleurs, si le MLC semble avoir pâti de la monétarisation de la vie politique, il n'en demeure pas moins que le mouvement dispose de plusieurs autres modes d'action.

B. Le passage des dynamiques de la mobilisation armée à celles des formes institutionnelles de l'action partisane

Le MLC, en devenant un parti politique procède peu à peu à une redéfinition de sa légitimité, ne comptant plus seulement sur la légitimité tirée de l'usage de la violence. Cependant, beaucoup d'éléments laissent à penser que la lutte armée a seulement été mise en veille. Toutefois, le mouvement a déployé de réels efforts pour étendre son répertoire d'actions à d'autres pratiques.

1. Une redéfinition de la légitimité du MLC

Concernant les contextes post-conflit, un dilemme se pose, celui de la légitimité des anciens chefs de faction, eu égard à leur passé, à être des participants légitimes à la reconstruction politique du pays. William Reno met en avant le problème de la reconnaissance des chefs de guerre sur la base de leur fonction durant la période de la guerre³⁵⁰. Ceci apparaît comme un mauvais précédent qui peut compromettre la stabilité régionale si leur comportement ne change pas en période de paix. Par conséquent, s'ils veulent pleinement intégrer le champ politique légal, les mouvements rebelles doivent procéder à une redéfinition de leur légitimité, ce que le MLC a tenté de faire.

La volonté affichée du mouvement de se développer en parti politique à vocation nationale a engendré un effort de redéfinition de sa légitimité. Même si l'héritage des armes est pleinement assumé (nous y reviendrons), la recherche de légitimité se veut aujourd'hui plus consensuelle. Dans un contexte de transition où « les espaces de socialisation politique,

³⁵⁰ William RENO, « Reconstructing Peace in Liberia », in Ali M.TAISIER and Robert O. MATTHEWS (eds.), *Durable Peace, Challenges for Peacebuilding in Africa*, Toronto, Toronto University Press, 2004, pp.115-

les référentiels, ainsi que les représentations collectives sont réinventés »³⁵¹, le mouvement met en avant ses capacités d'expertise et use du biais religieux et philanthropique.

L'association du discours politique à des références religieuses donne à ces messages les vertus d'un discours de prêche. Jean-Pierre Bemba ainsi que les cadres du mouvement imprègnent souvent leur discours d'une sémantique religieuse. Ainsi peut-on lire dans un tract de l'Union pour la Nation (plateforme réunie autour du MLC) que le premier intérêt vital de la nation est « la crainte de Dieu, notre créateur et l'amour du prochain, comme fondement de la gestion de la chose publique, de la bonne gouvernance et source de bénédiction éternelle de notre nation »³⁵². Ce discours est repris par certains cadres du mouvement, comme Samuel Simene, membre fondateur du MLC qui affirme que le mouvement n'entreprend « pas d'action politique sans suivre les préceptes de Dieu »³⁵³. Toujours dans cette optique visant à doter le mouvement d'une « virginité nouvelle », Jean-Pierre Bemba fait acte de rédemption en « demandant pardon pour toutes les violations des droits de l'homme pendant la guerre »³⁵⁴. Il faut cependant préciser que le biais religieux occupait déjà une place importante dans la mobilisation des troupes pendant la période de la lutte armée, comme on peut le voir à travers le témoignage d'un ancien membre de l'ALC :

Je suis chrétien, protestant. En plus, vous savez, dans notre rébellion, notre devise, c'est « avec Dieu, nous vaincrons ». Maintenant, personne ne pouvait prendre de gri-gri ou avoir des pensées pour les choses des ancêtres, nos pensées, c'était vers Dieu, et c'est grâce à cela qu'on a gagné la guerre, on trouvait toujours des victoires. Un mouvement, c'est l'ensemble de plusieurs communautés, de plusieurs hommes de différentes pensées³⁵⁵.

Les Eglises jouent un rôle fondamental dans la préservation de la cohésion sociale et dans la mobilisation des populations. C'est aussi un puissant instrument politique. Les populations en République Démocratique du Congo ont une grande confiance dans les institutions religieuses. Les cadres du MLC ont parfaitement intégré cette rhétorique, la devise du mouvement est « Avec Dieu, nous vaincrons ». Par ailleurs, si l'aspect religieux était déjà présent lorsque le mouvement était un groupe rebelle, celui-ci a pris une nouvelle dimension. Ainsi, lors de la campagne des législatives, certains candidats, comme Thomas Luhaka ont désigné comme premier suppléant un pasteur et comme second suppléant un enseignant.

141, p.126

³⁵¹ Béatrice POULIGNY, « Promoting Democratic Institutions in Post-Conflict Societies... », *op.cit.*, p.28

³⁵² Tract de l'Union pour la Nation, septembre 2006, voir annexe p.251

³⁵³ « Le sixième anniversaire du MLC à Lisala », reportage diffusé sur CKTV

³⁵⁴ *Ibid.*

³⁵⁵ Entretien avec Claude Z., membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, le 7 mars 2007 au siège du MLC à Kinshasa

Le MLC centre également son approche sur « l'homme congolais ». Celui-ci serait « dégénéré par le vice, incapable de faire le saut qualitatif attendu de lui »³⁵⁶. Une des causes du mal congolais étant justement pour le MLC, la « crise des modèles et des héros, gloires éligibles à la renommée nationale »³⁵⁷, l'action du mouvement se veut portée sur l'action « culturelle et éthique ». L'objectif du « gouvernement MLC » est « l'affranchissement du citoyen congolais de son arriération tant mentale, économique que sociale³⁵⁸, la paupérisation entraînant le fait que les gens deviennent « réfractaires à la réflexion »³⁵⁹.

Plus généralement, le MLC milite pour une « mutation psychologique et spirituelle », « le Congolais doit accepter de se recréer, de devenir un homme nouveau, mentalement et spirituellement »³⁶⁰. L'homme est placé au centre du processus de développement.

Malgré des propos qui tranchent par une certaine radicalité, et tout en n'occultant pas la légitimité qu'il a pu tirer des armes, le MLC tire à présent une nouvelle légitimité de par les dimensions religieuses et philanthropiques de son discours. Cependant, malgré cette nouvelle orientation, la lutte armée est encore très présente dans les esprits des membres du MLC

2. Suspension ou abandon de la lutte armée ?

La violence politique est généralement analysée en science politique comme le contraire de l'ordre politique. Dans ce que nous pourrions appeler un repère « occidental-normé », le recours à la violence apparaît d'emblée comme hors du champ politique. Selon Jean Leca, de nombreuses recherches amènent à considérer toute forme de politique violente comme pathologique³⁶¹. Le MLC a souvent été accusé de vouloir semer la discorde et de projeter l'éventualité d'une reprise des combats.

Etant donné la « porosité de la frontière entre la paix et la guerre » (dans la guerre, il y a une forte continuité avec des pratiques dominantes également en temps de paix), une fin de conflit négociée peut créer une « paix dans la guerre » et peut poser les fondations d'un nouveau conflit avec des acteurs qui poursuivent la réalisation de leurs objectifs personnels³⁶².

³⁵⁶ Secrétariat général du MLC, Commission programme de gouvernement et thème de propagande, « Données stratégiques et tactiques pour l'élection au premier tour », volume I, données générales, Kinshasa, janvier 2006, p.1

³⁵⁷ *Ibid.*, p.13

³⁵⁸ *Ibid.*, p.13

³⁵⁹ Thomas Luhaka, lors d'une réunion avec des membres du MLC en France, banlieue parisienne, février 2007

³⁶⁰ MLC, secrétariat général, Commission programme de gouvernement... *op.cit.*, p.75

³⁶¹ Jean LECA, cité par David GARIBAY, *Des armes aux urnes...op.cit.*, p.32

³⁶² William RENO, « Reconstructing Peace in Liberia... , *op.cit.*, p.126

Cependant, en règle générale, une possible remobilisation dépend du degré de politisation du mouvement³⁶³.

Les protagonistes qui se sentent en difficulté ou qui voient leurs intérêts vitaux menacés peuvent jeter leurs dernières forces dans le combat. Les résultats des négociations qui ont précédé la période de transition sont l'équilibre des pouvoirs. Dans cet état, les adversaires sont anxieux à propos de leur futur et toujours prêts à reprendre les armes s'ils pensent que c'est le meilleur moyen pour protéger des intérêts s'ils sont menacés³⁶⁴. Cette situation d'incertitude peut être exacerbée si le jeu politique est soumis à la participation populaire.

Vu le passé, les leaders rebelles ont des raisons de conceptualiser l'organisation de la violence comme un moyen viable pour occuper au mieux certaines parcelles de pouvoir. Malgré les volontés de faire de Kinshasa une « ville sans armes », les différents protagonistes ont conservé d'importantes forces armées, en particulier le MLC et surtout le PPRD, Joseph Kabila pouvant compter sur sa position institutionnelle lui permettant de demeurer dans la légalité. Seulement, le recours à la violence physique dans les rapports sociaux n'a de chances de se produire que si les acteurs « s'y sentent autorisés », par une atmosphère de dénigrement, de mépris et de haine entretenue de longue date³⁶⁵.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, la période de transition a connu des regains de tension, à tel point que certains y ont vu les prémises d'un retour à la guerre civile. Le récit d'un de ces événements, les affrontements du mois d'août 2006, par un cadre du MLC laissent à croire que le mouvement a pu subitement et à plusieurs reprises replonger dans une dynamique belliciste tant la prose du récit est empreinte d'une sémantique guerrière :

Je peux peut-être vous retracer les événements tels qu'ils se sont passés, moi-même ayant été quelqu'un qui a subi ces événements. C'est moi qui ai organisé la défense du bâtiment. [...]
Nous nous sommes réunis ici vers 14 heures le 20 août. Jean-Pierre Bemba devait prononcer son discours vers 17 heures. Nous avons déjà préparé toute la salle. A 16h45, le groupe chargé de la sonorisation arrive pour bien terminer les préparatifs pour que nous puissions faire appel au Président Jean-Pierre Bemba. Le temps de déposer le matériel de sonorisation, nous avons entendu des crépitements de balles et selon nos informations, il y a un hangar de l'ONATRA (Office National des Transports) juste au bord du fleuve ici, qui était plein de jeeps de la police d'intervention rapide (la PIR). Non loin de là, à quelques mètres du bureau de la MONUC, la rue qui mène aux galeries présidentielles était pleine de jeeps de la PIR. Et du côté du boulevard du 30 Juin, juste au niveau de la Grande Poste, il y avait aussi des véhicules de la PIR, à 100 mètres d'ici. Mais quelle coïncidence ! Au moment où le Président Jean-Pierre Bemba devait

³⁶³ Roland MARCHAL et Christine MESSIANT, *Les chemins de la guerre et de la paix*, p.77

³⁶⁴ Ali. M. TAISIER and Robert O. MATTHEWS, « The Long and Difficult Road to Peace... » *op.cit.*, p. 403

³⁶⁵ Philippe BRAUD, *L'émotion en politique... op.cit.*, p.179

tenir son discours à la population, un tel déploiement de policiers au quatre coins du centre ville. Ils étaient au courant et ils savaient ce qu'ils allaient faire.

Quand il y a ces crépitements de balles, il n'y avait que quatre ou cinq militaires qui gardaient le siège du MLC et c'était une alerte. Et nous tous cadres, du parti, nous étions déjà là. Nous étions pris en quelque sorte en otages dans ce bâtiment et ça a duré deux heures et demi. Ils étaient en train de tirer sur le bâtiment vous avez pu voir les impacts de balles, il y avait même des chars qui sont entrés dans la danse, des chars de combat s'il vous plaît ! Un char doit d'abord tourner une heure pour qu'il chauffe et il faut encore une heure pour qu'il vienne de sa base jusqu'au siège. Il y a donc eu une préparation. Cependant, jusque là, personne ne connaît les tenants et les aboutissants.

Après quelques temps, nous avons eu un renfort de dix militaires. Moi-même, ayant été formé, j'étais sur le champ de bataille. Les quatre militaires présents ont résisté pendant deux heures mais nous avons perdu un garçon et nous étions restés avec trois et c'était une chance pour nous quand les dix sont arrivés en se frayant un passage derrière le bâtiment. Nous avons poussé un « ouf de soulagement »; ils nous ont libéré un passage pour que nous puissions sortir du bâtiment. Le parking était plein de voitures, la mienne, qui était dans une mauvaise position était criblée de balles, j'ai dû m'asseoir sur des bris de glace et démarrer en trombe. Voilà les événements du 20 août tels que je les ai vécus³⁶⁶.

Mon interlocuteur m'a narré cet épisode de manière emphatique. La scène où se sont déroulés ces événements est assimilée à un « champ de bataille », Cet individu, qui a eu l'occasion de mener des opérations durant la lutte armée, me fait une synthèse précise des forces en présence et du déroulement des opérations. Tout porte à croire que ces affrontements constituent juste un épisode de plus dans le conflit opposant le MLC au camp présidentiel, conflit qui n'aurait été que suspendu.

Officiellement, le MLC a renoncé à la voie des armes, Jean-Pierre Bemba l'énonce explicitement : « La lutte se déplace vers les arènes politiques où la force des arguments prend le pas sur celle des armes »³⁶⁷. Néanmoins, la question d'une remobilisation a été débattue au sein du mouvement après les élections. Selon Thomas Luhaka, plusieurs options se présentaient à eux : reprendre les armes ou féliciter Kabila pour sa victoire, or, selon lui, ce n'était pas possible car il y a eu des fraudes. Le mouvement pouvait également lancer des appels pour que les gens manifestent. Il est intéressant de constater que pour ce cadre du mouvement, ces appels à la manifestations s'apparentent nécessairement à des « encouragements à un soulèvement populaire » tant son discours laisse percevoir une confusion de ces deux registres d'action collective. Ceci dit, il fait montre d'une stratégie rationnelle en incluant un calcul de risques : cette action aurait nécessité une grosse logistique et en outre, si cette action se soldait par un échec, à ses dires, « c'aurait été la fin du MLC », même si notre interlocuteur avance que lors des événements du 20 et 21 août, les partisans du MLC étaient en mesure de renverser Kabila, mais qu'ils ont dû renoncer en raison de

³⁶⁶ Entretien avec Augustin Baharanyi, le 16 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

³⁶⁷ Discours de Jean-Pierre Bemba prononcé le 30 juin 2003 à Gbadolite à l'occasion de la fête de

pressions. Toujours selon ce cadre du mouvement, Jean-Pierre Bemba aurait pu choisir le chemin de l'exil. Finalement, la dernière option qui se présentait était de prendre acte et d'accepter de mener l'opposition³⁶⁸.

Néanmoins, les cadres du mouvement ne ferment pas définitivement la porte à la possibilité d'une action armée. Seulement, la responsabilité de la reprise éventuelle des armes est rejetée sur le gouvernement. Ainsi, en évoquant des « menaces à peine voilées de la part de militants du PPRD », Thomas Luhaka rapporte à son auditoire son intervention auprès de Kabila pour qu'il calme le jeu en disant que « si on les effraie, cela va les pousser à la rebellion »³⁶⁹.

En règle générale, les pratiques prévalant en période de guerre continuent de présider au comportement des membres du MLC, notamment les « techniques d'infiltration » comme j'ai pu en être le témoin :

Le 19 février 2007, alors que je me trouve au siège du mouvement, un jeune vendeur ambulant de cigarettes et de confiseries se présente au siège. La réaction des gardes est immédiate : « notre espion est arrivé ! », celui-ci est venu relater l'histoire qu'il a vue du côté du siège de la garde républicaine, « soyez calme, je suis venu vous raconter ce que j'ai entendu ». D'après plusieurs membres de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, Kabila commence à doter sa garde de tenues similaires à la leur, mais les gardes du MLC ont leurs mots de passe, « si on les débusque, c'est la mort ».

La lutte armée demeure très présente dans les esprits et elle imprègne de nombreux aspects de la vie politique. Le jour de la proclamation des résultats du second tour de l'élection présidentielle, le président de la CEI devait annoncer les résultats lors d'une conférence de presse non loin de la CEI, mais il a dû être transporté à la RTNC dans un char de la Monuc³⁷⁰.

Il est difficile de conclure à un abandon de la lutte armée de la part du MLC. Néanmoins, il n'en est pas moins aisé de déduire que l'éventuelle mise en œuvre de cette option relèverait d'une réelle volonté des dirigeants des mouvements. Ces derniers sont bien conscients des rapports de force sur le terrain. La reprise des armes par les membres de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba est corrélée à l'évolution de la situation politique et à l'action des membres des forces de sécurité. En outre, une éventuelle réactivation de la violence par le MLC plongerait automatiquement celui-ci dans l'illégalité. C'est d'ailleurs le maintien effectif de la garde prétorienne du leader du MLC qui a justifié l'intervention des forces de sécurité lors des événements de mars 2007.

l'indépendance, reportage diffusé sur CKTV

³⁶⁸ Thomas Luhaka, lors d'une réunion avec des membres du MLC en France, banlieue parisienne, février 2007

³⁶⁹ *Ibid.*

³⁷⁰ Témoignage d'un membre de la CEI, Kinshasa, le 5 mars 2007

Cependant, hormis la lutte armée, d'autres options se présentent pour les membres du mouvement.

3. Pour un élargissement du répertoire d'action

Etant confronté à un contexte nouveau, le MLC doit redéfinir ses modes d'action afin de conquérir cette fois-ci le pouvoir par la voie des urnes. Pour ce faire, les dirigeants du mouvement ont été amenés progressivement à élargir leur répertoire d'actions.

Le répertoire d'actions peut être défini comme l'ensemble des ressources susceptibles d'être effectivement mises en œuvre par des acteurs. Pour notre objet, seront principalement considérées les ressources du pouvoir.

Nous avons vu que les capacités de redistribution du mouvement et plus particulièrement de Jean-Pierre Bemba semblent avoir été profondément altérées. Le MLC peut néanmoins revendiquer une certaine compétence technique de par la formation de ses cadres. En outre, le mouvement dispose des puissants outils de communication que sont les deux chaînes de télévision du mouvement. Le MLC peut également se caractériser par une relative capacité à troubler l'ordre public au moyen de la fameuse garde rapprochée même si l'on a vu que les dirigeants du mouvement sont conscients des risques que peut représenter la mise en œuvre d'une logique militaire. Jean-Pierre Bemba peut néanmoins compter sur sa notoriété et son capital social. Celui-ci renvoie à l'ensemble des réseaux de sociabilité et de relations mobilisables pour obtenir des avantages. Par ailleurs, Jean-Pierre Bemba compte sur le capital de confiance initial dont il peut disposer auprès de la population, le tout, comme nous l'indique Akila-Esso Boko, s'inscrivant dans une démarche visant à asseoir sa puissance et sa supériorité³⁷¹.

Le MLC souhaite investir l'espace public en prenant en compte la grande légitimité qu'un entrepreneur politique peut tirer des manifestations populaires (c'est une ressource symbolique considérable). Cette récupération de la frustration populaire (en sachant pour le cas de la capitale, lieu visible du pouvoir, que les Kinois expriment souvent leur défiance pour

³⁷¹ Akila-Esso BOKO, « Le mythe du soldat rédempteur », in *Géopolitique africaine*, n°5, février 2002, pp.215-223, p.219

le régime en place) est à mettre en relation avec une logique d'investissement des ressources politiques indispensables pour renforcer l'image de sauveur et de justicier que tente de se donner l'investisseur politique qu'est Jean-Pierre Bemba. L'appel à manifester est donc une option que les cadres du mouvement prennent en compte comme nous l'indique l'un d'entre eux :

M : Pour conclure, je souhaiterais avoir votre sentiment concernant l'avenir.

J : Tout dépendra du comportement de la majorité. Tout va se jouer maintenant dans nos rapports pouvoir/opposition. Si on reste dans l'opposition, si on a la possibilité de travailler à travers les textes de loi, si on juge que le comportement général du pouvoir est correct, si on laisse à l'opposition le droit de faire son travail, si on respecte l'opposition, si tout le monde comprend qu'il n'y a pas de démocratie sans opposition, je crois que les cinq années qui viennent se passeront de manière apaisée.

M : Et si ce n'est pas le cas ?

J : Si ce n'est pas le cas...je ne sais pas, je ne sais pas. Ca, je ne sais pas ce qui peut advenir. Vous savez, nous userons de tous les moyens, de tous les moyens...que nous offre la Constitution. Mais attention, quand on brime trop...vous savez, il y a la rue, il y a d'autres brèches pour nous en sortir³⁷².

Ceci est une marque de rationalité du nouvel investisseur politique. Cependant, dans un contexte politique tendu, la distance entre des manifestations et un soulèvement populaire dont les conséquences en cas d'échec peuvent être dommageables pour le MLC, semble courte, d'où la prudence dans la mise en œuvre éventuelle d'une telle démarche comme le rappelle ce même cadre du mouvement :

Vous savez, si nous avons accepté le résultat du scrutin présidentiel, c'était tout simplement pour éviter au pays la violence et le chaos, parce que si nous avons appelé la population congolaise à contester les résultats, tout Kinshasa allait s'embraser, le Bas Congo allait s'embraser, les deux Kasai, presque partout mais nous avons préféré opter pour une attitude responsable, nous avons dit « écoutez, c'est la première fois que les élections se tiennent, nous acceptons cette défaite ». C'était une attitude de responsabilité, ce n'est pas que nous étions d'accord avec le résultat, loin de là, nous avons dit « écoutez, la Cour suprême a prononcé les résultats définitifs, nous nous plions, nous n'acceptons pas ces résultats mais nous nous plions et nous appelons la population au calme, pas de manifestations de rue, pas de casse, pas d'actes de violence ». Ce n'était pas par faiblesse, c'était par responsabilité, tout simplement³⁷³.

Ce témoignage dénote une certaine volonté de la part des cadres du mouvement de mettre en avant le « sens de responsabilité » mais est surtout révélateur de la mise en œuvre d'une stratégie rationnelle visant à ne pas endosser la responsabilité d'éventuels troubles. Par

³⁷² Entretien avec Joseph Muteba, le 23 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

³⁷³ Entretien avec Joseph Muteba, le 23 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

ailleurs, toujours dans le cadre de cette action stratégique rationnelle, les cadres du mouvement semblent intégrer un calcul de risques en prenant en compte l'inégalité des forces militaires sur le terrain, comme on a pu le voir précédemment. Le témoignage d'un observateur de la vie politique congolaise vient étayer nos propos :

Vous voyez, hier, il y a eu une marche en faveur du PPRD, mais si c'est Jean-Pierre qui fait ça, on met des militaires, on tue des gens, comme au Bas Congo. Donc, c'est la conclusion que je peux donner mais le chemin est encore long pour le MLC, c'est à lui de rectifier le tir en fonction de ce qu'il vient de connaître et s'adapter au terrain. Parce que le terrain est vraiment difficile à maîtriser, la population est très exigeante³⁷⁴.

La tenue d'élections a également engendré l'avènement d'un nouveau mode d'action pour le MLC qui se matérialise par un recours récurrent aux tribunaux pour contester des résultats électoraux défavorables. La Cour suprême a été l'instance à laquelle les différents protagonistes candidats à des fonctions électives ont eu le plus souvent recours, à tel point que cette institution a pu être « prise en otage » par les différents candidats, jusqu'à être la cible d'un incendie dont les auteurs demeurent à ce jour non identifiés.

Cette judiciarisation de l'action politique s'accompagne également d'actions plus véhémentes de la part des membres du MLC. Cependant, en plus de l'espace public, les institutions semblent devenir un lieu central de l'action politique comme on peut le voir à travers le témoignage d'un cadre du mouvement :

Nous sommes majoritaires à l'assemblée provinciale, nous savons toujours que cette assemblée provinciale pourra poser des problèmes au gouverneur qui est là, ça il n'y a rien à faire, puisque pour la plupart des décisions, elles proviendront de l'assemblée provinciale. Ces décisions pourront être des motions de méfiance que nous pourrons faire contre le gouverneur en place et les manifestations vont s'accroître et il y en aura toujours car quand on verra que l'intérêt de la population n'est plus en vue, nous allons déclencher une machine infernale puisque nous sommes capable de le faire pour remettre les histoires en ordre. Nous l'avons déjà vécu, le Parlement, l'Assemblée nationale a été bloquée pendant deux ou trois jours par le MLC, parce qu'il fallait nécessairement parler de cette histoire de congolité³⁷⁵.

Le MLC prend également en compte le tissu associatif congolais. Dans un contexte particulier où la vie sociale congolaise semble être régie par le fameux article 15 : « Débrouillez vous » que tout Congolais bien né a intériorisé, le tissu associatif (ainsi que le réseau des Eglises) représente en quelque sorte un lieu de contre pouvoir et a contribué tant bien que mal à maintenir une certaine régulation sociale. Le MLC compte bien profiter de la

³⁷⁴ Entretien avec Marcel Mumba au siège de la LINELIT le 8 mars 2007 à Kinshasa

³⁷⁵ Entretien avec Augustin Baharanyi le 19 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

« manne humaine » que peut représenter ce réseau associatif :

M : Concernant la reconversion politique du MLC, avez-vous été aidés, aiguillés ou conseillés par une association, une ONG quelconque ?

A : Juste quand nous sommes arrivés, la première structure du MLC créée fut une cellule chargée des relations avec les partis politiques et les associations. Ces partis politiques, il y en avait beaucoup qui voulaient travailler avec nous et ils sont venus et nous avons cheminé ensemble. D'autres ont été absorbés par le MLC. Pour revenir à votre question, ce sont ces associations qui nous ont aidés à devenir fort, très fort surtout ici à Kinshasa. Vous savez, ici à Kinshasa, il y a beaucoup d'associations qui nous ont aidé. Parce que quand ces présidents d'associations viennent vers nous, c'est avec la liste de tous les membres. Donc ces associations nous ont apporté plusieurs milliers de membres qui deviennent membres du MLC à part entière. Cela a donc été pour nous un moteur pour démarrer le parti politique. Beaucoup de gens chez nous ont négligé cet apport, ce qui est faux à mon sens. Ce sont ces associations qui ont mobilisé les gens en faveur de Jean-Pierre Bemba dans les différents quartiers, au niveau local...

M : Très bien, mais est-ce qu'il existait par exemple des séminaires que les cadres du MLC pouvaient suivre ?

A : Heu...accompagnement dans ce sens...oui. Après Sun City, il y a eu un brin d'espoir, nous voyions quand même le bout du tunnel, nous voyions où nous allions. C'est ainsi que certains de nos cadres ont assisté à des séminaires dans et à l'extérieur de notre pays. Mais dire qu'une ONG prenait en charge tout un aspect de notre formation, non. Ils venaient sur notre territoire, ils coopéraient avec nous puisqu'en venant, ils acceptaient notre ligne de conduite et puis ils travaillaient ...³⁷⁶

On peut voir à travers ce témoignage que les relations entre le MLC et les associations qui ont pu soutenir le mouvement obéissent à une logique particulière. Selon mon interlocuteur, celles-ci sont à sens unique. S'il se félicite de leur apport, elles ne sont perçues qu'à travers le rôle de propagation de l'idéologie du MLC qu'elles peuvent avoir. Ceci revient donc à remettre en cause leur éventuelle indépendance. Par ailleurs, aux yeux de mon interlocuteur, leur contribution est réduite au seul nombre de militants qu'elles sont susceptibles d'apporter au MLC, la puissance de ce dernier se matérialisant notamment à travers le nombre de ses partisans. On peut également émettre l'hypothèse que la « collaboration » du MLC avec certaines ONG peut donner au parti une certaine respectabilité.

Dans le souci de se doter d'une image d'honorabilité, le MLC a procédé à une redéfinition de sa légitimité, en se retranchant notamment derrière un discours à consonance religieuse et derrière une approche centrée sur « l'homme congolais ». Cependant, la lutte armée ayant structuré les modes d'actions antérieurs, les pratiques ayant cours au maquis peuvent être réactivées en fonction du contexte politique du moment. Toutefois, le MLC a su

élargir son répertoire d'actions, à travers la contestation devant les tribunaux, le recours au réseau associatif ou encore les appels à manifester, même si la mise en œuvre de ces pratiques n'est pas dénuée de risques. Plus généralement, on peut observer une imbrication des procédés « propres à l'action politique légale » et des pratiques en vigueur du temps de la lutte armée. Cette relative prégnance des modes d'action caractéristiques de la lutte armée amène à poser la question de l'héritage de la guerre au sein du MLC.

C. La question de la capitalisation des héritages de la lutte armée

Au-delà des affrontements auxquels ont pu prendre part les membres de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba durant la période de transition, il semble que le legs de la lutte armée continue d'imprégner le discours et les esprits au sein du mouvement. C'est l'action armée qui a pu permettre au MLC de s'imposer sur la scène politique légale et qui fonde en quelque sorte sa légitimité aux yeux des membres du mouvement. Cependant, les héritages de la guerre tendent à être appropriés par des individus qui n'avaient pas pris part aux hostilités.

1. La prégnance d'un discours guerrier

Même si les dirigeants du MLC tentent de se distinguer par un discours policé, évitant soigneusement de recourir à une sémantique guerrière, la rhétorique belliciste demeure patente dans le discours bien qu'elle n'apparaisse qu'en filigrane. En effet, dans une société structurée par des années de guerre, il semble difficile pour les différents protagonistes de se départir des traits de leur identité originelle après la guerre, même s'ils ont désarmé.

Cette rhétorique guerrière perpétue une polarisation ami/ennemi. Alphonse Maindo avance l'hypothèse d'une « logique de la mobilisation culturelle qui encadre et fixe les combattants dans la construction de l'ennemi comme « l'autre » diabolique »³⁷⁷. Cette mobilisation culturelle emprunte les voies du discours.

Le discours de certains membres du MLC, qui emprunte ses termes au lexique de la lutte armée est principalement dirigé contre Kabila et la mouvance présidentielle. En effet, selon J.M. Zambo-Belinga, « en jetant l'opprobre sur les adversaires politiques, les acteurs

³⁷⁶ Entretien avec Augustin Baharanyi le 3 mars 2007 au siège du MLC à Kinshasa

³⁷⁷ Alphonse MAINDO, « De la lutte armée à la bataille électorale en RDC... », *op.cit.*

d'un camp entendent signifier aux autres leur incapacité à assumer voire à prétendre assumer des fonctions politiques et corollairement, entreprennent de s'instituer comme les seuls à même de le faire »³⁷⁸.

Dans son programme de gouvernement, Jean-Pierre Bemba parle « d'alternance démocratique pour la reconquête du Congo »³⁷⁹. Il sous-entend donc que le pays demeure sous occupation et qu'il convient donc de le libérer. Il est intéressant de noter au passage que cette assertion met en évidence aux yeux de celui qui tient de tels propos, l'allochtonie supposée du Président Kabila.

Jean-Pierre Bemba met également en avant la continuité de l'action du MLC, « hier, nous étions sur les champs de bataille armée, aujourd'hui nous devons nous ranger en ordre de bataille politique »³⁸⁰. Plus généralement, son discours, en éludant soigneusement les changements de registre d'actions qu'implique un tel changement de temporalité, laisse le soin aux destinataires de ces propos d'interpréter à leur guise la notion de « bataille politique ».

Des propos à connotation guerrière sont également tenus par les dirigeants du mouvement aux cadres. Plus précisément, la vie politique tend à être analysée et interprétée par les dirigeants du mouvement en des termes se rapportant au lexique « d'un manuel de stratégie militaire », ainsi, pour Thomas Luhaka, « il ne faut jamais encercler l'ennemi, car il sera amené à se battre désespérément, il faut donc lui laisser une porte de sortie »³⁸¹.

La question sensible de la « congolité » et du nationalisme que tente d'incarner le MLC, réveille par ailleurs souvent les ardeurs de mes interlocuteurs, à l'exemple de ce cadre du mouvement :

Ces tutsis congolais ont évolué, ils sont nés ici au Congo, ils ont grandi au Congo, ils ont étudié au Congo et ils doivent être congolais ! Mais ils ne doivent pas afficher la double face, le problème, c'est la double face ! La nationalité congolaise est une et exclusive ! On ne peut pas être français et tunisien ou français et algérien, vous comprenez ! Vous êtes français, vous travaillez avec Sarkozy... ou Ségolène Royal ! (*Rires*) Le MLC est un mouvement nationaliste, très nationaliste. Si vous voulez combattre ce nationalisme, le MLC vous combattra jusqu'au bout ! Et je suis parmi ceux qui ont combattu pour que nous retrouvions ce nationalisme, l'intégrité du territoire que nous puissions dire que les Congolais, c'est nous et nous restons congolais et nous sommes fiers de l'être !

³⁷⁸ Jean-Marie ZAMBO-BELINGA, « La scénographie de la déviance dans les scrutins politiques..., *op.cit.*, p.56

³⁷⁹ MLC : Contrat social. Alternance pour la reconquête du Congo. Programme de gouvernement du MLC, juin 2006

³⁸⁰ Discours d'ouverture de Jean-Pierre Bemba lors des premières assises du MLC, Kinshasa, le 27 janvier 2006 dans « Rapport général du Conseil des représentants du MLC », janvier 2006

³⁸¹ Thomas Luhaka, lors d'une réunion avec des membres du MLC en France, banlieue parisienne, février 2007

Certes, ces propos sont généralement loin de s'apparenter à des appels à prendre les armes. Ceci dit, leur récurrence, adossée au ressentiment qui anime de nombreux membres du mouvement, dans un contexte politique tendu, peut avoir un profond impact sur les membres du mouvement et spécialement sur les éléments de la garde rapprochée. En contribuant à créer un environnement propice à la recrudescence de la violence, ces déclarations peuvent être interprétées comme des accords tacites à l'usage de la violence qu'elle soit l'œuvre de « militaires du MLC » ou de simples militants.

Ces diverses insinuations bellicistes, au-delà de leur éventuelle portée, peuvent être mises en relation avec le passé du mouvement, passé qui contribue à légitimer la position actuelle du MLC.

2. La lutte armée : origine et légitimité actuelle du mouvement

Dans la période post-conflit, les expressions d'accord politique ont joué un rôle comme justification de la guerre. Les membres du MLC assument pleinement cet héritage et justifient leur action passée en rapport avec la position qui est celle du mouvement aujourd'hui.

Tout d'abord, cela se manifeste par des aspects concrets et matériels : le MLC parti politique hérite des ressources humaines et des biens patrimoniaux de la branche politique du MLC politico-militaire³⁸².

Par ailleurs, l'action armée du mouvement est légitimée par le fait que pour Jean-Pierre Bemba, la lutte armée était « la seule voie autorisée, compte tenu du contexte de l'époque »³⁸³. Celle-ci a fait du mouvement ce qu'il est aujourd'hui. Plus concrètement, c'est la lutte armée qui a permis au mouvement d'exercer des fonctions au sein des institutions de la transition. Les nominations de membres du MLC à des postes à responsabilité sont présentées comme étant acquises par les armes : « Personne ne nous a accordé ces postes, ces responsabilités gratuitement, nous les avons arrachés au prix du sang de nos combattants, nous les avons gagnés par le combat, la détermination de nos cadres, cela, nous ne l'oublierons jamais »³⁸⁴. En outre, le contrat social que Bemba entend mettre en place « a été

³⁸² Statuts du MLC, amendés et adoptés par le Conseil des représentants en date du 29 février 2006, Article 2, Chapitre 1, Titre 1

³⁸³ Discours d'ouverture de Jean-Pierre Bemba lors des premières assises du MLC, Kinshasa, le 27 janvier 2006 dans « Rapport général du Conseil des représentants du MLC », janvier 2006

³⁸⁴ Discours de Jean-Pierre Bemba prononcé le 30 juin 2003 à Gbadolite à l'occasion de la fête de l'indépendance, reportage diffusé sur CKTV

initié au départ par la lutte armée »³⁸⁵ .

Plus généralement, on peut considérer que l'action contemporaine du mouvement est intrinsèquement liée à l'action antérieure de celui-ci. L'action du mouvement en tant que parti politique « s'alimente » en quelque sorte du passif engendré par la lutte armée. Ainsi, à l'égard des « sacrifiés », Bemba réitère le « serment fait de poursuivre inlassablement le combat entamé ensemble. C'est une manière de leur rendre justice et d'honorer leur sens élevé d'abnégation »³⁸⁶ .

Toujours dans cette optique, l'action armée est perçue comme positive dans le sens où aux yeux des cadres du mouvements, elle a permis d'obtenir les résultats escomptés comme nous le montre ce témoignage d'un cadre du MLC :

La spécificité est là. La lutte armée avait pour objectif d'amener dans ce pays un nouvel ordre institutionnel, de légitimer les dirigeants par les élections. Ca, c'est acquis, c'est une satisfaction, il y a un nouvel ordre institutionnel, il y a des institutions issues des élections même si ces élections ont été entachées de tant d'irrégularités, mais enfin, disons OK, nous avons décollé³⁸⁷ .

Cette satisfaction est également portée par Jean-Pierre Bemba. Ainsi, le 20 juillet 2006, lors d'une cérémonie de commémoration à Isiro, Bemba fait savoir que « la lutte armée menée par le MLC trouve son couronnement le 30 juillet 2006 avec l'organisation des élections présidentielles »³⁸⁸ . A cette occasion, celui-ci lancera d'ailleurs un appel à la population pour « barrer la route à ses persécuteurs d'hier ».

L'action armée menée par le MLC donne également une légitimité au mouvement dans le sens où elle a permis à celui-ci de « s'immerger dans la population ». Le MLC est donc légitime à parler en son nom, fort de son expérience de la gestion de la chose publique. En effet, pour Jean-Pierre Bemba, « la volonté du MLC est forgée dans l'expérience de la guerre », « ils ont sillonné le pays, côtoyé les souffrances de la population au quotidien³⁸⁹ » et se considèrent donc plus aptes que les autres à comprendre les souffrances des populations.

Comme nous l'avons vu précédemment, les mouvances politiques qui sont parvenues à s'imposer sur la scène politique congolaise ont usé de la voie des armes. Cette tendance a contribué à structurer le champ politique congolais. De manière plus générale, les

³⁸⁵ MLC : Contrat social. Alternance pour la reconquête du Congo. Programme de gouvernement du MLC, juin 2006

³⁸⁶ Discours d'ouverture de Jean-Pierre Bemba lors des premières assises du MLC, Kinshasa, le 27 janvier 2006 dans « Rapport général du Conseil des représentants du MLC », janvier 2006

³⁸⁷ Entretien avec Joseph Muteba, le 23 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

³⁸⁸ Allocution de Jean-Pierre Bemba, in http://www.mlc-congo.net/actualite_jpb_g_isiro.htm

³⁸⁹ Discours de clôture de Jean-Pierre Bemba lors des premières assises du MLC, Kinshasa, le 29 janvier 2006, dans « Rapport général du Conseil des représentants du MLC », janvier 2006

précédents (notamment l'avènement de l'AFDL en 1997), ainsi que les accords incluant des composantes belligérantes ont en quelque sorte légitimé les acteurs politiques issus de la lutte armée. C'est donc en partie en vertu de ces paramètres que le MLC revendique son action passée, action qui justifie son statut actuel. Ceci dit, contrairement à ce que l'on pourrait penser dans un premier temps, ce ne sont pas seulement les anciens combattants du mouvement qui se réclament de la lutte armée.

3. L'appropriation des héritages de la lutte armée par les non combattants

Si les membres originels du mouvement revendiquent les héritages de la lutte armée, il est intéressant de constater que des personnes qui n'appartenaient pas au mouvement à ses débuts et qui l'on rejoint alors que celui-ci avait déjà entamé sa reconversion en parti politique s'approprient les héritages de la lutte armée. Ainsi, plusieurs militants rencontrés au siège du MLC se disent prêts à prendre les armes pour en découdre avec les hommes de Kabila.

Il convient de recontextualiser le cadre de notre enquête. Elle s'est tenue à Kinshasa, qui malgré des pics de violence depuis le début des années 1990 (pillages, « pogroms » anti-tutsi, affrontements armés épisodiques entre partisans de mouvances politiques opposées) a toujours été miraculeusement épargnée par la guerre, qui s'est surtout concentrée à l'Est du pays et dans une moindre mesure au Nord. Pour les Kinois, la guerre revêt un aspect lointain, c'est « celle des autres », ils sont comme « détachés du conflit ». La guerre est perçue comme étrangère et populaire mais le peuple kinois l'a investie jusqu'à en faire son affaire³⁹⁰. On peut en avoir un aperçu à travers le témoignage d'un étudiant kinois :

Juste après le premier tour, il y a eu des affrontements, les gens disaient que Joseph avait triché, ils disaient que le pouvoir était pour Bemba. Avant le deuxième tour, certains disaient que s'il triche encore, ils allaient prendre les armes. La plupart des gens dont je te parle sont des étudiants, parce qu'en ville, je n'ai pas l'habitude de parler avec les gens. [...] Tu vois, tout ce qui n'allait pas dans la vie quotidienne, le chômage, les routes défoncées, l'insécurité, étaient mis sur le compte de Kabila alors que ça remonte à Mobutu³⁹¹.

Cet état d'esprit explique les réactions véhémentes dont j'ai pu être le témoin auprès de certains sympathisants du MLC, comme ce membre d'une des chaînes de télévision du leader du MLC :

³⁹⁰ Alphonse MAINDO , « Survivre à la guerre des autres, un défi populaire en République Démocratique du Congo », in *Politique Africaine*, n°84, pp.33-58, décembre 2001, p.34

³⁹¹ Entretien avec Bernard K., citoyen originaire de Kisangani le 2 mars 2007 à mon domicile à Kinshasa

MA : Tous les Congolais souhaitent qu'il y ait la guerre pour que M. Bemba puisse renverser le pouvoir en place. Tous les Congolais. Sauf peut-être les gens qui sont bien, les hommes d'affaires, qui ont leur argent, bon. Ils s'en foutent de la politique. Vous pouvez mourir de faim, eux, ils ont leur argent. Mais même les militaires, 100 % des militaires... 80 % veulent qu'il y ait la guerre pour qu'ils puissent renverser le Président. Toute la population. C'est peut-être seulement les gens de l'Est, quelques gens de l'Est parce que le jour où il y a eu les rumeurs que M. Bemba était Président de la République, même à l'Est ils ont fêté, ils ont fêté. Partout au Congo. Personne ne veut de Kabila, presque 100 % de la population, au moins 90 % sont pour M. Bemba. Actuellement, il y a beaucoup de gens qui ont haï Bemba parce qu'il leur avait promis qu'il n'allait pas se laisser faire si il y a une tricherie, il va mettre Kinshasa à feu et à sang, pour renverser le pouvoir en place. Alors, c'est-ce que les Kinois attendent, le jour où ça va barder, ne crois pas que les gens vont se coucher, les gens seront en route pour M. Bemba. Beaucoup de gens ont demandé des armes à M. Bemba, beaucoup de civils. [...] Aujourd'hui, Si M. Bemba est au pouvoir et donne un mot d'ordre comme quoi il faut payer les taxes, tout le monde va payer. C'est l'idole des Congolais. 90% des gens ici souhaitent que ça barde pour que le petit puisse partir³⁹².

Ce témoignage doit être mis en relation avec la volonté de mon interlocuteur de mettre en avant la puissance potentielle de Jean-Pierre Bemba et du MLC. Cette « force de frappe » est tirée du soutien des partisans du mouvement. Cependant, ces propos sont révélateurs de l'état d'esprit de mon interlocuteur, qui n'a pas été le seul à me tenir un discours de la même teneur. Selon cet individu, le leader du MLC aurait trahi ses engagements en ne reprenant pas la lutte armée après la défaite aux élections. Dans une dynamique visant à s'approprier l'héritage du mouvement, les militants du MLC s'institueraient donc en « réparateurs de cette injustice ». En quelque sorte, Jean-Pierre Bemba se voit dépossédé de son mouvement, qui serait maintenant porté par une dynamique populaire, incarnée par des militants qui souhaitent réactiver une lutte armée à laquelle ils n'ont pas pris part. Les événements tragiques du mois de mars 2007 ont montré que cette prophétie ne s'est pas réalisée.

Cependant, d'autres cas ont révélé que la population non combattante peut dans certains cas se révéler apte à s'investir totalement dans la lutte à travers les moyens mis à sa disposition. Ce témoignage sur la « chasse aux Rwandais » à Kisangani, même s'il ne sert pas directement notre propos permet de mettre en évidence la capacité de populations non combattantes à servir un objectif politique au moyen de la violence :

M : Très bien. Pourrait on à présent revenir sur l'arrivée du MLC à Kisangani...

G : Ils sont arrivés après la guerre de trois jours. Après les affrontements, la croix rouge est venue ramasser les cadavres qui étaient encore dans les rues. Les Ougandais avaient réussi à récupérer quelques endroits importants. Les Rwandais et les Ougandais s'injuriaient de manière

³⁹² Entretien avec Martin M., caméraman à CKTV, le 20 février 2007 à mon domicile à Kinshasa

terrible à travers leur radio. La guerre de trois jours a eu lieu quelques mois après. Moi, j'étais avec Wamba, on n'aimait plus les militaires rwandais avec tout ce qu'ils faisaient parce que les Rwandais pillaient tout ce qu'ils trouvaient, même les grosses machines, les groupes électrogènes. Alors on était avec les Ougandais, bien qu'ils pillaient quand même, ce n'était pas ouvertement comme ça, ils pillaient en cachette. Maintenant est arrivée la guerre des trois jours, toujours entre les Rwandais avec le RCD et les Ougandais avec le Professeur Wamba. Il faut rappeler aussi que les gars du RCD ont massacré beaucoup de soldats des FAC à Goma dont un de mes amis, et faisaient combattre des Congolais en première ligne tandis que les Ougandais, eux, étaient devant. Vous savez, les Ougandais comme les Rwandais se dirigeaient principalement là où l'argent entraînait beaucoup. Cette guerre a été plus terrible que la précédente. Les Rwandais laissaient les corps de nos frères congolais par contre ils ramassaient les corps de leurs camarades rwandais. Tu vois un peu ce qui fait qu'on n'avait pas confiance en eux. Alors, on a placé notre confiance en Wamba et les Ougandais mais seulement, après la guerre de trois jours, ils n'avaient plus de force, les Ougandais ont subi de lourdes pertes, je les ai vu car j'étais au centre ville. Wamba a été délogé de là où il était. Alors la guerre de trois jours est passée, la colère des Congolais ne faisait qu'augmenter contre les Rwandais et c'est-ce qui a fait qu'il y a eu la chasse aux Rwandais, je ne sais pas comment ça a commencé mais il y avait des murmures qui disaient : « les Rwandais veulent nous coloniser, ici, nous ne pouvons pas accepter cela alors il faut qu'on les chasse », ça a commencé comme ça. Donc brusquement comme ça, il y a eu un soulèvement, chasse aux Rwandais ! Il fallait les faire sortir, si on sait que chez toi, il y a un Rwandais qui vient se cacher, alors, que ce soit toi, que ce soit le Rwandais, ta famille, tout le monde y passait. Alors tout le monde a eu peur de ça, il y avait des Rwandais qui marchaient et qui proposaient 200 dollars, 300 dollars pour se cacher chez les habitants. Personne ne voulait. Les gens se promenaient avec des bouteilles d'essence et des boîtes d'allumettes. Le pire, c'était au rond point de l'hôtel Congo Palace et puis devant l'immeuble Lengema, dans la cave, c'était là leur camp. Ils étaient nombreux et c'est là qu'ils ont bien grillé. On jetait l'essence, l'allumette, c'était comme ça, et c'était la première fois que je voyais comment un homme est en train de brûler jusqu'à devenir un squelette, c'était terrible, hein³⁹³. Tout le monde avait la joie.

M : Tu as participé à tout ça ?

G : J'ai participé. Ce que je vous raconte, c'est-ce que j'ai vécu, je n'avais pas d'essence mais quand ils brûlaient, je leur jetais des pierres. On leur mettait aussi des pneus autour du cou et des pieds, puis l'essence et l'allumette. Nous, nous étions du côté de l'Hôtel Congo Palace. Quand on a fini là, on entendait des cris qui venaient de l'immeuble Lengema, là c'était encore pire parce que là ils étaient nombreux. Les Rwandais, ils jetaient leur tenue, ils proposaient 50 dollars pour acheter ton tricot, mais même s'ils faisaient ça, on les découvrait toujours. Donc la chasse aux Rwandais, c'était comme ça. Mais le retour de la chasse aux Rwandais, c'était terrible, avec nos frères qui étaient aux alentours, vers les carrières de diamant. Parce que d'autres Rwandais ont réussi à s'échapper et quand ils ont pris la fuite, ils sont partis à pied dans la forêt avec des armes. Quand ils croisaient nos frères, ils leur demandaient de l'argent, de la nourriture et ils les tuaient. C'était ça le retour de la chasse aux Rwandais, ils te disaient ouvertement : « vos frères nous ont chassés chez vous, maintenant nous allons vous tuer » et puis quand ils te disent ça, c'est fini pour toi. Et puis les témoignages nous les avons entendus à Kisangani après quand les gens de la forêt sont venus en ville parce que moi j'étais au centre ville³⁹⁴.

Comme on peut le remarquer à travers ce témoignage, ce genre de comportement est en partie la conséquence d'une grande frustration populaire provoquée par la présence rwandaise

³⁹³ Sur les vertus de la mort par le feu, voir Gauthier DE VILLERS et Jean OMASOMBO TSHONDA, « La bataille de Kinshasa », in *Politique africaine*, n°84, décembre 2001, pp.17-33

³⁹⁴ Entretien avec Bernard K., citoyen originaire de Kisangani le 2 mars 2007 à mon domicile à Kinshasa

à Kisangani, présence associée à des dépassements et autres exactions. Dans ce genre de contexte, la rumeur ainsi que des appels à la vengeance peuvent mettre le feu aux poudres. Kinshasa a connu le même genre de débordements en août 1998.

Plus généralement, si le combat politique a pu être investi par les partisans des deux camps, ce phénomène demeure limité et se cantonne le plus souvent à la sphère du discours. En effet, les événements du mois de mars 2007 n'ont pas donné lieu à un soulèvement populaire en faveur de Jean-Pierre Bemba. Les discours véhéments de membres ou de sympathisants du MLC sont plutôt à mettre en relation avec la frustration qu'ils peuvent ressentir de voir le candidat dans lequel ils avaient placé leurs espoirs échouer, et aussi avec la précarité de leurs conditions de vie dont-ils incombent la responsabilité à Joseph Kabila.

La logique belliciste qui sous-tend certains discours de Jean-Pierre Bemba et de cadres du mouvement a parfois pu justifier les actions violentes de certains membres du mouvement, dans le sens où ils se sont sentis autorisés implicitement à agir de la sorte. Cette tendance a été renforcée par une certaine propension des cadres du mouvement à légitimer l'action passée du MLC en vertu de ce qu'il est devenu aujourd'hui, les héritages de cette lutte armée faisant l'objet d'une appropriation de la part de militants du parti, qui n'étaient pas au front mais qui se disent prêts à poursuivre dans la voie des armes le combat initié par Jean-Pierre Bemba. Cette résolution de s'engager dans la lutte armée de la part de civils a pu être renforcée par la présence à Kinshasa de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, réminiscence ostensible de la période de la guerre.

D. La garde rapprochée de J-P Bemba, un élément essentiel de l'action politique du MLC

Comme nous l'avons dit précédemment, l'intégration des anciens belligérants dans un gouvernement de transition a impliqué la démobilisation des forces combattantes. Les parties signataires de l'Accord Global et Inclusif se sont entendues concernant la sécurité des dirigeants politiques à Kinshasa, pour n'acheminer aucune force armée supplémentaire afin d'éviter toute possibilité de confrontation armée et ont affecté à chaque dirigeant politique

« pour sa sécurité personnelle, cinq à quinze gardes du corps, avec la possibilité de mettre en œuvre des mesures de sécurité additionnelle pour certains dirigeants selon les besoins »³⁹⁵. C'est donc en vertu de cette mesure dont les contours demeurent pour le moins assez vagues que Jean-Pierre Bemba a pu conserver une partie de ses troupes.

Ceci dit, de par son ampleur et son mode de fonctionnement, cette garde rapprochée s'apparente plus à une « milice », selon le sens que Maurice Duverger donne à ce terme. Pour lui, une milice est « une sorte d'armée privée dont les membres sont encadrés militairement, soumis à la même discipline et au même entraînement que des soldats, revêtus comme eux d'uniformes et d'insignes, capables comme eux de défiler en ordre cadencé, précédés de musique et de drapeaux, aptes comme eux à combattre un adversaire par les armes et la lutte physique »³⁹⁶.

Même si une loi postérieure à l'AGI stipule que « sous peine de dissolution, toute activité à caractère militaire, paramilitaire ou assimilée, sous quelque forme que ce soit est strictement interdite aux partis politiques »³⁹⁷, Jean-Pierre Bemba, à qui l'on a souvent reproché d'entretenir une armée privée invoque l'AGI et profite du flou de cette loi quant au nombre d'éléments auquel il peut prétendre.

A la suite des troubles qui ont éclaté à Kinshasa après le premier tour de l'élection présidentielle, le PPRD (par l'intermédiaire de Guillaume Samba Kapute, conseiller spécial en matière de sécurité) et le MLC (par l'intermédiaire de François Muamba, secrétaire général du parti) ont signé le 23 septembre 2006, un acte d'engagement en vue de faire de Kinshasa une « ville sans armes »³⁹⁸. En octobre 2006, des accords ont été conclus entre Kabila et Bemba pour la mise à disposition de ce dernier d'une « garde rapprochée appropriée » dont les effectifs n'étaient toutefois toujours pas précisés³⁹⁹.

L'histoire récente de la République Démocratique du Congo a montré que la possession de forces militaires est la garantie ultime du pouvoir politique. On comprend ainsi les réticences du MLC à se séparer de ses effectifs armés. Le nombre d'éléments qui constituent cette garde ainsi que sa fonction n'ont jamais été précisément définis. Par ailleurs, les membres de ce groupe se caractérisent souvent par une certaine nostalgie du passé, ce qui amène à poser la question de leurs motivations eu égard aux changements d'orientations du

³⁹⁵ Ferdinand MUHIGIRWA (Dir.), *Les dimensions socio-économique et politico-militaire de la Constitution de la transition... op.cit.*, p.70

³⁹⁶ Maurice DUVERGER, *Les partis politiques...op.cit.*, p.86

³⁹⁷ Loi portant organisation et fonctionnement des partis politiques, mars 2004, Chapitre 1, article 6

³⁹⁸ Noël OBOTELA, « Afrique Actualités septembre 2006 », in *Congo Afrique*, n°409, novembre 2006, pp.448-456, p.450

³⁹⁹ Tshitenge LUBABU, « Bemba, dos au mur », in *Jeune Afrique*, n°2411, 25 mars 2007, p.10

1. Composition et localisation

Les éléments de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba perpétuent un certain esprit de corps. Même si la guerre est officiellement terminée, leur statut n'a pas formellement évolué, le casernement est toujours de mise. Ils sont officiellement chargés de la sécurité du leader du MLC et des locaux du parti. Ceux-ci demeurent conscients de leur statut d'élites et sont montrés peu enclins à changer d'allégeance pour intégrer les FARDC comme on peut le penser à l'écoute du témoignage de l'un d'entre eux :

CZ : La guerre s'est terminée. Il y a eu des communiqués qui demandaient à ce que tous les militaires rejoignent leur régiment près de leur site. Alors, ceux de M'bandaka et les hommes de Jean-Pierre Bemba qui étaient dans la région devaient regagner M'bandaka, au siège de la troisième région militaire. A ce moment là, quelques uns ont été intégrés dans l'Est, d'autres ont été intégrés dans le bataillon de sécurité de la MONUC et nous autres, on nous a amenés à Kinshasa comme les hommes de la sécurité rapprochée de Jean-Pierre Bemba.

M : Vous étiez volontaire pour venir ici ?

CZ : On a choisi selon la compétence et la qualité. Moi, j'étais sous lieutenant. Vous voyez, dans l'armée, on ne choisit pas un axe ou bien un lieu. On suit les ordres

M : A partir de là, vous avez pu retrouver vos proches ?

CZ : Oui, et on a même pu retrouver une autre partie de la famille ici. Parce que nous avons une famille étendue, nous nous sommes retrouvés ici, puis ma femme et mes enfants m'ont rejoint ici à Kinshasa. Maintenant, je perçois mon salaire. On vit bien. Mais on vit bien par rapport aux militaires du gouvernement parce que ceux qui sont encadrés par le gouvernement, ils ne vivent pas comme nous. Nous, nous avons un leader qui continue à nous supporter parce que nous sommes tout près de lui. Pour mes anciens camarades du maquis qui sont maintenant dans les FARDC, jusqu'à maintenant, ils continuent à pleurnicher en disant qu'ils vivent très mal par rapport au moment où nous étions dans la rébellion. Oui. Ils ont un salaire insuffisant, les soins médicaux, il n'y en a pas, on ne leur donne pas toujours de vivres, chacun se débrouille. Ils sont commandés par l'état-major général du gouvernement. Ils doivent obéir au gouvernement⁴⁰⁰.

⁴⁰⁰ Entretien avec Claude Z., membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, le 7 mars 2007 au siège du MLC à Kinshasa

Il est intéressant de constater le parallèle qu'effectue mon interlocuteur entre sa situation et celle de ceux qui ont été intégrés dans les FARDC. On peut établir en quelque sorte une continuité entre la situation dans le maquis et la situation en ville, car les éléments de la garde sont toujours proches de leur leader. Le schéma hiérarchique a été préservé, ainsi que l'esprit de corps. Par ailleurs, les rapports entre Jean-Pierre Bemba et les membres de cette garde s'inscrivent dans une relation de soutien mutuel, le partage commun du risque en vigueur au maquis est également de mise en ville. Mon interlocuteur insiste également sur les conditions de vie précaires au sein des FARDC, conditions qui constituent le sort de ses anciens compagnons d'armes. Ceci dit, l'intégration dans la nouvelle armée n'est pas réduite aux seules difficultés d'ordre matériel, elle implique de se soumettre à un commandement perçu comme étant celui de l'adversaire, alors que le commandement intègre officiellement des officiers issus de toutes les composantes signataires de l'AGI. Tous ces éléments contribuent à renforcer la solidarité autour du leader dans un contexte d'incertitude.

Jean-Pierre Bemba, ainsi que les membres du MLC entretiennent un certain flou quant aux effectifs de cette garde rapprochée. Le président du MLC s'est toujours montré réticent à dévoiler le nombre de ces hommes armés, comme on peut le voir dans cet extrait d'interview du Président du MLC par Philippe Perdrix journaliste au sein du magazine Jeune Afrique, le 16 juillet 2006⁴⁰¹ :

- Jean-Pierre Bemba : « Le MLC n'a plus d'hommes armés [...], je n'ai que des éléments pour ma sécurité. Ils sont identifiés, contrôlés et leur nombre est raisonnable

- Philippe Perdrix : Si le nombre est raisonnable, pourquoi ne le donnez vous pas ?

- Jean-Pierre Bemba : Pourquoi voulez vous que je donne les effectifs de ma garde en tant que vice président ? C'est très loin des rumeurs folles qui circulent. Bemba est celui que vous voyez ici. ».

Le flou qu'entretient Jean-Pierre Bemba autour du nombre d'éléments qui composent sa garde rapprochée peut se comprendre aisément en fonction de critères d'ordre stratégique. Dans un contexte politique tendu, il vaut mieux que l'adversaire politique qui peut devenir du jour au lendemain un ennemi à abattre ne connaisse pas le nombre de ses effectifs.

De manière plus générale, les sources divergent quant au nombre de « militaires du MLC ». Thomas Luhaka, secrétaire exécutif national du mouvement, parle d'une unité de

⁴⁰¹ Interview de Jean-Pierre Bemba in http://www.mlc-congo.net/actualite_jpbjg_jafric.htm

1000 hommes, pour la sécurité du MLC, chiffre qu'il compare aux 15 000 hommes⁴⁰² de la garde présidentielle⁴⁰³. Un cadre du mouvement avance un chiffre inférieur :

M : D'accord. Jean-Pierre Bemba a néanmoins gardé une garde rapprochée...

A : Vous dites ? Cela a été le résultat des négociations de Sun City. On fait la fusion de l'armée et après, on donne une garde rapprochée à certains belligérants, enfin jadis, ex-belligérants. Et c'est ainsi que Jean-Pierre Bemba a conservé 600 militaires, Ruberwa en a conservé 400. Mbusa Nyamwisi, président du RCD-K-ML en a eu autant. Et ainsi de suite. Ça ne posait pas de problème, c'était plutôt pour la garde rapprochée de ces animateurs politiques⁴⁰⁴.

Au-delà du nombre réel ou supposé des éléments armés du MLC, ce qui semble central aux yeux des acteurs politiques, c'est de faire croire à l'adversaire que son mouvement dispose d'une force de frappe potentiellement importante. Le témoignage d'un journaliste de CCTV est révélateur de cette stratégie :

T : Les militaires ici sont très bien formés, ils peuvent être violents à des moments quand ils le veulent. Aussi, ils⁴⁰⁵ ne savent pas que le nombre de militaires a diminué, ils pensent que c'est toujours un camp retranché avec toute une armée de plusieurs centaines d'hommes. Il y a juste quelques militaires, je ne te donnerai pas le nombre, il y en a toujours mais pas beaucoup.

Je fais alors allusion à la localisation des hommes en armes du MLC à Kinshasa et à leur fonction.

T : Ici, c'est un endroit sensible. Je pense qu'il y a des accords politiques qui font que ces militaires peuvent rester, après les accords de Sun City, accord pour que les vice présidents puissent garder des militaires pour leur sécurité.

M : Où sont-ils ici à Kinshasa ?

T : Seulement ici, au siège du parti et de la télévision et chez lui à la maison, c'est-à-dire la primature et la résidence privée.

M : C'est tout ? Et dans les autres bâtiments du MLC à Kinshasa ?

T : Il y a aussi le siège du MLC Kinshasa, mais là bas, il n'y a pas de militaires. Ici, je ne pense même pas que les militaires soient là pour le siège du parti, ils sont là pour la télévision, c'est-ce que l'on vise; au siège du parti, il n'y a que des documents⁴⁰⁶.

Tout porte donc à croire que la stratégie consiste à montrer une puissance potentielle suffisante pour impressionner l'adversaire tout en la minimisant pour ne pas donner l'impression d'une volonté de retour à l'usage de la violence.

⁴⁰² Officiellement, la garde présidentielle est composée de 5000 hommes. Par ailleurs, les membres du MLC accusent régulièrement celle-ci d'être épaulée par des soldats angolais.

⁴⁰³ Thomas Luhaka, lors d'une réunion avec des membres du MLC en France, banlieue parisienne, février 2007

⁴⁰⁴ Entretien avec Augustin Baharanyi au siège du MLC à Kinshasa le 16 février 2007

⁴⁰⁵ Mon interlocuteur fait référence aux membres de la garde présidentielle

Les éléments de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba jouissent d'une grande aura auprès des militants du mouvement, leurs « faits d'armes » durant les événements du mois d'août 2006 sont rapportés avec emphase et la manœuvre qui consiste à entretenir un mystère sur leur nombre réel, bien qu'elle paraisse orientée vers la partie adverse a été en quelque sorte « intériorisée » par les militants du mouvement⁴⁰⁷, comme on peut le constater à travers le témoignage d'un membre de l'équipe de CKTV :

Je questionne mon interlocuteur sur les effectifs de la garde rapprochée

M : Ils sont nombreux alors ?

MA : Le nombre ne veut rien dire, absolument rien. Pour eux, les armes lourdes, ça ne veut rien dire. Et ils ne cherchent absolument pas des armes lourdes, ils vont récupérer les armes chez l'adversaire. C'est comme ça, ils sont déterminés. Le 20 et 21, ils étaient au moins...3000 pour attaquer 250 soldats. Ils ont perdus ...500 hommes. Au siège, ils sont arrivés avec 100 militaires, dans le bâtiments, il y avait cinq combattants, il y en a un qui est tombé au début et il y en a un qui était blessé. Il y a eu quatre chars de combat. Mais ils en ont tué au moins 45, 46 en moins de deux heures de temps. Ils en ont attrapé 16 et puis ils ont récupéré une jeep et deux chars de combat.

M : A ton avis, combien sont-ils, les militaires de Bemba ?

MA : En tout cas, ils sont fictifs, on ne sait pas. Il y a ceux qui sont venus de Brazzaville, la DSP de Mobutu, qui sont partis en exil, ils sont maintenant ici, ils attendent seulement le mot d'ordre. Il y en a aussi qui sont en tenue civile, dans des camps militaires comme le camp de l'artillerie lourde, le camp Kokolo. Au siège, en tenue militaire, ils ne sont pas nombreux mais en tenue civile, ils sont nombreux.

M : Il y a des armes également au siège ?

MA : Des armes individuelles...ça en tout cas, je ne sais pas...et puis deux, trois lance-roquettes, comme ça⁴⁰⁸.

Les membres de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba ont pu maintenir un certain esprit de corps, qui a pu se consolider depuis la reconversion du mouvement en parti politique. Cette union autour du leader a pu se renforcer à la vision du sort de leurs camarades intégrés dans les FARDC. Cependant, au-delà de leur nombre réel ou supposé, c'est l'existence et surtout la visibilité des éléments de la garde qui priment.

⁴⁰⁶ Entretien avec Tristan V., journaliste au sein de CCTV, le 15 février 2007 au siège de CCTV à Kinshasa

⁴⁰⁷ Nous nous devons de nuancer ces propos, cette stratégie peut également être perçue comme un moyen délibéré de la part des cadres du mouvement de rassurer les membres et militants du MLC quant à l'importance des forces militaires du parti

⁴⁰⁸ Entretien avec Martin M., caméraman au sein de CKTV le 20 février 2007 à mon domicile à Kinshasa

2. Une certaine nostalgie du passé

Nous avons vu précédemment la force que pouvaient revêtir les liens tissés au maquis par les anciens belligérants, unis alors dans une démarche périlleuse à l'issue hypothétique.

Des changements d'ordre organisationnel ont découlé de l'arrivée du mouvement à Kinshasa : les relations construites au maquis se sont brusquement distendues, en raison notamment du processus d'intégration dans les FARDC pour les combattants, de la disponibilité moindre des chefs politiques, de l'éclatement géographique des nouveaux lieux de pouvoir mais aussi en raison de la pluralité des nouveaux lieux de sociabilité disponibles pour les membres du mouvement.

Les membres de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, au même titre que les cadres du mouvement qui étaient au maquis et qui, nous l'avons vu précédemment, ont eu à assumer des fonctions militaires, éprouvent souvent des sentiments de nostalgie pour l'époque où ils étaient au maquis.

Pour les cadres du mouvement, ces liens créés dans la « sueur et le sang » tendent à présider à la reconstitution des équipes administratives au sein des lieux de pouvoir dont les postes ont été dévolus au MLC dans la transition. Ainsi, dans la mesure du possible, les membres du MLC titulaires de fonctions gouvernementales tentent de s'entourer de personnes qui leur étaient proches au maquis.

Plus généralement, comme j'ai pu en être le témoin, même en dehors des cadres formels que sont les institutions de la transition et le siège du mouvement, les anciens maquisards aiment à s'entourer de leurs anciens camarades avec lesquels ils peuvent recréer des moments d'entente et se remémorer leur vie passée. Le témoignage d'un membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba vient étayer nos propos :

M : Donc vous revoyez vos camarades de cette époque jusqu'aujourd'hui ?

CZ : Oui, même parfois avec le téléphone avec des amis qui sont déjà intégrés dans les FARDC. S'ils vous appellent, vous vous souvenez de certaines histoires. Comme un ami qui m'avait appelé l'autre soir, on avait un mot de passe qui disait « no casquette, no goulot », maintenant, quand il m'a appelé, il m'a rappelé ça, on s'est mis à rire. Celui qui était sur le champ de bataille, si vous lui jetez ce mot là, il comprendra tout de suite et il se rappellera quand il était là bas. C'est des bons moments⁴⁰⁹.

Il reste des liens forts entre les militaires MLC reversés dans les FARDC et les éléments de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, beaucoup se rendent régulièrement au siège du mouvement. Pour ces combattants, la guerre était devenue un mode de vie, mais

⁴⁰⁹ Entretien avec Claude Z. membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, le 7 mars 2007 au siège du

contrairement à ce que l'on pourrait penser dans un premier temps, ce ne sont pas les traumatismes éventuels causés par celle-ci qui sont mis en avant, ceux-ci occupent une place secondaire dans le discours de mes interlocuteurs, à l'exemple du récit de ce cadre du mouvement :

A : Ce qui était beaucoup plus facile, sans minimiser tout ce qu'on a perdu comme enfants, c'était la guerre, c'était la guerre. Puisqu'en fait dans le maquis, je savais repérer l'ennemi, je pouvais dire « l'ennemi est à tel endroit, il utilise telle sorte d'armes, il a telle tactique, tel nombre », puisqu'il y a des éclaireurs, il y a ceux qui vont vers l'ennemi, qui prennent le risque, qui vont vers l'ennemi pour étudier sa stratégie, son armement, ses hommes et vous de votre côté, vous organisez vos troupes en fonction de ce que vous avez en face. C'était plus facile, parce que vraiment, c'était un calcul cartésien, n'est-ce pas ? Il y a la tactique et puis le courage ! Ca, nous en avons et c'était plus facile. Nous n'avons jamais perdu un seul village, nous n'avons jamais perdu une seule cité, on avançait et on était à 80 km de M'bandaka comme je vous l'avais dit; il suffisait juste de claquer des doigts et on marchait sur M'bandaka et sur Kinshasa mais on s'était dit « on respecte la communauté internationale, on respecte l'ONU », on a dit « halte ici, on s'arrête là, à 15 km de la ligne rouge ». Mais nous avons accepté parce que nous croyions à l'avènement de la démocratie, nous croyions aux négociations, nous croyions en la bonne foi de tous ceux qui étaient impliqués dans le processus. Mais malheureusement et c'est là où les choses sont devenues beaucoup plus difficiles, quand nous sommes venus ici, les histoires se sont compliquées. Tout ce que nous avons convenu à Sun City, c'était juste une coquille vide, une coquille vide puisqu'en fin de compte, on se dit « pourquoi nous avons accepté le dialogue, pourquoi nous ne sommes pas venus directement ici ? ». Mais on ne peut plus faire marche arrière, ça appartient maintenant à l'histoire.[...] Maintenant comment voulez vous que, aujourd'hui que nous sommes à ce stade, que nous disions que c'est plus facile ? Maintenant, c'est plus difficile ! Plus difficile qu'avant ! Plus difficile ! On ne connaît pas qui est l'ennemi du peuple, parce que tout le monde dit parler au nom du peuple, tout le monde se dit élu du peuple, tout le monde se dit envoyé par le peuple ! Ca devient beaucoup plus difficile et l'ennemi, il peut être parmi nous, c'est peut-être vous ! C'est peut-être lui ! C'est peut-être moi ! Je suis là, je fais semblant d'être avec Jean-Pierre Bemba au MLC et le lendemain, c'est moi qui commence les déclarations contre Jean-Pierre Bemba, contre le MLC ! Nous avons vécu cela il n'y a pas très longtemps. [...] Voilà, c'est difficile. Au maquis, c'était plus facile, on identifiait l'ennemi, directement, on pouvait faire des calculs, on organisait les troupes, la tactique, on attaque ! Mais ici, c'est beaucoup plus difficile puisqu'on ne connaît pas l'ennemi ! L'ennemi, c'est celui là avec qui vous mangez ! L'ennemi, c'est celui en qui vous mettez votre confiance, pourtant, il est ailleurs ! Le cœur est insondable ! Seul Dieu connaît ce que Mehdi pense en ce moment ! Seul Dieu sait ce que moi, j'envisage maintenant !⁴¹⁰

D'après ce témoignage, cette nostalgie pour la période du maquis, de la lutte armée est à mettre en relation avec la complexification de la tâche inhérente à la transformation du MLC en parti politique, désormais en ville. Contrairement à la pratique de la lutte armée dont l'issue peut être prévisible pour mon interlocuteur au moyen d'un « calcul cartésien », le jeu politique « légal » est soumis à beaucoup plus d'incertitude, on ne sait pas « d'où vient l'ennemi ». Cette évolution de la situation a eu un tel impact sur mon interlocuteur qu'il en

vient à regretter (à l'instar de nombreux autres membres du mouvement) que le MLC ait renoncé à la lutte armée pour intégrer la table des négociations. Ce sentiment est partagé par les éléments de la garde rapprochée comme nous l'indique le témoignage de l'un d'entre eux :

CZ : Je dis qu'aujourd'hui...nous sommes en plein regret...je peux le dire. Pourquoi ? Si la guerre continuait jusqu'à maintenant, on ne serait pas devenu ce qu'on est aujourd'hui. Peut-être que le pouvoir devait être aux mains de notre leader. C'est pour ça que nous regrettons d'être passé aux élections. Parce qu'au MLC, qui veut la paix prépare la guerre. Maintenant, si on avait continué avec la guerre, on aurait abouti à notre objectif⁴¹¹.

Si les membres de la garde rapprochée ont pu maintenir un certain esprit de corps après la fin de la guerre et ainsi perpétuer leur identité de combattant, on peut voir à travers ce témoignage que les négociations et les élections ont été synonymes pour eux d'échec. Le but inhérent à leur statut de militaire était de vaincre leur adversaire par les armes. Toujours en vertu de leur condition de soldat, ils se sont soumis aux décisions de leur hiérarchie en cessant le combat. Il n'en demeure pas moins que pour eux, l'objectif premier n'a pas été atteint. Ce qui contribue à légitimer la lutte armée comme le seul moyen d'atteindre des objectifs tangibles.

De manière plus générale, beaucoup d'entre eux regrettent « leur vie d'avant », dans laquelle « leur combat avait un sens ». Par ailleurs, les notions de camaraderie, de respect et de discipline transparaissent souvent des témoignages recueillis concernant la période du maquis, les enquêtés ne percevant plus la prégnance de ces valeurs dans le nouveau milieu auquel ils se retrouvent confrontés. Le témoignage d'un cadre du mouvement vient étayer ces propos :

A : En ce qui concerne l'armée, c'est l'atout le plus important, ce que moi, j'ai pu constater dans l'armée, c'est la discipline, la discipline. En fait, la discipline, c'est un mot vague, les gens ne comprennent pas. Mais quand on parle de discipline, c'est-à-dire...Mehdi, ce téléphone, il est là, toi, tu es assis là, que personne ne prenne ce téléphone ! Ok ? Ok ! Je pars...Même si c'est Jacques Chirac qui vient et qui te dit « Mehdi, tu es français, je dois prendre ce téléphone ! » Non; la discipline militaire dit qu'il faut respecter les décisions de la hiérarchie ! Mon chef en partant m'a demandé de le garder là et il est là et il restera là jusqu'à ce que mon chef revienne. Peut-être que Jacques Chirac, c'est un mauvais exemple... (*Rires*). Pour vous dire que pour moi, la discipline, c'est un atout majeur du MLC. Et cette discipline là, telle que nous l'avons vécue dans le maquis, je ne sais pas comment l'exprimer, je me suis dit, si c'était la même chose que dans la société comme nous le vivons maintenant, si cette discipline nous pouvions la rencontrer ici, cette discipline militaire, la vivre ! La société congolaise ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui. Voilà⁴¹².

⁴¹¹ Entretien avec Claude Z., membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, le 7 mars 2007 au siège du MLC à Kinshasa

⁴¹² Entretien avec Augustin Baharanyi le 19 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

Ce témoignage illustre la difficile confrontation des acteurs sociaux à de nouvelles normes et valeurs. Les difficultés auxquelles ils doivent à présent faire face les ont amenés à se raccrocher à leur identité précédente, associée à des normes particulières sans doute idéalisées à posteriori, trouvant en elle une sorte de « refuge ». Ceux-ci militent d'ailleurs pour un glissement des normes et des valeurs en vigueur au maquis dans l'espace socio-politique contemporain.

Malgré tous ces discours exaltés sur la vie au maquis, plusieurs personnes sont revenues, après les entretiens sur l'aspect négatif de cette période. Certains membres de la garde rapprochée nourrissent même parfois un sentiment pacifiste, sentiment tout de même lié à des considérations plus concrètes que d'ordre idéologique. Ainsi, plusieurs d'entre eux ont mis en avant l'éloignement des proches. Par ailleurs, pour beaucoup d'entre eux, la guerre a été synonyme de divorce, car ils ont été contraints de laisser leur épouse seule sans subsides.

Il n'en reste pas moins que tous ces récits vantant la vie au maquis sont directement à mettre en relation avec la situation contemporaine que vivent les membres du MLC. Etant donné le sentiment d'échec qu'ils peuvent éprouver et leur ressentiment dans l'époque actuelle, la période de la guerre est érigée au rang d'époque de référence. Cette nostalgie pour la période de la lutte armée peut également expliquer une certaine réactivation de la lutte armée qui n'aurait été « qu'interrompue par un intermède de paix ».

3. Lutte armée et « parenthèse politique »

Comme nous avons pu le voir précédemment, les éléments de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba nourrissent un profond ressentiment à l'égard du camp présidentiel. Sans toutefois préjuger d'un certain degré d'autonomie et d'indépendance par rapport à la direction du mouvement de la part de cette garde, il semble que l'exhibition de la supériorité des forces de l'ordre, perçue comme insupportable et relevant de la violence symbolique a pu contribuer à nourrir un sentiment de rancœur chez les éléments de la garde rapprochée comme on peut le voir à travers le récit de l'un d'entre eux :

J'habite sur la même avenue que le Premier ministre, dès que j'arrive à moins de 100 mètres, les gardes, membres de l'UPI me disent de ne pas passer par là, je leur ai alors répondu que c'est une voie publique, j'ai le droit de passer par là, un jour, ça va barder entre nous parce que moi je suis un militaire du MLC. Le lendemain, je suis allé voir le bourgmestre de la commune de Limete pour lui demander pourquoi ils barrent la route après 21 heures, le Premier Ministre

n'est que locataire ici⁴¹³.

Tout porte à croire que cet individu éprouve la sensation de se retrouver en position d'infériorité par rapport aux membres de l'UPI. Ceci peut être mis en relation avec le sentiment que certains membres du MLC ont de bénéficier de l'appui inconditionnel de la population, comme on a pu le voir précédemment. Cet individu se retrouve donc en quelque sorte en « territoire occupé » par une puissance ennemie .

Plus généralement, le GSSP, qui est la cible première du ressentiment des éléments de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, peut être considéré comme la « Maison militaire » de Kabila, c'est une sorte d'Etat major personnel du président, qui contourne les organes de sécurité traditionnels⁴¹⁴. Dans une logique de personnalisation des forces armées, les autorités politiques concentrent les faibles ressources de l'armée sur quelques unités « utiles » comme le GSSP, pour le pouvoir du Président et sa préservation. Ce comportement est révélateur d'une certaine continuité de l'histoire des forces de sécurité en République Démocratique du Congo, « un noyau de troupes fidèles fait l'objet d'attentions car il protège le chef »⁴¹⁵.

En plus d'avoir un rôle de force de frappe potentielle, la garde rapprochée associée au MLC est maintenue pour « édulcorer » la vulnérabilité du mouvement qui a procédé à la démobilisation de la plus grande partie de ses troupes. En effet, ne pouvant maintenir l'existence d'une armée, il est rassurant de conserver une telle force qui est en quelque sorte la garantie armée de l'existence politique et sociale des chefs rebelles⁴¹⁶.

Nous avons pu voir précédemment que la mise en œuvre effective d'une action armée de la part du MLC, dont cette garde serait le fer de lance, est contrecarrée par un calcul stratégique intégrant la puissance des forces militaires en présence et le regard de la communauté internationale. Ainsi, les regains de tension qui ont émaillé la transition et le processus électoral jusqu'à l'affrontement décisif de mars 2007 peuvent ne pas avoir été la conséquence de décisions concertées de la part de la direction du mouvement, comme nous l'indiquent ces témoignages d'un membre de l'équipe de CKTV et d'un cadre dirigeant du mouvement :

⁴¹³ Témoignage d'un membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, siège du MLC, février 2007, Kinshasa

⁴¹⁴ Thierry VIRCOULON, « République Démocratique du Congo : la démocratie sans démocrates... », *op.cit.*, p.575

⁴¹⁵ Jean-François HUGO, « Les ferments d'instabilité en République Démocratique du Congo... », *op.cit.*, p.42

⁴¹⁶ Christian GEFFRAY, *La cause des armes au Mozambique...*, *op.cit.*, p.111

M : Je souhaiterais que l'on revienne sur les militaires du MLC...

MA : Ils attendent seulement la guerre, ils disent qu'ils ont laissé la place aux politiciens de bien traiter les choses mais comme ils voyaient ce malaise, dès qu'ils avaient l'argent ils sont obligés de fuir la ligne éditoriale de leur parti alors ils vont trancher avec les armes. C'est-ce qu'ils attendent. Oui, ils sont en train de sortir des slogans que ça traîne, ça traîne ! Maintenant, ils vont provoquer. Si ça traîne encore, c'est que le chef de file ne veut pas, parce que lui, il voit...il a peur parce que Kabila comme il n'est pas de notre pays, il puisse saboter, c'est-ce qui vient de se passer au Bas-Congo. Bemba ne veut pas que le sang des Congolais puisse couler encore mais pour ces militaires, que ça coule ou pas, il faut que le jeune homme puisse partir et pour eux, il leur faut deux jours...36 heures pour renverser les choses, ils sont déterminés⁴¹⁷.

A : Ce sont encore les chars qui sont mobilisés, ce sont des hommes armés jusqu'aux dents contre une centaine seulement de jeunes garçons. L'histoire, vous la connaissez, les chars ont été abandonnés en cours de route, la MONUC était témoin, il y a eu beaucoup de morts et nous, nous n'avons jamais perdu, même pas un seul homme, ce jour là. Le 22, au matin, la même chose. On s'est dit, c'est une provocation. Les enfants ont continué jusqu'au Palais de la Nation, jusqu'à la RTNC mais Jean-Pierre Bemba qui était toujours pacifique, et qui croyait toujours au processus démocratique, a appelé les enfants pour qu'ils rentrent dans leur caserne. On n'est pas à l'époque des armes, on n'est plus à l'époque des armes, on veut aller aux élections, le deuxième tour sera organisé, donnons la chance à la démocratie. Et c'est ainsi que les enfants, fâchés, pour votre information, sont rentrés à la résidence privée⁴¹⁸.

L'action entreprise par la garde est légitimée selon mon interlocuteur, car elle résulterait d'une provocation de la part du camp adverse. Cependant, on peut voir qu'il s'en faut de peu pour que ces éléments poursuivent le combat au-delà de la simple réponse à une agression.

Plus généralement, les éléments de la garde rapprochée mettent eux-mêmes la puissance militaire qui est la leur au service du leadership politique de leur mouvement, à tel point qu'à leurs yeux, dans une logique « d'appropriation de l'héritage politique » récent du MLC, tout le mouvement est incarné par le « groupe des militaires du MLC », comme on peut le supposer à l'écoute de l'un d'entre eux :

Il faut que ces gens sachent que nous n'avons pas encore perdu la guerre, parce que le pouvoir nous appartient ! Kabila a triché, depuis qu'il est président, il n'a rien fait. Bien qu'ils nous provoquent, on attend juste l'ordre du chairman pour reprendre les armes. En tant que militaires du MLC, nous allons gagner la guerre et prendre le pouvoir⁴¹⁹!

Comme nous le montre ce témoignage, aux yeux des « militaires du MLC », la guerre ne semble avoir été « qu'interrompue » par un intermède démocratique s'étant concrétisé par

⁴¹⁷ Entretien avec Martin M. caméraman au sein de CKTV le 20 février 2007 à mon domicile à Kinshasa

⁴¹⁸ Entretien avec Augustin Baharanyi, le 16 février 2007 au siège du MLC à Kinshasa

⁴¹⁹ Témoignage d'un membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, février 2007, siège du MLC, Kinshasa

un résultat électoral défavorable. Ils ont laissé leur chance aux politiques du mouvement et cela s'est concrétisé à leurs yeux par l'investiture d'un Président honni, qui est toujours demeuré leur ennemi. Donc, vu la situation actuelle, pour certains d'entre eux, le conflit n'aurait pas dû s'arrêter de la sorte :

CZ. : D'après moi...on aurait dû continuer jusqu'à la fin. Jusqu'à Kinshasa. On devait y arriver et on était sûr d'y arriver. Prenez par exemple, la guerre depuis Goma jusqu'à M'bandaka, jusqu'à Pweto, c'était dans la main de la rébellion. Maintenant, qu'est-ce qui restait ? Il ne restait que des régions. Et le gouvernement n'avait aucune réussite. Dans aucun axe, le gouvernement n'avait aucune réussite⁴²⁰.

Ainsi, illustrant les propos de mon interlocuteur, les membres de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba perpétuent les pratiques en vigueur du temps de la lutte armée comme les rites d'invincibilité et autres pratiques mystiques. Ces rites, nous dit Hélène Morvan, consistent à « donner aux combattants une identité distincte de leur identité de civil »⁴²¹, ils contribuent par ailleurs à conférer au groupe un fonctionnement similaire à celui d'une société secrète, d'une caste fermée. Ces rites revêtent par ailleurs une dimension sociale et psychologique prépondérante, ils visent à renforcer la cohésion sociale du groupe et ils permettent aussi de dépasser les peurs.

Ces considérations nous laissent augurer d'une certaine tendance à l'autonomisation du groupe. Néanmoins, il convient de se signaler que tous les acteurs sociaux du groupe en question demeurent fondamentalement attachés à la personne du « chairman », Jean-Pierre Bemba.

Officiellement, les affrontements des 22 et 23 mars 2007 font suite au refus de la garde rapprochée de s'auto-démanteler comme ceci était prévu. L'ultimatum était fixé au 15 mars 2007. Le gouvernement justifie son action en vertu du respect de la légalité. Cependant, il est intéressant de constater que Joseph Kabila a préféré usé de la force pour démanteler cette garde, alors qu'il a privilégié la voie de la négociation pour tenter de démobiliser certaines factions rebelles comme celles de Peter Karim ou de Laurent Nkunda, avec plus ou moins de succès. D'une manière générale, cette garde rapprochée, cantonnée au centre ville de Kinshasa, donnait une certaine visibilité au MLC et à son leader. Celle-ci permettait également au mouvement de perpétuer son identité originelle et de maintenir une veille du combat, qui pouvait allier actions politiques légales et pratiques propres au champ de la lutte

⁴²⁰ Entretien avec Claude Z., membre de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba, le 7 mars 2007 au siège du MLC à Kinshasa

armée. Le maintien de celle-ci pouvait également permettre de pallier au sentiment d'échec relatif à la défaite aux élections, en montrant que le mouvement n'avait pas encore été défait. Pour Joseph Kabila, cette garde, au centre d'une capitale qui lui était défavorable représentait un danger quant à son maintien au pouvoir et il ne pouvait tolérer la présence de ce qui était considéré comme un bataillon hostile. L'action entreprise au mois de mars représente un coup militaire et psychologique infligé au MLC.

Le MLC, en devenant un parti politique a été confronté à des caractéristiques de l'action politique auxquelles il n'était pas accoutumé. En devant obtenir la légitimité des urnes, le mouvement n'a pas su ou pu faire face à la monétarisation de l'action politique notamment. En procédant à une certaine redéfinition de sa légitimité, tirant par là les bénéfices d'un discours se réclamant de la religion, le mouvement a élargi son registre d'actions aux manifestations, recours aux tribunaux ou autres actions en concertation avec des associations. Cependant, l'héritage de la lutte armée demeure prégnant, il est visible notamment à travers le discours des membres du mouvement et la revendication de la légitimité que le MLC peut avoir tiré de sa participation à la lutte armée. Cette lutte armée est par ailleurs perçue par les membres de la garde rapprochée de Jean-Pierre Bemba comme ayant été uniquement interrompue, ceci est notamment visible à travers leur volonté de reprendre en main la destinée d'une action qu'ils avaient laissée le soin aux cadres politiques de poursuivre, sans succès à leurs yeux.

⁴²¹ Hélène MORVAN, *Réinventer le quotidien...*, op.cit., p.77

Conclusion

Aux débuts de mon enquête, plusieurs personnes, que ce soit à Paris ou à Kinshasa, ont émis des doutes sur la pertinence d'un tel travail en prétendant qu'il était trop tôt pour jauger la reconversion du MLC en parti politique. Ce travail, malgré ses limites, permet tout de même de dégager quelques enseignements quant à la reconversion des mouvements rebelles en partis politiques.

La reconversion implique une transformation de la manière de penser le politique en général, ce qui est en soi un construit politique de longue durée. Ce travail a montré que les pratiques et modes de pensée en vigueur durant la période de la lutte armée continuent d'imprégner le fonctionnement actuel du MLC. Cependant, si l'UNITA et la RENAMO se perpétuaient dans la guerre, le MLC se voyait déjà à l'époque de la lutte armée avec un destin politique d'envergure nationale. Par ailleurs, le mouvement a, dès sa création orienté son action progressivement en fonction d'une vision politique. Sa mutation en parti politique s'est caractérisée par le développement des capacités d'expertise, par une utilisation rationnelle des outils modernes de communication ainsi que par un élargissement du répertoire d'actions.

Seulement, si au maquis, les logiques politiques et militaires s'influençaient mutuellement, dans le champ politique contemporain, les actions légales et insurrectionnelles demeurent intrinsèquement liées. Ceci n'est pas à mettre en relation avec une éventuelle volonté du MLC de revenir à la lutte armée, il faut considérer ces actions en rapport avec le contexte politique dans lequel elles se déroulent. Ce contexte a été structuré par des années de guerre qui ont profondément bouleversé les représentations populaires du pouvoir.

Par ailleurs la réticence du MLC à se séparer de sa composante militaire n'est pas forcément un signe que les membres du MLC ne veulent pas de la paix, mais simplement un signe qu'ils sont anxieux quant à leur sécurité, sentiment renforcé par un climat d'incertitude.

C'est cette incertitude concernant des échéances électorales et l'action de la partie adverse qui formate l'action du MLC. Plus généralement, l'action du MLC concernant le maintien d'une puissance militaire peut être considérée comme une « demi mesure ». Le MLC a procédé à de réelles avancées dans le processus de démobilisation en se séparant de la plupart de ses troupes. Cependant, en nous démarquant de tout propos à connotation cynique, le mouvement n'a pas conservé une force de frappe suffisante pour inverser des résultats électoraux défavorables. Le mouvement n'avait pas les capacités militaires de reprendre la guerre comme l'a fait l'UNITA en Angola en 1992. Notre enquête a montré que les cadres du mouvement étaient conscients de ces réalités. Ceci dénote donc une réelle volonté du MLC d'investir légalement le champ politique, malgré la prégnance des anciens modes d'action.

Roland Marchal souligne la tendance du déplacement des conflits vers les villes, la ville est « l'expression concrète du pouvoir, la contrôler équivaut à s'imposer dans le champ politique [...] la dominer signifie contrôler le pays »⁴²².

C'est-ce « déplacement vers la ville », ce changement d'unité territoriale qui semble avoir eu le plus d'impact sur le MLC. En arrivant à Kinshasa, le mouvement a dû faire face à une modification de son environnement extérieur, en étant confronté à la pluralisation de l'offre politique, à des nouveaux modes d'action politique (notamment en relation avec la monétarisation de celle-ci), à la versatilité d'un électorat qui a maintenant le choix de désigner ses représentants, à un changement d'ordre spatial (la zone d'action n'est plus seulement l'Equateur, mais le pays entier).

Dans le maquis, le MLC pouvait être apparenté à un appareil d'Etat, qui fonctionnait sous une sorte « d'Etat d'urgence » mais qui assurait tout de même des fonctions minimales de régulation, d'organisation et de « prélèvements fiscaux ».

Dans ce contexte, le MLC était en quelque sorte un acteur politique quasi-unique dans sa zone d'occupation. A son arrivée à Kinshasa, le MLC doit faire face à un changement radical de son statut. celui-ci ne devient plus qu'un parti politique soumis à un « champ de luttes et de forces ». Ceci a entraîné des conséquences importantes pour le MLC: il ne bénéficie plus d'autant de ressources matérielles qu'auparavant, il doit se soumettre à de nouvelles règles. Par ailleurs, le mouvement a perdu toute une série de « fonctions régaliennes » qui étaient les siennes du temps du maquis.

Encore plus important à notre sens, ces changements radicaux ont eu une conséquence de l'ordre du symbolique sur les membres du mouvement, qu'il s'agisse des militants, des

⁴²² Roland MARCHAL, « Anatomie des guerres en Afrique », in *Questions Internationales*, n°5, 2004 01-02, pp.25-35, p.30

membres de la garde rapprochée ou des cadres : ils éprouvent le sentiment d'avoir été trahis par les anciens membres (ou membres actuels...), les autorités et la communauté internationale. D'où la nostalgie qu'ils éprouvent pour l'époque du maquis avec ses lieux de sociabilité et ses objectifs précis... Cet impact sur l'esprit des membres du mouvement a pu forger le mode de fonctionnement actuel du parti ainsi que le comportement de ses membres, comme la perpétuation des pratiques en vigueur au maquis.

Enfin, le MLC, en tant que mouvement politique institutionnel est désormais soumis au regard de la communauté internationale qui a porté à bout de bras le processus démocratique en RDC, celle-ci a profondément influé sur le mode de fonctionnement du MLC.

Cependant, au-delà des conclusions de cette enquête, il semble que « ceux qui sont restés dans la forêt » ont observé avec beaucoup d'attention ce qui s'est passé à Kinshasa. Le déroulement de la transition ainsi que les événements de mars 2007 leur permet sans doute de se projeter dans un éventuel futur et ainsi d'orienter leurs actions.

Bibliographie

Sur le *peace building* et la reconstruction post-conflit

- COULON Jocelyn (Dir.), *Guide du maintien de la paix 2007*, Québec, Athéna Editions, 2006
- GARIBAY David, *Des armes aux urnes : processus de paix et réinsertion politique des anciennes guérillas en Colombie et au Salvador*, Thèse de doctorat, IEP Paris, 2003
- LAREMONT Ricardo René, *The Causes of War and The Consequences of Peacekeeping in Africa*, Portsmouth, Heinemann, 2002
- LYONS Terrence, « Post-Conflict Elections and The Process of Demilitarizing Politics : The Role of Electoral Administration », in *Democratization*, vol.11 n°3, juin 2004, pp.36-63
- MANNING Carrie, « Competition and Accommodation in Post-Conflict Democracy : The Case of Mozambique », in *Democratization*, vol.8, n°2, été 2001, pp.140-169
- MARCHAL Roland et MESSIANT Christine, *Les chemins de la guerre et de la paix, fins de conflit en Afrique orientale et australe*, Paris, Karthala, 1997
- MEHLER Andreas and TULL Denis M., « The Hidden Costs of Power-sharing : Reproducing Insurgent Violence in Africa » in *African Affairs*, vol.104 n°416, juillet 2005, pp.375-399, p.391
- NEWMAN Edward and SCHNABEL Albrecht (Eds.), *Recovering from. Civil Conflict, Reconciliation, Peace and Development*, London, Franck Cass Publishers, 2003
- TAISIER Ali M. and MATTHEWS Robert O.(eds.), *Durable Peace, Challenges for Peacebuilding in Africa*, Toronto, Toronto University Press, 2004
- UWAZIE Ernest (eds.), *Conflict Resolution and Peace Education in Africa*, Lanham, Lexington Books, 2003

- WALTER Barbara, *Committing to Peace : The Successful Settlement of Civil Wars*, Princeton, Princeton University Press, 2002
- WENDT David , « The Peacemakers : Lessons of Conflict Resolution for The Post-Cold War World », in *The Washington Quarterly*, vol.17, n°3, Été 1994, pp.163-179

Sur les mouvements rebelles et les conflits

- BALENCIE Jean-Marc, DE LA GRANGE Arnaud , *Mondes rebelles : guérillas, milices, groupes terroristes*, Paris, Michalon, 2001
- BOAS Morten and DUNN Kevin C. (Eds.), *African Guerillas, Raging Against the Machine*, London, Lynne Rienner Publishers, 2007
- CLAPHAM Christopher (eds.), *African Guerillas*, Oxford, James Currey, 1998
- GEFFRAY Christian, *La cause des armes au Mozambique : anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala, 1990
- ESSO-BOKO Akila, « Le mythe du soldat rédempteur », in *Géopolitique africaine*, n°5, février 2002, pp.215-223, p.219
- HILLS Alice, « Warlords, Militia and Conflict in Contemporary Africa : A Re-examination of Terms », in *Small Wars and Insurgencies*, vol.8 n°1, printemps 1997 pp.35-52
- MANI Rama, « Rebuilding an Inclusive Political Community After War », in *Security Dialogue*, vol.36 n°4, décembre 2005, pp.511-527
- MEHLER Andreas, « Les oligopoles de la violence en Afrique de l'ouest », in *Politique étrangère*, 3ème trimestre 2006, pp.557-569
- PASCALINI Valérie, « L'évolution des conflits en Afrique », in *la revue internationale et stratégique*, n° 33, printemps 1999, pp. 133-142
- POULIGNY Béatrice, « Promoting Democratic Institutions in Post-Conflict Societies : Giving Diversity a Chance », in *International Peacekeeping*, vol.7 n°3, automne 2000, pp.17-36
- SCHAFER Jessica, « Guerillas and Violence in Mozambique, De-socialization or Re-socialization ? », in *African Affairs*, vol.100, n°399, avril 2001, pp.215-237
- WEINSTEIN Jeremy M., « Resources and The Information Problem in Rebel Recruitment », in *The Journal of Conflict Resolution*, vol.49 n°4, août 2005, pp.598-625
- ZAHAR Marie-Joëlle, « Protégés, Clients, Cannon Fodder : Civilians in The Calculus of Militias », in *International Peacekeeping*, vol.7 n°4, hiver 2000, pp.107-129

Sur la République Démocratique du Congo

- AKELE ADAU Pierre, « Armée et transition en République Démocratique du Congo, quel épilogue ? », in *Congo Afrique*, n°391, janvier 2005, pp.4-12

- AUST Björn and JASPERS Willem, *From Resource War to « violent peace », Transition in The Democratic Republic of Congo*, Bonn, Bonn International Center for Conversion, 2006

- BANEGAS Richard et JEWSIEWICKI Bogumil , « Vivre dans la guerre : imaginaires et pratiques populaires de la violence en République Démocratique du Congo », in *Politique Africaine*, décembre 2001, n°84, pp. 5-17

- BOUVIER Paule, « Le dialogue inter congolais, anatomie d'une négociation à la lisière du chaos. Contribution à la théorie de la négociation », in *Cahiers africains* n° 63-64, 2004

- BLANC Thomas L., « « Diamonds are forever », Le Zimbabwe, les diamants et la guerre en RDC », in *Afrique contemporaine*, n°197, premier trimestre 2001, pp.34-47

- BRASPENNING Thierry et NASHI Emmanuel M.A., « La République Démocratique du Congo, entre les pressions externes et internes », in *Géopolitique africaine*, n°3, été 2001, pp.211-231

- DAMAY Christian , « La contribution de l'UE à la sécurité du processus électoral en RDC », in *Les Cahiers de Mars*, n°191, 1er trimestre 2007, pp.89-92

- DE VILLERS Gauthier, *République Démocratique du Congo, guerre et politique, les trente derniers mois de L.D. Kabila (aout 1998-janvier 2001)*, Paris, L'Harmattan, 2001

- DE VILLERS Gauthier, « Identifications et mobilisations politiques au Congo-Kinshasa », in *Politique Africaine*, n° 72, décembre 1998, pp.81-98

- FRERE Marie Soleil (dir.), *Afrique centrale, médias et conflits : vecteurs de guerre ou acteurs de paix*, Bruxelles, GRIP-Editions Complexe, 2005

- FRERE Marie Soleil, « République démocratique du Congo : les médias en transition », in *Politique Africaine*, n°97, mars 2005

- HUGO Jean-François, « Les ferments d'instabilité en République Démocratique du Congo », in *Les Cahiers de Mars*, n°191, 1^{er} trimestre 2007, pp.39-42

- HUGO Jean-François, *la République Démocratique du Congo, une guerre inconnue*, Paris, Michalon, 2006

- KABUYA-LUMUNA Célestin, « Quelles lois essentielles pour la RDC ? », in *Fédéralisme-Régionalisme*, 2004-2005, pp.31-43

- LANOTTE Olivier, *Guerres sans frontières en RDC*, Bruxelles, GRIP-Complexe, 2003
- LEDERLE Béatrice, *Les entrepreneurs de violence dans le conflit en République Démocratique du Congo*, mémoire de DEA, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2004
- MAINDO Alphonse, « De la lutte armée à la bataille électorale en RDC. La reconversion du chef de guerre Jean-Pierre Bemba », article non publié, mars 2007
- MAINDO Alphonse, « Survivre à la guerre des autres, un défi populaire en République Démocratique du Congo », in *Politique Africaine*, n°84, décembre 2001, pp.33-58
- MATSANZA Guy Aundu, « La nouvelle édification de l'Etat à l'épreuve de l'ethnicité », in *Fédéralisme-Régionalisme*, 2004-2005, pp 53-81
- MELMOTH Sébastien, « République Démocratique du Congo : décentralisation et sortie de crise », in *Afrique Contemporaine*, n°221, janvier 2007, pp.75-87
- MORVAN Hélène, *Réinventer le quotidien, la cohabitation des populations civiles et des combattants maï-maï au Kivu*, Uppsala, Life and Peace Institute, 2005
- MUHIGIRWA Ferdinand (dir.), *Les dimensions socio-économiques et politico-militaires de la Constitution de la transition*, Kinshasa, Publications du CEPAS (Centre d'Etudes Pour l'Action Sociale), 2003
- TSHIYEMBE Mwayila, « Pour un Etat démocratique en RDC », in *Géopolitique Africaine*, n°7-8, Eté/Automne 2002, pp.285-303
- VIRCOULON Thierry, « RDC, la démocratie sans démocrates », in *Politique étrangère*, automne 2006, pp.569-583
- VIRCOULON Thierry , « Ambiguïté de l'intervention internationale en République Démocratique du Congo », in *Politique Africaine*, juin 2005, n°98, pp.79-96
- WILLAME Jean-Claude, « La difficile normalisation en RDC : Retour à Machiavel », in *Humanitaire*, n°16, printemps 2007, pp.32-39
- WILLAME Jean-Claude, « L'Accord de Lusaka, chronique d'une négociation internationale », in *Cahiers africains*, n°51 - 52, 2002

Sur les partis politiques, l'Etat et le politique en général

- BACH Daniel et SINDJOUN Luc, « Ordre et désordre en Afrique », in *Polis, revue camerounaise de science politique*, n°2, volume 4, novembre 1997, pp. 3-18
- BRAUD Philippe, *Violences politiques*, Paris, Seuil, 2004
- BRAUD Philippe, *L'émotion en politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996

- DUVERGER Maurice, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1981 (1951)
- GAZIBO Mamadou, « Pour une réhabilitation de l'analyse des partis en Afrique », in *Politique Africaine*, n°104, décembre 2006, pp.5-17
- MBEMBE Achille, « Pouvoir, violence et accumulation », in *Politique Africaine*, n°39, octobre 1990, pp.7-25
- MEDARD Jean-François, « L'Etat patrimonialisé », in *Politique Africaine*, n°39, octobre 1990, pp.25-37
- OFFERLE Michel, *Les partis politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006
- QUANTIN Patrick (dir.), *Voter en Afrique : Comparaisons et différenciations*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp.11-31
- ZAMBO-BELINGA Jean-Marie, « La scénographie de la déviance dans les scrutins politiques. La violence comme phénomène électoral d'ici et d'ailleurs », in *Cahiers d'études africaines*, XLVII(1), n°185, 2007, pp.29-65
- ZARTMAN William (eds.), *Collapsed States, the Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*, London, Lynne Rienner Publishers, 1995

Documents, Revues et sites internet

- BEMBA Jean-Pierre, *Le choix de la liberté*, Gbadolite, Editions Vénus
- LAM Moktar, « Rapport de mission sur le rôle des partis politiques dans le processus électoral en République Démocratique du Congo », Kinshasa, novembre 2006
- Congo Afrique
- Jeune Afrique
- www.mlc-congo.net

Documents édités par le MLC

- Déclaration politique de l'Union pour la Nation, Kinshasa, le 14 novembre 2006
- MLC : « Contrat social. Alternance pour la reconquête du Congo. Programme de gouvernement du MLC », juin 2006
- « Rapport général du Conseil des Représentants du MLC », Kinshasa, janvier 2006

- Secrétariat général du MLC, Commission programme de gouvernement et thème de propagande, « Données stratégiques et tactiques pour l'élection au premier tour », volume I, données générales, Kinshasa, janvier 2006

- Statuts du MLC, amendé et adoptés par le Conseil des représentants en date du 29 février 2006

Supports vidéo

- « Le choix de la liberté », documentaire réalisé par Joly BASWELE diffusé sur CKTV

- « Sur la route de Kinshasa », documentaire diffusé sur CKTV

- « Fête de l'indépendance à Gbadolite, le 30 juin 2003 », reportage diffusé sur CKTV

- « Le sixième anniversaire du MLC à Lisala », reportage diffusé sur CKTV, septembre 2004

